

**La situation sociale et universitaire ne cesse de se dégrader en Iran**

LIBRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,50 F; Belgique, 1,80 F; Tunisie, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; Italie, 1,80 F; Portugal, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,80 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,80 F; Yougoslavie, 1,50 F.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS  
75471 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 PARIS  
TÉLÉGRAMMES : MONDIPR  
TÉL. : 246-72-23

**BULLETIN DU JOUR**

**LE PAPE ET L'EST**

Étonnante cérémonie que celle qui s'est déroulée dimanche sur la place Saint-Pierre de Rome ! Même ceux qui n'habitent pas la foi ont été sensibles au spectacle de ce pape « venu du froid », s'exprimant avec énergie, sans détours diplomatiques, bien conscient de représenter un pouvoir immense et, manifestement, décidé à en user. On ne peut plus douter, après la journée de dimanche, comme d'ailleurs après la véritable conférence de presse donnée samedi 21 octobre par le souverain pontife, que l'Église catholique ait trouvé un vrai chef. Que le nouveau pontife soit et se veuille toujours Polonais, on ne peut pas non plus en douter. Certes Jean Paul II est-il devenu, comme il l'a déclaré, « lui aussi Romain ». Mais c'est, a-t-il ajouté, « parce qu'il est fils d'une nation dont l'histoire, depuis ses plus lointains origines, doit les traditions millénaires sont marquées par un lien vivant avec le siège de Pierre, fort, ininterrompu, profondément ancré dans les sentiments et dans la vie, une nation qui est demeurée toujours fidèle à ce siège de Rome ».

De tels propos ont dû paraître bien blasphematoires aux dirigeants soviétiques et faire frémir bien des sourcils au Kremlin. Vue de Moscou, la fidélité est traditionnellement à sens unique, lorsqu'il s'agit des pays « frères », et c'est toujours à l'U.R.S.S. d'en bénéficier. Tel ne semble pas être l'avis de Jean Paul II. Ne s'est-il pas permis, s'adressant manifestement aux populations des pays de l'Est d'exprimer la peur (« Frères et sœurs, n'ayez pas peur d'accueillir le Christ et d'accepter son pouvoir ») ? Et n'est-il pas allé jusqu'à donner des conseils aux dirigeants des pays socialistes : « N'ayez pas peur, ouvrez les frontières des États, des systèmes économiques et politiques, les immenses formelles de la culture, de la civilisation, du développement ».

Il est peu probable que ces encouragements — pourtant bien dans l'esprit des accords d'Helsinki — soient entendus à Moscou. Ils auront, au contraire, accru l'irritation des dirigeants soviétiques, qui s'emploient depuis plus de six ans à déraciner cette insupportable « survivance du passé » qu'est pour eux la religion. Le nouveau pape, en outre, leur a signifié, en s'adressant en lituanien et en ukrainien aux deux plus importantes communautés catholiques vivant en U.R.S.S., qu'ils ne pourraient pas, pour mener à bien cette tâche, compter sur sa complaisance ou son silence. Les dirigeants polonais, eux, étaient déjà au courant ; sans pour autant avoir eu recours au scandale ou à l'épreuve de force, l'ancien archevêque de Cracovie n'a jamais refusé son soutien discret aux Polonais luttant pour le respect des droits de l'homme. Il a même autorisé son clergé à se solidariser concrètement avec les dissidents, en accueillant par exemple dans des locaux religieux leurs universités « volantes ».

On ne peut exclure, dans ces conditions, une prochaine épreuve de force entre Jean Paul II et les dirigeants soviétiques, qui lui reprocheront très certainement de trop abandonner le « spirituel » au bénéfice du « temporel ». Étrange reproche, venant de marxistes-léninistes ! En dépit de tous les démentis, il est évident que l'Église catholique n'est pas sans influencer la marche du monde, et ce phénomène n'est sans doute pas près de se dissiper. Pourquoi, dans ces conditions, ne tiendrait-elle pas compte du monde tel qu'il est et n'abandonnerait-elle pas certaines prérogatives qui ont été parfois des odeurs de l'acheté ? La remarque ne vaut pas seulement pour ses rapports avec les pays de l'Est, mais vise tous les pouvoirs qui contribuent dans le monde à avilir et à exploiter des hommes.

Trop de reproches ont été adressés à l'Église pour ses silences passés, pour qu'on ne se rejoigne pas aujourd'hui de voter Jean Paul II traitant du monde réel avec fermeté, et conviction.

(Lire nos informations pages 12 et 13.)

**Le projet de traité entre Israël et l'Égypte suscite des réserves de la part de M. Sadate**

**Le problème du « lien » entre l'accord bilatéral et un règlement d'ensemble au Proche-Orient serait cependant résolu**

Le gouvernement israélien examine, ce lundi 23 octobre, le projet de traité de paix qu'ont adopté dimanche, à Washington, les délégations du Caire et de Jérusalem après de laborieuses négociations.

Selon un porte-parole américain, le « lien » existant entre le règlement d'ensemble du problème du Proche-Orient et ce traité bilatéral figure parmi les « problèmes résolus ».

Mais un porte-parole du chef de l'État égyptien a déclaré lundi matin que le président Sadate refuse d'entériner le projet sous sa forme actuelle et vient de donner des instructions aux négociateurs égyptiens à Washington visant à obtenir des éclaircissements sur certains points.

À Damas, on a précisé dimanche que le président Assad de Syrie se rendrait à Bagdad mercredi 25 octobre pour assister au sommet des pays arabes du Front de la fermeté, le 2 novembre. L'Arabie Saoudite a confirmé dimanche au gouvernement de Bagdad qu'elle acceptait de participer à ce sommet.

Washington — M. Carter a-t-il encore réhaussé sa stature de « faiseur de paix » en permettant que les négociations israélo-égyptiennes sortent de l'impasse ? En attendant les décisions du conseil des ministres israéliens prévues pour ce lundi, on se garde encore de pavoiser ici et encore moins de comparer cette nouvelle performance du président à celle de Camp David. Tout de même, précisément parce qu'il ne peut se permettre un dérapage après ce succès initial, il se devait d'intervenir en force pour surmonter les obstacles que démontait avec une inquiétude croissante le général Dayan. Il s'en est acquitté apparemment avec succès, et cette fois-ci presque seul, puisque M. Vance venait d'arriver à Moscou et M. Erasmovitch, son principal conseiller, de rentrer à Jérusalem.

Dés jeudi dernier, le président avait pris les devants en participant à une réunion de travail à Blair House en présence des deux délégations. Le soir même, il proposait un nouveau projet de traité. Le marchandage le plus intense s'est engagé vendredi, alors même que le ministre israélien des affaires étrangères multipliait les déclarations pessimistes et annonçait son rappel à Jérusalem pour consultations. M. Carter, qui avait reçu une première fois la délégation israélienne à la Maison Blanche dans l'après-midi, l'invitait pour un nouvel entretien après avoir reçu les Égyptiens. Cette conversation, non annoncée sur le moment, dura trois heures et porta les deux tiers du temps sur un seul point en litige. Le général Dayan, qui

**Les élections européennes créent plus de problèmes au R.P.R. et au P.S. qu'à l'U.D.F. et au P.C.F.**

M. Raymond Barre commença mardi matin, en recevant une délégation du R.P.R., ses consultations avec les formations de la majorité et de l'opposition sur trois sujets : la limitation du cumul des mandats, la réglementation du financement des partis politiques, et l'opportunité d'introduire un scrutin de type proportionnel dans les villes de plus de trente mille habitants pour les élections municipales.

Ces projets rencontrent l'hostilité de R.P.R., dont les divergences avec le gouvernement portent aussi sur les élections européennes.

La préparation de ce scrutin conduit les élus-majors des partis à préciser leurs doctrines et à commencer de s'interroger sur la composition des listes.

M. Giscard d'Estaing évoquera ces questions au cours de la conférence de presse qu'il doit donner le 21 novembre et qui aura lieu, exceptionnellement, à la Maison de la radio et non à l'Élysée.

M. Raymond Barre se rendra mardi après-midi 24 octobre devant le Sénat à l'occasion d'un débat sur l'Europe provoqué par une série de questions orales posées par les représentants de tous les groupes de la Haute Assemblée. Une part croissante des interventions du premier ministre dans le débat politique semble devoir être consacrée à l'Europe : il a reçu samedi une délégation des Jeunes Démocrates européens et participe à la fin de la semaine à l'Eurofestival organisé notamment par les jeunes du Centre des démocrates sociaux (cinq mille participants européens sont attendus). Entre-temps le chef du gouvernement a signé un accord au Progrès de Lyon une interview consacrée essentiellement à la question européenne. Ce pourrait être la ramorce d'un effort de sensibilisation des porteurs publics en direction de l'opinion dont on peut craindre qu'elle ne se passionne pas pour le scrutin du 10 juin prochain.

M. Barre ne sera pas candidat à cette élection. Il le confirme volontiers en privé. Mais pour un haut responsable qui renonce, combien ont déjà fait acte de candidature à la candidature ! Dans l'opposition, le P.S. et le P.C. présenteront chacun sa liste, ce qui règle les problèmes de dosages mais pas les questions de personnes. Le nombre de candidats est limité à quatre-vingt-trois par liste et celui des élus à vingt-neuf, ce qui ne peut guère excéder une vingtaine ; or, le nombre des postulants dépasse largement ces limites. Ainsi, considérant que cette situation donne à M. Mitterrand une force de pression considérable sur l'appareil du P.S. dans la perspective du congrès des 6, 7 et 8 avril, M. Rocard, appuyé par le C.E.R.S., a tenté d'obtenir votes publics en direction de l'opinion dont on peut craindre qu'elle

**Pékin et Tokyo au « rendez-vous historique »**

La Chine et le Japon ont échangé, lundi 23 octobre, au cours d'un échange de lettres, les instruments de ratification du traité de paix et d'amitié signé le 12 août à Pékin.

M. Teng Hsiao-ping, qui est le premier haut dirigeant de Pékin reçu au Japon depuis la victoire des communistes chinois en 1949, a été l'objet d'égards généralement réservés aux chefs d'État. L'empereur Hiro Hito l'a reçu à déjeuner ce lundi.

Quelques soixante-cinq mille policiers japonais ont été mobilisés pour cette visite, dans la crainte d'une action de l'extrême droite, hostile au rapprochement avec la Chine. Un homme a tenté de se faire hara-kiri devant la résidence de M. Fukuda pour protester contre une politique dont notre correspondant à Tokyo fait l'analyse et évalue les conséquences dans une série d'articles.

**I. — Un espace commun**

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Tokyo. — La dernière haute personnalité chinoise à avoir visité Tokyo avant M. Teng Hsiao-ping se trouvait en situation humiliante. Cela se passait en 1949. Le Chinois s'appelait Fu Yi, c'était le dernier empereur de la dynastie mandchoue. Chassé du pouvoir par la révolution de 1911, il avait été placé par les Japonais à la tête d'un État fantôme, le Mandchoukouo, créé de toutes pièces par Tokyo en 1932. Fu Yi venait en vassal recevoir des mains de l'empereur du Japon Hiro Hito, les trois insignes du pouvoir (le sabre, le miroir et le joyau) qu'il devait rapporter en Chine. Depuis 1949, le Japon avait envahi la Chine du nord au sud au nom du grand dessein rédempteur des militaires au pouvoir, persuadé qu'ils libéreraient l'Asie de l'oppression occidentale. À près de quarante ans après, c'est le même empereur du Japon qui reçoit le vice-premier ministre de la Chine populaire. Il est devant le symbole d'une nation qui a accédé au rang de troisième puissance économique du monde. Son rôle dirige une Chine en passe d'être reconnue comme super-puissance et dont les amis les plus sûrs ne se trouvent plus à Moscou. Pour la première fois depuis près d'un siècle, — la pre-

**Journées musicales de Donaueschingen**

Stockhausen, Michaël et les autres

Chaque fois qu'on écoute une œuvre nouvelle au Festival de Donaueschingen, il faudrait avoir une pensée pour le prince Joachim von Fürstenberg, qui, pendant ce temps-là, brasse la bonne bière portant son nom. C'est grâce à elle qu'on fait ici de la musique contemporaine depuis plus d'un demi-siècle, et les musiciens ou les mélomanes qui n'aiment pas la bière sont bien coupables : si tous les compositeurs du monde buvaient seulement un verre de Fürstenberg chaque matin, leur travail deviendrait plus léger, et le Festival pourrait durer une semaine au lieu de trois jours. Pour être tout à fait juste, il faut préciser que le radio de Baden-Baden, la Südwestfunk, par ses commandes, la diffusion qu'elle assure. Pour ce qui est de la bière, elle est indispensablement liée depuis longtemps au Festival.

Selon une habitude bien établie, les Journées de Donaueschingen mettent en regard, chaque année, un des cinq ou six grands compositeurs actuels et une dizaine de jeunes

dont la notoriété n'est pas encore établie. La lutte est toujours un peu inégale par le seul fait qu'on juge le travail d'un inconnu en le rapportant à tout ce qui se fait actuellement, alors que, s'agissant d'un créateur dont on suit l'évolution depuis plusieurs années, chaque nouvelle œuvre intéressée déjà par l'éclairage différent qu'elle projette. Il s'ajoute à cela — c'est vraiment injuste — que la soin apporté à l'acoustique diffuse souvent considérablement : si on est sûr d'avoir entendu ce qu'a écrit Stockhausen, dont l'Ensemble Intercontemporain donnait en création *Michaelis Reise um die Erde* (qu'on entendra à Paris les 25, 26, 27 et 28 octobre), on ne peut pas en dire autant des partitions écrites la veille — on a bien entendu les notes, parce que certaines structures, mais on peut difficilement parler d'interprétation, et sans interprétation, c'est la musique ?

GERARD CONDE

(Lire la suite page 24.)

**Les Occidentaux Alfred Grosser**

Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre

Son livre est indispensable aux lecteurs trop jeunes pour avoir vécu intensément les péripéties que racontent « Les Occidentaux ». Il est utile aux plus âgés dont il met les souvenirs en forme et en perspective. Il est stimulant pour les spécialistes.

Stanley HOFFMANN  
Le Monde

**AU JOUR LE JOUR**

**Un gros appétit**

Décidément, rien ne semble devoir arrêter M. Herasat dans son amour des journaux. Déjà installé officiellement dans le fauteuil du Figaro et, officieusement, à France-Soir, où il détient quelques portefeuilles à sa portée, le voilà à l'attaque, dont la direction générale et la direction politique vont abandonner leurs fonctions pour laisser place à son homme à lui.

Et vous allez voir que, au Figaro, on ne se contente pas d'être dirigé par un homme à la tête d'un journal, on aime aussi être dirigé par un homme à la tête d'un journal.

BERNARD CHAPUIS.

qui est vrai et noble

DUVELLES

1000

LE COMMUNISME A L'EST

Les limites de l'étanchéité

L'APPAREIL communiste s'est toujours acharné à cacher aux Soviétiques l'existence d'une réalité extérieure au système et échappant à son contrôle. C'est probablement pourquoi il s'est si souvent tenu dans l'ignorance des catastrophes mêmes nationales survenues dans leur pays. Malgré le mur de Berlin, la censure, les brouillages d'émissions étrangères, les informations continuent cependant à s'infiltrer. Une coupable étanchéité de la société soviétique ne paraît guère envisageable, ne serait-ce que parce que le monde capitaliste exerce une attraction par son caractère inimaginable que les dirigeants eux-mêmes. Du reste, il leur fournit lui-même des antidotes leur permettant de satisfaire, au moins partiellement, certaines exigences attisées par l'exemple occidental.

par ANDRÉ GRUBINE (\*)

viennent à maintenir deux équilibres fondamentaux, l'un interne, l'autre international. Tout d'abord, la pérennité du système dans sa forme actuelle suppose un équilibre entre le nombre d'individus ou de groupes passant du mécontentement passif à la dissidence active et sa capacité d'écarter, de déporter, d'interner, de tuer. A première vue, la puissance de l'appareil répressif soviétique conduit à croire que cet équilibre puisse être menacé. Cette stabilité ne paraît plus aussi évidente si on observe la multiplication des foyers de dissidence et la vivacité de certains d'entre eux après plusieurs décennies de répression : libéraux et défenseurs des droits de l'homme, sectes religieuses, ouvriers revendiquant une autre politique sociale, nationalistes des Républiques soviétiques et des États satellites, etc. (1). Aujourd'hui isolées, ces révoltes en germination ne vont-elles pas éclater un jour en chaîne à la faveur, par exemple, d'une aggravation de la crise économique ?

Les extorités

Pour empêcher une telle évolution, les autorités soviétiques doivent veiller à ce que, à quelques exceptions près, tous les mécontents continuent à ressentir les risques inhérents à une entrée dans la dissidence comme plus redoutables que la vie insipide que leur offre le système. Pour ce faire, elles disposent de trois catégories de moyens : — En premier lieu, les démonstrations de force viennent rappeler de temps à autres les risques de la contestation. Elles peuvent avoir pour cible des individus (condamnations d'Orlov, Gutnbourg, Chitranski, etc.), des groupes sociaux (répression féroce de la révolte de la ville de Novotcherkassk en juin 1962, décrite par Soljenitsyne dans l'Archipel du Goulag), des pays (invasion de la Tchécoslovaquie). Mais une répression trop intense de la répression peut provoquer une déstabilisation du système dangereuse pour les dirigeants eux-mêmes.

— Enfin, pour limiter les effets des carences les plus évidentes du système et engager lentement la société soviétique dans la voie de la consommation de masse, les dirigeants paraissent d'abord compter sur le monde occidental. En fait, les dirigeants soviétiques les traits de la « société de consommation », les dirigeants s'engagent dans un processus dynamique dont il leur sera de plus en plus difficile de contrôler l'expansion. Une double dépendance à l'égard de l'Occident devrait en résulter. D'une part, au fur et à mesure que les Soviétiques pourront bénéficier des avantages inhérents à la « société de consommation » (automobiles individuelles notamment), ils auront tout naturellement tendance à s'identifier au « modèle occidental » et seront ainsi contaminés, peu ou prou, par l'idéologie qui le secrète. D'autre part, les défaillances de l'économie soviétique dans des domaines extrêmement variés font douter que celle-ci soit à même de relayer les apports extérieurs pour assurer le type de développement économique qu'exige une telle évolution. La dépendance économique devrait donc, elle aussi, s'accroître.

— En second lieu, des soupapes de sécurité apparaissent qui peuvent donner l'impression d'une évolution du système sans empêcher pour autant un mouvement fondamental. Le foisonnement des anecdotes ridiculisant les dirigeants ou le système, les lettres critiques des lecteurs publiées par la Pravda notamment, certaines manifestations artistiques comme les œuvres d'Evtchenko ou du peintre Glasounov sont autant d'exemples d'une contestation acceptée et servent d'écluse sans menacer le système. Sur le plan économique, le marché noir remplit un rôle similaire en se substituant dans certains secteurs à des circuits officiels par trop tendus. De même, le détournement croissant entre la praxiologie officielle et la réalité pourrait permettre aux dirigeants de prendre davantage de liberté envers le carcan doctrinal et d'accepter des aménagements qui ne remettent pas en cause les rapports de forces établis. La limite de telles réformes réside dans l'utilisation de la doctrine comme instrument des luttes d'influence au sein même de la hiérarchie. De ce fait, quiconque s'exécute outre les principes de base offre une cible facile à ses concurrents ;

— Enfin, pour limiter les effets des carences les plus évidentes du système et engager lentement la société soviétique dans la voie de la consommation de masse, les dirigeants paraissent d'abord compter sur le monde occidental. En fait, les dirigeants soviétiques les traits de la « société de consommation », les dirigeants s'engagent dans un processus dynamique dont il leur sera de plus en plus difficile de contrôler l'expansion. Une double dépendance à l'égard de l'Occident devrait en résulter. D'une part, au fur et à mesure que les Soviétiques pourront bénéficier des avantages inhérents à la « société de consommation » (automobiles individuelles notamment), ils auront tout naturellement tendance à s'identifier au « modèle occidental » et seront ainsi contaminés, peu ou prou, par l'idéologie qui le secrète. D'autre part, les défaillances de l'économie soviétique dans des domaines extrêmement variés font douter que celle-ci soit à même de relayer les apports extérieurs pour assurer le type de développement économique qu'exige une telle évolution. La dépendance économique devrait donc, elle aussi, s'accroître.

(\*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

La logique du léninisme

par BETTINO CRAXI (\*)

AVEC le succès historico-politique du léninisme, la logique jacobine, chargée de toutes ses composantes vieilles et nouvelles qui entraînent la dictature révolutionnaire, prend le dessus sur la logique pluraliste et démocratique du socialisme. La Russie s'achemine sur la voie du collectivisme bureaucratique-totalitaire. Le but final indiqué par Lénine étant la société sans classe ni État, on pourrait parler d'« échec programmé des fins » dans le sens que les moyens employés ont absorbé l'idéal. Le léninisme au pouvoir serait, de ce point de vue, la démonstration qu'il n'est pas possible de scinder les moyens des fins et que l'histoire n'est pas « rationnelle », mais « ironique », et même « cruelle ». En réalité, le conflit entre bolchevisme et socialisme démocratique ne fut pas un simple conflit sur les moyens à employer pour atteindre l'idéal socialiste. Un tel conflit a été sans aucun doute l'un des facteurs qui ont entraîné une nette démarcation au sein du mouvement ouvrier, mais certainement pas le principal.

Entre le communisme léniniste et le socialisme, il existe une incompatibilité substantielle qui peut être synthétisée dans l'opposition entre collectivisme et pluralisme. Le léninisme est dominé par l'idéal de la société homogène, compacte, indifférenciée. Il y a dans le léninisme la conviction que la nature humaine a été dégradée par l'apparition de la propriété privée, qui a déshumanisé la communauté primitive en déshumanisant, qu'il n'y a, pas par hasard, défini « le foyer de la foi et le gardien de la doctrine du socialisme scientifique ». Le parti marxiste-léniniste, du fait qu'il incarne le projet de désaliénation totale de l'humanité, est une institution caractéristique et toute la morale de l'histoire. Il exprime l'éthique et la science du « prolétariat idéal » qui doit illuminer « le prolétariat réel » et lui indiquer « la voie du salut » (ainsi que l'on peut le lire dans la résolution du II<sup>e</sup> Congrès du Komintern).

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

Un monde purifié

Si cette interprétation du léninisme est correcte, alors l'opposition entre socialisme et communisme est certainement très profonde. Le communisme léniniste a des buts palinodésiques : c'est une religion déguisée en science qui prétend avoir trouvé une réponse à tous les problèmes de la vie humaine. Pour cette raison, il n'a pas pu tolérer des rivaux, et en un mot il est « totalitaire ». Milovan Djilas et Gilles Martinet l'ont souligné de façon convaincante : le léninisme, par le fait qu'il aspire à régénérer la nature humaine, à créer un monde purifié de tous chocs à caractère négatif, à mettre fin au scandale du mal, est une doctrine millénaire qui, une fois au pouvoir, ne peut pas ne pas tenter un État idéologique soutenu par une caste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

(\*) Secrétaire général du parti socialiste italien.

Budapest 1956 : une révolution pluraliste et prolétarienne

par ANDRÉ RESZLER (\*)

La révolution qui éclata à Budapest le 23 octobre 1956 n'a pas fait l'objet jusqu'à présent d'une analyse comparée qui aurait permis d'en saisir l'originalité à partir des traits qu'elle a en commun avec les révolutions des deux derniers siècles.

opposées, — est le trait central des révolutions « modernes ». Ce n'est pas cependant une société parfaite — la nouvelle Jérusalem — que les participants à Budapest veulent construire. Ils ignorent en général l'impératif d'absolu politique ou idéologique. S'ils sont unis dans l'an de la négation, ils n'ont pas une image solidement intégrée de la société « future ». Ils croient dans la vertu créatrice de la liberté — notion indissolublement liée à une « pratique » dont ils se saisissent — et acceptent la diversité des alliances, traditions et croyances — ou encore des rêves — à laquelle le monolithisme de l'Ancien Régime a mis fin.

Le parti communiste réformé — il est dominé pendant quelques jours par une équipe acquise depuis peu à la notion du pluralisme — jouera-t-il, à l'avenir, un rôle conforme à la part qu'il obtiendra dans le cadre des élections démocratiques ? Nul ne sait quelle pourrait être d'ailleurs cette part. Dans une interview, Georg Lukacs, membre du cabinet de coalition de Nagy, parle de « 5 % au maximum 10 % des voix ».

La bourgeoisie est représentée, malgré elle, par la classe intellectuelle — les membres du Cercle Petöfi, les chroniqueurs du Journal littéraire, etc. — qui a préparé le mouvement insurrectionnel à son insu et qui souvent se méfia de l'expérience qui très largement lui échappe décevait. (Les membres de l'aristocratie d'antan, déclassés, regardent la scène en spectateurs. Cette révolution n'est vraiment pas leur affaire.)

Une dernière remarque au sujet du caractère fondamentalement pluraliste de cette révolution si différents des révolutions « unitaires » des dix-neuvième et vingtième siècles : ce ne sont pas les représentants des partis politiques dissous après la prise du pouvoir de 1948-1949 que le peuple rappelle de leur exil intérieur ou extérieur. Ces derniers sont assez largement oubliés. Le principe du pluralisme qui s'éveille pré-suppose l'émergence d'une classe politique nouvelle en partant d'une expérience libre et, par conséquent, multiforme.

La liberté d'opinion, de parole, d'expression, est l'urgence première d'un certain nombre d'événements, des moments pré-révolutionnaires, dont le « printemps » de Prague. Cette liberté débouche inévitablement sur celle du pluralisme ; sans pluralisme, il n'y a pas d'échange et de confrontation d'idées. Il n'y a qu'unison déguisée en dialogue.

En 1956, neuf étudiants sur dix viennent de milieux ouvriers (55 % des effectifs) ou ruraux (il s'agit des fils d'ouvriers agricoles et de quelques paysans démunis ; environ 35 % des étudiants inscrits). Dans le cas des élèves de l'academie militaire, particulièrement nombreux du côté des insurgés, la participation « prolétarienne » est encore plus élevée. A travers les étudiants issus de ses rangs — de nombreux étudiants sont parachutés dans les facultés après un « recyclage » d'environ un an, après quatre ans d'école élémentaire — c'est la classe ouvrière et la campagne appauvrie qui s'insurgent contre les nouveaux maîtres du pays qui exercent, en leur nom, une dictature profondément étrangère à leurs aspirations.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

« Les clés de l'histoire » sont entre ses mains, puisqu'il oriente son action à la lumière de l'unique doctrine qui soit en même temps scientifique et salvatrice. Pour cette raison le communisme ne peut pactiser avec l'esprit critique, le doute méthodique, la pluralité des philosophies, enfin avec tout ce qui n'est pas le parti communiste.

formation à la gestion au niveau le plus élevé pour jeunes diplômés et jeunes cadres : • un programme personnalisé de 18 mois permettant d'acquérir dans tous les domaines de la gestion les connaissances et méthodes nécessaires pour un important développement de carrière ; • une pédagogie active en milieu pluridisciplinaire rapprochant X, Agro, A & M, chimistes... et juristes, littéraires, économistes, vétérinaires, pharmaciens, ayant ou non une expérience professionnelle. • Certaines parties du programme peuvent s'effectuer à l'étranger (Brésil, Japon, Mexique, UK, USA). L'admission est basée sur les aptitudes et la motivation profonde. Le financement est assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et des prêts très favorables. isa INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES 78350 JOUY-EN-JOSAS. TEL. LIGNE DIRECTE (0) 956.43.61 OU (0) 956.80.00 POSTES 430, 434, 488, 476 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS. réunions d'information avec la participation d'Anciens ISA • à Jouy-en-Josas les 21 et 23 octobre à 10 h sur le campus du CESA-ISA-HEC-CFC • à Paris le jeudi 26 octobre à 18 h 30 à l'Hotel Sofitel Bourbon - 32, rue St-Dominique premiers dépôts de candidatures en novembre

1978-1979

Le Monde LES M. Carter des prom

Le Monde SYRIE NOUVEAU BEYROUTES

# étranger

## LES NEGOCIATIONS DE WASHINGTON

### M. Carter aurait fait à Jérusalem des promesses d'aide financière

De notre correspondant

Jérusalem. — A Jérusalem comme ailleurs, les rebondissements incessants de la négociation de Washington paraissent très surprenants, et le secret dont s'entourent les négociateurs augmente encore l'impression de doute écosais.

Le cabinet israélien devait se réunir ce lundi soir, après la fin de la fête de Simhat Thora pour examiner le projet de traité de paix. Une deuxième réunion est prévue mardi, et le texte est, alors approuvé. MM. Dayan et Weizman pourraient regagner Washington dès mercredi pour conclure la négociation et régler leur derniers différends qui demeurent.

Que s'est-il passé en moins de quarante-huit heures pour qu'un tel revirement soit possible ? Pour emporter vraiment l'approbation israélienne sur son projet d'accord, M. Carter aurait fait à MM. Dayan et Weizman, au cours de leur dernier entretien, des promesses financières très importantes. Jusqu'ici, M. Carter s'était gardé de prendre des engagements précis dans ce domaine. A Camp David, l'administration américaine avait seulement accepté de prendre à sa charge le remplacement des bases aériennes israéliennes dans le Sinaï. M. Carter a déclaré, selon les sources israéliennes, qu'il était prêt à répondre favorablement aux demandes israéliennes, tendant à obtenir des Etats-Unis une aide économique et militaire accrue.

### Une menace tactique

Pour la prochaine année fiscale, Israël réclamant à Washington, depuis plusieurs mois, un montant de 2 milliards 400 millions de dollars, au titre de l'aide régulière américaine. Depuis les accords de Camp David, les experts israéliens estiment que le coût total du redéploiement de l'armée le long de la frontière de 1967 coûtera près de 2 milliards de dollars; et le gouvernement de Jérusalem souhaite une participation substantielle des Etats-Unis à ces nouvelles dépenses. Il convient de remarquer par ailleurs que M. Weizman a eu, le 29 octobre, au Pentagone, un entretien avec le secrétaire général de la défense, M. Harold Brown, où il a été de nouveau

### La situation au Liban

#### DES BLINDÉS SYRIENS ONT TIRE DE NOUVEAU SUR BEYROUTH-EST

Plusieurs obus tirés par des blindés syriens ont été lancés dimanche 22 octobre en début de matinée sur la région de Dekouaneh, banlieue nord-est de Beyrouth, faisant un certain nombre de blessés parmi la population, annonce la radio phalangiste. Toutefois, ce bombardement est le premier incident notable qui se soit produit depuis l'instauration d'un cessez-le-feu entre les milices conservatrices et les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion (FAD) et le déploiement vendredi de « casques verts » syriens en nombre limité dans la région de Jbeil (Byblos), à une trentaine de kilomètres au nord de Beyrouth, où vivent plusieurs milliers de musulmans chiites en plein cœur de la région chrétienne du Liban. Une délégation représentant les habitants de la région a été reçue samedi par le premier ministre libanais, M. Sellim El Hoss, auquel elle a remis un mémorandum faisant état d'attaques depuis trois jours, par des éléments armés, de villages chiites de la région. Deux personnes ont été tuées, plusieurs maisons dynamitées.

D'autre part, une certaine tension règne depuis quelques jours dans la région de Jbeil (Byblos), à une trentaine de kilomètres au nord de Beyrouth, où vivent plusieurs milliers de musulmans chiites en plein cœur de la région chrétienne du Liban. Une délégation représentant les habitants de la région a été reçue samedi par le premier ministre libanais, M. Sellim El Hoss, auquel elle a remis un mémorandum faisant état d'attaques depuis trois jours, par des éléments armés, de villages chiites de la région. Deux personnes ont été tuées, plusieurs maisons dynamitées.

M. Coues de Mureille, hôte du Club de la presse d'Europe 1, dimanche 21 octobre, a notamment déclaré sur le Liban : « On peut penser que si un jour l'occupation est proposée la Syrie ne manquera pas d'annexer tout ou partie du Liban (...). La France est contre, elle a toujours été pour l'existence du Liban, c'est elle-même d'ailleurs qui l'a créé et y a bien longtemps maintenu et à cet égard la politique n'a jamais changé et ne peut pas changer car que l'opinion publique française ne l'accepterait pas. »

### Les réserves de M. Sadate

(Suite de la première page.)

Cet optimisme se renforce au cours de la nuit, puisque le porte-parole du département d'Etat, M. Sherman, pouvait annoncer dimanche matin : « Les principaux problèmes ont été résolus pour ce qui concerne les délégations égyptiennes et israéliennes. Le texte du traité de paix

a été soumis pour approbation aux deux gouvernements. » M. Sherman précisait que les deux points les plus difficiles — le lien avec le règlement d'ensemble, et la date d'ouverture des relations diplomatiques entre l'Égypte et Israël — figuraient parmi ces « problèmes résolus ». Restaient à régler des questions moins importantes, comme celle du pétrole du Sinaï.

### Des engagements politiques en marge du traité ?

On note ici que M. Dayan a fait des déclarations plus réservées à son retour à Jérusalem, que le « oui » du Caire n'est pas encore garanti et qu'enfin l'opposition de droite en Israël peut encore réserver des difficultés. M. Carter compte bien toutefois que le général Dayan reviendra, ici, mercredi comme prévu, et pourra parapher le document dans un délai rapide. Dans le privé, les officiels laissent entendre que l'Égypte s'est montrée fort conciliante sur la question du « lien ». Le compromis intervenu est décrit comme reposant sur la base du « 50-50 », c'est-à-dire que Le Caire a fait la moitié du chemin en direction d'Israël, qui rejette tout lien formel entre les deux accords cadres de Camp David. Selon certaines informations, ce « lien » serait formulé d'une manière assez lâche et vague dans le préambule du traité, et il ne serait pas question de fixer des dates pour la mise en place de nouvelles institutions en Cisjordanie et à Gaza.

seront pris en marge du traité pour donner à M. Sadate l'assurance d'un changement dans les territoires occupés au fur et à mesure que la paix s'établira entre l'Égypte et Israël. M. Carter tient beaucoup lui-même à éliminer — sinon à ériger — la conclusion d'une paix séparée : son intérêt lui commande de ne pas laisser son collègue égyptien démunir d'arguments face aux critiques des autres Etats arabes, donc de renforcer la pression sur M. Begin pour l'amener à accepter un commencement d'exécution de l'autre accord de Camp David. C'est sans doute la conscience de cet intérêt américain qui a amené la délégation égyptienne à renouer sa confiance au président Carter.

MICHEL TATU.

La frontière syro-libanaise et les zones aériennes entre les deux pays, fermés depuis plus de deux ans, a été rouverte dimanche 22 octobre, annonce-t-on officiellement à Damas. — (A.F.P.)

On n'exclut pas pour autant que des engagements politiques

## LA CRISE EN IRAN

### Le climat social et universitaire ne cesse de se dégrader

Le gouvernement iranien a marqué un point dimanche 22 octobre, avec l'arrêt de la grève que les employés de la raffinerie d'Abadan, la plus importante du monde avec une production journalière de 800 000 barils, observaient depuis mercredi.

Ce succès est cependant largement contrebalancé par la détérioration croissante du climat social et universitaire et la désorganisation des activités économiques, qui a atteint un degré inquiétant. L'extension des grèves crée une atmosphère d'anarchie, et la présence de l'armée dans les grandes villes n'empêche plus la multiplication des réunions contre le régime sur les campus de la capitale et les manifestations de caractère politique et religieux en province.

Les banques et l'extension des mouvements revendicatifs dans le secteur privé gênent considérablement les activités économiques. Samedi, un début de panique a été enregistré à Téhéran à la suite de la fermeture momentanée des pompes à essence et de la raréfaction du gaz butane à usage domestique.

Le premier ministre, M. Djafar Charif-Essami, semble dépassé par les événements. Face à l'agitation universitaire, il a nommé ministre de l'enseignement supérieur M. Aboljafar Ghazi Fahripanahi, fonctionnaire peu connu, en remplacement de M. Nahavandi, qui avait donné sa démission. D'autre part, le budget alloué à la réalisation du programme d'énergie atomique, qui prévoyait vingt centrales nucléaires d'ici à la fin du siècle, sera sérieusement réduit. Les quatre centrales en construction, dont deux par la société française Framatome, ne seront pas affectées par ces restrictions budgétaires.

La journée de samedi et surtout celle de dimanche ont été marquées par des heurts violents entre manifestants et forces de l'ordre, qui ont fait plusieurs victimes, notamment dans la ville d'Arak, dans l'ouest du pays. Se référant à des informations téléphoniques reçues de cette région, un porte-parole de l'ayatollah Khomeini a annoncé à Paris, le 21 octobre, que quarante morts, alors que les autorités font état d'un policier et de cinq manifestants tués.

Des manifestations se sont aussi déroulées à Bushehr (un peu au sud) et à Téhéran, où deux mille étudiants ont tenu une réunion pacifique contre le régime. L'université technique d'Arak, dans le nord-ouest, a été fermée depuis trois semaines, les nombreux arrêts de travail dans les banques et l'extension des mouvements revendicatifs dans le secteur privé gênent considérablement les activités économiques.

Sur le plan social, la grève générale des postiers, qui dure depuis près de trois semaines, les nombreux arrêts de travail dans

## DIPLOMATIE

### LES NEGOCIATIONS SALT DE MOSCOU

#### MM. Vance et Gromyko se sont rencontrés pendant huit heures

De notre correspondant

Moscou. — M. Cyrus Vance, qui était arrivé samedi 21 octobre à Moscou pour une nouvelle série de négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), devait être reçu ce lundi en début d'après-midi par M. Leonid Brejnev. Dimanche, le secrétaire d'Etat américain a eu en deux fois près de huit heures d'entretiens avec son collègue soviétique, M. Andreï Gromyko. Aucun détail n'a été révélé sur le contenu des conversations.

On sait cependant qu'au cours de la première réunion, uniquement consacrée aux SALT, seuls MM. Vance et Gromyko ont pris la parole pour exposer leurs points de vue respectifs sur les questions encore en suspens. M. Vance a indiqué que la discussion du matin avait été « sérieuse et concrète » et celle de l'après-midi « constructive ».

Certains observateurs américains y ont vu une note optimiste. Il n'est pas exclu, selon eux, que la délégation soviétique, qui, où les militaires sont représentés par le maréchal Ogarkov, premier vice-ministre de la défense, ait fait des propositions positives. L'agence Tass se contente de déclarer que les deux interlocuteurs ont « discuté en détail des moyens éventuels de trouver des solutions réciproquement acceptables aux questions non encore résolues ».

Ces « détails » concernent quatre questions : — la définition et le nombre de missiles de croisière (cruise) américains qui pourraient être transportés par un bombardier ; — l'expérimentation de nouveaux missiles jusqu'en 1985, date d'expiration du traité SALT II (il s'agit du missile mobile MX pour les Américains et des fusées monobloc pour les Soviétiques) ; — le calendrier du démantèlement des vecteurs, dont le nombre total ne doit pas dépasser deux mille deux cent cinquante, ce qui implique que les Soviétiques doivent en détruire deux cent cinquante ; — enfin, le problème du bombardier soviétique Backfire, que les Américains considèrent comme une arme stratégique.

DANIEL VERNET.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

L'ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DE FRANÇAIS détenus ou disparus en Argentine et en Uruguay a annoncé, dimanche 22 octobre, la disparition de huit nouvelles personnes. Il s'agit de deux familles : M. Roger Julien (qui a la double nationalité française et uruguayenne), sa femme et leurs deux enfants ; et M. Jean Marcel Soler-Guinard (double nationalité française et argentine), sa femme et leurs deux enfants. Ces familles ont disparu à Buenos Aires. L'association estime qu'il y a actuellement vingt Français disparus en Argentine, auxquels il faut ajouter cinq détenus en Argentine, et deux en Uruguay.

Le GOUVERNEMENT a levé le moratoire qu'il avait imposé pendant l'été sur les voyages de hauts fonctionnaires en U.R.S.S., à la suite des condamnations de plusieurs dissidents soviétiques et des poursuites contre des nationalistes et un homme d'affaires américains (le Monde du 20 juillet), a-t-on appris jeudi 15 octobre à Washington. — (A.F.P.)

### Canada

LE PARLEMENT FEDERAL a voté une loi d'urgence enjoignant aux postiers, en grève depuis lundi, de reprendre le travail. — (A.F.P.)

### Chine

M. LIU SHAO-CHI, ancien président de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le Monde du 3 septembre), la mort de la République limitée dans le territoire de république culturelle, est toujours vivant, et des débats sont actuellement en cours pour déterminer son rôle et le rôle de son fils, Li Xiaoli, a déclaré à l'A.F.P. une source sûre de Pékin, confirmant ainsi des suppositions récentes (le

# EUROPE

## Union soviétique

### ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT

## M. Anastase Mikoyan est mort

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a annoncé la mort, samedi 21 octobre, de M. Anastase Mikoyan. L'ancien président du Soviet suprême est décédé, précise le communiqué, « des suites d'une longue et grave maladie ».

### Une longévité exceptionnelle

Anastase Mikoyan fut l'un des phénomènes les plus extraordinaires de la haute société soviétique. D'une part parce que, en dépit des purges et des changements de ligne, il s'est maintenu au premier rang pendant une quarantaine d'années. Ensuite, parce qu'il se retira de la scène sans avoir jamais fait l'objet d'un blâme public. Enfin, parce que, en un temps où l'on ne donnait pas cher de la tête des audacieux, il fut le plus entreprenant, le plus persévérant des explorateurs. Il eut un sens exceptionnel de flatter la chance et sut habilement la saisir.

Il naquit en 1895 à Senat, en Arménie. Ses parents l'envoyèrent au séminaire dans l'espoir qu'il échapperait ainsi à la condition ouvrière de la famille. Anastase Ivanovitch croyait-il au dieu qu'il allait prêcher. Ce n'est pas évident. En tout cas, deux ans avant la révolution d'Octobre, il connut les bolcheviks. Sans hésiter, il entra dans leur paradis. Il devait y retrouver un autre prêtre manqué, Joseph Staline.

### Révolutionnaire professionnel

Révolutionnaire professionnel, il travailla à Bakou quand, là comme ailleurs, les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir. Victorieux, les bolcheviks s'efforcèrent d'entendre pas se laisser faire. Ils s'emparèrent de vingt-six commissaires du peuple promis au peloton d'exécution. Anastase Mikoyan, fait prisonnier par les Anglais qui se trouvaient en Arménie, échappa au sort qui l'attendait. Son nom ne figurait pas — erreur, habileté ou hasard comme l'écrivit l'Encyclopédie soviétique ? — sur la liste des commissaires. Pendant deux ans, il resta à Bakou, où il se fit rebaptiser jusqu'au retour de l'Armée rouge, puis il remplit en province diverses missions pour le compte du parti. Dès 1924, il avait été élu au comité central.

Sa carrière prend figure en 1926, lorsqu'il est nommé membre suppléant du bureau politique (il sera titularisé huit ans plus tard après l'assassinat de Kirov). La même année, il est commissaire du peuple au commerce intérieur. A cette époque où la gloire allait aux bâtisseurs de l'industrie lourde, il fallut une modestie avérée pour se spécialiser dans la consommation. Lorsqu'il était prisonnier des Anglais, Mikoyan s'était entiché des méthodes de l'indépendance britannique. Pourquoi le socialisme désignait-il ces procédés qui avaient si bien réussi au capitalisme ? Lui qui avait pris le parti de Staline dans les querelles de succession après la mort de Lénine, il permit d'ailleurs d'exprimer ses opinions plutôt dangereuses alors que le dictateur ne tolérait aucune admiration pour l'Occident. Non seulement Mikoyan fit le bien qu'il pensait des techniques étrangères, mais il réussit en 1936 à se faire envoyer en mission d'étude aux États-Unis. Pendant que ses collègues du bureau politique discutaient d'expériences, il se lançait à la découverte des abattoirs de Chicago et commençait à cajoler les hommes d'affaires américains. Il se laissa tant absorber par les problèmes de ravitaillement qu'il n'eut pas le loisir de prendre aux purges une part très spectaculaire. Il fut ainsi l'un des secrets de sa réussite : il fut assez lâche au bon moment, mais surtout il s'arrangea pour n'être pas là aux pires des moments.

### Avant le « rapport secret »

Ce n'est certes pas par hostilité à Staline qu'il se déroba aux besoins les plus répugnantes. Plus que d'autres, et avant beaucoup d'autres, il apporta sa contribution au culte de la personnalité. Du moins se contentait-il de réclamer des biographies du grand homme. Il fut aussi le premier à brûler ce qu'il avait adoré. En février 1956, le parti tenait son premier congrès depuis la mort du dictateur. Personne ne disait mot du départ. Mikoyan rompit le silence. L'histoire du parti rédigée sur les instructions de Staline est truffée de mensonges, dit-elle ne sert à rien. Quant à la dernière intervention du secrétaire général sur les problèmes économiques, qui avait été le thème du précédent congrès, elle n'a aucune valeur. Le terrain ainsi déblayé, Khrouchchev pouvait asséner aux auditeurs les révélations du rapport secret.

### LE MONDE

LE MONDE

### L'APPARTEMENT

L'APPARTEMENT

## DEUX GARDES CIVILS ONT ÉTÉ ASSASSINÉS PRÈS DE BILBAO

(De notre correspondant.)

Madrid. — Deux gardes civils ont été tués et deux autres gravement blessés au cours d'un attentat terroriste, le dimanche 22 octobre, à Las Arenas, localité située à une quinzaine de kilomètres de Bilbao, au pays Basque espagnol. Quatre individus cachés derrière un mur, ont tiré des rafales de mitraillette sur les gardes civils, qui revenaient à pied d'un match de football. Les tireurs ont pris la fuite en voiture.

Il y a une dizaine de jours, l'organisation séparatiste basque ETA avait assassiné un garde civil et deux policiers appartenant au corps de la police armée dans la même région, en Biscaye. A la sortie de la cérémonie funéraire célébrée à Basauri, le 14 octobre, de graves incidents s'étaient produits. Des compagnons d'armes des deux victimes aux autorités présentes sur les lieux, le gouverneur civil de Biscaye, le directeur général de la sécurité, M. Mariano Nicolas, et l'inspecteur général de la police armée, le général Tinoco de Lara (le Monde du 10 octobre). Ceux-ci avaient été insultés, menacés par environ cinq cents policiers et un millier de personnes appartenant à leurs familles. Ils avaient été obligés de s'enfuir de la caserne où ils s'étaient réfugiés.

Une centaine de policiers avaient été mis aux arrêts. Une procédure de répression a été engagée contre une trentaine d'entre eux. En outre, environ cinq cents policiers en poste en Biscaye et leurs familles, ont été transférés vers d'autres régions. Selon les autorités, cette mesure a été prise pour relâcher l'état de tension régnant dans les unités de la province. Le massacre de la police a commencé à se manifester publiquement après l'assassinat le 28 août dernier, de quatre membres des forces de l'ordre. — C. V.

### Des Mémoires sans révélations

Ce personnage vif, noiraud, jouait à merveille le rôle du sage au-dessus de la mêlée. En juillet 1964, pendant deux ans, il resta à Bakou, où il se fit rebaptiser jusqu'au retour de l'Armée rouge, puis il remplit en province diverses missions pour le compte du parti. Dès 1924, il avait été élu au comité central.

Trois mois plus tard, il alla rendre visite à son ami Khrouchchev, qui se reposait sur les bords de la mer Noire. Pendant que le patron était loin de la capitale, les barons préparaient la révolution de palais. Mikoyan était-il dans le secret de la conspiration ? Sans doute. Fit-il le voyage pour s'assurer que son ami ne se doutait de rien ou pour le préparer tout doucement à la chute ?

Pendant deux ans encore, Mikoyan fut, au bureau politique, le dernier survivant de la période léonine. Dès 1968, avançant son âge et sa fatigue, il céda à M. Podgorny la présidence du Soviet suprême. En 1968 enfin, ayant bien mérité le repos, il rétira le bureau politique. Avec quelques autres vétérans, il siégea au comité central jusqu'en 1976, après avoir siégé au Soviet suprême jusqu'en 1971. Il était invité aux grandes fêtes.

Retraité, il fit encore œuvre publique ses Mémoires à Moscou. Aucun autre dirigeant suprême n'avait pu en faire autant. Il est vrai qu'il fut un des seuls, encore le seul, à prendre une retraite normale. Malheureusement, il n'a pas poussé l'originalité jusqu'à porter ses lecteurs des révélations sur les crises qu'il a vécues.

BERNARD FERON.

## AMÉRIQUES

### Cuba

## M. Fidel Castro envisage la libération de tous les prisonniers politiques avant la fin de l'année

Un premier groupe de quarante-six prisonniers politiques cubains, qui ont été libérés et autorisés à émigrer aux États-Unis, est arrivé samedi 21 octobre à Miami (Floride) (le Monde daté 22-23 octobre). Au cours d'une conférence de presse, samedi, à La Havane, à l'occasion de leur départ, M. Fidel Castro a déclaré qu'il avait « déjà libéré entre douze mille et quatorze mille détenus politiques » et qu'il espérait qu'« il serait possible de libérer ceux qui restent avant la fin de l'année ». Le dirigeant cubain a cependant indiqué que ceux qui « ont commis des délits très graves », et notamment des assassins, ne pourront pas émigrer.

M. Fidel Castro avait déclaré récemment qu'il restait environ trois mille prisonniers politiques à Cuba. Dans une interview accordée à Mme Barbara Walters,

pour la chaîne de télévision américaine ABC, en juin 1977, il avait affirmé, d'autre part, qu'ils avaient été plus de quinze mille dans les années qui ont immédiatement suivi la révolution, ce qui permet d'expliquer le chiffre de « douze mille ou quatorze mille » libérations.

Les dirigeants cubains ont affirmé samedi qu'ils accomplissaient ce « geste de bonne volonté » pour des « raisons humanitaires ». Il a précisé que le « dialogue actuel » était « uniquement entre Cuba et la communauté cubaine à l'étranger » (essentiellement à Miami), « et vivant un demi-million d'exilés » et non avec le gouvernement américain ». M. Fidel Castro a cependant reconnu que modification d'attitude des États-Unis à l'égard de Cuba depuis l'arrivée de M. Carter au pouvoir avait joué un rôle positif. — (U.P.I.)

## Espagne

### LA FIN DU CONGRÈS DU PARTI GOUVERNEMENTAL

## L'Union du centre démocratique réaffirme ses options en faveur d'un réformisme prudent

De notre correspondant

Madrid. — Le premier congrès de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), réuni du 19 au 21 octobre, a maintenu à peu de choses près sa direction et confirmé une ligne politique déjà amplement connue. Pour l'essentiel, la philosophie centriste espagnole est fixée. L'U.C.D. se définit d'abord comme un parti européen. Les vivats les plus chaleureux ont été réservés, lors du discours de clôture de M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement qui a été réélu président de l'U.C.D., à cette profession de foi : « Ce que nous voulons adopter, c'est le modèle politique de l'Europe occidentale ».

Il s'agit, en outre, d'un parti « ouvert à tous », « non confessionnel », « non sectaire », « non idéologique », « non confessionnel », mais proche de l'Église, ouvert au réformisme social et aux autonomismes régionaux.

### Pour l'économie de marché

L'un des débats les plus révélateurs a eu lieu sur le modèle économique à mettre en œuvre. Le parti propose d'établir un régime de marché, avec les correctifs nécessaires pour éviter de trop grandes disparités sociales et régionales. Le régime franquiste se caractérisait par un interventionnisme qui, selon l'U.C.D., accentuait, au lieu de corriger, les inégalités de départ, notamment dans les domaines fiscaux et linguistiques. Le parti souhaite un retour au libre jeu des forces du marché, dont il souligne « l'efficacité ».

## Grèce

## La gauche et l'extrême droite progressent aux élections municipales

De notre correspondant

Athènes. — Le second tour des élections municipales qui portait sur cent dix municipalités a vu l'opposition enregistrer de nouveaux succès, gagner la bataille d'Athènes et celle du Pirée.

Dans la capitale, M. Beis, candidat de gauche soutenu par le Pasok, a obtenu 57 % des voix, et l'opposition enregistrée ainsi une progression de 4 % par rapport aux élections municipales d'avril 1975. Avec moins de 43 % des voix, M. Pityas est fort loin des 53,8 % obtenus à Athènes par son parti, Nouvelle Démocratie, lors des élections générales du 17 novembre 1974.

L'élection de M. Beis étant certaine, l'intérêt du second tour se situait essentiellement concentré sur Le Pirée. En effet, au premier tour, M. Skilitas, qui, sous la dictature, fut un maire beaucoup apprécié pour ses qualités d'administrateur que pour ses options politiques, avait obtenu 46,89 % des voix. Cela fut ressenti comme une provocation par tous les démocrates qui se mobilisèrent et lui interdirent la route de la mairie. Mais la lutte fut sévère et passionnée.

En attendant d'éplucher et d'analyser les résultats des élections municipales, les milieux gouvernementaux,

qui persistent à en contester le caractère politique, se livrent malgré tout à plusieurs constatations. Tout d'abord, le nombre élevé des abstentions, autour de 30 %, montre qu'une grande partie de la population se désintéresse des luttes politiques. Entre les deux tours, le ministère de l'Intérieur a multiplié les mises en garde en soulignant que le vote était obligatoire. Ceux qui s'abstenaient risquaient, selon la loi, de se voir refuser un passeport ou un permis de conduire et même d'être frappés d'une peine de prison. Et pourtant très nombreux furent ceux qui ne se rendirent pas aux urnes pour le second tour.

D'autre part, les stratèges de Nouvelle Démocratie enregistrèrent un échec. Ils escomptaient que le ralliement de personnalités telles que MM. Mitsotakis et A. Cannelopoulos entraînerait un déplacement de voix centristes en faveur du parti au pouvoir. Il n'en a rien été et, l'opposition ayant gagné du terrain dans plusieurs foyers traditionnels de droite, la gauche a pu s'installer dans les rangs des députés du parti de M. Caramanlis.

Pour l'instant, l'extrême complexité et la diversité des alliances locales rendent difficile une estimation des résultats obtenus par chacun des partis de l'opposition. Cependant, il apparaît dès maintenant que le parti socialiste Pasok a sensiblement progressé, ainsi que le parti communiste « de l'extérieur » (pro-soviétique).

Pour ce qui est de ce dernier parti, son succès à Athènes est des plus significatifs. Le pourcentage de 16 % obtenu par M. Theodorakis l'a été sans l'appui des faubourgs populaires comme Bionna, Zografos, Kaisariani, par exemple, qui ont élu leur propre municipalité. Pour les élections générales, ces citadelles de l'extrême gauche relèvent de la première circonscription d'Athènes, ce qui permet de voir le rouge de leurs votes. Les communistes ont donc sensiblement progressé au cœur même de la capitale et non plus seulement dans sa banlieue.

Enfin, ceux que la gauche, qualifiée de « monarcho-junistes » (extrémistes de droite, tenants de l'ancien régime militaire, royalistes) ont néanmoins repris du poil de la bête. En dehors de leur camp d'origine au Pirée, au premier tour, et bien que mal organisés et sans crédit, ils sont parvenus à enlever plusieurs municipalités et à faire élire comme conseillers un certain nombre de leurs amis. Ce regain de dynamisme ne peut que pousser les démocrates à faire preuve d'une vigilance accrue.

MARC MARCEAU.

Facti de la « démocratie », c'est paradoxalement dans ce domaine que l'U.C.D. a été le moins convaincant au cours de son congrès. Apparemment peu assurés de sa cohésion interne, les dirigeants du parti ont préféré le système des listes bloquées pour élire les nouvelles instances dirigeantes : un comité exécutif de trente-cinq membres et un conseil politique de soixante. Dans une liste cas, il n'y a eu qu'une liste officielle. La plupart des anciens membres du comité exécutif ministériel parlementaire et hommes de l'entourage présidentiel ont été reconduits.

La presse a insisté sur les luttes — en coulisses — démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates, deux tendances représentées à la direction du parti. Près de 30 % des députés ont voté nul et blanc, apparemment pour protester contre le fonctionnement interne de leur parti. A cet égard, le congrès centriste a souffert de la comparaison — avec celui du parti communiste en avril. — CHARLES VANHECKE.

### Les « Cahiers Léon-Blum »

### LA « NON-INTERVENTION RELÂCHÉE » EN ESPAGNE

Les Cahiers Léon Blum, numéros 2 et 3, apportent une contribution intéressante à la réflexion politique de la non-intervention pendant la guerre d'Espagne. En dehors de textes provenant des archives du Foreign Office, la partie la plus inédite des Cahiers est une conversation avec M. Gaston Cusin.

Haut fonctionnaire des douanes à l'époque, M. Cusin a été chargé tout au long de la guerre d'Espagne de l'aide économique aux républicains. Son rôle était déjà connu, mais les Cahiers apportent de nombreuses précisions sur les responsables et les cheminement des envois de matériel français ou étranger à l'Espagne. M. Alvarez del Vayo, ancien ministre des affaires étrangères d'Espagne, qui assista à la conversation, a dit à M. Cusin : « Vous nous avez aidés énormément. Négria et moi nous parlons beaucoup de vous. » M. Cusin précise en passant que c'est l'ancien président du gouvernement, Juan Negrin, qui coordonnait l'aide soviétique et l'aide française auprès de Negrin, ministre des finances, puis chef du gouvernement espagnol.

Le rôle de l'ancien personnel joué dès le premier jour de la guerre par Léon Blum, Daniel Blum, qui présente ces documents écrits : « Paradoxalement, c'est après avoir quitté la présidence du gouvernement qu'il a, personnellement, joué le plus grand rôle dans l'acheminement de l'aide à l'Espagne. Lui seul, en effet, pouvait par sa volonté, sa vigilance et son autorité personnelle, imposer à tous ses successeurs le maintien du dispositif en place et la « couverture » de ses interventions quotidiennes. »

\* Les Cahiers de Léon Blum sont édités par la Société des amis de Léon Blum. Siège social : Dominique Hannon, 2, rue des Tournelles, 94 Cachan.

## Portugal

### AVANT D'ÊTRE DÉSIGNÉ

## Le nouveau premier ministre devra disposer d'une majorité au Parlement

De notre correspondant

Lisbonne. — Le nom du nouveau premier ministre portugais devrait être rendu public le lundi 23 octobre, après la réunion du Conseil de la révolution convoqué pour la circonstance, et la réception au palais présidentiel de Biezo des délégations des quatre principales formations politiques représentées au Parlement.

Deux personnalités, qui figuraient sur une liste de « onze premiers ministres possibles » soumis aux dirigeants des partis pour le président de la République, se détacheraient du lot : MM. Mota Pinto, ancien député social-démocrate qui a appartenu, en tant qu'indépendant, au premier gouvernement constitutionnel dirigé par M. Soares, et Silva Lopes, actuel ministre des finances. La reconduction de M. Nobre de Costa, suggérée par le général Eanes, aurait été repoussée au raison de l'opposition de la plupart des partis. Seul le P.S.D. de M. Sá Carneiro se serait prononcé en faveur d'une telle éventualité.

Contrairement à ce qui s'était passé lors de la désignation de M. Nobre de Costa, le nouveau chef du gouvernement ne sera

officiellement investi qu'après avoir réussi à former un cabinet disposant d'une majorité à la Chambre. Le général Eanes veut ainsi éviter les risques d'un nouvel affrontement à l'Assemblée, qui compliquerait davantage les relations déjà difficiles entre la présidence et les partis politiques.

Le P.S., le C.D.E. et le P.C.P. ont annoncé qu'ils autoriseraient la participation au gouvernement de leurs militants. Les sociaux-démocrates semblent plus réticents. Le P.S.D. préférerait, en effet, aborder les prochaines élections législatives, où il espère progresser, sans se compromettre par l'exercice de responsabilités gouvernementales. Mais cette stratégie de M. Sá Carneiro peut susciter des remous au sein du parti, certains dirigeants sociaux-démocrates ayant laissé entendre qu'ils accepteraient d'entrer dans un cabinet dirigé par un modéré.

L'autre part, la droite portugaise se réorganise. Lors d'un congrès à Lisbonne, le dimanche 22 octobre, le M.I.R.N., l'organisation présidée par le général Kaulza de Arrago, s'est transformé en parti : le P.D.P., parti de la droite portugaise. — J. R.

Journal de 1978

صوتنا من الابد

# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### RÉUNI EN CONGRÈS A LUDWIGSHAFEN Le parti chrétien-démocrate va définir sa stratégie pour les élections de 1980

Ludwigshafen. — Comment revenir au pouvoir ? Comment gagner les élections fédérales de 1980 ? Telles sont les questions posées au congrès du parti chrétien-démocrate, qui s'est ouvert, ce lundi matin 23 octobre, à Ludwigshafen.

En dépit des déclarations optimistes des dirigeants de la C.D.U., les perspectives sont plutôt sombres à l'heure actuelle pour leur parti. Au milieu d'une législature, c'est en général le positionnement de faiblesse. Aujourd'hui, cependant, le chancelier Schmidt a le vent en poupe. La situation économique du pays s'améliore de façon visible, le chômage recule, l'activité industrielle reprend. L'orgie de dépenses, à laquelle se livrent de nouveau les consommateurs, manifeste la confiance en l'avenir. Et elle provoque, est en train de reprendre le dessus. Il est vrai qu'une tempête monétaire provoquée par la chute ininterrompue du dollar ou une nouvelle hausse du prix du pétrole pourraient transformer l'atmosphère d'une façon brutale. Pour l'instant, toutefois, les électeurs ouest-allemands n'ont guère de raisons de s'en prendre au gouvernement socialiste-libéral du chancelier Schmidt.

En revanche, la popularité du leader de l'opposition, M. Helmut Kohl, ne cesse, si on en croit les sondages, de décliner. Cela vaut naturellement au « géant noir », comme on le surnomme en R.F.A., d'être exposé à bien des attaques dans ses propres rangs. Tout récemment, l'ancien candidat de la C.D.U. à la Chancellerie, M. Rainer Barzel, n'a pas craint de dire publiquement que l'amalgame opposé entre le chrétien-démocrate n'avait été aussi inexact. Même si, dans l'immédiat, aucun rival ne menace sérieusement M. Kohl, celui-ci doit tenir compte du fait que l'insuccès de ses attaques répétées contre le gouvernement de M. Schmidt provoque bien des déceptions au sein de la C.D.U.

Depuis les élections-générales de 1974, beaucoup de dirigeants chrétiens-démocrates ont compté sur un revirement des libéraux. Ils ont cru qu'il serait possible de « déboucher » le F.D.P. et de l'amener à rompre son alliance avec les sociaux-démocrates. Cet espoir est aujourd'hui abandonné : le troisième parti

De notre envoyé spécial

Il a certes connu des revers aux élections de Hambourg et de Basse-Saxe, mais il est parvenu à maintenir ses positions en Hesse et en Bavière, la coalition au pouvoir à Bonn n'apparaît plus menacée.

Dans ces conditions, les chrétiens-démocrates ne peuvent envisager un retour au pouvoir qu'en 1980, et à la condition qu'ils parviennent à arracher par leurs seuls efforts une majorité absolue au Bundestag. C'est là un objectif très difficile à atteindre. Toutes les élections récentes dans les Länder indiquent que la C.D.U. a fait le plein de ses voix. Même en Hesse, où elle avait les meilleures des chances de conquérir enfin la majorité régionale, elle a dû s'incliner devant l'alliance S.P.D.-F.D.P. (*Le Monde* du 10 octobre).

#### Le problème du « quatrième parti »

La C.D.U., et son allié la C.S.U. bavaroise, souffrent, d'autre part, d'une faiblesse fondamentale : si elles maintiennent une pression constante contre le chancelier Schmidt, les électeurs sont pourtant bien en peine de deviner ce que leur apporterait un gouvernement chrétien-démocrate. Un nouveau programme doctrinal soumis aux congressistes de Ludwigshafen doit, en principe, remédier à cette défiance, et rendre à la C.D.U. une image positive. Encore ce programme, sorti de ce que le chancelier Schmidt appelle par dérision : « l'usine à papier de la C.D.U. », ne retiend-il guère que les grandes têtes de chapitres, évoquant « la liberté, la solidarité, la justice », ainsi que le slogan un peu fatigué de « l'économie sociale de marché ». Même si beaucoup de citoyens sont prêts à applaudir des déclarations proclamant qu'un régime chrétien-démocrate favoriserait « l'épanouissement de la personnalité », que certains jugent actuellement paralysés par l'étatisme socialiste, ils ne parviennent guère à comprendre quels aspects concrets une telle transformation pourrait revêtir.

Les militants de la C.D.U. eux-

mêmes ne paraissent pas très convaincus des bienfaits du programme qu'on leur propose. Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir le volume de plus de cinq cents pages qui reproduit les quelques trois mille amendements proposés au programme de Ludwigshafen.

Sur un point au moins, le débat sera probablement esquivé : l'attitude de la C.S.U. bavaroise. M. Franz Josef Strauss, son président, qui vient de remporter un succès prévisible en Bavière (*Le Monde* du 14 octobre), a toujours dénoncé l'« illusion » qui consistait, selon lui, à espérer un renversement des alliances grâce à un revirement des libéraux. Il souhaiterait maintenant étendre son parti — qui constitue l'aile la plus à droite de la famille chrétienne-démocrate ouest-allemande — hors des limites de l'« État libre de Bavière », où il s'est, pour l'instant, cantonné. Selon l'ancien ministre, la C.D.U. et la C.S.U., « marchant séparément et irrégulièrement », pourraient enfin conquérir à elles deux la majorité absolue qui leur échappe pour l'instant.

Comme on l'imagine, l'attitude de M. Strauss suscite les inquiétudes les plus vives parmi les dirigeants actuels de la C.D.U. Ceux-ci se rendent compte qu'une victoire — d'ailleurs très hypothétique — acquise dans de telles conditions favoriseraient avant tout les chances du leader bavarois. Mais ils redoutent au moins autant que le calcul des chrétiens sociaux de Munich ne soit valable qu'en théorie, et se révèle, sur le terrain, complètement faux.

En définitive, il semble que, pour l'équipe de M. Kohl la seule voie praticable consiste à rétablir le prestige quelque peu terni de la C.D.U. et à tenter une ouverture politique vers le centre. Pour cela, il leur importe de dissiper l'impression chez les jeunes électeurs — que le parti chrétien-démocrate n'est rien d'autre que l'expression politique du capitalisme classique. La tâche n'est pas facile. Le congrès de Ludwigshafen peut tout au plus amorcer la renouveau dont la C.D.U. a besoin pour ne pas rester dans l'opposition après 1980.

JEAN WETZ.

**Atelier de poterie**  
accueille en groupe, toute l'année, les amateurs de 3 à 83 ans  
10, RUE LAFAYETTE, PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphon. (la nuit) 7 707-83-64

**LEROY**  
carte V  
134 CHAMPS-ÉLYSÉES  
21 bd St-Michel • 107 19 St-Antoine

**LOTO**  
Clôture des jeux  
mardi après-midi  
10 h 30

**en français le liège décoratif se dit HPK**

**En exigeant H.P.K., le premier fabricant français de liège,** vous êtes sûr de vous offrir le meilleur du liège : des dalles toujours bien jointes, parfaitement équerrees, un contact velouté grâce au ponçage, un aspect de finition irréprochable, une facilité de pose due à l'excellente préparation des faces à encoller.

De plus, les lièges H.P.K. sont stabilisés : ils sont ainsi beaucoup moins sensibles aux variations climatiques. Vous trouverez chez H.P.K. 47 décors-liège pour habiller en beauté vos murs, vos sols, vos plafonds. Ce choix aussi est un privilège H.P.K.

**Lièges H.P.K. pour qu'il fasse beau et chaud chez vous**

HPK

For more information, please contact us with a document in the language of your choice. For more information, please contact us with a document in the language of your choice.

Non Activé

Rue

Ville

Code Postal

MI

**On nous trouve sympa. Beaucoup de clients ont été assez sympa pour nous le dire.**

**AVIS**

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.

**CARTE D'APPRECIATION COMMENT CARD**

AVIS loue des voitures Opel et d'autres grandes marques.

Il y a 3 ans, nous lançons le permis de râler : c'était une carte d'appréciation que chaque client pouvait remplir en fin de voyage. Nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables : c'était un risque mais aussi un stimulant. Depuis qu'elle existe, cette carte d'appréciation a été plutôt une carte d'approbation. Dans l'immense majorité, nos clients ont trouvé nos voitures conformes à nos promesses.

Par ailleurs, beaucoup de nos clients nous ont trouvés accueillants et ont été assez gentils pour nous le dire. Aujourd'hui, dans chaque voiture que vous louerez chez nous, vous continuerez à trouver une carte d'appréciation. Et bien qu'il vous soit toujours permis de râler, sachez que nous continuerons à tout faire pour que vous n'ayez jamais à le faire.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation. Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel et d'autres grandes marques.

Opel Rekord

**AVIS**

Avis loue des voitures Opel.

**AVIS**

Nous essayons toujours d'en faire plus.

# ASIE

## LA RÉPRESSION AU VIETNAM

**Dirigeant de l'Eglise bouddhiste LE VÉNÉRABLE THICH THIEN MINH SERAIT MORT EN PRISON**

L'un des plus hauts dirigeants de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam, le vénérable Thich Thien Minh, qui avait été arrêté le 13 avril, est mort en prison à Ho-Chi-Minh le 17 octobre, à l'âge de cinquante-sept ans, a annoncé vendredi à Paris la délégation bouddhiste vietnamienne pour la paix. Les causes du décès n'ont pas été révélées.

Thich Thien Minh avait été un militant actif en faveur de la paix au Vietnam. En 1963, il fut emprisonné pendant plusieurs mois par le régime Ngo Dinh Diem parce qu'il avait pris la tête d'un mouvement bouddhiste de protestation. En 1966, il fut gravement blessé dans un attentat; il en demeura infirme. Condamné en 1969 à quinze ans de travaux forcés par le régime de Nguyen Van Thieu, il dut, neuf mois plus tard, sa libération à une campagne internationale.

La délégation bouddhiste en France indique d'autre part que quatre autres dirigeants de l'Eglise bouddhiste unifiée arrêtés le 6 avril 1977 à la pagode An-Quang de Ho-Chi-Minh-Ville sont encore détenus. Il s'agit de Thich Huynh Quang, vice-président exécutif de l'Eglise bouddhiste unifiée, Thich Quang De, son secrétaire général — qui l'un et l'autre seraient dans un état de santé préoccupant — et de Thich Thuyen An et Thich Thich Bun.

**DES RÉFUGIÉS EN FRANCE PUBLIENT UNE LISTE DE CENT SOIXANTE-TROIS ARTISTES ET INTELLECTUELS ARRÊTÉS AU SUD**

Organe vietnamien du Comité khém-ao-vietnamien pour la défense des droits de l'homme (1), la revue *Quê Me*, diffusée par des réfugiés vietnamiens en France, publie dans son dernier numéro une liste nominale de cent soixante-trois écrivains, poètes, artistes et intellectuels vietnamiens arrêtés dans leur pays depuis le 30 avril 1975.

« Quand les communistes prirent le pouvoir », écrit la revue, ils entreprirent aussitôt de soumettre la communauté artistique et intellectuelle du Sud-Vietnam dont la liberté de pensée et les idées modernes opposent un premier obstacle pour imposer l'esthétique idéologique venant du Nord. Ces intellectuels furent convoqués pour signer un rapport détaillé sur leur vie, leurs œuvres et leurs activités.

« Ce n'était apparemment qu'un recensement, mais en réalité cela fut utilisé plus tard comme un dossier de renseignements par la police. Les autorités communistes lui donnèrent le nom de « réévaluation », ce qui fut justifié dans cette déclaration du général Tran Bach Dang, chef du service de propagande du gouvernement nord-vietnamien dans le Sud (été 1975) : « La culture du Sud est une culture d'esclavage promise par les impérialistes américains afin de détruire la révolution dans le Sud. »

« La revue *Quê Me* publie à ce propos le témoignage d'un ancien employé du service de la censure qui a vu le Vietnam. Ces hommes font notamment état de la saisie de 2711 mètres cubes de livres dans l'ancienne Saïgon, à l'automne 1977. Parmi les auteurs étrangers interdits, il cite : Gide, Pearl Buck, D.H. Lawrence, Hermann, Hesse, Camus et Sartre.

**Laos L'ARMÉE UTILISERAIT DES GAZ CONTRE LES MONTAGNARDS MÉOS**

Bangkok (A.F.P.). — Des gaz mortels sont employés par l'armée laotienne pour réduire le rébellion des montagnards méos, ont affirmé à des journalistes quatre témoins arrivés récemment en Thaïlande. Deux médecins étrangers qui travaillent dans les camps des réfugiés — ont souligné que les récits des témoins permettent d'avancer qu'une guerre chimique est actuellement menée contre les Méos du Laos.

« La génocide des Méos, hélas, n'intéresse personne », a déclaré à l'A.F.P. M. Thomas Stearns, chercheur américain qui travaille sur les problèmes de l'après-guerre dans le Sud-Est asiatique, et qui a filmé et interviewé les témoins dont les parents sont morts des suites d'épandages de gaz mortels. Des médecins ont diagnostiqué les effets de ce gaz, mais les compagnies de télécommunications américaines à qui fut proposé mon film n'ont répondu que de vagues excuses.

## TÉMOIGNAGE La révolution est morte

Nous avons reçu de Ho-Chi-Minh-Ville ce témoignage, dont nous garantissons l'authenticité, d'un jeune intellectuel qui désire conserver l'anonymat :

Depuis quelques mois, le parti et le gouvernement affirment qu'occupé que la Chine populaire est l'ennemi le plus dangereux du Vietnam. L'oligarchie de Pékin est décrite comme une bande de réactionnaires, et les Cambodgiens sont qualifiés de laquais des Chinois. La radio, les journaux, les haut-parleurs implantés partout dans cette ville ne cessent de condamner l'attitude des Chinois. Des séances d'éducation politique sont organisées dans tous les secteurs de l'administration pour mettre les fonctionnaires au courant de l'attitude de Pékin qui oppose à l'édification d'une société communiste pro-soviétique au Vietnam. Dans les quartiers, des séances ont été organisées le soir pour le peuple.

La guerre avec les Cambodgiens, déclarée l'année dernière, est désormais déclarée. L'ordre de la mobilisation générale des hommes de dix-huit à vingt-cinq ans a été signé fin août par Mai Chi Tho, le chef de la police de Ho-Chi-Minh-Ville. Cette mobilisation, valable pour tout le Sud, concerne aussi les jeunes filles de dix-huit à vingt ans qui se porteraient volontaires. Le mot « volontaire » ne veut plus rien dire en langage vietnamien actuel. On vous force à signer un papier d'engagement volontaire et ce papier servira comme preuve que vous êtes réellement volontaire.

Une jeune génération de Vietnamiens qui, à la libération, a cru pouvoir échapper à la guerre, est obligée à présent de faire une nouvelle guerre pour défendre un pays qui n'est plus le leur. Ces gens se demandent pourquoi ils se battent pour une oligarchie odieuse qui ne leur accorde aucun droit ni aucune liberté. Se battre pour la révolution ?

La révolution est bien morte ! Il ne reste plus que les profiteurs de la révolution. En mai 1975, on disait au peuple : « La révolution est magnanime ; la révolution pardonne ; la révolution apporte la bonheur, etc. ». Aujourd'hui, le mot révolution est démodé, on n'emploie plus que les mots parti et gouvernement. Le parti avant tout, le parti avant le peuple. Le parti ordonne, le peuple travaille. Les membres du parti profitent, le peuple se serra la ceinture. Ce peuple en avait assez de la pourriture et de la dernière guerre et était prêt à accepter quelque chose de neut qui amènerait une certaine prospérité et un avenir heureux. Ce peuple tombe d'une guerre à l'autre, et d'une pourriture à l'autre, qui est pire, aggravée par l'incompétence et le tyranisme d'une bande de cadres fidèles, mais sans éducation.

Comment admettre de faire une nouvelle guerre au profit de gens que l'on déteste, avec un estomac presque toujours creux et un taux de mortalité sur le champ de bataille très élevé à cause d'un service médical préhistorique ?

« La vie est dure et chère »

Les désertions, les refus de servir provoquent bientôt un contrôle plus dur de la population qui est pourtant déjà très serré. Chaque arrondissement est découpé en sous-quartiers, en « nids » de population. Chaque « nid » groupe de trente à cinquante familles. Chaque sous-quartier est doté d'un comité populaire révolutionnaire, d'une compagnie de police et d'une milice armée, sans compter les camarades de la vingt-cinqième heure. Chaque « nid » est doté d'un chef et d'un sous-chef de sécurité choisis parmi les civils, et d'un agent de police. Toute absence durant la nuit doit être rapportée au chef et enregistrée. Un visiteur qui passe une nuit dans le quartier doit être signalé. Toute personne se déplaçant hors de la ville doit être munie d'une autorisation de la police de l'arrondissement et si l'on va vers la côte il faut obtenir la permission de la police municipale. Chaque habitant a dû fournir un curriculum vitae portant sur trois générations. Pour obtenir n'importe quel papier, demander du travail, il faut fournir deux exemplaires du curriculum, authentifiés par la police.

L'arrêt brusque du commerce libre en mars a, d'autre part, porté un coup terrible à la population. L'inventaire et le rachat par tous des marchandises, et le contrôle, dit administratif des domiciles des bourgeois ou assimilés, a permis de saisir tous les livres vietnamiens et étrangers qu'on venait lire.

La vie est dure et chère. Un médecin gagne 80 piastres par mois, un fonctionnaire moyen 40. Le riz coûte au marché noir 3 piastres le kilo, et la viande de porc 20 piastres. Comment vivre ? On revient peu à peu tout ce que l'on possède et même les vieux vêtements se vendent cher. Qui n'a pas de travail se fait envoyer vers les « nouvelles zones économiques », autant dire vers la mort.

La récolte de riz de cette année est perdue à cause des inondations et des insectes. L'emploi des engrais chimiques favorise la multiplication des insectes. Chacun travaille pour soi et pour sa famille, et non pour les grandes idées du parti. Les paysans cultivent juste ce dont ils ont besoin et le delta du Mékong s'appauvrit de la sorte.

Les officiers en rééducation sont toujours à Phuoc-Long, sur la route n° 14. Environ 40 % ont été relâchés, surtout les techniciens (pharmaciens, médecins, ingénieurs). Les officiers à partir du grade de commandant, les officiers du deuxième bureau et de la guerre psychologique ont été transférés au Nord.

« La vie est dure et chère »

Les désertions, les refus de servir provoquent bientôt un contrôle plus dur de la population qui est pourtant déjà très serré. Chaque arrondissement est découpé en sous-quartiers, en « nids » de population. Chaque « nid » groupe de trente à cinquante familles. Chaque sous-quartier est doté d'un comité populaire révolutionnaire, d'une compagnie de police et d'une milice armée, sans compter les camarades de la vingt-cinqième heure. Chaque « nid » est doté d'un chef et d'un sous-chef de sécurité choisis parmi les civils, et d'un agent de police. Toute absence durant la nuit doit être rapportée au chef et enregistrée. Un visiteur qui passe une nuit dans le quartier doit être signalé. Toute personne se déplaçant hors de la ville doit être munie d'une autorisation de la police de l'arrondissement et si l'on va vers la côte il faut obtenir la permission de la police municipale. Chaque habitant a dû fournir un curriculum vitae portant sur trois générations. Pour obtenir n'importe quel papier, demander du travail, il faut fournir deux exemplaires du curriculum, authentifiés par la police.

L'arrêt brusque du commerce libre en mars a, d'autre part, porté un coup terrible à la population. L'inventaire et le rachat par tous des marchandises, et le contrôle, dit administratif des domiciles des bourgeois ou assimilés, a permis de saisir tous les livres vietnamiens et étrangers qu'on venait lire.

La vie est dure et chère. Un médecin gagne 80 piastres par mois, un fonctionnaire moyen 40. Le riz coûte au marché noir 3 piastres le kilo, et la viande de porc 20 piastres. Comment vivre ? On revient peu à peu tout ce que l'on possède et même les vieux vêtements se vendent cher. Qui n'a pas de travail se fait envoyer vers les « nouvelles zones économiques », autant dire vers la mort.

La récolte de riz de cette année est perdue à cause des inondations et des insectes. L'emploi des engrais chimiques favorise la multiplication des insectes. Chacun travaille pour soi et pour sa famille, et non pour les grandes idées du parti. Les paysans cultivent juste ce dont ils ont besoin et le delta du Mékong s'appauvrit de la sorte.

Les officiers en rééducation sont toujours à Phuoc-Long, sur la route n° 14. Environ 40 % ont été relâchés, surtout les techniciens (pharmaciens, médecins, ingénieurs). Les officiers à partir du grade de commandant, les officiers du deuxième bureau et de la guerre psychologique ont été transférés au Nord.

## LA VISITE

### M. Fukuda entend profiter de la ratification du traité avec la Chine pour se faire réélire premier ministre

De notre correspondant

Tokyo. — Bien que, officiellement, la campagne pour l'élection du président du parti libéral-démocrate (P.L.D.), qui, ipso facto, devient premier ministre après un vote à la Diète — dont le résultat ne fait pas de doute puisque le parti gouvernemental y dispose de la majorité — ne commence que le 1<sup>er</sup> novembre, les trois principaux rivaux de M. Fukuda, actuel premier ministre, ont annoncé samedi 21 octobre leur candidature. Il s'agit de M. Ohira, secrétaire général du P.L.D., le principal rival du premier ministre, de M. Nakasone, président du conseil exécutif du parti, et de M. Komoto, l'actuel ministre du commerce international et de l'industrie.

La fin de la session parlementaire extraordinaire, et surtout la visite à Tokyo de M. Teng Hsiao-ping, ont donné le coup d'envoi de la campagne. En effet, d'une part, la fin des débats à la Diète a donné aux hommes politiques une liberté de manoeuvre que la nécessité d'une unité de camp conservateur leur interdisait auparavant; d'autre part, les deux principaux rivaux, MM. Fukuda et Ohira, entendent bien tirer le maximum d'avantages de l'événement diplomatique majeur de ces dernières années : le rapprochement avec la Chine. Le premier ministre compte utiliser la visite de M. Teng pour accroître son prestige; quant à M. Ohira, il veut surtout montrer que les « vrais amis » de la Chine au sein du P.L.D. sont son propre clan et celui de M. Tanaka, l'ancien premier ministre, qui normalisa en 1972 (M. Ohira était alors ministre des affaires étrangères) les relations avec Pékin.

La popularité des candidats joue cette fois un rôle plus grand que par le passé dans la désignation du futur premier ministre. Lors de son congrès de 1978 le P.L.D. a en effet adopté un nouveau système « plus démocratique » d'élection de son président. Apparaissant celui-ci était élu par un collège formé des parlementaires libéraux — démocrates et des députés des bureaux préfectoraux du parti. Désormais, l'élection se fera selon un système qui s'apparente à celui des primaires américaines.

Dans un premier temps, les membres du P.L.D. choisiront les candidats à la présidence. Les deux personnalités arrivant en tête à la suite de ce vote seront désignées pour l'élection finale du président du P.L.D. le 1<sup>er</sup> décembre, par les parlementaires.

Les primaires se déroulent à l'échelon préfectoral. Chacune des quarante-sept préfectures dispose d'un certain nombre de points, variant en fonction de sa population (1 point pour mille habitants).

Les électeurs dans ces « primaires » à la japonaise sont les membres du P.L.D. un million cinq cent mille personnes qui se répartissent entre membres proprement dits (un million trois cent mille) et sympathisants (cent quatre-vingt mille).

Sans prendre vraiment le caractère des « primaires » américaines (les Japonais semblent peu mobilisés par la désignation du nouveau premier ministre), le jeu de l'élection du président du P.L.D. devrait donc être plus ouvert que par le passé. L'une des raisons invoquées pour expliquer l'ancien système est d'assurer la vie politique japonaise en limitant les pratiques d'achat de des élections.

L'augmentation du nombre des personnes intervenant dans les primaires devrait limiter les malversations et réduire les marchandages. Dans une certaine limite seulement, car l'entraînement local des factions permet les intrigues, des députés en faveur de leur patron. — Ph. P.

## AFRIQUE

### Sénégal

### Le président Senghor entend exercer son mandat jusqu'à son terme

De notre correspondant

Dakar. — Dans une interview publiée ce lundi 23 octobre par le quotidien national le *Soleil*, le président Senghor annonce qu'il a la ferme intention d'exercer jusqu'à son terme — mars 1983, le mandat qui lui fut confié à la destination du Parti africain de l'indépendance — le groupe « Xaré Bi-Andjif » (Front d'action) ; la Ligue démocratique sénégalaise ; l'Organisation démocratique progressiste, qui rassemble des proches du professeur Abdoulaye Ly, un opposant du début des années 60.

Deux autres formations plus importantes, le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), du professeur Cheikh Anta Diop, qui n'a toujours pas obtenu sa légitimité, et le Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), de M. Makhouth Diop, qui a un statut légal, sont invitées à se rapprocher de ce noyau initial, en vue de constituer un vaste front de toute l'opposition, légale ou non. L'éventuel aboutissement de ces projets pourrait créer une dynamique menaçant pour le régime en place. M. Senghor a, de toute façon, répondu à ceux qui spéculent sur la relative inexpérience politique de son successeur désigné. A l'inverse, en abandonnant à ce dernier, depuis quelques mois, de plus en plus de prérogatives il lui donne le temps de s'affirmer, tout en permettant à son parti de réactiver son action pour mieux répondre à l'attente des masses.

PIERRE BIARNES.

### Rhodésie

### Selon les autorités militaires 1500 maquisards auraient été tués en Zambie la semaine dernière

Le haut commandement militaire rhodésien a officiellement annoncé samedi 21 octobre, à Salisbury, que plus de mille cinq cents guérilleros nationalistes ont été tués lors des raids déclenchés par les forces armées rhodésiennes en territoire zambien la semaine dernière.

Interrogé à ce sujet à son retour d'un voyage de deux semaines aux Etats-Unis, M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a indiqué qu'il n'avait pas été tenu au courant de ces opérations militaires. M. Smith a ajouté : « Une telle décision est du ressort des militaires qui sont responsables de la sécurité de la Rhodésie. Les militaires ont le pouvoir de prendre toutes les décisions qu'ils estiment nécessaires ».

De source militaire, on indique à Salisbury que les forces rhodésiennes ont non seulement attaqué une base de guérilleros située non loin de Lusaka, capitale de la Zambie (le *Monde* du 21 octobre), mais aussi deux autres centres analogues et neuf camps annexes. L'endroit le plus éloigné de la frontière rhodésienne touchée est les opérations, selon le haut commandement, se trouve à quelque 150 kilomètres au nord-est de Lusaka.

Dans un message adressé au président zambien, M. Kannda, le président Ian Smith a déclaré : « Une telle décision est du ressort des militaires qui sont responsables de la sécurité de la Rhodésie. Les militaires ont le pouvoir de prendre toutes les décisions qu'ils estiment nécessaires ».

« Une telle décision est du ressort des militaires qui sont responsables de la sécurité de la Rhodésie. Les militaires ont le pouvoir de prendre toutes les décisions qu'ils estiment nécessaires ».

### Zaire

### Gbadolite en deuil, Gbadolite en fête...

De notre envoyé spécial

Gbadolite. — Dimanche 22 octobre, à une vingtaine de kilomètres de l'Oubangui, un des plus importants affluents du Zaire, le général Mobutu a clos à Gbadolite, son village natal, une série de cérémonies qui, pendant une semaine, ont marqué le premier anniversaire de la mort de sa femme. Décédée le 22 octobre 1977 dans une clinique de Lausanne, Mama Mobutu, qui souffrait d'insuffisance cardiaque, était étroitement associée aux activités politiques de son mari et jouait un rôle important au sein du Mouvement populaire de la révolution, le parti unique zairois.

L'empereur Bokassa I<sup>er</sup> de Centrafrique, les présidents Ahidjo du Cameroun et Habaryrmane du Rwanda assistaient aux cérémonies ainsi que vingt-cinq délégations étrangères. Plusieurs chefs d'Etat s'étaient fait représenter par leur épouse. Au côté de la princesse Paola de Belgique, on a pu voir Mme Valéry Giscard d'Estaing, Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Eyadéma (Togo), Senghor (Sénégal), Bagazzi (Burundi), etc.

Les cérémonies, commencées jeudi, se sont principalement déroulées à l'église paroissiale Notre-Dame-de-Rosario et dans l'église-crypte Marie-de-la-Miséricorde en présence de nombreux prêtres et d'une foule importante venue s'incliner devant le cercueil en acajou massif dans lequel repose la dépouille mortelle de Mama Mobutu, embaumée en Suisse.

Il s'agit d'un grand effort d'imagination pour se remémorer l'épreuve de force qu'il y a eu moins de deux ans, opposant une partie de la hiérarchie catholique en la personne de Mgr Malou, archevêque de Kinshasa, au chef de l'Etat zairois. Alors que la conférence épiscopale du Zaire a, il y a quelques semaines, rédigé un document très critique à l'encontre du régime, le président de cette conférence et neuf autres évêques ont concédé la messe de requiem de Gbadolite. Le général Mobutu a apparemment ralié à sa personne l'Eglise comme les autres forces politiques.

Ces cérémonies ont aussi été l'occasion de rendre un hommage rendu par le chef d'Etat à sa femme, et une manifestation d'humanité nationale. Ces cérémonies ont aussi intimement mêlé le fesse chrétien et la mentalité païenne, le triomphe et la joie, la sagesse de la mort et le sens de la fête. Un habitant de Gbadolite est aussi ce mot : « Ici, Mobutu, ce n'est pas le président de la République, c'est le grand chef du Zaire... »

PHILIPPE DECRANE.

### « Comme aux premiers temps de la guerre d'Indochine »

Mkushi (Zambie) (A.F.P.). — Tout rappelle les premiers temps de la guerre d'Indochine : les armes soviétiques et chinoises, les huttes couvertes d'un toit de chaume, les tunnels, les tranchées, le sable, la chaleur et l'odeur de mort qui émane des ruines fumantes de ce camp de la guérilla en lutte contre le régime de Salisbury. Le camp se trouve à Mkushi.

Vingt-quatre heures après le raid contre le camp de Mkushi, les soldats rhodésiens sont tous occupés à brûler et à détruire les petits bâtiments d'argile, les huttes de terre et les tentes grises épargnées par le bombardement.

Une cinquantaine de cadavres, pour la plupart des hommes, mais aussi deux jeunes femmes, le corps criblé de balles, sont allongés sur le sol. La plupart des morts tiennent encore à la main des fusils d'assaut de fabrication soviétique.

Selon les archives découvertes par les soldats envoyés après le bombardement, la base de Mkushi comptait deux mille trente-six personnes, dont mille quatre-vingt-deux guérilleros à l'entraînement.

« Nous avons fait de nombreux morts, des centaines », explique un porte-parole des forces de sécurité. Il pense également que plusieurs centaines de blessés sont morts dans la forêt. Le raid contre le camp de Mkushi a commencé deux heures après l'attaque lancée par le dernier contre le quartier général de M. Joshua Nkomo,

### drangeant de la ZAPU, situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Lusaka.

M. Nkomo a affirmé que la première attaque avait fait 20 morts et 800 blessés. Il a également déclaré qu'il s'agissait en fait d'un camp de réfugiés.

Au cours du raid contre Mkushi, un parachutiste rhodésien a été tué. Les rhodésiens n'ont fait que deux prisonniers, une jeune fille de dix-neuf ans et un homme âgé d'une trentaine d'années. La jeune fille a été autorisée à parler aux journalistes. Extrayée, elle a expliqué qu'elle avait été enlevée par les guérilleros de M. Nkomo dans le courant de l'année. Elle a dit s'appeler Finah Naba et être arrivée en Zambie après un voyage de deux semaines. Elle a échappé au raid de jeudi en se réfugiant dans un trou où les parachutistes rhodésiens l'ont retrouvée.

Malgré une faucille et un marteau peints sur un bâtiment et une casquette à visière de style soviétique retrouvée à terre, rien ne prouve que des instructeurs soviétiques ou cubains aient été dans le camp.

Le correspondant de l'Associated Press a été conduit à Mkushi par les militaires rhodésiens précises. C'est la première fois depuis le début de la guerre que des correspondants étrangers ont pu visiter une base de la guérilla touchée par un raid. Ce raid, ajoute A.P., a été soumis à la censure militaire et « de légères modifications y ont été apportées ».

DE M. Pékin

Chaque jour pour toujours

CROSS DEPUIS 1858

1978 OCT 24

ASIE

DE M. TENG HSIAO-PING AU JAPON

Pékin et Tokyo au « rendez-vous historique »

(Suite de la première page.) Le point remarquable de ce traité, conséquence logique du voyage à Pékin de M. Nixon en février 1972, suivi, quelques mois plus tard, de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, c'est qu'il n'a pas été dicté par la nécessité de régler un contentieux ancien mais exclusivement par celle de préparer l'avenir.

terminants de la vie internationale. Au Japon, le rapprochement avec la Chine semble perçu dans l'opinion publique comme un « phénomène naturel », « dans l'ordre des choses ». A partir du moment où le premier ministre Fukuda a réussi à imposer le traité sans éléments pro-taiwanais de son parti, il semble que le Japon ait basculé d'un seul bloc en faveur du resserrement des liens avec la Chine.

tion pour rappeler que l'ancienne capitale nipponne fut bâtie sur le modèle de Chang-An en Chine. En même temps, en acceptant une réplique d'une cloche de bronze du temple Myoshinji, qui fut déposée par la suite au temple Kuang-Chi à Pékin, les Chinois marquaient que le bouddhisme fut l'un des traits d'union entre les deux pays. Le sentiment des Japonais de trouver en Chine une civilisation mère a, certes, été tempéré depuis Meiji, notamment par le côté « antiquaire du Japon » que prend la Chine à partir de l'adoption de la conception occidentale évolutionniste de l'histoire qui place le grand voisin dans une situation de « retard » par rapport au Japon.

de Tokyo. Dès la fin de la guerre, les communistes chinois sont convaincus de la complémentarité des deux pays. Comme le rappelle Sano Nosaka, président du P.C. japonais, dans un de ses ouvrages, lorsqu'il quitta en 1946 Yenan — où il s'était réfugié cinq ans auparavant — il convint avec Mao que l'action du parti communiste japonais devrait contribuer à promouvoir les relations économiques, jugées « essentielles » par ce dernier, entre la Chine et le Japon.

Dans ce contexte, le traité de paix et d'amitié consacre une convergence entre la Chine et le Japon qui s'inscrit non pas dans le cadre d'une histoire événementielle mais dans une perspective de longue durée, supposant un espace commun — historique, culturel — sino-japonais. Celui-ci prend aujourd'hui la forme d'une complémentarité d'intérêts économiques, voire politiques, qui sera sans doute l'un des facteurs dé-

terminants de la vie internationale. Au Japon, le rapprochement avec la Chine semble perçu dans l'opinion publique comme un « phénomène naturel », « dans l'ordre des choses ». A partir du moment où le premier ministre Fukuda a réussi à imposer le traité sans éléments pro-taiwanais de son parti, il semble que le Japon ait basculé d'un seul bloc en faveur du resserrement des liens avec la Chine.

terminants de la vie internationale. Au Japon, le rapprochement avec la Chine semble perçu dans l'opinion publique comme un « phénomène naturel », « dans l'ordre des choses ». A partir du moment où le premier ministre Fukuda a réussi à imposer le traité sans éléments pro-taiwanais de son parti, il semble que le Japon ait basculé d'un seul bloc en faveur du resserrement des liens avec la Chine.

terminants de la vie internationale. Au Japon, le rapprochement avec la Chine semble perçu dans l'opinion publique comme un « phénomène naturel », « dans l'ordre des choses ». A partir du moment où le premier ministre Fukuda a réussi à imposer le traité sans éléments pro-taiwanais de son parti, il semble que le Japon ait basculé d'un seul bloc en faveur du resserrement des liens avec la Chine.

La fin d'un malaise

Si l'on fait abstraction de la complémentarité économique des deux pays, l'engouement actuel des Japonais pour la Chine s'explique surtout par le sentiment obscur d'appartenir à une ère de civilisation commune, de renouer avec un contrat profond de leur passé culturel. C'est un peu la fin d'un malaise ; pendant plus de deux décennies, le Japon, sous la tutelle américaine, a activement participé à la politique d'encerclement de la Chine, et soutenu Washington dans toutes ses menées anti-chinoises.

La formation de sa civilisation, comme un témoignage nombre de fouilles archéologiques. Une culture nipponne autonome est née d'une imitation parfois involontairement infidèle, de la civilisation chinoise sans, au départ, une vigoureuse prise de conscience nationale, comme ce fut le cas en Europe à la Renaissance. Tout au long de l'histoire du Japon, la Chine a été la grande référence (qu'il s'agisse d'assimilation ou de phénomène de rejet). Longtemps le Dii du Genji (2), qui témoigne de la maîtrise des lettres japonaises dès le onzième siècle, passa pour une œuvre secondaire parce qu'écrite en japonais — langue des femmes de la cour et non en chinois qui demeurait l'écriture des hommes instruits (3).

Depuis la normalisation des relations entre les deux pays, la Chine met l'accent sur les humiliations et la discrimination raciale subies avec le Japon de la part de l'impérialisme occidental (oubliant volontairement que les Japonais firent chorus avec celui-ci pour dépecer la Chine). Elle insiste surtout sur le soutien que certains Japonais apportèrent à Sun Yat-sen, le fondateur de la République en 1911. Au début du siècle, le Japon exerça une influence décisive sur la formation des Chinois réformateurs et révolutionnaires : en 1906, 15 000 étudiants chinois étaient au Japon ; beaucoup se mêlèrent alors aux mouvements socialistes nippons. Chou En-lai commença ses études à Tokyo. Cette quête commune de liberté, la découverte de l'idéal socialiste furent assurément l'un des épisodes les plus riches de l'histoire des relations entre les deux pays. Pas plus que la Chine nationaliste, qui invita en 1929 des Japonais à l'inauguration du mausolée élevé à Sun Yat-sen près de Nankin, la Chine populaire ne rend la dette que le fondateur de la République chinoise a reconnue aux Japonais en écrivant, peu avant sa mort : « L'histoire officielle de la révolution chinoise devra rappeler en détail l'insurmontable œuvre de nos amis japonais. »

Le service AEROPORT de PARIS pour renseignements sur les vols aériens.

Chaque jour pour toujours

Un stylo Cross est un cadeau pour la vie. Dans une génération, il sera toujours aussi apprécié pour sa parfaite distinction ; il fonctionnera toujours avec la même précision, celle d'un chronomètre, tout simplement. Vous trouverez les stylos Cross garantis pour la vie, chez les spécialistes du stylo, en doublé or et argent ou or massif, en chromé. Leur signe mondial de reconnaissance : la tête noire du capuchon.



CROSS DEPUIS 1848 A.T. CROSS France 11, rue Laugier 75017 Paris

(2) Récemment paru en français dans une traduction de René Elvert aux Presses orientales de France. (3) Au fur et à mesure que se dessaient les liens avec le continent, la pratique du chinois se perdit, et, aux idéogrammes se mêlèrent les kana (caractères chinois simplifiés employés par les Japonais comme symboles phonétiques et dépourvus de toute signification) ; ce qui aboutit au système hybride d'écriture du japonais moderne qui unit idéogrammes et syllabaire. (4) Idem, ouvrage cité.

Certes, le sentiment d'appartenir à une communauté culturelle sino-japonaise est faible dans la génération d'après guerre. A l'exception des « masos » inconditionnels, la grande utopie qu'a représentée la Chine est, d'autre part,

en régression, au Japon comme en Occident. Mais, à une époque où le Japon, ayant repris confiance en lui-même, las d'un engouement pour l'Occident qui a fait de l'Amérique l'archétype de ses valeurs, découvre que le modèle qu'il a suivi un peu servilement ne le conduit qu'à la pragmatisme sans horizon ni identité, l'expérience chinoise peut devenir un sujet de réflexion pour nombre d'intellectuels.

L'INTERET EUROPEEN

Europe et Régions Comité de Patronage : Jean-Pierre ABELIN, L. JOZEAU-MARIGNÉ, Emile ROCHE, Maurice SCHUMANN, Pierre SUDREAU (Ludovic TRON) Directeur : Bernard MANCEAU 126, boulevard Bineau - 92300 NEUILLY-SUR-SEINE Le numéro de novembre vient de paraître (2,50 F) Prochain article : Le torrent chinois

PHILIPPE PONS. Prochain article : LE TORRENT CHINOIS

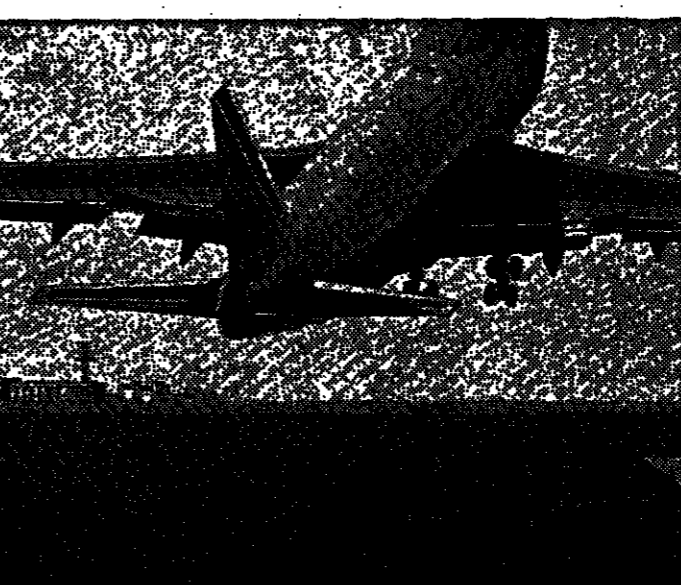
Please sit down!



Bergère anglaise (pièce typique de notre collection) Se fait en tapisserie, dralon ou cuir. A partir de 1920 F. Canapés assortis.

MAPLE

Le spécialiste anglais du meuble anglais - 5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 Paris - Tél. 742.53.32. - Centre commercial régional Créteil-Soleil - Tél. 898.03.23.

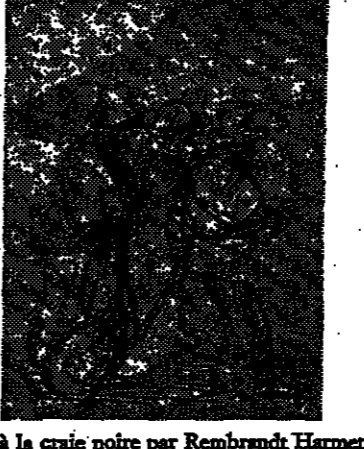


320.15.00 FRET INFORMATION



Sotheby Parke Bernet

prépare actuellement ses ventes de Tableaux et Dessins anciens à Londres et Monte-Carlo Printemps 1979



Dessin à la craie noire par Rembrandt Harmensz. Van Rijn. Collection Robert Von Hirsch. Londres 21 juin 1978 : £ 28.000

Les tableaux et dessins peuvent être présentés à M. T.D. Llewellyn et Mme Elizabeth Hammond, qui recevront sur rendez-vous les Mercredi 25 octobre et Jeudi 26 octobre

Veuillez contacter Sotheby Parke Bernet 3 rue de Mittemœuil - 75008 Paris - Tél. 266 40 60

Réforme électorale, cumul des mandats, financement des partis

Le premier ministre commence ses consultations en recevant une délégation du R.P.R.

Chargé par l'Élysée de recueillir l'avis de chacune des principales formations de la majorité et de l'opposition sur les trois projets évoqués par le chef de l'État dans sa conférence de presse du 14 juin dernier (réglementation du cumul des mandats, limitation du cumul des mandats et instauration d'un scrutin de type proportionnel pour les élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants), le premier ministre commence ses consultations en recevant, le mardi 24 octobre à 9 h. 30, une délégation du R.P.R. composée de MM. Claude Labbé, président du groupe gaulliste de

l'Assemblée nationale, Yves Guéna, conseiller politique du mouvement, et Alain Devaquet, secrétaire général.

M. Raymond Barre doit recevoir ensuite, mercredi 25 octobre à 16 h. 45, une délégation de l'U.D.F. comprenant MM. Jean Lecanuet, président du conseil du mouvement, Roger Chénard, président du groupe giscardien de l'Assemblée, et Adolphe Charvin, président de l'intergroupe du Sénat.

Les trois délégués du M.R.G., MM. Michel Crépeau, président, Roger-Gérard Schwartzberg, vice-président, et Jean

Béranger, sénateur, seront reçus le mardi 23 octobre à 15 heures.

La délégation du P.S., qui doit être reçue le mardi 7 novembre à 15 h. 30 et non le 30 novembre, ainsi que cela avait été initialement prévu, sera composée de MM. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et Marcel Champetier, président du groupe du Sénat.

Le P.C., refusant de participer à ce qui nomme « une fausse concertation », a décliné l'invitation qui lui avait été adressée.

La position du R.P.R. sur chacun des trois sujets figurant à l'ordre du jour de ces consultations a été arrêtée le 23 juin dernier par le comité central du mouvement, qui s'est prononcé « contre toute réforme de la loi électorale tendant à introduire la proportionnelle pour les communes de plus de trente mille habitants », et qui a également exprimé « les plus vives réserves à l'égard de toute initiative tendant à restreindre la liberté de choisir des électeurs sous le prétexte de limiter les cumulés de mandats ». Le R.P.R. estime que cette dernière question ne doit pas être tranchée par un texte réglementaire. C'est à titre personnel que M. Jean-Louis Masson, député R.P.R. de la Moselle, a déposé, en juin, une proposition de loi visant notamment à interdire le cumul des fonctions de député ou de sénateur avec plus de deux autres fonctions (membres de l'Assemblée européenne, conseiller municipal, conseiller général, conseiller régional, membre d'un comité économique et social régional).

En ce qui concerne la réglementation du cumul des mandats, la position du mouvement gaulliste est plus nuancée. Le comité central du R.P.R. a approuvé, certes, « toute initiative tendant à organiser et à contrôler le cumul des mandats », mais il a souligné que « toute mesure de cette nature ne peut être que générale et obligatoire ». Les premières formes avancées suggérant que l'État subventionne les formations qui s'engagent à accepter certains « ontirores financiers, M. Claude Labbé avait explicité dès le 23 juin la position du R.P.R. sur ce point : « Quelle serait la situation entre un parti acceptant le contrôle de ses finances et recevant des fonds publics et un parti refusant le contrôle ne recevant aucun subside ? Il sera difficile, par exemple, de faire admettre aux Français de subventionner un parti, comme le font communément dans les autres habituelles de financement ne seraient pas tarées et qui bénéficieraient cependant de fonds d'État ».

L'occasion de leur entrevue du 9 octobre avec le premier ministre, MM. Labbé, Falala et Guéna avaient demandé l'ajournement de ces trois projets. M. Barre leur avait répondu que leurs critiques étaient pour le moins prématurées, le gouvernement n'ayant pour l'instant arrêté aucune décision.

L'ouverture de ces consultations

sur des projets qui dépassent aux gaullistes pour mettre à l'épreuve la « brève » décriée par M. Jacques Chirac. Le président du R.P.R. a indiqué, samedi 21 octobre à Saint-Quentin, que la délégation gaulliste rappellerait simplement les positions du mouvement à M. Barre.

L'U.D.F., qui approuve sans réserve les orientations du chef de l'État, n'a pas encore précisé ses propres souhaits. Deux commissions ont été créées en septembre, l'une pour étudier le problème du cumul des mandats, sous la présidence de M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'État, l'autre pour examiner la question du cumul des mandats, sous la présidence de M. François Léotard, député du Var. Elles ne déposeront pas leurs conclusions avant plusieurs semaines, mais MM. Lecanuet, Chénard et Charvin feront part à leur premier ministre de l'état d'avancement de leurs travaux.

Pour la proportionnelle, l'U.D.F. se déclare favorable, par principe, à la présence des minorités politiques locales au sein des conseils municipaux mais elle n'a arrêté, pour le moment, aucun projet précis.

Le mouvement giscardien dispose, toutefois, de plusieurs éléments de réflexion, certains de ses députés ayant déjà déposé plusieurs propositions de loi.

MM. Fernand Izart, Roger Chénard et vingt-six de leurs collègues ont proposé d'introduire le cumul de tous les mandats électifs en laissant aux seuls sénateurs la possibilité de détenir un autre mandat. La proposition de loi organique (n° 121 rectifiée) qu'ils ont présentée en avril vise à empêcher le cumul du mandat de député avec celui de conseiller régional, conseiller général, maire ou conseiller municipal. Ils proposent également (proposition de loi n° 178 rectifiée) d'interdire le cumul du mandat de conseiller général avec celui de conseiller municipal et de faire élire aux conseils régionaux les suppléants des députés à la place des députés eux-mêmes comme c'est le cas actuellement.

Un autre texte (n° 478), déposé par M. André Chassalon (U.D.F., Loire) et vingt-trois autres députés du même groupe, propose de rendre le mandat de député incompatible avec la fonction de membre de l'Assemblée européenne.

M. Henri FERRETTI (U.D.F., Moselle) a vingt-sept autres députés du groupe giscardien ont

déposé, d'autre part, une proposition de loi (n° 287) tendant à réglementer le financement des campagnes électorales et celui des partis politiques. Ce texte propose notamment que pendant les campagnes pour les élections législatives, l'État avance « sur des fonds d'État » le montant de leurs dépenses « une somme d'argent destinée à couvrir leurs frais de campagne. Ce montant ne doit pas dépasser le double de la somme avancée par l'État. Seuls les candidats qui n'ont pas obtenu 5 % des suffrages devraient rembourser la somme avancée par l'État ».

Les candidats bénéficiant de cette aide financière devraient publier un état détaillé de leurs dépenses électorales. Cette proposition de loi suggère aussi de « normaliser le financement des partis politiques » en leur imposant l'obligation de publier les noms et les adresses de toutes les personnes effectuant en leur faveur des dons ou legs d'un montant supérieur à 50 000 F.

Le financement des campagnes électorales fait également l'objet d'une proposition de loi (n° 606) tendant à limiter le montant maximal des dépenses des candidats pour les listes de candidats législatifs, en précisant que le montant des dépenses de chaque candidat sera limité à un pourcentage des dépenses de chaque parti, au prorata de sa représentation au Parlement par une meilleure association de l'opposition à ces travaux législatifs. Puisqu'il est « une nouvelle question », le M.R.G. entend prendre au mot le gouvernement.

Au nom du P.S., M. François Mitterrand, qui a jugé inutile « une nouvelle fois » le répondre personnellement à l'invitation qui lui avait été adressée, a écrit à M. Barre que MM. Gaston Defferre et Marcel Champetier, mandataires par le bureau national du P.S., se rendront à l'hôtel Maitland afin de s'entendre « communiquer les intentions du président de la République sur le mode d'élaboration des conseils municipaux, le financement des partis et le cumul des mandats électifs ». Les termes mêmes de cette lettre semblent indiquer que les députés socialistes n'iront pas chez M. Barre avec l'intention de collaborer à la préparation de ces projets, bien que le P.S. soit favorable aux orientations du chef de l'État, ainsi qu'il ressort de ce que M. Mitterrand avait indiqué à l'occasion de sa conférence de presse du 23 juin (Le Monde du 24 juin). Il est en fait probable que le P.S., pour le moins, ne fera pas le jeu du R.P.R., sollicité par le M.R.G. mais nullement encouragé par le P.S. M. Barre va ainsi se trouver, au cours de ses consultations, dans une situation difficile, condamnée à rechercher auprès de ses interlocuteurs, au-delà des discussions techniques, un consensus politique qui paraît impossible.

ALAIN ROLLAT.

Le M.R.G. veut élargir la discussion

Les délégués du M.R.G. se proposent de débattre avec le président de la République sur le financement de la vie publique (n° 531) déposée en juin par M. Michel Crépeau au Sénat. Ils ont demandé à M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste et approuvé de l'Assemblée nationale. Ce texte prévoit de limiter le volume des dépenses électorales à 100 000 F par candidat, à l'exception de ceux qui ont obtenu 5 % des suffrages et d'augmenter de 5000 F par branche de dix mille électeurs inscrits au-delà de cent mille. Toute candidature pour les élections législatives devrait adresser au président de la commission de recensement des votes et un duplicata de chaque facture des dépenses pour la campagne électorale.

En cas de dépassement du plafond ainsi institué ou de déclaration incomplète, le candidat sera pénalisé d'une amende de 50 000 à 500 000 francs. La proposition de loi de M. Crépeau demande également que l'État contribue au financement des partis en accordant une dotation financière à chaque formation ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au

plan national. Faisant référence aux systèmes en vigueur en Allemagne, en Océanie et en Italie, le M.R.G. propose à son chef de parti la charge de représenter l'institution d'un tel système en France. Il propose aussi que chaque parti publie un rapport complet annuel de l'origine de ses ressources et du montant de ses dépenses.

Les dirigeants des radicaux de gauche sont favorables, en outre, à la limitation du cumul des mandats et à la proportionnelle pour les élections municipales, mais eux non plus n'ont pas arrêté leurs suggestions sur ces deux points. Ils doivent les préciser au cours de la prochaine réunion de leur comité directeur, le 28 octobre, à Bordeaux. Figurent notamment à l'ordre du jour un projet présenté par M. André Dubois, membre du bureau national, adjoint au maire de La Rochelle, qui préconise d'introduire le scrutin de liste à la proportionnelle, les listes de candidats distinguant, lors des élections municipales, l'élection de la « municipalité », composée du maire et des adjoints régionaux, de des adjoints municipaux.

Ce mode d'élection consisterait à élire la « municipalité » au scrutin majoritaire sur liste bloquée et le reste du conseil municipal au scrutin de liste à la proportionnelle.

Le M.R.G. souhaite, toutefois, élargir son échange de vues avec M. Raymond Barre à ses autres sujets de préoccupation. Ainsi, M. Michel Crépeau se propose-t-il de présenter au premier ministre une série de propositions visant à améliorer le fonctionnement des institutions et du Parlement par une meilleure association de l'opposition à ces travaux législatifs. Puisqu'il est « une nouvelle question », le M.R.G. entend prendre au mot le gouvernement.

ALAIN ROLLAT.

AU COURS DE SON VOYAGE DANS LE PUY-DE-DOME

M. Giscard d'Estaing prononcera un discours sur le développement économique du Massif Central

M. Valéry Giscard d'Estaing devait quitter Paris, le lundi 23 octobre en fin de matinée, pour Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), ville dont il avait été conseiller municipal de 1967 à 1971, maire de 1967 à 1974, et où il avait annoncé, le 8 avril 1974, sa candidature à la présidence de la République. Le chef de l'État devait être accueilli par le maire, M. Claude Wolff (P.R.), puis dîner avec le conseil municipal dans un hôtel de la ville.

Après avoir passé la nuit dans sa propriété de Chamonax, M. Giscard d'Estaing, accompagné de M. Joël Le Theule, ministre des transports, inaugure, mardi matin, la déviation de la Roche-Blanche, sur la N. 9.

Le président de la République déclare à ce sujet, dans une interview publiée lundi par le quotidien La Montagne, que « cette déviation est une œuvre majeure dans l'avenir du grand axe central du trafic vers l'Espagne ». M. Giscard d'Estaing inaugurera ensuite le tronçon Triers-Montast de l'autoroute B1 qui doit relier Clermont-Ferrand et Saint-Etienne « au plus tard en 1983 ». Le chef de l'État précise enfin,

à propos de l'autoroute A 71 Paris-Clermont-Ferrand, que « l'objectif est de signer la concession de la section Bourges-Clermont-Ferrand, ce qui devrait permettre la mise en service d'Orléans-Clermont-Ferrand dans les délais prévus, autour de 1983-1984 ».

En fin de matinée, M. Giscard d'Estaing sera accueilli à l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand par le maire, M. Roger Quilliot, sénateur (P.S.) du Puy-de-Dôme. L'un et l'autre prononceront une allocution, celle du chef de l'État étant consacrée en partie au plan de développement routier du Massif central.

Le président de la République rejoint, par MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, et Jacques Barrot, ministre du Commerce et de l'Artisanat, se rendra ensuite à Ambert, où il déjeunera en compagnie du maire, M. Roger Chanoiné (ma.) et des élus locaux. Au cours d'une réunion qui se tiendra au gymnase du lycée, M. Giscard d'Estaing prononcera un discours sur le développement économique de la région. Il quittera Ambert pour Paris en fin d'après-midi.

A Montargis (Loiret)

LE MAIRE COMMUNISTE (SUSPENDU) PARTICIPE A UNE MANIFESTATION OFFICIELLE

M. Max Nublat (P.C.), qui avait été suspendu pour un mois par le préfet du Loiret de ses fonctions de maire de Montargis pour avoir employé un peintre en bâtiment, secrétaire de section du P.C. à Orléans, qui a perçu son salaire sans fournir la moindre prestation (Le Monde du 10 octobre), a participé, dimanche 22 octobre, au vernissage du Salon national d'art photographique, organisé dans la salle des fêtes de la mairie.

Après le discours d'inauguration, prononcé par M. Lucien Creissel, sous-préfet du Loiret, M. Nublat a pris la parole pour féliciter les organisateurs et il a remis au maire, M. Jean-Louis Masson, un diplôme d'honneur de la ville de Montargis. M. Nublat a expliqué qu'il usait ainsi de la délégation que le maire lui avait accordée.

UNE DÉLÉGATION DU P.C.F. S'EST RENDUE AU VIETNAM

Une délégation du P.C.F., conduite par Gaston Flisocquier, membre du secrétariat, s'est rendue au Vietnam du 12 au 19 octobre. Elle a eu des entretiens avec les principaux dirigeants du P.C. vietnamien. Le communiqué publié au terme de cette visite souligne que « la délégation du P.C.F. a réaffirmé la solidarité active des communistes français avec la lutte des communistes vietnamiens pour la mise en œuvre des décisions de leur quatrième congrès, pour l'indépendance et la souveraineté de leur pays, par la ratification de la société socialiste ».

CORRESPONDANCE

Les ouvriers au P.S.

M. Michel Rocard avait indiqué, lors d'une réunion à Besançon (Le Monde du 3 octobre), que cet ouvrage de cent vingt pages ne se contente pas d'indiquer les noms et titres des membres des cabinets présidentiels et ministériels, il comporte aussi des notes sur la répartition des tâches au sein des équipes ministérielles, ainsi que des indications biographiques. Prix de l'ouvrage : 147 F (22, rue de Châteaudun, Paris-9°).

GABINETS PRÉSIDENTIELS ET MINISTÉRIELS

Les Annales Châteaudun viennent de faire paraître la deuxième édition de leurs « Cabinets présidentiels et ministériels ». Cet ouvrage de cent vingt pages ne se contente pas d'indiquer les noms et titres des membres des cabinets présidentiels et ministériels, il comporte aussi des notes sur la répartition des tâches au sein des équipes ministérielles, ainsi que des indications biographiques. Prix de l'ouvrage : 147 F (22, rue de Châteaudun, Paris-9°).

Le 122<sup>e</sup> numéro des cabinets ministériels

Le 122<sup>e</sup> numéro des cabinets ministériels (21, rue d'Aboukir, 75002 Paris) vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Barre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, des conseils économique et constitutionnel, ainsi que du maire de Paris et des préfets de la 11<sup>e</sup>-de-France et de police (quatrième édition).

TROIS ÉLECTIONS CANTONALES

AVEYRON : canton de Capdenac-Gare (1<sup>er</sup> tour)

Inscr. : 7 126 ; vot. : 5 168 ; suffr. expr. : 5 031. MM. Pierre Riols, P.S., 2 251 ; Jacques Dourdes, ma., 2 060 ; Jean-Marie Gras, P.C., 720. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paulin Mazars, U.D.F., décédé le 27 août dernier, qui avait été élu au second tour de ces élections cantonales de mars 1976 avec 2 798 voix contre 2 674 à M. Claude Deibon (P.S.) sur 5 672 suffrages exprimés. 5 372 votants et 7 056 inscrits.

Après le discours d'inauguration, prononcé par M. Lucien Creissel, sous-préfet du Loiret, M. Nublat a pris la parole pour féliciter les organisateurs et il a remis au maire, M. Jean-Louis Masson, un diplôme d'honneur de la ville de Montargis. M. Nublat a expliqué qu'il usait ainsi de la délégation que le maire lui avait accordée.

SEINE-MARITIME : canton de Bellemeuse (2<sup>e</sup> tour)

Inscr. : 4 240 ; vot. : 2 749 ; suffr. expr. : 2 545. Mme Annie Bocard, ma., 1 449 voix ; ELU, M. Jean Moutin, ma., 1 145.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Brunel, ma., récemment décédé, qui avait été élu au second tour de ces élections cantonales de septembre 1975 avec 776 voix contre 776 au conseiller général sortant, M. Paul Godroy, ré. ; 723 à M. Benet, mod., et 173 à M. Chauvet, P.C.

Après le discours de cette Section partielle, six des sept candidats en présence se réclamant de la majorité. Seuls les deux arrivés en tête avaient la possibilité de se maintenir au second. Les résultats sont les suivants : inscr. : 4 240 ; vot. : 2 589 ; suffr. expr. : 2 515. Mme Bocard, ma., 638 voix ; MM. Jean Moutin, ma., 484 ; Jacques Benet, ma., 398 ; Paul Godroy, ma., 311 ; Guy Rabourdin, ma., 278 ; Serge Leati, P.C., 237 ; Marcel Rudi, ma., 197. Le P.S., qui n'avait pas inventé de candidat, soutenait au premier tour le représentant du P.C.

TARN-ET-GARONNE : canton de Montauban (2<sup>e</sup> tour)

Inscr. : 7 174 ; vot. : 4 099 ; suffr. expr. : 3 915. MM. Michel Hamacher, M.R.G., 2 694 voix ; ELU, Marcel Pecou, R.P.R., 1 321.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Marcel Hamacher, M.R.G., sénateur, décédé le 27 août dernier, qui avait été élu au second tour de ces élections cantonales de mars 1976 avec 3 245 voix contre 1 432 à M. Daniel Potmarc, U.D.F., sur 4 277 suffrages exprimés. 4 738 votants et 6 882 inscrits.

Les résultats du premier tour de cette Section partielle ont été les suivants : inscr. : 7 174 ; vot. : 3 948 ; suffr. expr. : 3 822. MM. Michel Hamacher, M.R.G., 1 318 voix ; Edouard Cabanillas, P.S., 1 069 ; Marcel Pecou, P.R., 735 ; Michel Dujain, P.C., 681 ; André Baré, U.D.F.-C.D.S., 227. Bien qu'au second tour il y ait eu 33 suffrages exprimés de plus qu'au premier tour, M. Hamacher, frère du conseiller général, a décidé de ne reprendre pas l'ensemble des voix de gauche du premier tour. La différence est de 159 suffrages. Il est élu avec 63,81 % des suffrages exprimés, alors que le 15 octobre le total des voix qui s'étaient portées sur lui, sur MM. Cabanillas (7,5 %) et Delann (P.C.) représentait 73,49 % des suffrages exprimés.

Advertisement for Playboy magazine featuring a large image of a man in a suit and the text: CREPEAU, SIEFF, SABATIER, DORMANN, FEURER, CROUSSY, REMY, PLAYBOY.

UNE ÉTUDE COMMENTÉE DE LA CONSTITUTION DE 1958

Le Centre de droit constitutionnel de l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne et les éditions Economica (49, rue Héricart, 75003 Paris ; tél. : 578-12-92) annoncent la publication, sous la direction de MM. François Luchaire, président honoraire de l'université de Paris-I, ancien membre du Conseil constitutionnel, et Gérard Conac, professeur à l'université de Paris-I, de deux volumes d'analyses et de commentaires de la Constitution de 1958, étudiés article par article.

Ces deux volumes, comportant chacun un millier de pages, paraîtront respectivement en décembre 1978 et en mars 1979. Les souscriptions (206 F pour les deux tomes jusqu'au 30 novembre 1978 et 250 F après cette date) sont à adresser aux éditions Economica (par chèque ou par C.C.P. : La Source 32-780 06 U).

M. Arnaud Lepere, député R.P.R. de la Vienne, nous précise que dans le scrutin final sur la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1979 il a voté « pour » et non pas « contre », ainsi qu'il ressortait de l'analyse diffusée par les services de l'Assemblée nationale (Le Monde du 30 octobre).

Handwritten note: 122<sup>e</sup> numéro

Vertical advertisement on the right edge of the page for 'L.U.D.F. d'animat', 'WINO CRIS', and 'DO YO'.



### L'U.D.F. lance une campagne d'animation et d'adhésions

Plusieurs responsables départementaux de l'Union pour la démocratie française se sont réunis, samedi 21 octobre, à Paris, pour préparer la campagne nationale « d'information et d'animation » que l'U.D.F. doit entamer au mois de novembre, et jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1979. Cette campagne est destinée à mieux faire connaître l'U.D.F. et à assurer son expansion. Un affichage important, avec pour slogan « Avec l'U.D.F. rassemblez les Français », est prévu. Dans le même temps, une campagne d'adhésions aura lieu sur le thème : « Sept jours pour l'U.D.F. ». Les adhérents à l'U.D.F. seront admis dans les fédérations départementales et à égalité de droits et de voix avec les militants des partis constitutifs (P.R., C.D.S., parti radical,

M.D.S.F., Clubs Perspectives et Réalités). Toutefois, l'absence d'adresse sur certaines affiches pourrait rendre difficile la démarche des candidats à l'adhésion. Il est vrai que le recrutement direct auquel sont très attachées les instances dirigeantes de l'U.D.F. est considéré avec méfiance par les élus-majors des partis et notamment par celui du P.R.

Ce dernier, soucieux de faire apparaître le P.R. comme l'élément le plus dynamique de l'alliance, a d'ailleurs lancé sa propre campagne d'adhésions une semaine avant l'U.D.F. (le Monde daté 15-16 octobre), engageant ainsi une véritable course aux adhésions.

### M. Blanc (P.R.) : l'U.D.F. n'est pas un parti.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a participé, le samedi après-midi 21 octobre, à Montmorency (Val-d'Oise), à la convention départementale de cette formation. Il a notamment déclaré : « L'U.D.F. n'est pas un parti politique. Il y a beau temps que les Français ont tout compris et tout appris de ce qu'ils peuvent attendre de certains partis politiques. C'est un mouvement, c'est un rassemblement, c'est une force politique d'un type nouveau. Chacun y est chez soi mais y garde sa personnalité. Notre personnalité, à nous républicains, c'est d'abord d'être républicains de toujours. Oui, cela crée entre nous et Valéry Giscard d'Estaing des liens d'une nature particulière. Pourquoi le nier ? Cela ne nous empêche pas d'être accueillants sans réserve envers les autres. »

Le mouvement des démocrates que préside M. Michel Jobert estime, après la réunion, le samedi 21 octobre, de son conseil national : « Il faut avoir la résolution et le courage d'agir plus fort et plus vite contre l'inflation et contre les inégalités. D'abord érudites, souvent partielles, toujours insuffisantes, les thérapies gouvernementales, successivement appliquées depuis quatre ans, suscitent finalement plus de mécontentements que de résultats. »

Le conseil national de l'Union des gaullistes de progrès, qui a siégé le samedi 21 octobre, a estimé que la précédente réunion du conseil national, le 3 septembre, était statutaire et il a confirmé la « lutte entreprise en 1974 contre le pouvoir giscardien et sa politique d'abandon national devant les fédéralités capitalistes et l'hégémonie permanente américaine ». Le conseil national a renouvelé « son entière confiance à son secrétaire général Dominique Gallet ». Il a convoqué pour les 2 et 3 décembre à Paris une convention nationale.

La convention départementale du P.R. du Val-d'Oise était présidée par M. Michel Pomiatowski. MM. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités et Roger Chinsaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, ont participé à la manifestation.



**TANINO CRISCI**  
COLLECTION  
PRINTEMPS 79  
Salle d'exposition  
116, Champs-Élysées

### A SAINT-QUENTIN

### M. Jacques Chirac : critiques et réserves sont compatibles avec une majorité pluraliste

De notre envoyé spécial

Saint-Quentin. — « Dans la discussion ou la dispute, dans la prière ou la bataille, le chevalier est toujours en action. Dès l'aube résonne son épée, plie son cheval, et les premiers sons de trompette le trouvent prêt. » Cette chanson chevaleresque polonaise, Pierre Ryckerts, entouré par la chorale des mineurs de Douai au moment où le héros de la fête pénètre sous l'immense chapiteau, plus de cent fois le couvent et y font écho : « Chirac ! Chirac ! Chirac ! »

Depuis l'aube, le samedi 21 octobre, le président du R.F.R. rencontre les cadres et les militants du Nord et de la Picardie : les chargés de mission régionaux et les secrétaires départementaux au Théâtre municipal, puis les membres des comités départementaux autour d'un buffet campagnard. L'ancien premier ministre répond ensuite pendant une heure aux questions des responsables économiques et sociaux avant de participer à la grande fête R.F.R. au stade omnisports, route de Cambrai.

La fête : plusieurs orchestres et le Martin Circus sous deux chapiteaux. Parmi les quarante stands, celui des « têtes politiques » attire à l'extrême maximum. On rate les deux masques de François Mitterrand et de Georges Marchais, on peut toujours se payer la tête de V.G.E. Pendant une demi-heure, M. Jacques Chirac se mêle à la foule et fait le tour des stands, mais ne se livre pas au jeu de massacre. M. Charbon Bignon, ancien député, prend le mot et se précipite et avait conseillé : « Ne lui demandez

pas de jouer. Attention aux journalistes... »

« Ce n'est pas parce que c'est difficile que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que c'est difficile. » Citant Sénèque, M. Jacques Braconnier, sénateur R.F.R. de l'Alsace, ancien maire de Saint-Quentin, salue en M. Jacques Chirac celui qui ne s'abandonne pas aux « effets pernicieux de la fatalité », ajoutant : « Pour nous, gens du Nord, la réalité n'est pas de celles dont on peut se satisfaire. L'angoisse nous étirent. »

Prenant la parole « dans une ville qui connaît plus que d'autres le drame du chômage », le président du R.F.R. évoque les problèmes de l'emploi (lire page 37) et l'Europe (lire page 10), et il conclut : « Nous critiquons souvent l'action du gouvernement, mais, par ailleurs, nous l'avons montré, nous restons dans la majorité. La critique ou les réserves sont compatibles avec la définition d'une majorité pluraliste. Notre mouvement étant le plus important, cela nous confère des responsabilités plus grandes. »

G. D.

### M. Mitterrand : si aucun frein n'est mis à l'armement nucléaire, la guerre est fatale

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., qui était le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.I., a notamment déclaré à propos de la prestation télévisée du président de la République dans le cadre de l'émission « Questionnaire » (le Monde du 18 octobre) :

« Je trouve que M. Giscard d'Estaing s'occupe très commodément de l'an 2000. J'aimerais bien qu'il s'occupe un peu de 1978. L'an 2000, je trouve que c'est un peu commode, et jusqu'ici, je n'ai pas encore aperçu la queue d'une grande idée. »

Il a ajouté, à propos des perspectives de conflit mondial : « Le premier soin des puissances de ce monde, et notamment de M. Giscard d'Estaing, c'est de veiller en priorité absolue à ce qu'il n'y ait pas de dissémination de l'arme nucléaire et à ce qu'il n'y ait pas accumulation supplémentaire de ces armes terribles. C'est ce problème numéro un. Or l'obscurité que ceux qui distribuent tant de bonnes paroles et qui font tant de commentaires distingués sur ce problème se gardent bien, pour ce qui les concerne, de contribuer à la diminution du potentiel nucléaire qui détruira la terre. (...) »

« Je pense que si aucun frein n'est mis, par accord international à l'armement nucléaire et à l'accumulation des stocks d'armes atomiques la guerre est fatale. (...) »

« Je voudrais faire appel aux dirigeants soviétiques, aux dirigeants américains, dont on dit qu'ils sont en train de reprendre leurs conversations SALT. Je fais appel au président de la République française, je lance un appel à tous ceux qui se trouvent derrière les micros, les secrets de la science pour le développement de ces armes destructrices, je dis qu'il faut commencer par cela. Toute forme de désarmement ou de non-surrarmement qui sera engagée par les grandes puissances pourrait être débattue avec Nations unies afin que celle devienne la loi commune. C'est indispensable, sans quoi nul n'empêchera d'ici à l'an 2000 ou aux alentours de l'an 2000 la guerre de ravager la surface de la Terre. Je dis cela avec la gravité nécessaire. Ce sujet, en tout la peine, il faut le comprendre. Le France, sur ce point, a des devoirs, je souhaiterais qu'elle puisse les remplir. »

Le congrès du parti socialiste est convoqué pour les 6, 7 et 8 avril 1979. Deux conventions nationales se dérouleront avant. Le 25 novembre les socialistes adopteront leur règlement intérieur. Les 10 et 11 février 1979 ils arrêteront leur « projet de société ».

# OPERA: LA NOUVELLE FOLIE

210 spectacles pour une seule saison, dans 43 villes de France... Des théâtres qui affichent « complet » pendant des mois... 19 opéras déjà programmés à la télévision cette année... 82 coffrets d'opéras intégraux et 22 disques de récitals lyriques édités.

Aujourd'hui les nouvelles stars ne se trouvent plus au cinéma. Elles ont pour nom Kiri Té Kanawa, Jon Wickers, Plácido Domingo, Grace Bumbrey... Ce sont les « divas ». Vous pouvez les entendre sur les plus prestigieuses scènes mondiales.

Demain leurs noms et les œuvres qu'elles interprètent seront sur toutes les lèvres.

Dans un dossier spécial, le NOUVEL OBSERVATEUR vous révèle tout ce que vous ne pourriez plus ignorer demain sur ce phénomène qui défère sur la France et l'Europe :

- Simon Boccanegra de Verdi, déjà tout le monde en parle, Georgio Strehler explique pourquoi ce spectacle lyrique sera l'événement de la rentrée.
- Don Joseph chez Mozart : l'histoire du tournage du Don Giovanni de Mozart par Joseph Losey.
- Quels sont les grandes dates de l'opéra, que représentent-elles sur le plan historique et sociologique ?

Mais aussi : les points de repère, avec les noms des plus grands chefs d'orchestres et leurs répertoires, les 50 plus belles voix actuelles et leurs meilleurs rôles... Enfin, pour mieux connaître l'opéra : le calendrier complet de la saison lyrique et la référence des disques absolument indispensables, avec les trésors de l'opéra en 30 coffrets et une sélection des œuvres, des auteurs, des chefs d'orchestres.



## LE NOUVEL Observateur

UN NUMERO A NE PAS MANGER

### DO YOU SPEAK ENGLISH ?

**PAS DU TOUT**

**A LITTLE**

**A LOT**

**FLUENTLY**

Une méthode, des exercices, des lectures, 3000 mots de base pour les débutants et pour ceux qui ont besoin d'une révision rapide.

Une méthode complète, dynamique et non censurée pour parler l'anglais à tous les niveaux (avec cassettes).

**ADRIENNE'S GIMMICKS**  
FLAMMARION

142 pages, 22 F. | 112 pages, 22 F. | 126 pages, 25 F.

190 pages, 27,50 F. | 190 pages, 27,50 F. | 302 pages, 38 F.

# new york



## une semaine

adaptateur électrique (indispensable aux USA) offert à tous nos clients "groupes"

à partir de 2565 F comprenant :

- aller-retour par vol régulier Boeing 747
- accueil et transfert à l'hôtel
- 7 nuits à choisir parmi 9 hôtels
- 7 petits déjeuners ou
- visite de ville guidée en français ou
- survol du centre ville en hélicoptère

départs tous les jours à partir du 1<sup>er</sup> Novembre

voyages de 12 et 16 jours les jeudis, vendredis et samedis

programmés semblables pour

Miami, San Francisco, Los Angeles, Las Vegas

## noël/nouvel an

Charters à partir de F 1.495

renseignements et réservations toutes agences de voyages et Camino 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris tél. 755 77.90 - 380 55.58 +



Camino a choisi l'Amérique... Pour l'Amérique, choisissez Camino

# PANORAMA: UN VILLAGE DE 500 HABITANTS. A 5 MINUTES DE LA TOUR EIFFEL.

Du studio au 4 pièces. Livraison immédiate. Bureau de vente sur place : 60, rue Emeriau, Paris 15<sup>e</sup> tél. 578.92.99, les lundi, mardi, vendredi, samedi de 10 h 30 à 18 h 30.

JOHN ARTHUR & TIFFEN 174 Bd HAUSSMANN PARIS 8<sup>e</sup> 756.04.66

## PANORAMA LA TOUR HEUREUSE.

## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

#### P.S. : rendre l'Europe capable de vivre ses potentialités

Le comité directeur du parti socialiste a adopté, le samedi 21 octobre, le manifeste qui servira de base à sa propagande lors de l'élection européenne du 10 juin. Le CERES (minorité du P.S.) a voté contre le texte, après avoir vainement tenté de l'empêcher en demandant par exemple, qu'aucune référence ne fût faite à la déclaration commune des P.S. de la C.E.E.

Un débat s'est également déroulé à propos de la politique monétaire, et plus particulièrement des accords de Brême. M. Pierre Bédégovoy, membre du secrétariat, a fait adopter, en dépit de l'opposition de M. Michel Rocard, un amendement sur la coopération monétaire.

C'est en fonction des positions fixées par le manifeste du P.S. que ce parti appréciera, « le moment venu », « les résultats des négociations engagées après l'accord monétaire de Brême ». Le député des Yvelines souhaitait, pour sa part, que le P.S. ne marquerait pas d'hostilité à l'accord de Brême. Le CERES, à l'inverse, demandait une condamnation explicite de cet accord.

En complément du manifeste, le comité directeur a adopté, à l'unanimité, un texte présenté par M. Jean-Pierre Cot rappelant qu'à l'intérieur du groupe socialiste à la future Assemblée européenne les députés socialistes français conserveront leur liberté de vote, comme c'est le cas actuellement.

Le Manifeste socialiste pour l'élection européenne comprend quatre chapitres. Le premier, intitulé « Européens parés pour les socialistes », souligne que « la politique de la France ne peut être celle du retour à un nouvel isolement » et préconise la création d'une Europe seule capable de « devenir un acteur du changement sur la scène mondiale ». Le deuxième chapitre est intitulé « L'échec de l'approche libérale ». Il dénonce « l'absence de toute politique volontariste et structurée ». Le troisième chapitre, « L'Europe dans la stratégie socialiste », souligne que « si la construction de l'Europe ne peut être que le résultat de la volonté de nos dirigeants, elle ne peut être que le résultat de la volonté de nos dirigeants ». Le quatrième chapitre, « L'Europe dans la stratégie socialiste », souligne que « si la construction de l'Europe ne peut être que le résultat de la volonté de nos dirigeants, elle ne peut être que le résultat de la volonté de nos dirigeants ».

Le quatrième chapitre, « Les propositions socialistes pour l'Europe », développe quatorze points allant de l'emploi et de la politique sociale à la détente en politique internationale, en passant notamment par les politiques industrielle, agricole, monétaire, régionale, la planification, l'élargissement, les relations avec le tiers-monde.

En conclusion, le manifeste du P.S. affirme : « Il y a eu, il y aura encore, bien des tentatives de concevoir l'Europe. Hier, les socialistes se sont opposés à une certaine conception gaulliste, mettant au service de l'objectif juste d'une Europe européenne une démarche nationaliste souvent périmée et un mépris injustifié de la puissance de transformation des forces de travail. Aujourd'hui, les socialistes s'opposent au libéralisme giscardien et à sa vision du monde, où l'europhisme et le mondialisme de façade dissimulent de plus en plus difficilement l'acceptation pour la France d'une place de vassal de second rang, dans un empire américain accepté dans son fonctionnement et ses finalités. Hier, l'isolement de la France, aujourd'hui sa dilution, ont réduit le rôle qui peut être celui de notre pays ».

« Rendre l'Europe capable de vivre ses potentialités » est l'objectif que nous nous sommes donné : rendre l'Europe capable de répondre au nouveau défi de la crise ; favoriser pour cela son évolution dans le sens d'une plus grande identité entre les blocs, d'une part, dans le sens d'une maîtrise réellement démocratique de sa vie économique et sociale, d'autre part ; tels sont, pour aujourd'hui, les objectifs que nous nous sommes fixés à notre programme. Nous sommes convaincus que nous pourrions, avec l'appui de l'ensemble des forces du travail, du parti socialiste et de tous les P.S., et demeurer de voir se réaliser la perspective exemplaire d'une Europe libre de toute tutelle étrangère, fondée sur la volonté de nos dirigeants, en œuvre la voie originale du socialisme dans la liberté ».

« A terme, et avec l'appui de l'ensemble des forces du travail, du parti socialiste et de tous les P.S., et demeurer de voir se réaliser la perspective exemplaire d'une Europe libre de toute tutelle étrangère, fondée sur la volonté de nos dirigeants, en œuvre la voie originale du socialisme dans la liberté ».

#### DES PROBLÈMES DIFFÉRENTS SELON LES PARTIS

(Suite de la première page.)

L'un est hostile au processus socialiste, l'autre rappelle dimanche à Châteaubriant M. Charles Fierman, l'autre lui est favorable. Pour le R.P.R. et le P.S., en revanche les perspectives sont moins claires. Quand M. Chirac affirme, comme il l'a fait à Saint-Quentin ce week-end, qu'en ce domaine « les gaullistes sont les seuls à savoir ce qu'ils veulent faire », on peut se demander s'il n'aurait pas sur les décisions que prendront deux congrès extraordinaires de son parti, le 12 novembre prochain et au début de l'année 1979. En attendant, force est de constater que des différences de sensibilités s'expriment toujours dans le mouvement — notamment entre des personnalités comme M. Michel Debret et Jacques Chaban-Delmas — et que les gaullistes ne savent peut-être pas

encore exactement ce qu'ils « veulent faire ». La réunion du comité directeur du parti socialiste a montré qu'un désaccord demeure, entre la majorité qui dirige la formation et le CERES, sur la finalité de la politique européenne. Contre l'avis de la minorité, un manifeste a été adopté dont l'objet est de définir les propositions du P.S. pour l'Europe et qui vise, en fait, à obtenir une révision de la politique communautaire.

Dans l'Humanité du 23 octobre, Jean Le Lagadec reproche à ce document de s'engager « dans le vote régional d'une social-démocratie régnant à la manière allemande sur l'Europe ». Il estime en conséquence la même voie que M. Giscard d'Estaing en matière financière. Le débat sur ce sujet au sein du P.S. a d'ailleurs fait apparaître une nouvelle fois des appréciations divergentes en matière de politique économique entre les partisans de M. François Mitterrand et M. Michel Rocard.

A huit mois de l'échéance, dans l'opposition comme dans la majorité, les stratégies et les doctrines sont loin d'être établies avec précision.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

RECTIFICATIFS. — Des erreurs de transcription ont déformé certains des propos tenus, le vendredi 20 octobre, à l'Assemblée nationale par M. André Girard, ministre de l'Industrie, et Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat chargé des P.M.I. (Le Monde daté 22-23 octobre). Le premier s'est étonné que l'on accuse le gouver-

#### M. Couve de Murville : nous pouvons toujours refuser l'élargissement du Marché commun

M. Couve de Murville, évoquant dimanche 22 octobre, au Club de la presse d'Europe 1, l'élargissement de la Communauté européenne, a notamment déclaré : « Politiquement, les trois pays dont il s'agit ont maintenu un régime intérieur politique normal, par conséquent occasion à admettre. Il n'y a aucune sorte de raison permettant de dire que l'on s'oppose par principe à ces candidatures ».

« Economiquement, la situation se présente différemment parce que l'entrée éventuelle de ces pays dans la Communauté européenne économique, c'est-à-dire dans le Marché commun, posera des problèmes très graves, en particulier pour les pays dont les économies sont un peu comparables à celles de ces trois candidats, c'est-à-dire la France et l'Italie. Il y a des problèmes agricoles, en première grandeur, sur lesquels on ne peut pas imaginer que toutes les précautions nécessaires ne soient pas prises pour éviter que l'économie dite méditerranéenne, par exemple de la France, ne soit pas sauvegardée. Cela peut être le marché des vins et des fruits et légumes ».

A propos des garanties pour les productions méditerranéennes, l'ancien premier ministre a fait remarquer : « Nous avons toujours le droit de refuser la ratification ».

M. Couve de Murville juge d'autre part « inopportun » l'appel au suffrage universel pour l'Assemblée européenne estimant que cela aboutit à un « faux-semblant ». Il conclut : « D'une part, je ne suis pas partisan d'un cumul excessif de mandats élus ; d'autre part, il me semble que la question se pose très sérieusement de savoir si nous devons admettre ou pas le cumul des mandats, aussi des indemnités, entre parlementaires nationaux et parlementaires européens. Les Anglais ont pris la sage ou la courageuse décision de ne pas admettre le cumul. Ce sont les seuls. Je considère, pour ma part, que la question se pose ».

M. CHIRAC : seuls les gaullistes savent ce qu'ils veulent faire.

Au cours d'un meeting régional R.P.R. à Saint-Quentin (Aisne), M. Jacques Chirac a déclaré le samedi 21 octobre : « Nous ne pouvons pas d'une Europe dans laquelle la France perdrait son grand ensemble, cesserait d'exister et renoncera à sa vocation millénaire d'apporter un message au monde. L'Europe doit être conçue comme un projet de civilisation ».

« L'Europe a progressé tant que nous sommes restés, depuis que nous sommes nés, à douze ses institutions ne seraient pas adaptées. Il y a une contradiction entre la volonté d'élargir et celle de renforcer l'Europe ».

« L'Assemblée européenne doit respecter le cadre du traité de Rome », a ajouté le président du R.P.R. « telle est bien l'option du gouvernement français, mais nos partenaires tiennent un langage différent. Comment ne pas quitter quand certaines voix parlent de pouvoir législatif ou constituant, et de compétences dans lesquelles la France perdrait son rôle ? En Europe, un seul pays conduit une politique étrangère, c'est la France. Une seule puissance possède une défense, c'est la France. Or nous nous engageons avec une extraordinaire légèreté dans un jeu où chaque participant a sa règle propre. Or le jeu est tel que le destin de la France, et de l'Europe, est en jeu ».

« Dans « la Lettre de la Nation » (organe officiel du R.P.R.) du lundi 23 octobre, M. Pierre Charpy écrit : « Le plus grave reproche qu'appellent les propos de Michel Poniatowski est d'avoir déformé l'attitude du R.P.R. vis-à-vis de la construction européenne. Faisant l'éloge d'un jeu entre le P.C. et le R.P.R., il a accusé celui-ci d'agir « contre » ses intérêts les plus directs et les plus essentiels ». En s'opposant à l'association européenne, où a-t-il pu trouver quoi que ce soit qui fût une telle accusation ? Les gaullistes — y compris les plus intrusifs — sur le respect de l'intégrité nationale — ne se sont jamais opposés à l'association européenne ».

NOËL-JEAN BERGEROUX.

« de vouloir délibérément faire obstacle à la publication d'informations » sur la nucléaire, alors que « des milliers de documents ont été publiés sur ce sujet ». Quant au second, il a précisé que l'Agence pour la création d'entreprises « sera mise en place » avant la fin de l'année. Il n'a jamais déclaré qu'elle assurerait mille emplois.

« L'Europe a progressé tant que nous sommes restés, depuis que nous sommes nés, à douze ses institutions ne seraient pas adaptées. Il y a une contradiction entre la volonté d'élargir et celle de renforcer l'Europe ».

« L'Assemblée européenne doit respecter le cadre du traité de Rome », a ajouté le président du R.P.R. « telle est bien l'option du gouvernement français, mais nos partenaires tiennent un langage différent. Comment ne pas quitter quand certaines voix parlent de pouvoir législatif ou constituant, et de compétences dans lesquelles la France perdrait son rôle ? En Europe, un seul pays conduit une politique étrangère, c'est la France. Une seule puissance possède une défense, c'est la France. Or nous nous engageons avec une extraordinaire légèreté dans un jeu où chaque participant a sa règle propre. Or le jeu est tel que le destin de la France, et de l'Europe, est en jeu ».

M. PONIATOWSKI : ceux qui s'opposent à l'Europe méritent en cause notre sécurité.

Devant la convention de la fédération départementale du P.R. du Val-d'Oise, M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, président d'honneur du parti républicain, a déclaré le samedi 21 octobre à propos de la construction européenne : « C'est pour mieux protéger les intérêts de chaque pays que l'Europe est nécessaire. C'est l'égoïsme national qui commande la solidarité européenne. Vouloir définir trop strictement les institutions européennes et les fixer trop longtemps à l'avance n'est pas réaliste. Elles dépendront des nécessités, des événements, des volontés et des psychologies nationales ».

« La volonté européenne n'est pas la recherche d'un chef-d'œuvre parfait dans sa conception et son équilibre. Elle sera un long et patient effort pour édifier pierre par pierre notre nation commune, selon les besoins, les espoirs et les goûts de chacun des participants. L'on peut dire que les pays membres de la C.E.E. vont poser une nouvelle pierre d'angle avec l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. La politique politique en sera un débat sur les points à évaluer de l'institution ».

M. Poniatowski a conclu : « Ceux qui s'opposent, à notre droite comme à notre gauche, à l'association européenne méritent en cause notre sécurité et notre avenir, ils agissent contre nos intérêts les plus directs et les plus essentiels ».

Dans ses éditions datées 22-23 octobre, Le Monde a publié des extraits de la déclaration de M. Michel Poniatowski consacrés à la politique intérieure.

#### LES ÉTUDIANTS DÉMOCRATES EUROPÉENS PRÉSENTENT DES PROPOSITIONS AU PREMIER MINISTRE.

M. Raymond Barre a reçu, le samedi matin 21 octobre, à l'Hotel Matignon, une délégation de l'organisation des étudiants démocrates européens (EDE), créée en 1961 à Vienne (Autriche) afin de rassembler les associations de jeunes libéraux, démocrates-chrétiens et conservateurs des pays d'Europe occidentale. La présidence de cette fédération internationale étant assumée, depuis l'été dernier, par le mouvement des jeunes giscardiens — Autrement M. Hugues Dewarvin, porte-parole de celui-ci, a remis au premier ministre une série de propositions que l'EDE adresse aux chefs d'Etat et de gouvernement, au président de la Commission européenne et aux leaders des partis politiques de la C.E.E. et du Conseil de l'Europe. L'EDE souhaite notamment la création d'un fonds européen de l'éducation qui faciliterait les échanges d'étudiants, de professeurs et de chercheurs et pourrait financer l'étude d'un « programme d'urgence » pour aider les jeunes à trouver un premier emploi. L'organisation demande aussi la création d'une université européenne et la mise au point d'un système d'équivalence des diplômes. M. Barre a indiqué à ses interlocuteurs que la création de sections européennes dans chaque université lui paraissait préférable à la création d'une université européenne, en raison des difficultés de gestion qu'une telle initiative susciterait.

Seule Avianca vole de Paris à St. Juan, Caracas, Bogotá en Jumbo 747.

Avianca vole déjà 4 fois par semaine d'Europe aux Caraïbes et en Amérique du Sud. Les mardi et samedis au départ de Paris en Jumbo 747. Vous offrez en outre une expérience suprême de 58 ans en Amérique du Sud. L'exclusivité de notre Service Ruana Roja, des jumbos très spacieux et des liaisons directes couvrant toute l'Amérique Latine. Consultez votre Agent de Voyages ou appelez Avianca.

**Avianca**  
The Colombian International Airline  
La première Ligne Aérienne des Amériques

AVIANCA Paris, Bv. Capucines, 12, Tél. 30 30

**Le Monde**  
dossiers et documents

Numéro d'octobre

**LA PRISON**

**L'ARGENTINE**

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

**LE MONDE**

Tout chaque jour à la disposition de nos lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

**LES BUREAUX**

11, rue de Valenciennes

سكس من الفصل

سوقان الصناعى

PÉENNES

nous pouvons louer  
it du Marché comm

# La bataille industrielle, c'est notre affaire à tous.

**Bataille :** Parce que, depuis cinq ans, tous les pays, toutes les entreprises, sont engagés dans la plus impitoyable des courses aux débouchés. Nos concurrents viennent de partout : d'Europe, d'Amérique, du Japon. Et aussi du Tiers Monde. Demain, de Chine. Une bataille industrielle mondiale. Chacun doit vendre ou régresser. Vendre ses produits Manufacturés, c'est-à-dire fabriqués dans les usines. Et supérieurs aux autres par la qualité, l'originalité, l'efficacité, le prix.

**Notre affaire à tous :** Parce que notre société vit, en grande partie, directement ou indirectement de l'industrie, de sa prospérité. Seule une industrie nationale forte garantit l'emploi, le niveau et la qualité de la vie et la place de la France dans le monde. Soutenir l'idée industrielle est devenu l'impératif individuel numéro 1.

**L'industrie nouvelle :** L'industrie, pleinement consciente de l'enjeu, a choisi de lutter. Et de se transformer. Ses objectifs sont multiples • Investir, pour adapter son appareil de production aux marchés qu'elle peut gagner • Renforcer la gestion de sa production • Se doter d'une véritable force de vente (et d'achat) • Développer des emplois techniques • Lancer des programmes de recherches réalistes et adaptés • Parler moins d'économies d'énergie et de matières premières, mais en faire • Donner aux techniciens, à l'ingénieur, la place que leur métier mérite • Susciter de nouvelles vocations d'industriels, créer de nouvelles entreprises, etc.

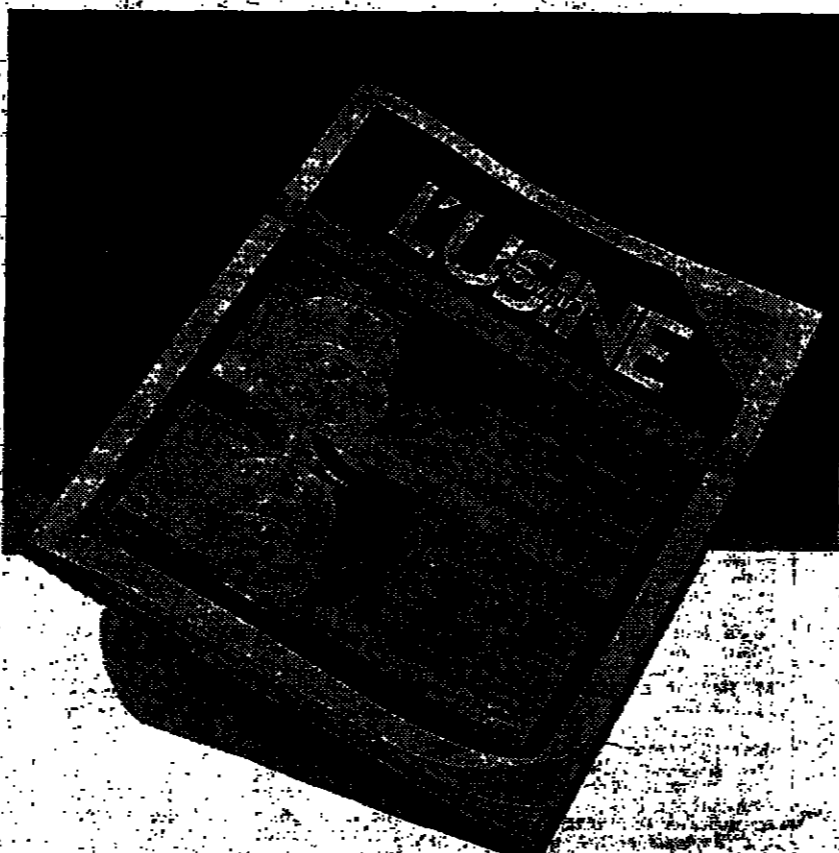
A cette industrie nouvelle, confrontée à tant de difficultés, il faut une information nouvelle. Un journal. Son rôle : montrer à l'entreprise, à tous ceux qui y consacrent leur vie d'hommes, les voies de l'avenir. C'est ce rôle que veut jouer L'Usine-Nouvelle. Simplement, en s'efforçant de donner, pour tout problème industriel, qu'il soit immense ou pratique, une solution.

C'est pourquoi, puisque l'industrie change, L'Usine Nouvelle change :  
dans sa forme • elle sera plus compacte, plus maniable, plus commode  
• elle sera d'une lecture plus aisée.

dans son fond • l'édition hebdomadaire est conçue comme un guide pour l'action de toutes les fonctions, tous les jours • l'édition mensuelle est consacrée aux techniques et aux techniciens • dans chaque édition, des rubriques nouvelles rigoureusement adaptées aux besoins actuels des hommes de l'industrie.

Quelques exemples des nouvelles rubriques de L'Usine Nouvelle :  
Hebdomadaire : "Cette semaine" (en un coup d'œil, l'explication de l'actualité), "Industries et Marchés" (tout ce qu'il faut savoir sur vos marchés et vos concurrents), "Dossier" (faits et chiffres sur la grande question industrielle de l'heure), "Acheter/Vendre" (rubrique permanente de marketing industriel), "L'homme au travail" et "Le marché de l'emploi".  
Mensuel : "Leurs solutions" (des cas vécus à l'usine), "Un métier" (une fonction technique, une carrière), "Les utilisateurs parlent" (les techniciens jugent leurs équipements).

**26 octobre 1978. Pour mieux aider l'industrie nouvelle, l'usine nouvelle change.**



La nouvelle  
**L'USINE**  
NOUVELLE  
23, rue Blaise - 75008 Paris - Téléphone 246.72.32

LE MONDE  
nos services pour à l'indus  
pour les fabricants et les  
distributeurs de produits  
industriels

LA CÉRÉMONIE D'INSTALLATION

Un vent de jeunesse souffle brusquement sur l'Église

Clé du Vatican. — A Rome, nul n'en doute, c'est un grand pontificat qui a commencé, dimanche 22 octobre, par l'imposition du pallium à Jean Paul II. Cette messe solennelle sur la place Saint-Pierre n'a fait que renforcer l'impression des jours précédents. On se trouve devant un homme d'une incontestable présence qui sait sortir des sentiers battus, tout en étant traditionnel, et qui exprime une

force dont l'Église catholique avait apparemment besoin.

L'unanimité des commentaires est frappante. A gauche comme à droite, dans le petit peuple et parmi les intellectuels, tout le monde fait la même remarque : « Un grand papa » (un grand pape). Au point que certains électeurs de l'ex-archevêque de Cracovie commentent à s'inquiéter. « Ne le couvrez pas

trop de louanges », demandent au cardinal anglo-saxon. « Vous allez créer une immense attente qui risque d'être déçue ».

Mais, pour le moment, les catholiques de Rome vont de ravissement en ravissement. Ce Polonais, les enchante par ce qu'il dit et la manière dont il le dit ; par ses gestes inattendus qui torturent le protocole ; par son aspect enfin, si différent de l'image classique du prélat gracieux ou mielleux.

A la mort de Jean Paul I<sup>er</sup>, beaucoup se demandaient comment son successeur serait pour reconquérir les foules. Non seulement la question a été résolue en quelques jours, mais Jean Paul II a fait franchir à la papauté un saut impressionnant de qualité. Depuis Pie XII, personne n'avait parlé ainsi, murmura-t-il dimanche un religieux de la Curie, tandis que sur la place de nombreuses personnes murmuraient : « Maintenant, l'Église a un chef », entend-on dire. Que « Papa Wojtyla » soit conservateur ou progressiste ne semble plus intéresser grand monde. « Avec lui, en tout cas, on est sûr d'aller loin et de voler haut ».

« Et le ski, Sainteté ? » Samedi matin (notre édition datée 23-24 octobre), c'est la presse qui avait eu le coup de foudre. Dans un entretien impro-

De notre correspondant

La cérémonie a été semblable à celle du 3 septembre pour l'investiture de Jean Paul I<sup>er</sup>. Cent vingt-cinq délégations étrangères étaient présentes, parmi lesquelles le président du Conseil d'Etat polonais, M. Henryk Jablonski, et le ministre des Affaires Étrangères, M. Kasiński. Les souverains d'Espagne, du Luxembourg et de Monaco, les présidents libanais et irlandais, ainsi que M. Barre, premier ministre français, et M. Andreotti, président du conseil italien. On notait l'absence du général argentin Videla, qui fut contesté la fois précédente, et, en revanche, la présence du docteur Donald Coggan, archevêque de Cantorbury, qui apprécie l'image universelle que l'Église catholique a voulu se donner en élisant un non-italien.

Un à un, les cent dix-sept cardinaux présents ont prêté obé-

Mais ce n'est pas fini. Si le pape entre dans la basilique, suivi de tous les cardinaux, c'est pour réapparaître dix minutes plus tard, seul, à sa fenêtre. « Chers frères et sœurs, je désire reprendre la magnifique habitude de mes prédécesseurs de s'écarter avec vous l'Angelus Dominii ».

Le foule exultait de nouveau quelques fortes paroles sur l'histoire du monde et le mystère de l'Église, sur le Verbe qui se fait chair et le Fils de Dieu devenu homme. Puis, sur un autre ton, il s'adresse aux jeunes : « Vous êtes l'avenir du monde, vous êtes l'espérance de l'Église, vous êtes mon espoir ».

Le pape, qui n'a visiblement pas fait, reste encore un moment avant de s'arracher à sa fenêtre. Mais les ovations le rappellent. Il revient, saine une dernière fois. On ferme, on ferme pour de bon. « Et maintenant, mes amis, chers frères et sœurs, je vous prie de me suivre sur la place Saint-Pierre. Avec Jean Paul II, l'imprévisible est arrivé. Un vent de jeunesse souffle brusquement sur l'Église, et dans ce vent, qui est resté bien enraciné ni d'où il vient ni où il va. »

ROBERT SOLÉ.

N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ déclare le pape dans son homélie

Jean Paul II a pris comme point de départ de son homélie la confession de foi de saint Pierre, premier « pape », rapportée par saint Matthieu : « Tu es le Christ, le fils du Dieu vivant ».

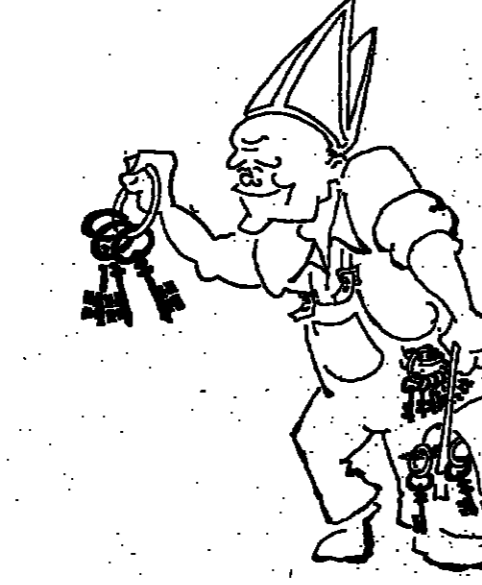
« Vous tous qui, jusqu'ici, chers frères et sœurs, n'avez pas peur d'accueillir le Christ et d'accepter son pouvoir ! Aidez le pape et tous ceux qui veulent servir le Christ et, avec la puissance du Christ, servir l'homme et l'humanité entière ».

« N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ ! A sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des États, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture, de la civilisation, du développement ».

« N'ayez pas peur ! Le Christ est ce qu'il y a dans l'homme ! Et lui seul le fait aujourd'hui, si souvent l'homme ignore ce qu'il porte au-dedans de lui, dans les profondeurs de son esprit et de son cœur. Si souvent il est incertain du sens de sa vie sur cette terre. Il est enroulé par le doute qui se transforme en désespoir. Permettez donc, je vous prie, je vous supplie, avec humilité et confiance, permettez au Christ de parler à l'homme. Lui seul a les paroles de vie, oui, de vie éternelle ! »

« Aujourd'hui, justement, l'Église entière célèbre sa journée missionnaire mondiale, c'est-à-dire qu'elle prie, qu'elle médite, qu'elle agit, pour que les paroles de vie du Christ parviennent à tous les hommes, et qu'ils les accueillent comme un message d'espérance, de salut, de libération totale. »

« Le nouveau successeur de Pierre sur le siège de Rome élevoit aujourd'hui ses prières ferventes, humble et confiantes : O Christ, fais que je puisse devenir et demeurer un serviteur de ton uni-



(Dessin de CHENEZ.)

visé (non prévus au programme), avaient toutes les règles en usage, Jean Paul II a répondu du tac au tac à des dizaines de questions impertinentes, sous les yeux horrifiés des responsables du protocole. De mémoire, de l'histoire, jamais pape n'avait tenu une conférence de presse. Et c'est un homme venu de l'Est, — là où la presse n'a pas de liberté, — qui a inauguré le procédé.

Une autre expérience de ce genre est-elle envisageable à l'avenir ? « Quand ils me le permettront, répond Jean Paul II, et puis nous verrons comment nous nous traiterons. » Au Vatican, sent-il bien ? Un peu prisonnier, peut-être ? « Bah ! Cinq jours sont déjà passés. Si ce contenu est possible, » Et le ski, Sainteté ? « Ça, je ne sais pas s'ils me le permettront. »

Jean Paul II n'a pas esquissé d'autres questions, plus délicates. Les nouvelles nominations à la curie ? « Ça, je ne sais pas s'ils me le permettront. »

Un voyage en Pologne ? « Si ça m'y autorise, au Liban ? « Ce serait utile, mais il faut trouver une solution. » Et la conférence des évêques latino-américains ? Non, « c'est prématuré ».

Pas une hésitation, pas un faux pas : du grand art. Le pape « oubliait » la bénédiction — comme la veille devant les diplomates, et les responsables du protocole doivent le lui rappeler. A croire que Jean Paul II ne veut pas mâler les genres ni méconnaître les non-catholiques auxquels chacun de ses discours fait allusion.

« N'ayez pas peur ! » Malgré son souci constant d'apparaître comme l'évêque de Rome et donc de parler italien, ce pape polyglotte n'arrête pas de « dé-provincialiser » le Vatican. S'il s'est exprimé en français et en anglais devant les journalistes, on a entendu onze langues dans sa bouche sur la place Saint-Pierre le lendemain.

Ex-archevêque de Cracovie, nouvel évêque de Rome, Jean Paul II s'est retrouvé devant ces deux diocèses en même temps. Parmi les deux cent mille personnes présentes, il y avait une majorité de Romains, mais trois mille Polonais et plusieurs autres avaient fait le voyage de Varsovie ou de New-York, applaudissaient et criaient à tout rompre. Les paroles du pape allaient des uns aux autres, sans oublier les télé-spectateurs de quarante-six pays — un record — qui recevaient les images de la place Saint-Pierre.

« Sauvez le Liban ! » Le pape distribue des « merci » aux chefs d'Etat, aux cardinaux, aux évêques, aux prêtres, aux Romains et enfin aux télespectateurs. Mais, à la fin de la messe, ignorant le protocole, il va s'adresser à la hiérarchie inverse. Au lieu d'aller saluer les têtes couronnées, Jean Paul II descend les marches, vers la foule. Il y a un moment de panique parmi le service d'ordre.

Un enfant est là, avec son bouquet de fleurs. Le pape lui fait signe d'approcher, reçoit le bouquet, chiffonne les cheveux de l'enfant. Ce n'est que bien après, lorsqu'il aura salué et resalué les fidèles, regardés les drapeaux qui s'agitent, la banderole suppliante « Saint-Père, sauvez le Liban ! », que Jean Paul II passera devant les délégations officielles, d'ailleurs sans s'arrêter, et de nouveau, il observe la foule. Il prend un certain plaisir à voir la brandie en l'air, des ovations lui répètent.

Plusieurs organisations politiques de gauche avaient jugé bon de dépecher à cette coordination un certain nombre de leurs dirigeants nationaux ou de leurs permanents : socialistes du M.J.S., communistes du M.J.C.F., trotskistes de la L.C.R., et de l'A.S.E., autogestionnaires du C.C.A. et syndicalistes du Centre confédéral de la jeunesse C.G.T. Afin de prévenir les critiques dont font l'objet, en pareille circonstance, « les non lycéens », ces dirigeants se tenaient prudemment dans le couloir. Tous étaient cependant venus avec la même préoccupation : « Votre mouvement m'intéresse ».

Un mouvement que chacun s'efforce de canaliser à son profit, mais qui frappe aussi par sa nouveauté. Qui est-ce que le 13 octobre, un mois après le rentrée, dix mille lycéens manifestent dans les rues de Paris ? Qui est prédit ces occupations, limitées certes à quelques établissements (1), mais durables ? Pas la Fédération de l'éducation nationale (FEN), dont le secrétaire général, André Henry, estimait début septembre que cette rentrée ne serait « ni meilleure ni pire que la précédente ». Ni l'Union des lycéens dont le directeur — et l'excuse pour un ministre de l'éducation novice — est d'avoir trop mis sur les bons rapports qu'il entretenait avec la FEN. Ni davantage M. Jean-Pierre Solisson, ministre de la Jeunesse, des sports et de la jeunesse, des sports et de la jeunesse, qui a déclaré à l'école, dont M. Beullac aurait volontiers fait l'économie.

C'était compter sans la volonté des minorités communistes et trotskistes de la FEN d'un décadence, et néglier l'existence d'un syndicat C.F.D.T. (de SGEN), minoritaire lui aussi, mais actif. On a aussi compté sur le fait d'encourager l'agitation, de chercher à occuper le terrain abandonné par la majorité socialiste de la FEN, de tenter ainsi d'apporter une nouvelle preuve de « virage à droite » du P.S. On a dit que certaines municipalités (P.C.) de la banlieue « rouge » de Paris avaient mis des bases à la disposition des lycéens pour aller manifester. Tout cela est vrai. Et il est indéniable que le prochain renouvellement des représentants des enseignants au sein des commissions paritaires a provoqué une certaine surenchère (Le Monde du 11 octobre). Mais cela n'explique pas tout. Dans certains établissements, la crainte du chômage a incité les élèves à se diriger plus nombreux vers l'enseignement long. Dans le département de la Seine-Saint-Denis, où l'agitation est la plus sensible, on compte ainsi 12 % d'élèves supplémentaires en seconde AB, par rapport à l'an-

ÉDUCATION L'AGITATION DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Une nouvelle race de lycéens

Une « coordination nationale » a réuni, samedi 21 octobre, au lycée Jean-Jaurès de Montrouff (Seine-Saint-Denis), des élèves d'une soixantaine de lycées, dont une dizaine de province. Les participants ont arrêté le principe d'une journée d'action mercredi 25 octobre et d'une nouvelle « coordination nationale » le 4 no-

tembre. L'agitation qui continue dans un certain nombre d'établissements, ainsi que les manifestations et grèves de ces dernières semaines, sont très différentes de celles observées ces dernières années. Elles dénotent la mobilisation d'une nouvelle race de lycéens.

les lycéens peuvent désormais manifester aux côtés des organisations d'enseignants « responsables », on l'a vu le 13 octobre à Paris, malgré les quelques heurts qui se sont produits. Ce rapprochement, difficilement concevable il y a quelques années, explique la persistance de l'agitation dans certains établissements où, sans le soutien actif des professeurs, le mouvement se serait plus rapidement essouffé.

De manière significative, le mouvement lycéen ne met plus en scène les mêmes acteurs. On n'a guère noté d'agitation dans les établissements du centre de Paris d'où étaient pourtant parties les grèves des années passées. Plus significative encore sont les accents « soixante-huitards » des lycéens de la capitale qui ont tenté de se joindre au mouvement : « L'école ne doit pas être le boulevard de l'apprentissage de l'ordre. (...) Soyons responsables, nous le ferons, nous le ferons bien-être. (...) Non à la répression sexuelle sous ses formes sexistes, moralistes et autres carcasses ».

« Surcharge » Dans deux des six lycées de la Seine-Saint-Denis, où l'agitation n'a pas cessé depuis la rentrée, une classe terminale a été supprimée. Cette suppression, justifiée selon les autorités académiques par les normes en vigueur, n'a pas été seulement pour effet d'augmenter l'effectif moyen d'élèves dans un antonid, un grand nombre d'entre eux n'entrant pas en terminale.

Dans un entretien accordé le 4 octobre à deux journalistes de la presse (Le Monde, du 8 octobre), M. Beullac a déclaré à propos de ce phénomène : « Nous constatons cette année un afflux plus important que d'habitude d'élèves entrant en seconde. (...) Si cela est vérifié (...), nous devons en tirer les conséquences quant aux moyens à déployer pour accueillir ces élèves. (...) Mais la promesse ne vaut, semble-t-il, que pour l'année prochaine ».

Dans le même entretien, le ministre de l'éducation a avancé que les lycéens n'ont pas encore défilé qu'elle visait, rend parfaitement compte du changement de physionomie du mouvement lycéen. « Observer », déclarait-il en substance, « une montée du consumérisme, sans esprit de responsabilité ». Passons sur l'esprit de responsabilité : le ministre ne conviendrait jamais ses adversaires que les choix budgétaires qui ont été faits s'imposent absolument. Mais les revendications des lycéens ont effectivement changé. Si la critique de la école de classe a figure toujours (mais en fin de liste) parmi leurs doléances, des exigences plus concrètes sont mises en avant : la surcharge des classes, la sécurité dans les ateliers, le vacarme provoqué par des travaux de réflexion, l'absence d'éducation physique, le nombre insuffisant de planches à dessin industriel, pour prendre l'exemple d'un lycée parmi d'autres.

La fin de l'idéologie ? L'émergence en tout cas d'une conscience syndicale. Devenus respectables,

« Pourrissent » Ces citations extraites d'un tract du lycée Claude-Monet (13<sup>e</sup>) n'ont rien de remarquable à voir avec ce qu'on a pu lire et entendre au même moment dans certains établissements de la Seine-Saint-Denis. En se syndicalisant, le mouvement lycéen a élargi des quartiers bourgeois vers la banlieue ouvrière. S'il est toujours, comme le prouvent les sondages, le fait d'un petit nombre, sa composition sociale a profondément changé.

Face à ces revendications, M. Beullac, pour qui « l'éducation ne doit pas rester à l'écart de l'effort financier du pays », semble avoir pris le parti de ne pas céder. Le mouvement paraît s'essouffier, les vacances de la Toussaint commencent le 26 octobre au soir et l'agitation lycéenne des années précédentes n'a, en général, guère survécu aux congés de printemps.

Cette tactique qualifiée de « pourrissent » par ses adversaires comporte cependant certains dangers. Exaspérés par l'indifférence des pouvoirs publics, des lycéens de la Seine-Saint-Denis sont décidés à se faire entendre par tous les moyens, on l'a vu le vendredi 18 octobre lorsque des dizaines d'entre eux ont envahi la Bourse (Le Monde daté 22-23 octobre). L'agitation pourrait persister jusqu'au 13 novembre, date de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de budget de l'éducation. Plusieurs grèves et semaines d'action d'enseignants et de parents sont prévues d'ici là. La rentrée universitaire s'annonce elle aussi agitée.

« Pourrissent » Ces citations extraites d'un tract du lycée Claude-Monet (13<sup>e</sup>) n'ont rien de remarquable à voir avec ce qu'on a pu lire et entendre au même moment dans certains établissements de la Seine-Saint-Denis. En se syndicalisant, le mouvement lycéen a élargi des quartiers bourgeois vers la banlieue ouvrière. S'il est toujours, comme le prouvent les sondages, le fait d'un petit nombre, sa composition sociale a profondément changé.

Face à ces revendications, M. Beullac, pour qui « l'éducation ne doit pas rester à l'écart de l'effort financier du pays », semble avoir pris le parti de ne pas céder. Le mouvement paraît s'essouffier, les vacances de la Toussaint commencent le 26 octobre au soir et l'agitation lycéenne des années précédentes n'a, en général, guère survécu aux congés de printemps.

Cette tactique qualifiée de « pourrissent » par ses adversaires comporte cependant certains dangers. Exaspérés par l'indifférence des pouvoirs publics, des lycéens de la Seine-Saint-Denis sont décidés à se faire entendre par tous les moyens, on l'a vu le vendredi 18 octobre lorsque des dizaines d'entre eux ont envahi la Bourse (Le Monde daté 22-23 octobre). L'agitation pourrait persister jusqu'au 13 novembre, date de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de budget de l'éducation. Plusieurs grèves et semaines d'action d'enseignants et de parents sont prévues d'ici là. La rentrée universitaire s'annonce elle aussi agitée.

Face à ces revendications, M. Beullac, pour qui « l'éducation ne doit pas rester à l'écart de l'effort financier du pays », semble avoir pris le parti de ne pas céder. Le mouvement paraît s'essouffier, les vacances de la Toussaint commencent le 26 octobre au soir et l'agitation lycéenne des années précédentes n'a, en général, guère survécu aux congés de printemps.

Cette tactique qualifiée de « pourrissent » par ses adversaires comporte cependant certains dangers. Exaspérés par l'indifférence des pouvoirs publics, des lycéens de la Seine-Saint-Denis sont décidés à se faire entendre par tous les moyens, on l'a vu le vendredi 18 octobre lorsque des dizaines d'entre eux ont envahi la Bourse (Le Monde daté 22-23 octobre). L'agitation pourrait persister jusqu'au 13 novembre, date de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de budget de l'éducation. Plusieurs grèves et semaines d'action d'enseignants et de parents sont prévues d'ici là. La rentrée universitaire s'annonce elle aussi agitée.

ÉDUCATION L'AGITATION DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Une nouvelle race de lycéens

Une « coordination nationale » a réuni, samedi 21 octobre, au lycée Jean-Jaurès de Montrouff (Seine-Saint-Denis), des élèves d'une soixantaine de lycées, dont une dizaine de province. Les participants ont arrêté le principe d'une journée d'action mercredi 25 octobre et d'une nouvelle « coordination nationale » le 4 no-

tembre. L'agitation qui continue dans un certain nombre d'établissements, ainsi que les manifestations et grèves de ces dernières années, sont très différentes de celles observées ces dernières années. Elles dénotent la mobilisation d'une nouvelle race de lycéens.

les lycéens peuvent désormais manifester aux côtés des organisations d'enseignants « responsables », on l'a vu le 13 octobre à Paris, malgré les quelques heurts qui se sont produits. Ce rapprochement, difficilement concevable il y a quelques années, explique la persistance de l'agitation dans certains établissements où, sans le soutien actif des professeurs, le mouvement se serait plus rapidement essouffé.

De manière significative, le mouvement lycéen ne met plus en scène les mêmes acteurs. On n'a guère noté d'agitation dans les établissements du centre de Paris d'où étaient pourtant parties les grèves des années passées. Plus significative encore sont les accents « soixante-huitards » des lycéens de la capitale qui ont tenté de se joindre au mouvement : « L'école ne doit pas être le boulevard de l'apprentissage de l'ordre. (...) Soyons responsables, nous le ferons, nous le ferons bien-être. (...) Non à la répression sexuelle sous ses formes sexistes, moralistes et autres carcasses ».

« Surcharge » Dans deux des six lycées de la Seine-Saint-Denis, où l'agitation n'a pas cessé depuis la rentrée, une classe terminale a été supprimée. Cette suppression, justifiée selon les autorités académiques par les normes en vigueur, n'a pas été seulement pour effet d'augmenter l'effectif moyen d'élèves dans un antonid, un grand nombre d'entre eux n'entrant pas en terminale.

Dans un entretien accordé le 4 octobre à deux journalistes de la presse (Le Monde, du 8 octobre), M. Beullac a déclaré à propos de ce phénomène : « Nous constatons cette année un afflux plus important que d'habitude d'élèves entrant en seconde. (...) Si cela est vérifié (...), nous devons en tirer les conséquences quant aux moyens à déployer pour accueillir ces élèves. (...) Mais la promesse ne vaut, semble-t-il, que pour l'année prochaine ».

Dans le même entretien, le ministre de l'éducation a avancé que les lycéens n'ont pas encore défilé qu'elle visait, rend parfaitement compte du changement de physionomie du mouvement lycéen. « Observer », déclarait-il en substance, « une montée du consumérisme, sans esprit de responsabilité ». Passons sur l'esprit de responsabilité : le ministre ne conviendrait jamais ses adversaires que les choix budgétaires qui ont été faits s'imposent absolument. Mais les revendications des lycéens ont effectivement changé. Si la critique de la école de classe a figure toujours (mais en fin de liste) parmi leurs doléances, des exigences plus concrètes sont mises en avant : la surcharge des classes, la sécurité dans les ateliers, le vacarme provoqué par des travaux de réflexion, l'absence d'éducation physique, le nombre insuffisant de planches à dessin industriel, pour prendre l'exemple d'un lycée parmi d'autres.

La fin de l'idéologie ? L'émergence en tout cas d'une conscience syndicale. Devenus respectables,

Advertisement for 'l'anatomie en couleuvre' by Flammarion médecine. It lists various anatomical books for sale, such as 'Anatomie des muscles', 'Anatomie des os', etc., with prices and details about the publisher.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

150

ALLATION  
ur ! Ouvrez  
les portes au Christ  
dans son homélie

# DE JEAN PAUL II

A WADOWICE

## « Voilà le miracle ! »

De notre envoyé spécial

Wadowice. — Dimanche matin, 9 h. 55 à Wadowice. Dans les rues, battues par un vent mauvais, de cette petite ville située au pied des Beskides, à 70 kilomètres de la frontière slovaque, pas une âme ne se montre. Le ciel est gris. Une pluie fine et pénétrante frappe le visage. Sur la route de Cracovie, en venant jusque-là, nous avons vu tomber les premiers flocons de neige.

Jean Paul II est né, il y a cinquante-huit ans, dans ce décor rude au caractère déjà montagneux. A la façade de la bâtisse aux murs ocre, qui passera désormais pour la maison natale du nouveau pape — en réalité le jeune Karol Wojtyła serait né ailleurs, mais on ne sait plus trop où, — flottent le drapeau rouge et blanc de la Pologne et l'oriflamme blanc et jaune du Vatican. Des cierges brûlent dans l'encadrement des fenêtres.

Au-dessus de l'église baroque voisine, le portrait de l'enfant du pays a été accroché. Des maisons proches parviennent à la voix d'un reporter. Dans quelques minutes, la radio et la télévision polonaises vont commencer la retransmission en direct et intégrale de la cérémonie d'installation du pasteur suprême. C'est en soi un événement : jamais cela ne s'était fait depuis l'instauration de la République populaire. Dans une petite

salle du presbytère, quelques personnes sont assises en cercle autour d'un appareil de télévision en couleurs : deux femmes, l'une aux pommettes rougies par le grand air, toute vêtue de noir ; l'autre plus âgée, les cheveux gris noués en chignon derrière la tête. Un visage rond comme une bille, qu'éclairait un sourire enfantin dévoilant une dentition clairsemée ; un jeune homme barbu, essayant mal-

droitement de traduire en allemand, pour un collègue autrichien, le commentaire de reporter : un chauffeur et deux prêtres ; un jeune vicar et le père Zacher, le vieux curé de la paroisse, personnage pittoresque sorti tout droit d'un roman du dix-neuvième siècle et absolument intrassable sur les moindres faits et gestes de Jean Paul II depuis sa plus tendre enfance.

### « Qu'il est beau ! »

L'œil rivé à l'image, le nez sur l'écran, le père Zacher ne perd pas de vue une seconde le déroulement de la cérémonie. Le pape apparaît entouré d'une nuée de prêtres et d'officiants. « Qu'il est beau ! », s'exclame quelqu'un. « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit » ; la femme la plus âgée se signe. La caméra montre un groupe de pèlerins venus de Czestochowa, où sont rassemblés en ce moment même, autour de la basilique de la Vierge noire, des milliers de croyants. Les deux femmes charrient, dans la foule des cardinaux, à reconnaître la haute stature de Mgr Wyszynski, le primate de Pologne.

Le corps penché en avant à en perdre l'équilibre, le père Zacher explique avec volubilité

à l'assistance les différentes phases de la cérémonie. Puis commencent le défilé des cardinaux. « Mais qu'est-ce qu'il leur raconte, demande l'une des femmes, et en quelle langue ? Il n'y a qu'à Wyszynski qu'il n'a rien dit. » On lui a dit qu'il connaît beaucoup de langues, notre pape », répond le vieux curé. Et il les énumère tout en comptant sur ses doigts. « Et celui-là, qui c'est ? Interroge-t-il de sa voix tonitruante. Ah ! tiens, Suensens, c'est donc lui. »

L'apparition de chaque cardinal africain est accueillie avec des exclamations. « Variétés colorés », s'écrit le père Zacher. Apparemment, on ne voit pas passer beaucoup de Noirs dans la région. C'est pour le curé une occasion de faire sur-le-

champ une leçon d'histoire et de géographie réunies. « Le Zaïre, c'est le Congo, dit-il d'un ton définitif. Il y avait beaucoup de Français et de Belges là-bas, dans le temps. » L'Autstralien, le Pakistanaï, le Coréen passent sur l'écran. « L'Eglise est vraiment universelle », constate-t-il avec un brin de surprise et se ravisant sur le dossier de sa chaise, il s'écrit en français : « Voilà le miracle ! »

Le jeune prêtre sort se dégourdir un peu les jambes. Il revient avec des chocolats fourrés et quelques bouteilles de Pepsi-Cola. On aborde la lecture de l'Evangile. Lorsque le pape s'adresse en polonais à ses compatriotes et évoque sa chère ville de Cracovie, les deux femmes derrière nous ne peuvent plus se retenir : elles fondent en larmes. Le curé Zacher, soudain, est devenu muet. Un frisson communicatif traverse notre petit groupe.

De son passage par l'école du Théâtre Rhapsodique, Jean Paul II a appris à exprimer la vérité profonde du mot. Son verbe fort et chaleureux gagne les cœurs. Le spectacle est devenu communion. A l'Eucharistie, la femme en noir s'est agenouillée et s'est mise à prier. Le curé Zacher se recueille en silence. La cérémonie approche de la fin. Les dernières scènes de salutations au public détentent l'atmosphère. Pendant trois heures et demie, les catholiques polonais ont pu pleinement sceler à la télévision d'Etat. Cela aussi n'est-il pas un miracle ?

MANUEL LUCBERT.

## ÉDUCATION

### L'APPLICATION DU PLAN POUR LE SPORT À L'ÉCOLE

## La « relance » de la grogne

Un professeur qui fait la grève de la faim, des présidents d'unionnaires qui menacent de démissionner, des étudiants qui occupent les directions régionales de la jeunesse et des sports, des grèves à répétition dans toute la France : que se passe-t-il dans le petit monde de l'éducation physique ?

A l'origine du conflit, un plan, baptisé « plan de relance » par son promoteur M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. Conçu à partir de statistiques nationales, ce plan peut apparaître comme l'exemple même de la mesure technocratique, décidée sans véritable concertation, et sans tenir compte des situations locales et des hommes. « Mon directeur de cabinet, affirme M. Soisson, a reçu les syndicats plus de dix fois les uns et les autres, et bien qu'en juin-juillet, ils connaissent l'ensemble du dossier. »

Il y eut d'abord une erreur de méthode. Annoncer qu'on va relancer l'éducation physique dans l'enseignement secondaire, puisque cent cinquante mille collèges et lycées n'ont, en 1977-1978, reçu aucun enseignement de cet ordre, cela ne peut que satisfaire parents et enseignants. Mais M. Soisson n'a divulgué les détails de son plan que le 31 août, à quinze jours de la rentrée. Obliger les chefs d'établissements à retirer leurs emplois du temps deux semaines avant la rentrée était une maladresse.

Mais c'est le contenu du plan lui-même qui n'est pas acceptable aux yeux des enseignants. Pour plusieurs raisons que l'on

ne peut dissocier. M. Soisson annonce qu'il « relance » l'éducation physique alors qu'il ne fait que demander aux professeurs d'E.P.S. de travailler une heure de plus (dix-huit heures au lieu de dix-sept pour les certifiés et vingt et une heures au lieu de vingt pour les adjoints). En outre, le « redéploiement » (1) oblige nombre d'enseignants à faire deux heures supplémentaires — payées certes, mais rendues obligatoires par les situations locales.

Les enseignants d'E.P.S. critiquent le fait — dont même le R.P.R. s'est déclaré choqué, — que les crédits nouveaux affectés à leur discipline soient consacrés uniquement à des heures supplémentaires alors que tant d'étudiants attendent des postes. En agissant ainsi M. Soisson hurterait de front les « profs de gym » qui ont un esprit corporatiste très développé, né dans l'intimité des CREPS (2) et des U.E.R. d'éducation physique. Accepter de faire des heures supplémentaires ce serait fermer l'avenant à leurs camarades plus jeunes.

### Des activités accessoires ?

Enfin, beaucoup de professeurs voient dans l'animation sportive, qui a lieu hors de l'école le mercredi après-midi, la meilleure manière d'initier leurs élèves au sport. Demander à chaque enseignant de renoncer à une heure par semaine de cette animation, c'est indiquer clairement qu'on tient cette activité pour accessoire, alors que c'est le seul moment de la semaine où des scolaires « motivés » se réunissent pour faire du sport.

Et que dire des universités et de l'éducation spécialisée, qui manquent déjà cruellement d'enseignants d'éducation physique et auxquels le ministre envoie le peu qu'il a (six cents professeurs, « redéployés » au total) ?

On comprend, dans ces conditions, que les « profs de gym » soient mécontents. Le « plan de relance » n'a donné à l'école que des enseignants déjà en place ailleurs ou les nouveaux.

qu'il prévoit déjà le budget (respectivement 600 et 794 postes).

On comprendrait qu'un ministre demande à ses enseignants un coup de collier pour que les élèves puissent faire de l'éducation physique et du sport. Mais le ministère aussi devrait faire un effort en dégageant des postes et des crédits, ce qui n'est pas le cas. Pour l'instant, le plan n'a « relancé » que l'agitation et les grèves.

ROGER CANS.

(1) En élevant la barre de 17 à 18 heures ou de 20 à 21 heures, ou « libère » certains postes. A condition que les collègues « bonobons » les tenants aient des heures supplémentaires.  
(2) Centres régionaux d'éducation physique et sportive, où sont formés en trois ans des « professeurs adjoints ». Les « professeurs » sont formés en quatre ans dans les U.E.R.P.S. Ces unités sont, la plupart du temps, très isolées des autres U.E.R. d'une université.

Depuis 34 ans, le Journal spécialisé  
"Les Annonces" est le n°1  
pour la vente des fonds de commerce  
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...  
En Vente Partout 2 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

(PUBLICITE)  
**S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI**

**L'EXPERIENCE**  
Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux tombés ou en train de tomber. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

**DES SYMPTOMES**  
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, ou que vos cheveux deviennent cassés, ou tombent, ou que vos cheveux sont très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'une défectuosité du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

**DES SOLUTIONS**  
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi le processus naturel du cheveu.

**LA DIFFERENCE**



EUROCAP  
INSTITUTS CAPILLAIRES  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 14, rue Faidherbe. Tél. : 51-24-12.  
BORDEAUX : 24, place Gambetta. Tél. : 46-05-34.  
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme. Tél. : 23-28-84.  
NANTES : 3/4, rue Chapuis. Tél. : 73-00-11.  
NICE : 1, Prom. des Anglais. Imm. Le Ruhl. Tél. 88-25-44.

SECONDAIRE  
lycée

l'anatomie  
en couleur  
Anatomie médicale

(Publicité)  
**CNAM CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS**  
10 SÉMINAIRES DE PERFECTIONNEMENT DE FORMATEURS D'ADULTES EN FORMATION CONTINUE

- Piaget et la formation des adultes
- Reprise des études en mathématiques
- Evaluation
- Technique d'enseignement
- Formation et documentation
- Formation initiale et continue
- Formation à l'expression
- Relation pédagogique
- Analyse de contenu
- Analyse des besoins

Décembre 78  
Janvier 79  
Février 79  
Mars 79  
Avril 79  
Mai 79  
Juin 79  
Juillet 79  
Août 79  
Septembre 79  
Novembre 79

Chaque séminaire : 5 jours, 1.600 F.  
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :  
au CNAM, 2, rue Coislin, 75005 PARIS  
Tél. : 271-34-14 (poste 426 ou 425) (3-M, Magis)

(PUBLICITE)  
**VIVRE UNE LANGUE à deux pas de Notre-Dame**  
avec des enseignants-animateurs de langue maternelle

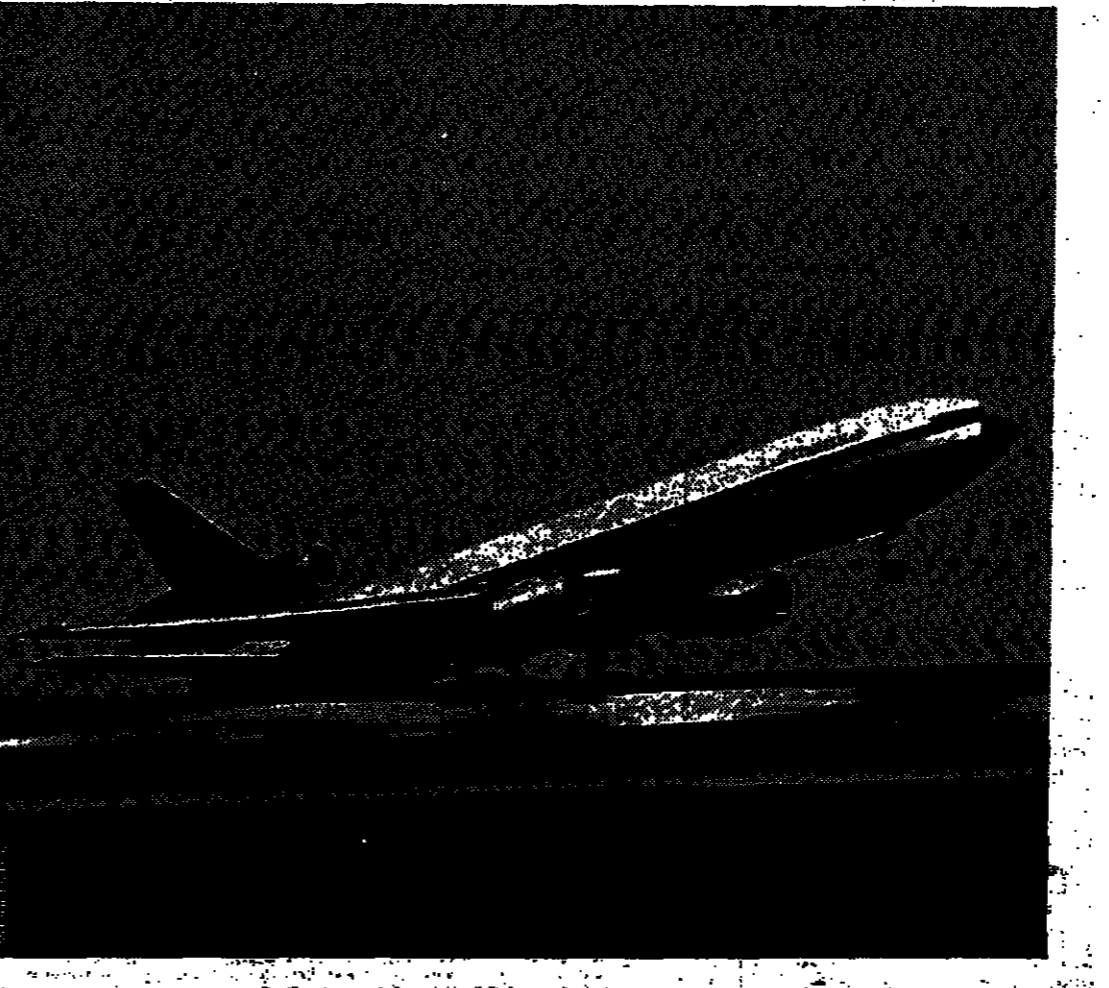
ANGLAIS - AMÉRICAIN  
ITALIEN - ALLEMAND  
ESPAGNOL - FRANÇAIS

Cours par petits groupes.  
Mercredi après-midi réservé aux lycéens.  
Espaces linguistiques.

**Expérior**  
école de langues  
27, quai de la Tourneville, PARIS-5<sup>e</sup>  
Tél. : 333-82-15 et 226-33-90

# "Ils vont partout dans le monde et ils aiment le travail bien fait. Comme moi!"

(Propos authentique d'un passager.)



73 vols par semaine au départ d'Orly-Ouest vers l'Allemagne, avec d'excellentes correspondances sur 115 destinations dans le monde entier.



# UNESCO

## OUVERTURE A PARIS DE LA VINGTIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE

### Le rééquilibrage des moyens d'information

La vingtième session de la conférence générale de l'UNESCO aura lieu à Paris du 24 octobre au 28 novembre, au siège de l'organisation, place Fontenoy. Cette réunion biennale est pour l'UNESCO l'unique occasion de réunir tous les membres (soit quarante) afin de débattre et de décider des questions inscrites à l'ordre du jour.

Comme à la précédente conférence générale de Nairobi, en novembre 1976, la vingtième session sera essentiellement consacrée aux problèmes de l'information dans le monde, et notamment au « rééquilibrage » des moyens d'information entre pays riches et pays pauvres. Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mahtar M'bow, présentera aux délégués un rapport intermédiaire établi par la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication.

Sous la présidence de M. Sean Mac Bríde, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, prix Nobel de la paix, cette commission s'est efforcée pendant deux ans de rassembler tous les éléments d'information concernant les moyens modernes de communication, depuis l'édition et la presse jusqu'à l'information et aux télécommunications par satellite. Le rapport de la commission Mac Bríde doit, dans l'esprit de ses promoteurs, contribuer à instaurer « un nouvel ordre international de l'information et de la communication ».

En mettant explicitement en cause le « monopole de l'information détenu par les grandes agences internationales de presse », la conférence de Nairobi avait suscité de vives discussions. Il est vraisemblable que la conférence de Paris connaîtra à nouveau d'âpres débats autour de ce rapport.

Le débat devrait se cristalliser autour du « point 22 » de l'ordre du jour, qui prévoit l'étude d'un « projet de déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale et à la lutte contre la propagande belléiste, le racisme et l'apartheid ». Ce projet de déclaration a demandé des années de négociations et de consultations.

L'idée avait été lancée en 1970, mais c'est seulement à la conférence de 1972 qu'avait été adoptée une résolution demandant la mise en forme d'un projet de déclaration. En 1974, un « avant-projet » avait été rédigé par un consultant suédois, le professeur Hilding Eek, et le texte — très remanié — avait été présenté à la dix-huitième conférence générale. Les délégués demandèrent une « révision » du projet. A Nairobi, une nouvelle version du texte a été repoussée et il a fallu attendre le mois d'août dernier pour qu'une version « susceptible d'emporter le consentement général » soit enfin mise au point.

La discussion du texte devrait commencer le 16 novembre. Il est possible que son adoption définitive soit encore repoussée de deux ans — jusqu'à la conférence de Belgrade, en 1980 — s'il ne se trouve pas de majorité suffisante à Paris. En effet, les responsables de l'UNESCO préférent différer l'adoption d'un texte jugé fondamental plutôt que d'y rattacher une simple majorité. Le « consensus » est souhaité.

● La création d'une agence d'information multinationale, dirigée à part égale, par des journalistes des pays développés et par des journalistes du tiers-monde est suggérée par un groupe d'experts pour redresser les déséquilibres de l'information entre les pays en voie de développement et les États industrialisés. Ce groupe d'experts internationaux, présidé par Mme Françoise Giroud, a été créé à l'initiative d'une fondation américaine, le Twentieth Century Fund, pour enquêter sur la circulation internationale des informations.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

## D.E.C.S.

et à l'examen probatoire

L'ÉCOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

1, rue Théard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél : 329.21.99

c'est-à-dire pratiquement l'unanimité.

Parmi les autres points à l'ordre du jour de cette vingtième conférence générale, on note plusieurs rapports à implications « politiques » : la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, un projet de déclaration sur la race et les préjugés raciaux, le désarmement, les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés par Israël et la résolution de 1976 relative au statut de Jérusalem, avec notamment la question des fouilles.

Les délégués aborderont aussi des points « techniques » comme le projet de « charte de l'éducation physique et du sport », une éventuelle réglementation internationale « concernant la sauvegarde et la conservation des images en mouvement » (films, vidéocassettes, etc.) ou un projet de convention pour enrayer l'évaluation des patrimoines culturels et artistiques.

Une part importante des travaux sera consacrée à l'examen du budget de l'UNESCO pour 1979-1980. Si les problèmes de rentrée des cotisations ne se posent plus aujourd'hui (1), la chute du dollar entraîne de nouvelles difficultés financières pour l'organisation. En effet, alors que les pays membres versent leur quote-part en dollars, l'UNESCO effectue 70 % de ses dépenses en francs français. Or le budget avait été calculé à Nairobi pour un dollar équivalant à 4,80 F, alors qu'il dépasse à peine 4,20 F aujourd'hui. La

conseil exécutif demandera à la conférence d'approuver un budget de 303 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 15 % par rapport à l'exercice précédent (plus 800 000 dollars pour l'organisation de la conférence de Belgrade en 1980). Comme cette augmentation compense à peine le manque à gagner dû à la faiblesse du dollar, il est vraisemblable que la conférence devra se prononcer sur une augmentation des cotisations.

La délégation française est présidée par M. Christian Baulieu, ministre de l'éducation. En feront également partie : MM. Jacques Peletier, secrétaire d'État à l'éducation ; Roger Vauze, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques ; François Valéry, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO ; Jean Thomas, président de la commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture ; Jean Sireuil, professeur à l'université de Paris-Sorbonne ; M. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française et président-directeur général de Midi Libre.

M. Giscard d'Estaing prononcera, le vendredi 27 octobre, un discours à l'UNESCO sur le thème : « L'éducation et les enseignements dans la société moderne ».

ROGER CANIS.

### Les principales dispositions du projet

Le « projet de déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale », tel qu'il est présenté à la conférence générale de l'UNESCO, est précédé d'un historique qui montre le cheminement suivi par le projet depuis 1972, notamment pour tenir compte des objections exprimées lors de la session de Nairobi, en 1976.

Les modifications les plus importantes apportées aux précédents projets concernent deux points :

— Toute mention de la responsabilité de l'État vis-à-vis des activités des organes d'information et toute invitation à mettre en œuvre des mesures législatives ont été écartées de la présente rédaction ;

— Le titre de la déclaration a été modifié : « Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution (au lieu de « impact ») des organes d'information... »

Les principales dispositions du projet soumis à la discussion de la vingtième session de l'UNESCO sont les suivantes :

ARTICLE PREMIER

Le renforcement de la paix et de la compréhension internationale et la lutte contre la propagande belléiste, le racisme et l'apartheid exigent une circulation libre, réciproque et équilibrée d'informations exactes, complètes et objectives. Les organes d'information ont le devoir et la responsabilité d'y contribuer. Pour ce faire, les journalistes et autres

agents des organes d'information doivent jouir d'un statut qui les assure d'une protection adéquate.

ARTICLE II

3) En vue du renforcement de la paix et de la compréhension internationale et de la lutte contre la propagande belléiste, le racisme et l'apartheid, il est essentiel que les organes d'information contribuent à promouvoir les droits de l'homme, notamment en faisant entendre la voix de ceux qui luttent contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'occupation étrangère, contre l'apartheid et d'autres formes de discrimination raciale, et qui ne peuvent s'exprimer sur leur propre territoire, dans le respect de la souveraineté et de la législation des pays où sont situés ces organes d'information.

4) Pour que les organes d'information soient à même de promouvoir dans leurs activités les principes de la présente déclaration, il est indispensable que les journalistes et autres agents des organes d'information exercent leur activité en conformité avec les principes de la présente déclaration dans leur propre pays ou à l'étranger, jouissent d'un statut et soient assurés d'une protection qui leur garantissent les meilleures conditions pour exercer leur profession avec rigueur et objectivité.

ARTICLE VII

En faisant largement connaître les objectifs et les principes qui, en vertu des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies, constituent la base d'un nouvel ordre économique international, les organes d'information contribuent efficacement au renforcement de la paix et de la compréhension internationale.

ARTICLE VIII

Il incombe particulièrement aux organes d'information jouissant d'un grand rayonnement international d'agir conformément aux

principes énoncés dans la présente déclaration.

ARTICLE XI

1) Dans le respect des dispositions constitutionnelles visant à garantir la liberté de l'information et en application des instruments et accords internationaux pertinents, il incombe aux États de faciliter l'application de la présente déclaration et de veiller à ce que les organes d'information juridiquement placés sous leur autorité directe s'y conforment ;

2) Il importe que les États encouragent une circulation plus libre, plus large et mieux équilibrée d'informations exactes, complètes et objectives ;

3) A cette fin, il est nécessaire que les États facilitent l'obtention, par les organes d'information des pays en développement, des moyens pour se renforcer et s'étendre et favorisent la coopération de ceux-ci entre eux et avec les organes d'information des pays développés ;

4) De même, sur la base de l'égalité des droits, de l'avantage mutuel, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du respect de la souveraineté nationale, y compris du respect de la diversité des cultures, éléments du patrimoine commun de l'humanité, il est essentiel que les États encouragent et développent entre tous les pays, en particulier entre les pays qui ont des systèmes économiques et sociaux différents, les échanges tant bilatéraux que multilatéraux entre organes d'information ;

5) Pour que cette déclaration soit pleinement efficace, il appartient aussi aux États de contribuer, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires de chaque pays, à promouvoir un statut des journalistes et des autres agents des organes d'information et à rechercher les normes qui seraient internationalement acceptées pour que ceux-ci soient à même d'exercer leur profession avec rigueur et objectivité.

### Des réactions

Le projet de déclaration de l'UNESCO sur « la contribution des organes d'information au renforcement de la paix », connu au début du mois d'octobre, suscite déjà de vives réactions.

● La Fédération nationale de la presse française et l'Union syndicale de la presse quotidienne régionale, dans un communiqué commun, déclarent :

« Conscients du rôle des organes d'information dans les efforts destinés à promouvoir la compréhension internationale et le renforcement de la paix, les organisations estimant cependant que le projet de déclaration a tendance à vouloir dicter aux journaux leur ligne de conduite et à justifier une restriction des États dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information et se déclarent opposés à toute résolution qui tendrait à limiter la responsabilité et la liberté des organes d'information ».

● M. R. MacDonald, journaliste australien, directeur de l'Institut international de presse à un congrès à Miami, le 10 octobre, a affirmé que ce projet représentait « une menace contre l'accès des journaux aux nouvelles dans le monde ». Selon lui, « le projet peut être utilisé pour empêcher le fonctionnement et la diffusion des agences d'information des services télégraphiques, des journaux et des magazines ».


M. MacDonald a déclaré que l'I.T.P. n'était nullement opposé

à la multiplication des agences de presse du tiers-monde et soutient les efforts du Comité mondial pour la liberté de la presse, destinés à assurer la formation de journalistes et de techniciens des communications dans les pays en voie de développement.

● L'hébdomadaire britannique « The Economist » estime que le projet de l'UNESCO « est une attaque non déguisée contre la liberté de la presse ». Rappelant qu'une première version du projet, soutenue par l'Union soviétique et ses « alliés », avait été repoussée à Nairobi en 1976, le journal affirme que la nouvelle version est « encore moins acceptable pour tous ceux qui sont concernés par la liberté de la presse ».

● Des responsables de la presse de langue allemande — directeurs de journaux d'Allemagne, de Suisse, du Luxembourg et d'Autriche — réunis à Vienne, ont pu-lié une « mise en garde » contre le projet qui « conduira à une restriction et à une réglementation de la liberté de la presse existante ».

« La requête des pays en voie de développement d'être représentés de façon adéquate dans l'information internationale méritait d'être appuyée, pourvu que la déclaration. Le moyen approprié, en cette matière, est la constitution d'agences de presse efficaces et capables dans les pays du tiers-monde ».



**DIRECTEUR DÉPARTEMENT ALIMENTS BÉTAIL. 150.000 F**

**Région Ouest** — Un groupe agro-alimentaire (chiffre d'affaires de 1.300 millions de francs), recherche le Directeur de son département Aliments du bétail. Rendait compte au Directeur Général du groupe, sa mission sera de maintenir l'activité actuelle, s'occupant principalement auprès d'agriculteurs travaillant sous contrat de production, et de la développer selon les axes qu'il proposera. Il veillera surtout à faire évoluer ses produits et à les adapter au marché en coût comme en qualité. Il supervisera une équipe de 80 personnes environ réparties dans deux unités de production, une équipe de vente ainsi qu'un service administratif et logistique. Il sera assisté par deux responsables chargés de la formulation et des ventes. Il procédera lui-même aux achats de matières premières qu'il gèrera financièrement. Ce poste basé près du littoral breton, s'adresse à un homme âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur agricole, ayant l'expérience de la direction d'une activité agro-alimentaire, et connaissant à possible le négoce international des produits agricoles, dans l'alimentation du bétail. Diplômé, aptitude à animer et à gérer sont nécessaires. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 150.000 francs, pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Écrire à G. MASSON à Nantes.

**DIRECTEUR FILIALE Haute-Savoie**

**Machines outils** — La filiale de distribution d'un important groupe européen, spécialisée dans la vente d'une gamme de machines outils moderne et étendue, recherche un Directeur. Rendait compte au Directeur Général pour l'Europe, il sera responsable du développement des ventes et de la bonne marche de la société sur le marché français : organisation commerciale et après-vente, budgets prévisionnels, action personnelle au niveau des clients les plus importants, réalisation des objectifs, animation d'une équipe de vingt personnes. Il assurera la liaison technique et financière avec la société-mère. Ce poste intéresse un candidat âgé de 35 ans au moins, ingénieur mécanicien de formation, ayant pu acquérir au cours de sa carrière une expérience à la fois technique (bureau d'études ou fabrication de biens d'équipement) et commerciale acquises de préférence dans un secteur proche de la machine-outil. Il sera familiarisé avec les techniques de gestion et d'animation d'équipe. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel, de l'ordre de 150.000 francs, pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Le poste est basé en Haute-Savoie. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2738M

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER 140.000 F**

**Lyon** — Une entreprise moyenne, filiale d'un groupe français de dimension internationale, spécialisée dans le négoce de matériaux de construction (chiffre d'affaires 100 millions de francs - 16 points de vente), recherche son Responsable Administratif et Financier. Collaborateur immédiat du Directeur Général, et à la tête d'une équipe de 20 personnes, il aura la responsabilité de l'ensemble du service comptable et de la trésorerie, ainsi que des services administratifs, juridiques et du personnel. Il veillera à la bonne transmission des données en vue de leur traitement en sous-traitance informatique, et en assurera le contrôle. Ce poste convient à un cadre de 35 ans au moins, possédant une formation comptable approfondie, et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années dans ce type de fonction au sein d'une PME. Écrire à Lyon. Réf. B/7067M

**CONSULTANT GESTION DE PRODUCTION 120.000 F**

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. fait partie d'un groupe multinational de Conseillers de Direction (1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, PA recherche pour sa division système de gestion industrielle, un Consultant. Il interviendra auprès de nos clients sur le plan de la conception de systèmes, de la mise en place et de la formation des utilisateurs. Il devra posséder une réelle expérience de la production liée à une bonne connaissance de l'informatique. Il aura affecté dans le cadre d'une entreprise ou d'un cabinet conseil au moins une mise en place de système de gestion de production sur ordinateur (Gestion de base de données techniques, calcul des besoins, planning de charges). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur. Il requiert une grande mobilité, et des missions à l'étranger sont envisageables. La connaissance de l'anglais constitue donc un atout supplémentaire. Il lui sera offert une formation théorique et pratique continue, un plan de carrière comportant une grande autonomie professionnelle. Le salaire, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/062PM

Adresse C.V. détaillé en rapportant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A, J, vous renvoyeront si vous transmettez sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B, J, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre Service de Contrôle et indiquent les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30

1, rue Duguesclin - 44009 NANTES - Tél. (40) 49-48-52

9, rue Jacques-Moyron - 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

Bureaux, terrains et locaux industriels ?

## 5 Villes Nouvelles 5 solutions pour vous installer

CERGY PONTOISE 030.16.00

MARNE LA VALLÉE 005.90.20

ST-QUENTIN en YVELINES 043.81.04

MELUN-SENART 063.90.22

EVRY 077.82.00

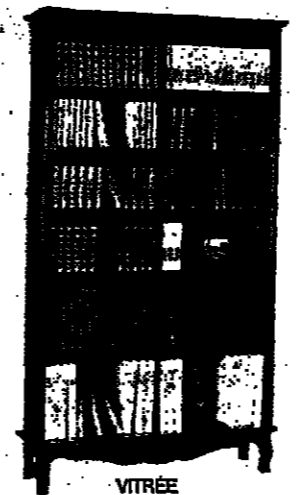
Handwritten note: 12/25/78

ÉNÉRALE  
ns du projet

# JUSTICE LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14<sup>e</sup>  
A.P. SAU CAPITAL DE 60.000 F

## RUSTIQUES VITRÉES

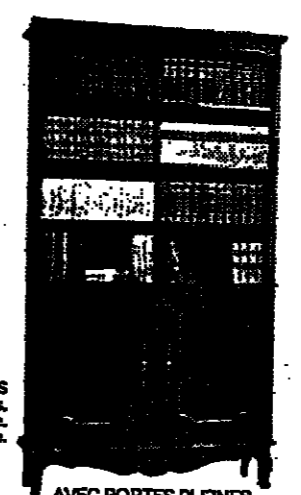


VITRÉE

**DESCRIPTION**  
Éléments modulaires de style rustique, étagères en métal, côtés en aggloméré, placage acajou travaillé abstraitement, tiroirs, tiroirs métalliques. Sur les montants, en façade, moulures de style, dessins et socles décoratifs avec découpe et moulures bois creusé.  
Pieds en forme, rayons entièrement vitrés, vitres claires coulissantes avec engrenage.

**GRAND MODELE**  
Haut 205 - Largeur 116 cm - Prof. 33 cm  
contenance 200 vol divers  
(livré monté)

Même modèle, avec PORTES PLEINES OUVRANTES couvrant les deux derniers rayons, façade moulurée, fermures et bouton style, fermeture magnétique, étagère supérieure.

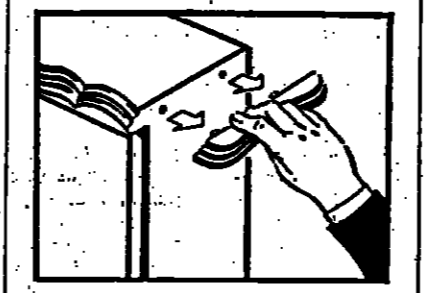


AVEC PORTES PLEINES

INSTALLEZ-VOUS ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT... VOUS-MÊME!..

à des PRIX IMBATTABLES

COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des modèles peuvent être enlevées. Les côtés tiennent alors parfaitement en place. Les modèles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUS FORMATS ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble 203 cm - Largeur : 277 cm Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm Contenance 360 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR



Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm prof. 42 cm Contenance 250 gros volumes environ peut être augmentée par utilisation de 1/2 tablettes

**BON** Pour un catalogue en couleurs GRATUIT à retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 7580 PARIS CEDEX 14. Veuillez envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteurs, largeur, profondeur, bois, contenance, etc.  
Nom .....  
Adresse .....  
Code Postal ..... Ville .....  
ou appelez le 320.73.33 (24 h./24) Répondeur automatique

### A Courtenay (Loiret) Un homme tue son fils, qu'il avait pris pour un cambrioleur

Stéphane Golliset, huit ans, fils d'un commerçant de Courtenay (Loiret), se leva samedi à 1 h. 30 dans la maison familiale. Il a son lit et en faisant le moins de bruit possible, il descendit à la cuisine. Son père Jacques, vingt-neuf ans, est réveillé par un « bruit insolite » au rez-de-chaussée de la maison. Il saisit la carabine 22 long rifle qui ne quitte pas le carabinière et sort de la chambre. Apercevant une ombre dans l'escalier, sans un mot, il tire. Stéphane, atteint à la tempe, est tué sur le coup. M. Golliset,

qui, après avoir été interrogé par la police, a été laissé en liberté, affirme que « le coup est parti tout seul », avant qu'il ait eu le temps de dire ou de faire quoi que ce soit, au moment où il tentait d'atteindre l'interphone pour déléguer l'escalier. A Courtenay, où abondent les pancartes « défense d'entrer », « chien méchant » et autres avertissements, on explique le geste de M. Golliset par la peur, la multiplication des cambriolages. Mais certains s'interrogent : « Comment en est-il arrivé à tirer, à tuer, sans même demander : « Qui va là ? »

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE « LÉGITIME DÉFENSE »

## « Sans nous... »

« C'est un accident », a déclaré M. François Romero à propos de l'affaire de Courtenay. Je ne suis pas un buveur de sang : mes amis ne m'ont pas demandé de faire le crime s'arrête le plus pacifiquement du monde. Nous n'avons pas dit qu'il fallait tuer les petits garçons dans les pâtisseries (voir encadré). Mais c'est pour qui fait que les gens se croient en état de légitime défense sans l'être. De toute façon, ils font moins de victimes que les permissionnaires. Et puis, c'est

involontaire, ce ne sont pas des crimes. Avant d'avoir connaissance de l'accident de Courtenay, les responsables départementaux de Légitime défense s'étaient réunis samedi 10 octobre à Issy-les-Moulineaux sous la présidence de M. Romero pour « faire le bilan de l'activité de l'association », créée en janvier dernier (le Monde du 19 janvier), et « préparer le combat pour 1979 ». Légitime défense était ce samedi une association heureuse : douze mille huit cents adhérents, une section dans chaque département.

Les animateurs de Légitime défense vont d'ailleurs part « pour suivre le tour de France d'information entreprise il y a quelques semaines » (le Monde daté 8-9 octobre), et M. Grand continuera son action sur les affaires qui lui sont confiées. « Nous attendons, le 9 novembre, l'arrêt de la cour d'appel de Reims sur l'affaire Legras » (le Monde du 14 octobre) — M. Lionel Lagras, un des « pionniers » de Légitime défense, avait installé un transistor piégé dont l'explosion, le 26 novembre 1978, tua un cambrioleur. « Puis il y a l'affaire de M. Gilles Lagadee, notre principale action du moment », M. Lagadee a été poignardé par un cambrioleur qu'il poursuivait et venait de ceinturer (le Monde du 11 juillet).

### LÉGITIME DÉFENSE

Si l'on en croit les partisans de l'association Légitime défense, le petit Stéphane n'est pas mort tué par une balle de 22 long rifle tirée par son père. S'il est mort, c'est parce qu'il avait soit ou bien parce que l'escalier de la maison grinçait, ou encore parce que la nuit porte si mal conseil qu'elle est remplie de ces cambrioleurs dont on parle tant le jour qu'elle sont partout dans l'ombre même là où ils ne sont pas. Bref, si Stéphane est mort, c'est la faute à l'insécurité.

Et surtout n'allez pas en conclure que dans une société où l'on finit par tirer sur tout ce qui bouge, une société qui fabrique de la peur, tirer sur son propre père revient à se suicider : on dirait alors que vous êtes du côté des voleurs. — B. C.

« Il faudra bientôt démultiplier certaines en raison du nombre des adhésions », — et des militants ne manquent pas de certitudes. « Nous sommes sûrs que sans nous M. Peyrefitte n'aurait pas abordé le sujet des permissions de sortir et n'aurait jamais élaboré de projet de loi », indiquait M. Florentin, trésorier de l'association. N'oubliant pas qu'il a été magistrat, M. Romero, ancien président de la Cour de sûreté de l'Etat, « bien que partageant la conviction » de son ami, se montrait moins catégorique : « On n'affirme pas sans preuve, précisait-il. Nous avons eu une influence certaine sur la loi Peyrefitte. Notre action n'a peut-être pas été la seule, mais elle a été déterminante. »

### QUELQUES TITRES DANS LA PRESSE

Le Matin : « Une nouvelle victime de la légitime défense ».  
Le Parisien libéré : « C'est l'insécurité qui a tué à Courtenay ».  
L'Humanité : « Banane de l'insécurité ».  
France-Solr : « Tragique méprise à Courtenay ».  
L'Aurore : « La peur meurtrière ».  
Libération : « Il aurait dû faire une sommation ».

Les mesures visant à retirer aux criminels détenus qui écrivent leurs Mémoires le bénéfice de leurs droits d'auteurs (le Monde daté 22-23 octobre) est aussi, selon ses dirigeants, une victoire de Légitime défense, qui « avait souligné le problème au moment de l'affaire Goldman. L'association n'existait pas en tant que telle, mais M. René-Henri Granaud était l'avocat du brigadier Quinet, grièvement blessé lors de la fusillade du boulevard Richard-Lenoir » (1).

fait la loi est un pays perdu », a déclaré le député de la Seine-Saint-Denis et M. Florentin de commenter : « Si à l'école, on leur fait de la morale et du civisme, on leur apprend à respecter la famille, patrie ? Ce n'est pas pour me déplaire, conclut M. Florentin. Je suis un patriote, les honnêtes gens aussi. Quand tous les jours nous auront des délinquants, alors on pourra vivre en paix. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

### Faits et jugements

#### Un trafiquant d'anéthol tué par les douaniers.

M. Michel Genou, qui, selon la police, convoyait de l'anéthol à bord d'une DS break entre la Suisse et la France, a été tué samedi matin 21 octobre, dans une rue de Crozeilles (Haute-Savoie), par une brigade volante de la douane française. Ses complices ont abandonné le véhicule quelques minutes après la fusillade. La voiture, criblée de balles, a été retrouvée le lendemain sur un parking de Genève.

La douane française enquête depuis plusieurs mois sur un trafic d'anéthol, produit dont la vente est totalement libre en Suisse, trafic très organisé dont l'un des axes partait de Genève. L'anéthol serait ensuite convoyé par Annecy, Grenoble, et la route Napoléon vers le midi de la France. Les douaniers français avaient, semble-t-il, été informés la veille du passage clandestin de la cargaison et connaissaient le numéro d'immatriculation de la voiture qui la transportait.

M. Michel Genou, âgé de trente-neuf ans, barman, était un trafiquant notoirement connu des services de police suisses et français. Un mandat international avait été lancé contre lui il y a plusieurs mois. Il ne serait pas étranger à certaines opérations illégales de transport d'or, de devises, d'armes et de drogue entre la France et la Suisse. — (Corresp.)

Les trois militaires qui ont trouvé la mort vendredi 20 octobre, dans un accident d'hélicoptère au camp du Larnac (Aveyron), sont le capitaine Orlin-Tourès, trente-huit ans, originaire de Tours (Indre-et-Loire) ; l'adjudant-chef Jean-Claude Gelan, trente ans, originaire de la Meuse, et l'adjudant Jean-François Clement, trente et un ans, originaire de Cannes (Alpes-Maritimes). Pour une raison inconnue, l'appareil a percuté contre le sol à l'intérieur du périmètre actuel du camp militaire et pris feu. Ses occupants ont été carbonisés.

ERRATUM. — Une erreur a déformé le sens du communiqué publié par l'Organisation de libération de la Palestine (dans nos éditions du 20 octobre) à la suite de l'attentat commis le 11 octobre contre les locaux de la librairie Palestine à Paris. Les arrestations dénoncées par l'O.L.P. étaient attribuées à des « groupes fascistes et pro-nazis » et non « gauchistes et pro-stonistes ».

### Pays perdu

Forté de ces succès, Légitime défense n'est pas, pour l'avenir, à court de projets : « D'abord il faut étudier les textes injustes sur la protection des victimes », dit M. Florentin, trésorier de l'association. N'oubliant pas qu'il a été magistrat, M. Romero, ancien président de la Cour de sûreté de l'Etat, « bien que partageant la conviction » de son ami, se montrait moins catégorique : « On n'affirme pas sans preuve, précisait-il. Nous avons eu une influence certaine sur la loi Peyrefitte. Notre action n'a peut-être pas été la seule, mais elle a été déterminante. »

### Neuf victimes en deux mois

Le 14 août 1978, un restaurateur de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), M. Pierre Dupraz, trente-huit ans, est incriminé de tentative d'homicide involontaire et écroué à la maison d'arrêt de Bonneville pour avoir blessé à coups de couteau M. André Cadoux, vingt-huit ans, qui tentait, avec ses complices, de lui faire signer sous la menace une reconnaissance de dette.

Le 18 août, le passage d'une voiture immobilisée à la suite d'un accident, M. Dablan, est grièvement blessé en allant chercher du secours ; croyant à une agression, M. René Ménilon, rempli des points et chassées, à Saint-Cyr-les-Champagnies (Dordogne), s'empare de son fusil et entendant sonner à la porte de sa maison, en pleine nuit. Le coup de feu part accidentellement.

Le 15 août, un caetier des miniers, près de Fayr (Vienne), est incriminé d'homicide volontaire pour avoir tiré d'un coup de feu M. Raymond Hugon qui, selon le propriétaire du bar, s'était introduit chez lui.

Le 24 août, un pâtissier de Pleran (Meuse), M. Raymond Leroy, tire à deux reprises sur deux jeunes garçons qui tentaient de pénétrer dans son magasin. L'un d'eux, Sophie Sakhi, trois ans, est tué sur le coup. Après avoir été écroué à la prison de Metz, M. Leroy est remis en liberté sur décision du juge d'instruction.

Le 28 août, un cambrioleur de vingt-trois ans, M. Serge Deles, qui tentait de dérober la recette d'un restaurant de Franceville, près d'Armentières (Nord), est grièvement blessé par un employé de l'établissement.

Dans la nuit du 29 au 30 août, M. Marcel Bueluez, un ingénieur chimiste, tue un jeune cambrioleur âgé de vingt-trois ans, à Verrières-le-Buisson (Seine-et-Marne). M. Bueluez est remis en liberté sur instruction du parquet d'Evry.

Le 4 septembre, une restauratrice de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis) tire sur un jeune voyou qui s'était introduit dans sa cuisine pour y dérober un porte-monnaie et un transistor.

Le 12 septembre 1978, le « vider » d'un bar à Stockchange (Gironde) se sont débordés par une bande de jeunes qui tentaient d'entrer sans payer : il se saut de sa carabine et blesse grièvement un jeune homme de vingt ans, M. Claude Gérard.

Le 12 octobre 1978, un habitant de Mouchamps-la-Peche (Marne), M. René Thibault, soixante-trois ans, tua, avec une barre de fer, un homme âgé de trente-neuf ans, M. René Borena, qui semblait s'être introduit, près de son domicile. M. Thibault a été laissé en liberté provisoire ; l'enquête devra montrer s'il a agi en état de légitime défense.

aux locaux ?  
nouvelles  
tions  
installé





صكنا من الالوان

**Dans les 8 BHV.**

**La Hi-Fi à portée de toutes les oreilles**

Dans les 8 BHV de la région parisienne vous trouverez tout le matériel Hi-Fi dont vous rêvez et comme les techniques sont de plus en plus sophistiquées et le choix presque trop grand, vous serez conseillés par des vendeurs spécialement formés. Ce sont des passionnés de Hi-Fi qui tiendront compte, dans leurs conseils, de vos possibilités budgétaires, de l'aménagement et de la dimension des pièces que vous désirez équiper. Ils sauront aussi répondre à toutes les questions techniques que vous leur poserez. Une possibilité extraordinaire.

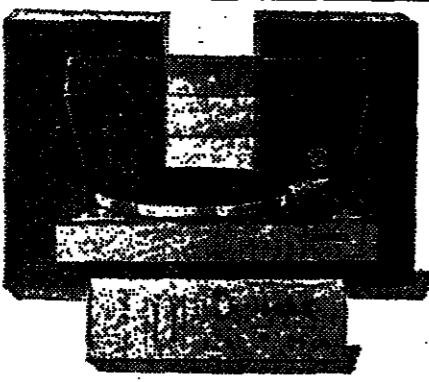
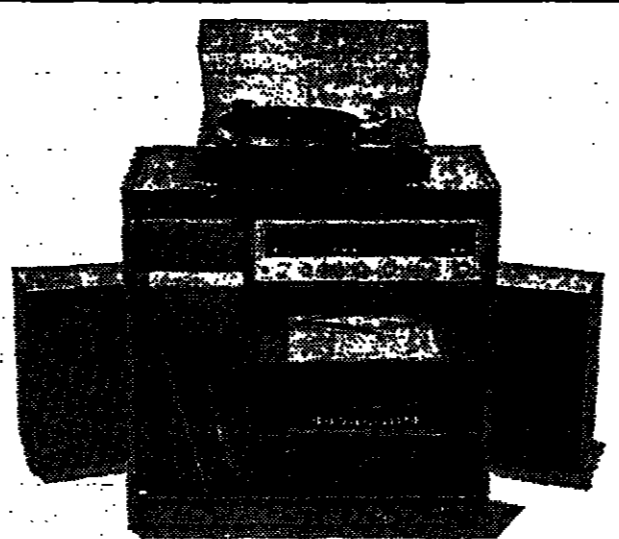
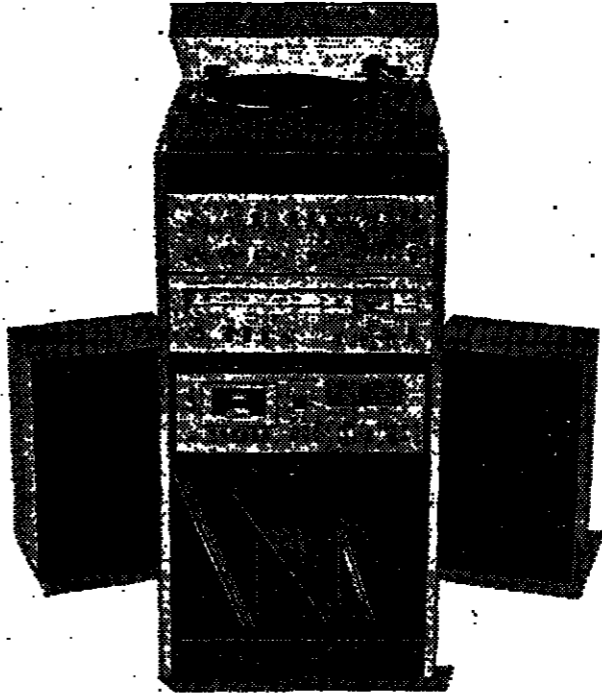

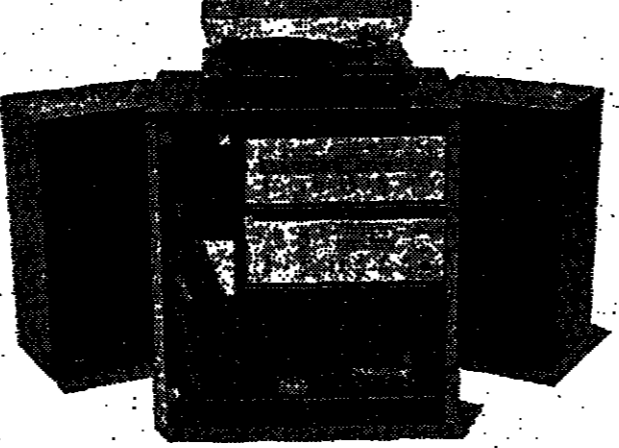
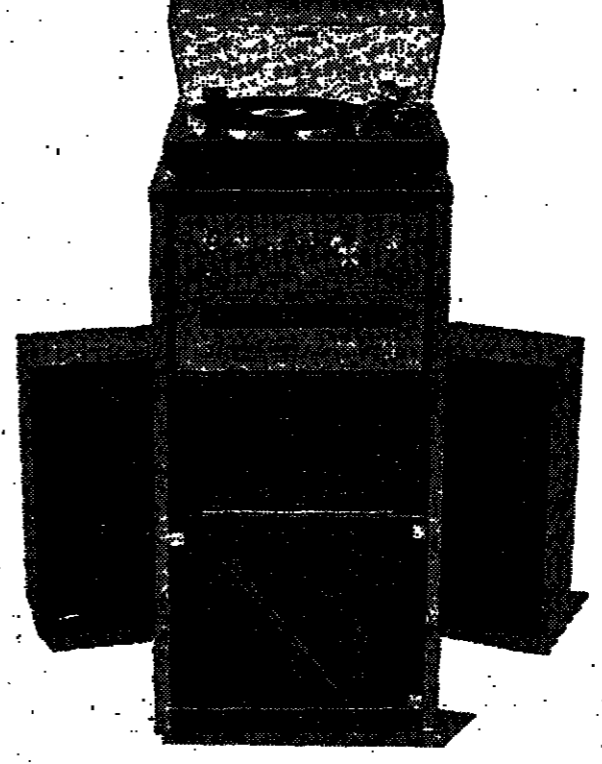


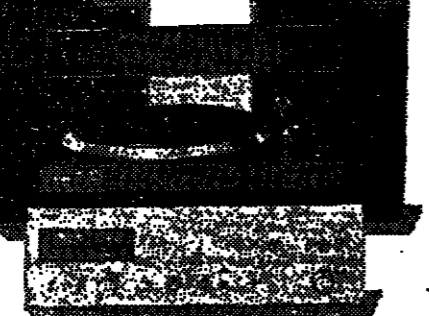
Au BHV, il existe une possibilité extraordinaire: la vente à l'essai. Dans un délai d'un mois après l'achat de votre chaîne, vous

avez la possibilité d'échanger gratuitement tout élément ou même la chaîne entière si elle ne correspondait pas tout à fait à ce que vous souhaitez.

Un service après-vente complet.

Le dépannage, c'est l'affaire du BHV Service N°1 (375.98.50). De nombreux techniciens, un standard efficace et surtout une "clinique" dans chaque magasin vous permettent d'être rassuré quant à l'avenir de votre chaîne. Ce service assure, bien entendu, pendant la période de garantie, la réparation gratuite (pièces et main-d'œuvre), à l'exception de l'usure normale des cellules, diamants et saphirs ou de défaillances dues à une mauvaise manipulation.

**PRIX EXCEPTIONNELS JUSQU'AU 18 NOVEMBRE**

 <p><b>SCOTT:</b> ampli A 407 2 x 18 W, platine tourne-disques PS 17 semi-automatique, 2 enceintes S 176 2 voies</p> <p><b>2 650 F</b></p>	 <p><b>KENWOOD:</b> meuble rack SFK x 70, ampli-tuner KR 3 600 L 2 x 22 W, platine tourne-disques KD 1033, 2 enceintes LS 202 AB</p> <p><b>3 690 F</b></p>	 <p><b>CONTINENTAL EDISON:</b> meuble rack RV 101, ampli PA 9806 2 x 30 W, tuner TU 9842, platine tourne-disques semi-automatique, lecteur enregistreur de cassettes LE 9763, 2 enceintes CE 9779 à 2 voies,</p> <p><b>5 190 F</b></p>
 <p><b>AKAI:</b> ampli AM 2 200 2 x 20 W, platine tourne-disques AP 100 semi-automatique, 2 enceintes SR 1025 2 voies</p> <p><b>2 890 F</b></p>	 <p><b>SANYO:</b> meuble rack r 71, ampli DC A 301 2 x 22 W, tuner FMT 301, platine tourne-disques TP 636 semi-automatique, 2 enceintes TS 930 à 3 voies</p> <p><b>4 490 F</b></p>	 <p><b>SANYO:</b> meuble rack r 5, ampli DC A 411 2 x 50 W, tuner FMT 611, platine tourne-disques TP 1020 entrainement direct, 2 enceintes TS 950, 3 voies HHP</p> <p><b>6 990 F</b></p>
 <p><b>PATEL-MARCONI:</b> ampli PA 2004 2 x 20 W, platine tourne-disques TL 258 semi-automatique, 2 enceintes EA 487</p> <p><b>2 990 F</b></p>	 <p><b>KENWOOD:</b> meuble rack SFK 70, ampli KA 3 700 2 x 25 W, tuner KT 5 500, platine tourne-disques KD 2 000 semi-automatique, 2 enceintes LSK 200 à 2 voies</p> <p><b>4 850 F</b></p>	
 <p><b>PHILIPS:</b> ampli AH 594 2 x 40 W, platine tourne-disques AP 677 semi-automatique, 2 enceintes AH 463 2 voies</p> <p><b>3 190 F</b></p>		

McCom-Frickson

**Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.**



• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

# RADIO-TÉLÉVISION

LE RAPPORT DE M. JOËL LE TAC

## L'échec de la réforme de 1974

L'Assemblée nationale examinera, jeudi 25 octobre, le budget de la radio-télévision. Selon M. Joël Le Tac, rapporteur spécial de la commission des finances pour la radio-télévision, « il ne s'agit pas de revenir à l'O.R.T.F., mais bien de réformer la réforme issue de la loi de 1974 ». Le député R.P.R. de Paris dénonce point par point dans son rapport, l'échec du système audiovisuel français qui risque d'entraîner une dégradation de la qualité des programmes et des licenciements de personnels, et se traduit déjà par un alourdissement général des charges.

Les chiffres exposés à l'appui de ce réquisitoire abondent, énonçant tous à des titres divers du déficit : « En 1974, dernière année de l'O.R.T.F., le résultat d'exploitation de l'Office avait été bénéficiaire (38,5 millions de francs). En 1977, dernier exercice pour lequel on ait des résultats définitifs, un seul des sept organismes issus de l'ex-O.R.T.F. dégage un bénéfice, c'est Radio-France (4,6 millions de francs). » Si les sociétés de programmes équilibrent leurs comptes, T.D.F., l'INA et la S.F.P., enregistrant à elles trois une perte globale de l'ordre de 65 millions de francs.

D'autre part, les frais divers de gestion, qui s'élevaient en 1974, pour l'O.R.T.F., à 72 millions de francs, stagnaient en 1978, pour l'ensemble des organismes qui en sont issus 132 millions (soit une progression de 83 % en quatre ans). En 1974, environ quatorze mille sept cents personnes travaillaient à l'O.R.T.F. Elles sont, en 1978, environ quinze mille quatre cents, soit sept cents de plus (le nombre de journalistes

a crû de 20 % en raison de la création de rédactions dans chacune des chaînes). Il n'aura pas fallu quatre ans pour qu'on en arrive là, souligne M. Joël Le Tac, qui explique que la réforme a été « nourrie au départ d'arrangements, certaines inavouées, d'autres à peine dissimulées, qualifiées de « protocoles ». Évoquant la question de la redétermination, dont la perception a été peut-être à tort confiée à l'administration des finances, le rapport constate que « l'accroissement de son volume, qui a doublé en cinq ans, est moins dû à l'augmentation du nombre de comptes qu'à l'essor de la télévision en couleurs et aux majorations successives de cette taxe (...). D'autre part, la suppression de la redevance radio au 1<sup>er</sup> janvier 1978 aurait dû permettre une simplification appréciable des tâches du service de la redevance (...). Or, cette simplification ne semble pas s'être répétée sur les frais de fonctionnement du service. »

### Les mécomptes de la S.F.P.

M. Joël Le Tac critique sévèrement le recours accru aux recettes de publicité et donc la multiplication du nombre de spots diffusés par les sociétés de programmes. Proposant des remèdes, il évoque la possibilité de répartir autrement la redevance. De même, il déplore que les grandes missions internationales confiées à l'ex-O.R.T.F. semblent s'être diluées en opérations ponctuelles de type commercial.

Une large place est consacrée à la S.F.P., « pièce maîtresse en péril de mort ».

Il écrit : « Nous en arrivons à l'erreur de départ qui a présidé à la conception de la loi de 1974 et qui aboutit à ce qu'il faut bien appeler une crise, au travers des mécomptes de la S.F.P. (...) A cet échec qui fait tomber une grande partie du bel édifice rêvé par les réformateurs de 1974, il y a évidemment plusieurs raisons. Des raisons psychologiques qui ont pesé d'autant plus lourd que la personnalité de son président était d'une force peu commune (...). Chargé de la difficile mission de donner la vie à ce monstre « concocté » par des jeunes gens d'élite et sûrs d'eux-mêmes, il s'en est pris pour le père et s'est attaché à le parer de tous les atours. Au plus, peut-on lui reprocher d'avoir pris les Buttes-Chaumont pour le château de Versailles. Le fait est là : l'Empire, les Studios de Bry, dont il rêvait de faire la « Cinécité » européenne, la somptueuse galerie marchande de la rue des Alouettes, au cœur de ce petit quartier populaire qui sent la frite, tout cela relevait bien évidemment d'un rêve. La réalité n'était pas loin, hélas ! Un trou financier, des emprunts dont on ne sait comment ils pourront être remboursés, la mise en cause d'une institution naguère forgée de l'édifice audiovisuel, la pierre angulaire de la loi de 1974, désormais accrochée au cou de la R.T.F. (...) A ces raisons d'ordre psychologique, s'en ajoutent bien évidemment d'autres. D'abord l'absence totale d'une politique commerciale. S'il y en avait eu une, on se serait sans doute aperçu que le marché européen de l'audiovisuel, celui qui était en apparence le port de la S.F.P., était quasiment saturé (...). Ensuite, la réticence — assez naturelle au demeurant — des sociétés de programmes à s'alimenter en programmes à la S.F.P. Riche promise à sa naissance, voici la Société française de production devenue la Conditron des sociétés de programmes : un compte de fees à l'envers. »

Dans une motion adoptée par son comité directeur le 21 octobre, le parti socialiste déclare qu'il « n'est pas dupe de cette crise artificiellement provoquée ». Il ajoute : « La S.F.P. pourrait connaître un plein emploi si le gouvernement imposait aux sociétés de programmes une autre attitude à l'égard du service public. Et, d'abord, si l'essentiel des programmes était réalisé par la S.F.P. ».

## MÉDECINE

### « Laissez-les vivre » veut lancer une campagne en faveur d'une retraite décente pour la mère de famille

« Le cerveau est le premier organe sexuel. » Mme Suzanne Champetier, enseignante, militante de Laissez-les vivre. « Il ne faut pas interdire le divorce, mais rendre ce divorce une thérapeutique du mariage qui peut, d'est certain, sauver tous les couples » (docteur Chauchard, président de Laissez-les vivre). « Toutes les biographies des femmes de la bande à Baader montrent qu'elles n'avaient pas d'enfant, et ce n'est pas là un phénomène fortuit même si toute hypothèse scientifique, à partir de là, est difficile pour l'instant à formuler » (professeur Jérôme Lejeune, conseiller scientifique de Laissez-les vivre). Trois citations au hasard de ce septième congrès de l'association Laissez-les vivre, qui se déroulait à Montrouge les samedi 21 et dimanche 22 octobre, montrent que les deux cents militants présents lors de ces journées ont des idées toujours fortes sur la sexualité, le mariage ou les enfants.

Leur combat, contre les « accortés, ces centres de mort », contre le ministère de la santé et de l'Emploi, contre les « profiteurs et corbeaux qui règnent autour des charniers de petits qui ne verront pas le jour » a été réaffirmé avec une vigueur particulière. En effet, la révision d'ici un an par le Parlement de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse est l'occasion pour les adhérents de Laissez-les vivre de tenter de faire en sorte que « les marchands de la vie l'emportent sur les marchands de la mort ».

Un matériel de « propagande » est mis à la disposition des adhérents : notamment des montages audiovisuels sur « les débuts de l'être humain », « des prématurés qui ont survécu » ou, enfin, « la vie ou la mort ». Certains caméras de télévision, notamment sur le droit à une retraite décente pour la mère de famille, qui permettrait au pays d'après le secrétaire général du mouvement, le docteur Tremblay, « de ne pas sombrer dans la dématérialisation, la ruine économique et la mort », seront menées.

Enfin, dans les lycées et collèges, il s'agit d'enseigner la « maîtrise de soi », le « sens de l'effort », la « valeur de la personne », de valoir dire, en substance, de nombreux enseignements lors d'une table ronde le dimanche, où le terme même de contraception ne fut pas prononcé.

Les milieux de Laissez-les vivre ont refusé toute assimilation avec l'extrême droite et le fascisme. Ils se sont situés simplement contre la « coalition des sorts de gauche et des agents des multinationales » et contre la « guerre subversive menée sur le territoire par l'étranger ». Ils pensent mener leur action grâce à des comités créés dans les quartiers, les usines, les villages.

Leurs cibles sont nombreuses : le bébé-éprouvette, l'ethnassage, les charbonniers disco et la jeunesse punk, le divorce par consentement mutuel, et enfin la psychanalyse dont l'idée principale d'après le docteur Baruk (psychiatre) est le « refus de dominer ses instincts et ses désirs et la volonté de suivre ces derniers dans tous les cas ». Il s'agit là de tout un programme qui devra assurer la pérennité du mouvement même après la révision l'année prochaine de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

NICOLAS BEAU.

● Les internes des hôpitaux de Paris se mettront en grève mardi 24 octobre, pour demander de meilleures conditions de rémunération et une réduction de leurs horaires de travail, notamment pendant les gardes qu'ils sont amenés dans certains cas à assurer quinze nuits par mois. La sécurité des malades, en tout état de cause, sera assurée pendant la grève par un service minimum.

### La préparation du décret sur les « contre-visites » médicales

### LE CONSEIL DE L'ORDRE NE TIENDRA PAS DE « LISTE » DES MÉDECINS CONTRÔLEURS

Le conseil de l'ordre, dans une motion récemment adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale des présidents et secrétaires généraux, déclare ne pas vouloir prendre parti sur le principe du contrôle médical des arrêtés de travail (Le Monde du 19 septembre 1978), puisqu'il s'agit d'une loi acceptée par le Conseil constitutionnel.

En revanche, il demande que le contrôle s'exerce dans le respect des droits des malades et des règles déontologiques « tout particulièrement en cas de désaccord entre les conclusions du médecin traitant et celles du médecin contrôleur, le malade doit disposer d'une possibilité de recours. Dans tous les cas, le médecin traitant doit être averti du contrôle et doit pouvoir formuler ses observations. »

On peut lire également dans cette motion : « L'information selon laquelle l'Ordre aurait accepté de désigner les médecins contrôleurs, dans le cadre de la liste, est fautive. Les critères d'admission (ancienneté, expérience, indépendance...) devraient être définis en accord avec toutes les parties en cause (syndicats médicaux, employeurs et salariés). L'Ordre ne peut que recommander un avis sur les candidatures. »

## VU

# Vive le cinématographe ?

A la télé, ce qu'on préfère — et de loin — ce sont les films. Le ciné, « le bon vieux ciné », on adore ça, on y va quand on peut, quand on en a le temps, les moyens. Et pourtant on ignore tout ou presque de son histoire, de son passé, de ses débuts. Combien d'entre nous fréquentent de façon assidue les cinémathèques ? Combien pourraient briguer le titre de M. Cinéma, décerné par Pierre Tchernia ? Combien connaissent, par exemple, les inventeurs du septième art ? Parce qu'il y en a eu plusieurs, oui, Louis Lumière n'était pas seul, en plate.

énorme empire rival de celui de Pathé... Charles ? Ces renseignements, nous ne les tenons pas exclusivement de « la Merveilleuse Histoire du cinéma », racontée de chapitre en chapitre, de dimanche en dimanche, par Claude-Jean-Philippe. Sa série suscite l'intérêt, ouvre l'appétit, donne envie d'en apprendre davantage et renvoie aux livres, aux dictionnaires appropriés (1). C'est à ces que se juge la réussite d'une entreprise de ce genre. Elle doit satisfaire, sans le rassurer, notre curiosité et la maintenir en éveil éternel, à l'effort, aux agues.

terminée par la contenance des boîtes ! A ce propos, une dernière colle : la date de la fameuse représentation publique donnée par les frères Lumière dans les sous-bois du Grand Café ? 28 décembre 1895.

Ces sorties d'usine, ces embouteillages dans les rues ; bientôt ces images de jamais vu, ces reportages rapportés des quatre coins du monde, et, plus tard, ces scènes de tranchées dont la censure n'a pu édulcorer l'horreur, l'abîme ; et ces parcinages de légende, Méliès, Max Lindor, émergeant du tissu politique et social de l'époque... c'est un régal, véritablement, que cette encyclopédie en noir et blanc.

CLAUDE SARRAUT.

(1) Encyclopédie du cinéma. Ed. Bordas.

Et Gaumont ? Saviez-vous que, flanqué du prisonnier de Léon, ce nom de salle et de maison de production désignait à l'origine un chef d'industrie à la tête d'un

LUNDI 23 OCTOBRE

### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. FILM : LE SOUS-MARIN DE L'APOLCALYPSE d'Allen (1961), avec W. Pidgeon, J. Fontaine, R. Edent, P. Lorre, R. Starling. (Rediffusion.)

Le commandant d'un sous-marin atomique américain conçoit un plan dangereux pour sauver la Terre menacée de destruction par un essaim de fus.

Vers 22 h. 10. Débat : Des climats et des hommes.

### CHAÎNE II : A 2

**Pour commander Dors-Room**  
Téléphone au 858.42.02  
ou écrivez à Tri-Room  
18, Av. des Champs Elysées 75008 Paris

20 h. 30. Variétés : Brel tel qu'en lui-même.

21 h. 30. Question de temps : La fête de la musique.

J.-F. Kahn a suivi pendant trois semaines cet été la tournée de l'Orchestre national de France au Japon.

22 h. 35. Zigzag : Les cartes postales, de M. Parnat.

Les photographes — souvent anonymes — des cartes postales, ont été les premiers témoins irrefutables de notre siècle après la naissance des actualités cinématographiques.

23 h. 5. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma public) : LA MORT AUX TROUSSES, d'A. Hitchcock (1959), avec C. Grant, E.M. Saint, J. Mason, J. Joyce Landis, L.C. Carroll, P. Ober.

Un publiciste new-yorkais, pris pour un agent secret et accusé d'un meurtre qu'il n'a pas commis, traverse les Etats-Unis, de New-York en Dakota, pour retrouver par des espions et par la police.

22 h. 40. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h., « Le culte mortel », de L.-C. Sirjacq, Réalisation G. Peyrou, Ave. M.-A. Druault, C. Selliers et E. Scob ; 21 h., Extraits des œuvres de Louis le Dieu ; la Vie au cercle d'or ; 22 h. 30. Nuits magiques : Afghanistan ; à 23 h., Le romantisme.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h., Les grands voix : hommage à M. Journet ; 20 h. 30. En direct de l'église Saint-Germain-des-Près : « Suite n° 3 en ré majeur » (Bach) ; « Cantates » (Bach), par les Chœurs et Orchestre Bach de Mayenne, direction D. Salimann ; 24 h., Ouvre la nuit ; à 1 h., Douces musiques.

MARDI 24 OCTOBRE

### CHAÎNE I : TF 1

10 h. Télévision scolaire.

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 45. Le regard des hommes ; 14 h. 35. Feuilleton : Le grand amour de Babac (rediff.) ; 15 h. A la bonne heure ; 16 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Feuilleton : Les Mohicans de Paris ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45 ; 20 h. Journal.

20 h. 35. Série : Une femme, une époque (Marilyn Monroë).

Le légende de la star, adulte et solitaire jusqu'à ses succès, dans l'Amérique des années cinquante.

21 h. 30. Emission littéraire : Livres en fête, par Jacques Paugam et Jean d'Ormesson.

22 h. 45. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Télévision régionale.

14 h. 30. Feuilleton : Typhlo et Fourteron ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; Etre un homme aujourd'hui, est-ce difficile ? ; 15 h. Série : Cannon ; 15 h. 55. Magazines : Découvrir ; 17 h. 25. Fantôme sur 118 Manrice ; 17 h. 55. Récré A 2 ; 18 h. 35. C'est la vie : concours sur l'habitat et l'urbanisme ; 18 h. 55. Jeu. Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (Le groupe Abba) ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. FILM : L'OR NOIR DE L'OKLAHOMA, de S. Kramer (1972), avec G.C. Scott, F. Dunaway, J. Palanca, J. Mills, W. Lucking.

Le P.C. ET EVA BRAUN

Une délégation de la fédération du P.C.F. de Seine-Saint-Denis, conduite par Mme Marie-Thérèse Gourrignan députée, et M. James Marson, sénateur, s'est rendue, dimanche 22 octobre, au siège de FR 3 pour exiger l'annulation des « Dossiers noirs » consacrés à Eva Braun. Dans l'émotion du 22 octobre, Bernard Weiss a dit, après la diffusion de cette émission : « Diffuser ce film alors qu'il est possible de rencontrer des responsables d'extrême droite dans la rue, est une insulte à la Résistance, donc à la France ».

"Espace Ecureuil"  
20 Boulevard de la République - 93000 PARIS  
J.-Y. HERBIN  
Directeur  
24 OCTOBRE - 31 NOVEMBRE 1978  
Vendredi 24 Octobre de 18 h. à 22 h.  
ouvert tous les jours de 9 h. à 19 h. (sauf dimanche et lundi)

### CHAÎNE III : FR 3

18 h. 50. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Association pour une renaissance démographique ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dossiers de l'écran ; 20 h. Les jeux ; 20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : TROIS HEURES POUR TUER, d'A. Werker (1964), avec D. Andrews, D. Reed, D. Foster, R. Coogan, S. Elliott, L. Huro.

Journal d'été d'une nuit, assés du lycée change par celle qu'il aime, un homme obtient du sheriff trois heures de nuit pour conclure, et il le peut, le vrai coupable.

21 h. 45. Débat : Le pétrole et les énergies de remplacement.

23 h. 15. Journal.

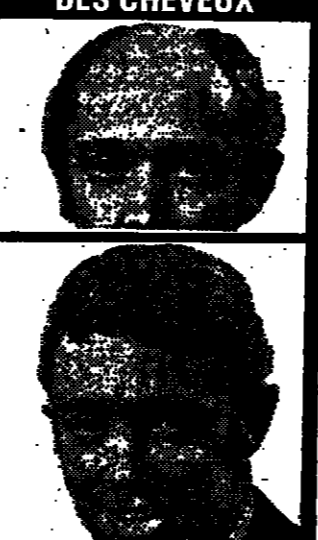
### FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues franco-italiens : M.-A. Macchiocci et G. Vincent (le poids du passé de nos deux pays) ; 21 h. 15. Musique de notre temps : portrait de S. Busoni ; 22 h. 30. Nuits magiques : Hou Baï Afghanistan ; à 23 h., Le romantisme.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h., En direct du Victoria Hall. Orchestre de la Suisse romande. Direction A. Dorand. Avec J. Norman, soprano ; Symphonie n° 9 en ré majeur, le Miracle » (Haydn) ; « Schéhérazade, trois poèmes symphoniques pour soprano et orchestre » (Havre) ; « Symphonie n° 5 en ut mineur, opus 67 » (Bethoven) ; 21 h. 30. Ouvre la nuit ; A. Soussou, E. Seinoche, C. Ropartz ; 23 h., Livre de pierre : les nouveaux monuments de Paris ; promenade musicale ; 1 h., Jazz-pastel ; le cabaret.

**SVENSON**  
POUR RETROUVER  
NATURELLEMENT  
DES CHEVEUX



SVENSON : la solution la plus efficace pour lutter contre la calvitie ; la méthode la plus sûre pour retrouver des cheveux naturels. SVENSON, une expérience internationale mégalée à ce jour, par des années de technique d'avance. En retrouvant des cheveux... vous retrouverez votre joie de vivre et votre véritable visage.

**NOUVEAU!**  
Désormais SVENSON c'est aussi toute une gamme de produits pour les soles et la beauté de vos cheveux.

Consultation gratuite et sans engagement de votre part à :

**SVENSON**  
6 rue des Saussaies, 3<sup>e</sup> étage  
75008 Paris  
TÉL. 265.3196  
Nice - Metz - Marseille

**HAVANITOS**  
cigarillos



QU'OU EN DIMI  
EN 1975  
LES RAPORTATI  
DE PÉTROLE  
SONT BEAUCOU  
PLUS ÉLEVÉS  
QU'EN 1973

Journal de 1978

# Le Monde DE L'ECONOMIE

## La nouvelle économie américaine

LORSQUE ce jeune industriel du Michigan fut nommé directeur du ministère de l'intérieur dans l'administration de M. Carter, il licencia le quart des fonctionnaires de son administration centrale, tirant les conséquences de ce qu'il croyait savoir de l'excessive bureaucratie washingtonienne. Deux mois plus tard, appelé à répondre à une

PAR JACQUES ATTALI

commission d'enquête du Sénat sur les dangers courus par l'environnement en raison des forages pétroliers dans l'Alaska et mis au courant de l'énorme appareil d'enquête dont dispose le Congrès, il voulut, pour préparer son audition, convoquer les

### Vers un appareil d'Etat renforcé

Certes, on entend beaucoup parler aujourd'hui de « dérégulation » : certes, la « proposition 13 » réduisant les dépenses fiscales de l'Etat californien, et une loi équivalente dans le Tennessee, constituent la base électoral de nombreux candidats conservateurs aux primaires des élections sénatoriales et gouvernementales de novembre prochain ; certes, les hommes d'affaires ultra-libéraux font entendre leur voix. Mais en fait, tout cela n'est que l'apparence et non la structure de la mutation des Etats-Unis.

En réalité, la « dérégulation » n'est jamais organisée comme un retour au marché, mais au contraire comme le moyen d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques ; la « proposition 13 » conduit certes à une privatisation de certains services publics, mais aussi, et peut-être

experts du ministère en matière pétrolière, impossible de les trouver : ils faisaient partie du personnel renvoyé. Aujourd'hui, il reconstruit ses services. Les exemples de ce genre abondent dans l'administration américaine actuelle. Ils ne sont pas anecdotiques mais, au contraire, illustrent une réalité nouvelle et mal comprise parce que déformée par des analyses superficielles et partiales. Ainsi, les mythes répandus en Europe sur le prétendu renouveau libéral et le retour à un capitalisme sans Etat, non seulement ne reposent sur aucun fait, mais sont nuisibles, car ils risquent, s'ils sont cruels, de conduire à de graves erreurs d'analyse quant à la stratégie économique des Etats-Unis et à ses conséquences sur l'économie mondiale, et en particulier européenne.

surtout, à déplacer le pouvoir financier des autorités locales vers le gouvernement fédéral ; le principal débat sur les dépenses publiques porte non sur leur réduction, mais sur les formes de leur extension par une généralisation de la sécurité sociale. Le contexte idéologique lui-même n'est pas du tout celui qu'on dit ici : jamais la pensée radicale n'a été plus florissante, plus sérieuse, mieux articulée dans la communauté scientifique et universitaire, alors que les maîtres américains des solutions de planification des investissements hospitaliers et un français, tels Buchanan, Tullock ou Becker, sont complètement oubliés des principaux cercles académiques et dirigeants américains. Jamais le pouvoir des grandes entreprises américaines ne s'est plus appuyé sur l'Etat pour organiser cette immense mutation de ces structures de production et

des principes de sa politique économique rendue nécessaire par la crise. S'il fallait faire un pari sur les tendances, je dirais qu'on est à la veille d'un renforcement considérable de l'appareil d'Etat américain. Non pas, au sens européen classique du mot, par une augmentation du nombre des fonctionnaires fédéraux ou une croissance de la part du P.N.B. socialisé, ni même par une centralisation du pouvoir économique entre les mains du président, mais par la mise en place d'un tout nouvel Etat, disposant de pouvoirs de nature radicalement neuve : la traditionnelle dynamique conflictuelle entre le législatif et l'exécutif conduit aujourd'hui à un renforcement réciproque des technocrates du Parlement et des ministères sur des terrains de pouvoirs nouveaux suscités par la crise. En voici quelques exemples, parmi mille cas :

● L'Office d'analyse technologique créé auprès du Sénat pour contrôler toutes les grandes innovations technologiques, à la suite de l'affaire du SST (1), a incité chaque ministre à se doter de moyens nouveaux, parfois réellement puissants, d'analyse et d'évaluation de l'impact des progrès techniques dans son secteur. Ainsi, par exemple, les remarquables études qu'il a publiées l'année dernière sur l'impact des systèmes informatiques sur les dépenses de santé et d'éducation ont poussé le ministre concerné à monter sa propre structure de contrôle technologique et d'orientation des industries du matériel médical et du matériel éducatif.

● Une immense réorganisation du pouvoir est en cours dans les domaines les plus modernes des télécommunications (banques de données, satellites de communication, mini-informatique), provoquée par le rapport d'une sous-commission du Sénat. Le contrôle politique de ce secteur, centralisé jusqu'au président Nixon, avec très peu de moyens à la Maison Blanche, est maintenant réparti, avec beaucoup plus de compétences humaines et de moyens financiers, entre le Sénat et le département du commerce.

● Le système de financement des dépenses publiques est depuis quelque temps l'objet d'une immense et silencieuse réorganisation autour de l'Etat fédéral. Dans le domaine de la santé par exemple, sont mises en place des institutions de planification des investissements hospitaliers et un système semi-centralisé, unique au monde, de définitions de normes nationales de qualité, de soins et de délivrance de médicaments.

### Washington, milieu d'affaires

forme de financements sélectifs et d'agences d'aide aux P.M.E. sous l'égide encore du ministère du commerce. En effet, ce n'est pas le nombre des grandes sociétés dont le siège social est à Washington qui cesse d'augmenter, la valeur locative officielle de la capitale fédérale s'accroît.

(Lire la suite page 20.)

1) L'aviation supersonique civile.

## Les nouveaux libéraux et le dollar

A en juger par un certain nombre d'économistes qui se croient modernes parce qu'ils reprennent à leur compte les outrances « néo-libérales » de Milton Friedman, on avait enfin trouvé la bonne méthode pour maîtriser l'inflation. Sur leurs conseils, le système de la Réserve fédérale, suivi (avec quelques retards) par la Bundesbank, la Banque nationale suisse, ont été débordés par les institutions, pris l'habitude, depuis quelques années, de se fixer des objectifs chiffrés (se présentant, dans le cas américain, sous forme d'une « fourchette ») pour la croissance de la masse monétaire. Pour des raisons tout à fait différentes, les normes fixées sont en 1978 largement dépassées, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Allemagne et en Suisse. La façon dont les autorités monétaires ont été débordées devrait amener les « experts » à modérer l'enthousiasme que leur inspirait leur propre thérapeutique et à réviser leurs recommandations, si tant est que la leçon des faits puisse influencer le jugement des doctrinaires.

C'est en Suisse que la méthode préconisée a subi son échec le plus spectaculaire. Pour empêcher la hausse du franc suisse de prendre des proportions catastrophiques pour l'économie helvétique, la Banque nationale s'est crue obligée d'intervenir massivement sur le marché des changes. Au cours de la seule période allant du 2 au 17 octobre, elle a acquiescé l'équivalent en devises étrangères (surtout des dollars, mais aussi des florins et des francs belges qu'elle a achetés pour aider le deutschemark à ne pas crever son plafond au sein du « serpent ») de quelque 4,5 milliards de francs suisses. Ce dernier chiffre représente une addition de moyens de paiement égale à 8,2 % de la masse monétaire, telle qu'elle était évaluée à fin juillet (dernière statistique disponible). En l'espace de quinze jours, le taux d'augmentation aura été supérieur à celui que la Banque centrale s'était assigné pour l'année entière, soit 5 %. A telle enseigne que son président, M. Fritz Leutwiler, a annoncé jeudi dernier que l'objectif était abandonné. Aujourd'hui, on table sur un accroissement de la masse monétaire au moins égal à 15 % pour 1978. En Allemagne, les résultats seront sans doute moins ridiculement éloignés de l'objectif (+ 8 %) fixé au départ, mais M. Oskar Emminger ne fait plus mystère des dangers que comporte cette situation.

Se fondant sur une intuition juste, à savoir que l'inflation est un phénomène d'ordre monétaire, et qu'il est vain de chercher à contrôler le prix des marchandises par la création de cette occasion comme en d'autres plusieurs graves erreurs d'appréciation. Influencés par leurs maîtres américains, qui raisonnent implicitement sur l'hypothèse d'un vaste espace économique fermé (comme on croit que sont les Etats-Unis), ils sous-estiment systématiquement l'effet perturbateur de l'immense désordre qui règne sur les marchés des changes. Eux qu'on pourrait croire, de par leurs convictions, à l'abri des illusions les plus communes sur la capacité réelle des autorités officielles à commander aux faits économiques, ils y succombent sans y prendre garde. Jusqu'à l'été de 1977, les dirigeants allemands et suisses ont été effectivement en mesure de neutraliser à peu près l'effet des afflux de capitaux extérieurs ; ils ont perdu ce pouvoir à partir du moment où la fuite devant le dollar s'est dangereusement accélérée.

Un autre tort est de ne s'intéresser qu'à l'aspect quantitatif du phénomène. Encore convient-il de se demander quelles sont les causes de l'émission, faite de quoi on s'expose à laisser tourner ses lignes de défense. Aux Etats-Unis, par exemple, l'existence d'un considérable déficit budgétaire complique beaucoup la tâche des gestionnaires du dollar.

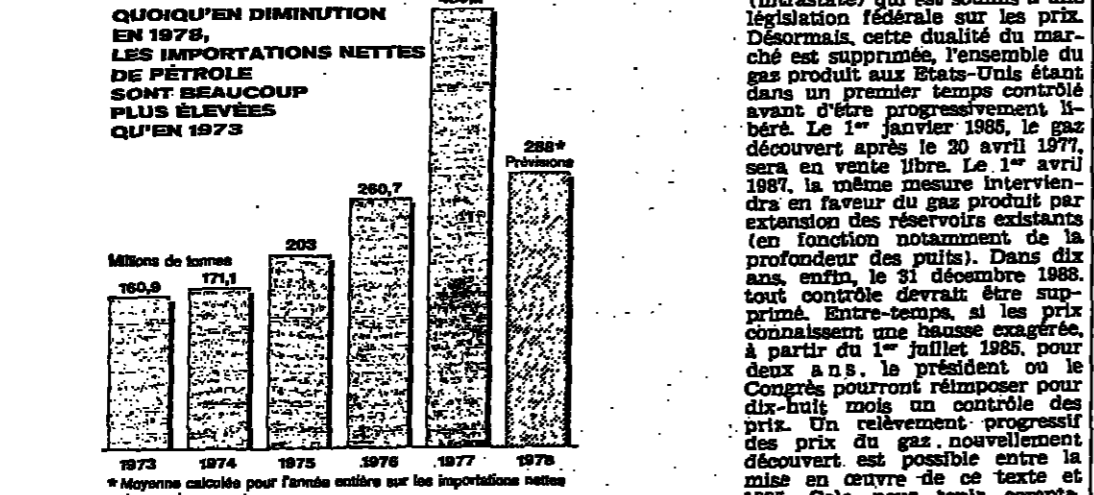
## LE PROGRAMME SUR L'ENERGIE

### Sauf pour le gaz, pas de relèvement du prix des combustibles

Dans sa version initiale, le programme sur l'énergie présenté il y a dix-huit mois par le président Carter était fondé sur l'institution d'une taxe destinée à élever progressivement au niveau mondial le prix du pétrole produit aux Etats-Unis. Cette disposition a été, parmi d'autres, écartée par le Congrès. La loi votée par ce dernier il y a huit jours et signée par le président ne prévoit plus, sauf pour le gaz, d'augmenter le prix des combustibles. Elle comprend en revanche de nombreuses mesures d'incitation fiscale destinées à encourager les économies d'énergie ainsi que la conversion au charbon et aux autres sources d'énergie, concurrentes des hydrocarbures.

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — « Nous sommes là pour faire passer la chute du dollar », proclamait bien haut un représentant démocrate de l'Ohio peu avant de voter, le 15 octobre, la nouvelle politique énergétique américaine. Mais l'adoption de ce texte n'a pas eu à l'étranger l'effet escompté. Malgré une déclaration de la Maison Blanche se réjouissant d'avoir « montré tant au monde qu'à nous-mêmes notre volonté de contrôler notre consommation d'énergie et, par là, de contrôler notre destin en tant que nation », le dollar a connu dès le 16 octobre un nouvel accès de faiblesse à l'annonce de l'exécutif commercial japonais du mois de septembre. Présenté le 20 avril 1977 par le président Carter comme « l'équivalent moral d'une guerre », ce combat pour une nouvelle politique énergétique s'est transformé au fil des mois en un vulgaire match de boxe entre la Maison Blanche et le Congrès. Le texte, tel qu'il a été finalement voté peu avant la clôture de la session parlementaire, aux premières lueurs de l'aube, certains représentants jouant du hanjo et du saxophone pour se tenir éveillés, — n'apparaît plus



La forte progression des importations de pétrole s'est traduite par une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger pour l'approvisionnement. Alors qu'en 1973 les importations brutes représentaient 38 % environ de la consommation totale, cette proportion a été de près de 50 % (49,5 % exactement) en 1977.

## HERBERT SIMON, NOUVEAU PRIX NOBEL

### Un novateur discret Le père des sciences de la décision

Le choix de Herbert Simon comme prix Nobel d'économie va surprendre les Français, même si peut-être surprendra le président du comité d'attribution de ce prix, le sénateur démocrate Henry Jackson. Il est difficile, aux Etats-Unis, de ne pas céder par parole aux pressions conjuguées et parfois contradictoires, des producteurs d'énergie, des industriels, des défenseurs de l'environnement des fermiers et des associations de consommateurs.

Il est d'autant plus ardu de convaincre le Congrès de l'urgence d'une crise mondiale et de la nécessité d'adopter des mesures propres à la conjurer ou à s'en accommoder que les derniers dix-huit mois ont correspondu à une détente sur le marché des hydrocarbures et à l'arrivée sur la côte ouest-américaine du pétrole de l'Alaska. L'année elle-même devrait être signée par le président Carter, cette loi comporte cinq volets.

### La mesure la plus controversée

● Le plus controversé concerne le prix du gaz. Actuellement, 40 % du gaz est produit et vendu dans un même Etat (interstate) — est libre de tout contrôle. Il n'est pas de même pour le gaz vendu à un autre (intrastate) qui est soumis à une législation fédérale sur les prix. Désormais, cette dualité du marché est supprimée, l'ensemble du gaz produit aux Etats-Unis étant dans un premier temps contrôlé avant d'être progressivement libéré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1980, le gaz découvert après le 20 avril 1977, sera en vente libre. Le 1<sup>er</sup> avril 1981, la même mesure interviendra en faveur du gaz produit par extension des réservoirs existants (en fonction notamment de la profondeur des puits). Dans dix ans, enfin, le 31 décembre 1988, tout contrôle devrait être supprimé. Entre-temps, si les prix connaissent une hausse exagérée, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1980, pour deux ans, le président ou le Congrès pourront réimposer pour dix-huit mois un contrôle des prix. Un relèvement progressif des prix du gaz nouvellement découvert est possible entre la mise en œuvre de ce texte et 1985. Cela, pour tenir compte, entre autres facteurs, de l'inflation.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 20.)

### Critique du concept d'optimisation

Quoi de plus naturel, dira le lecteur français cultivé, des douze années d'épistémologie savants font cela très bien depuis des années. Mais Simon, s'il est fort cultivé, n'est pas savant de cette façon. Pour lui, dans la meilleure tradition américaine, il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas le jeu infini de miroirs dans lequel se complait l'intellectualisme postfreudien, c'est la pertinence de l'outil intellectuel dont se sert l'homme pour agir.

Simon, de ce point de vue, est critique le plus radical du rationalisme étroit des ingénieurs, des économistes, mais aussi des spécialistes des sciences sociales. Ce qu'il découvre toutefois, ce n'est pas l'irrationnel, ce n'est pas le cosmique, c'est tout simplement la limite de nos rationalités et la rationalité au second degré de ces limites.

Je prendrai, pour me faire comprendre, un des points les plus fondamentaux de son apport. Managers et responsables vivent, comme les économistes qu'ils jugent abstraits,

### PAR MICHEL CROZIER

l'étendue de son influence se fait dans l'élaboration d'un plan, sentir, non seulement dans la réflexion mais dans la pratique de l'action.

De quoi traite Simon ? De beaucoup de choses en apparence éloignées : du comportement ad-

ministratif, des processus cognitifs dans l'élaboration d'un plan, des caractéristiques de la prise de décision, de la théorie ou plutôt des théories de l'organisation, de la science de l'artificiel comme moyen de connaissance, de la simulation du comportement humain dans les ordinateurs.

Mais qu'est-ce qui l'intéresse dans ces analyses et ces expériences si diverses ? C'est de tester les possibilités explicites et implicites de nos connaissances, nous fonder pour comprendre le comportement d'autrui et pour agir.

Les spécialistes des progrès rendus possibles par l'informatique ou la télématique peuvent bien nous faire rêver. Ils ne se réalisent que si, élargissant, enfin, les modes de raisonnement, les modes de divers technocrates qui auront à les utiliser. Aucune leçon n'est donc plus importante à méditer pour y parvenir que celle de Herbert Simon.

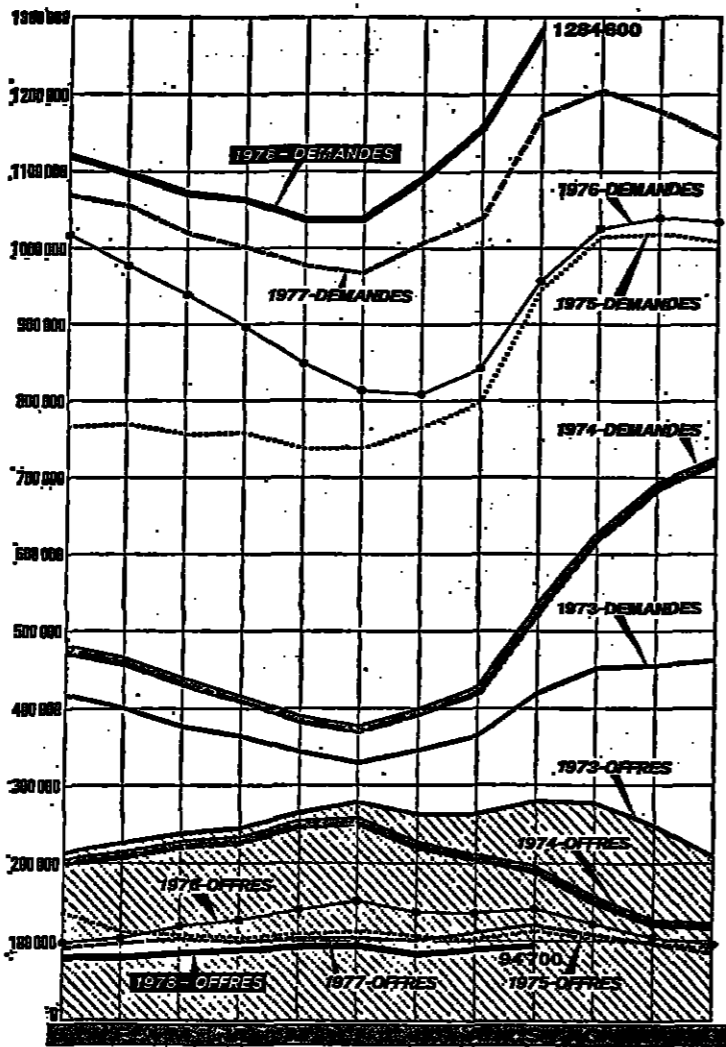
A l'heure où la France lance sa nouvelle école de maîtres des managers et sous le patronage bien dangereusement dogmatique d'Auguste Comte, on aimerait que l'établissement français fût aussi sensible à la véritable innovation que le jury du Nobel.

### L'ŒUVRE A CE JOUR

Public Administration, 1950; Models of Man, 1957. En collaboration avec J. March, Organizations, 1953; Administrative Behavior, 1967; New Sciences of Management Decision, 1968; The Shape of Institutions for Man and Management, 1983; The Science of the Artificial, 1980. M.T.P. en français : Human Problem Solving, 1972; Representation and Meaning, 1973; New Directions in the Study of Business Firms, 1977; Models of Discovery, 1977.



### Les demandes d'emploi continuent d'augmenter...



Tandis que s'éternisent les négociations engagées entre le C.N.P.F. et les syndicats sur la réforme de l'indemnisation du chômage — une septième rencontre est prévue pour le 2 novembre, la situation de l'emploi continue de se détériorer : le nombre des demandes non satisfaites a atteint, fin septembre, le chiffre record de 1 284 600, en demandes observées contre 1 156 700 en août, soit une augmentation de 11,1 % (+ 9,3 % en un an).

Les offres non satisfaites se sont légèrement accrues d'août à septembre, passant de 83 700 à 94 700 (+ 6,2 %, mois — 22,8 % en un an), cependant le ministère du travail et de la participation fait remarquer lui-même que « bien qu'assez sensible par rapport au mois d'août 1978 la croissance du volume des offres d'emplois enregistrées à l'AN.P.E. reste essentiellement d'origine saisonnière et ne traduit donc pas un véritable redressement de la situation ».

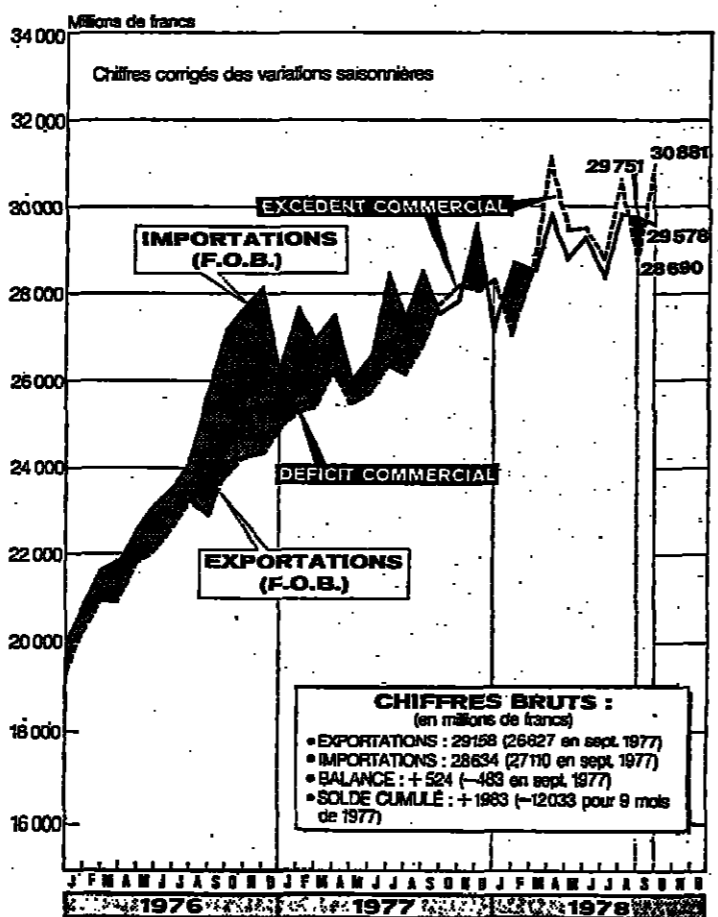
Les données corrigées semblent bien conduire à la même conclusion : faible diminution des demandes d'août à septembre — 1 276 500 à 1 235 300, soit — 3,2 %, mais + 9,1 % en un an — et minime augmentation des offres : 82 800 à 84 100, soit + 1,6 %, mais — 22,9 % en un an.

Deux autres signes sont révélateurs de cette situation inquiétante : les nouvelles inscriptions à l'Agence nationale pour l'emploi, pour licenciements économiques ou non et pour fins de contrat à durée déterminée, ont fait un bond énorme d'août à septembre, passant de 125 000 à 163 300 (+ 30,2 % et + 12,3 % en un an). C'est en grande partie la conséquence du fait que les entreprises ont, dès la rentrée, recommencé sur une grande échelle le « dégraissage » de leurs effectifs.

Et puis l'ancienneté du dépôt de la demande non satisfaite s'est encore accrue en un an : en septembre 1978, 47 % des chômeurs étaient inscrits à l'AN.P.E. depuis moins de trois mois contre 49 % en septembre 1977, et 36,3 % l'étaient depuis plus de six mois contre 34,3 % il y a un an. C'est surtout pour les demandeurs âgés de cinquante ans et plus que la situation est la plus dramatique : en septembre 1978, 65,4 % d'entre eux étaient au chômage depuis plus de six mois, dont 43 % depuis plus d'un an.

Enfin, le nombre des chômeurs percevant les allocations ASSÉDIC est passé de 653 842 en août à 668 699 en septembre (+ 1,92 %). Parmi eux, 182 237 touchaient l'A.S.A. (Allocation supplémentaire d'attente, 90 % du salaire brut antérieur) contre 180 770 le mois précédent (+ 1 %).

### Commerce extérieur : vers un excédent en 1978



Après les déficits de 20 milliards de francs, puis de 11 milliards enregistrés en 1976 et 1977, la balance commerciale de la France sera équilibrée, et même probablement excédentaire en 1978. Les résultats du mois de septembre, qui ont été bons (la valeur des exportations dépassant de 1,3 milliard de francs la valeur des importations), confirment que le déficit enregistré en août était accidentel. Depuis le début de l'année l'excédent commercial atteint 1,98 milliard de francs.

Il est intéressant de noter que le déficit commercial de la France vis-à-vis de l'ensemble de la C.E.E. tend à se réduire : 3,4 milliards de francs par trimestre en 1977 ; 3,1 milliards de francs au premier trimestre 1978, 1,9 milliard au second, 1,4 milliard au troisième. Le commerce extérieur de la France reste déficitaire vis-à-vis de l'Allemagne fédérale (- 780 millions de francs en septembre) et des Etats-Unis (- 500 millions de francs). Il a, en revanche, été excédentaire de 1 milliard de francs avec la Grande-Bretagne.

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.  
Vous y trouverez peut-être  
**LES BUREAUX**  
que vous recherchez.

## La nouvelle économie américaine

(Suite de la page 19.)

Et on entend souvent cette boutade : « Au lieu de jouer au golf avec son banquier et de prendre le train pour voir son séducteur, il vaut mieux maintenant faire le contraire. » L'imbrication de la politique économique et celle des grandes firmes tend à prendre le pas sur la dépendance de ces firmes à l'égard du système bancaire.

Il ne s'agit pas là seulement de mutations institutionnelles : à nouvelle politique, nouvelle stratégie économique. Non encore totalement explicite au niveau de l'exécutif en raison des traumatismes récents, mais parfaitement claire à l'analyse des comportements des pouvoirs des administrations, une grande mutation est en cours, mêlant l'état au service de la réalisation d'une triple mutation de l'économie :

- Dans ses techniques de production, qui seront de plus en plus automatisées, réduisant massivement l'emploi industriel.
- Dans sa production, qui se focalisera sur les secteurs de haute technologie et sur les matériels de base (charbon, agriculture).

### Après la crise

Avec cette stratégie on voit donc se former l'image de ce que sera la nouvelle économie américaine après la crise. Sur le plan intérieur, une économie en croissance moyenne avec un volant élevé de chômage, une réduction très sensible de l'emploi industriel et de la durée du travail ; une société du déconcombre dans la norme, de la solitude dans l'amoncellement d'outils de communication ; un Etat fédéral régulateur cybernétique

• Dans sa demande, qui s'oriente à l'intérieur vers des produits nouveaux, telle l'informatique individuelle incorporée dans les biens de consommation et à l'extérieur vers les marchés mondiaux de grande consommation.

Ainsi, l'objectif explicite de certains hauts responsables publics et privés est de voir en cinq ans la part du commerce extérieur dans le P.N.B. américain passer de 8 à 10 %, centralisant la production aux Etats-Unis au détriment même des filiales américaines en Europe et en transférant aux secteurs de profit une part croissante des dépenses publiques. L'évolution relative récente des monnaies vient renforcer l'amélioration structurelle de la compétitivité américaine.

Ainsi, en un an, le prix des téléviseurs fabriqués aux Etats-Unis a baissé d'un tiers sur le marché japonais. De même, General Motors prévoit d'augmenter ses exportations en Europe de voitures produites aux Etats-Unis de 50 % en deux ans, restant cependant à une parité extrêmement faible du marché (1,3 %).

Sur le plan extérieur, à l'impé-

rialisme du dollar succédera celui des données. La nouvelle économie américaine aura en effet de moins en moins intérêt à ce que le dollar joue le rôle de monnaie de transaction internationale, afin de pouvoir utiliser l'arme monétaire comme outil de la compétitivité et, surtout, pour mettre en place une autocontrainte imposant l'amélioration des exportations et les économies d'énergie. Pour autant, les Etats-Unis ne perdront pas leur pouvoir économique international qu'ils assureront par le contrôle des principales banques de données financières et techniques et des

principaux réseaux mondiaux de communication.

Cette nouvelle économie n'est pas pour demain, car sa mise en place passe par le dépassement d'une contradiction : d'une part, l'inflation doit diminuer, car, après avoir aidé à la diminution des dettes des entreprises, elle pèse aujourd'hui sur la compétitivité internationale et sur l'orientation des investissements. D'autre part, le dollar doit rester faible pour maintenir la compétitivité. Aussi la stabilisation des prix ne doit-elle pas entraîner une hausse du dollar.

### Un avenir redoutable

Ainsi, l'Amérique semble aujourd'hui sans projet ; elle n'est pour autant pas sans avenir. Un avenir redoutable qui devrait dès aujourd'hui conduire l'Europe à prendre parti sur les enjeux majeurs qui impliquent cette évolution. Au moins les trois suivants :

- 1) L'Europe doit-elle reprendre à son compte une partie du fardeau économique que représente l'étalement des échanges internationaux ?
  - 2) L'Europe doit-elle renoncer à une orientation autonome de la technologie et du mode de consommation, pour fonctionner comme un filial de système centralisé aux Etats-Unis ?
  - 3) Faut-il transformer l'administration dans le même sens qu'aux Etats-Unis et faire apparaître un Etat cybernétique plus que mécanique, législateur plus que gestionnaire, soumis au Parlement autant qu'à l'exécutif ?
- A un moment où les gouver-

nements européens s'obstinent dans une attitude à court terme, où l'exécutif américain flotte sans projet, une administration se met en place, discrète, efficace et compétitive. Elle installe une nouvelle économie américaine, élément essentiel de notre futur. Si on ne relève pas les défis qu'elle nous lance, si on continue de croire aux vertus nostalgiques d'un libéralisme anachronique parce que ne s'occupant pas des enjeux réels de la crise, l'Europe deviendra vite périphérique au sens nouveau que l'informatique donne à ce mot.

Par contre, si nous apprenons à diriger ces mutations pour les mettre au service d'un projet de société, si nous ne nous contentons plus de gérer des formes d'états de moins en moins adaptées à cette fin de siècle, le temps pourra s'avancer de nouveau en Europe dans le sens d'une plus grande liberté.

JACQUES ATTALI.

## Le programme sur l'énergie

(Suite de la page 19.)

Il est envisagé d'accroître le prix du gaz « intrinsèque » de près de 150 % en six ans, au cas où le rythme d'inflation annuel atteindrait 6 %. Enfin, pour éviter que le rachat des centrales ne soit supporté par les petits consommateurs et pour encourager les industriels à se reconverter au charbon, le gaz le plus cher sera réservé à un premier temps aux plus gros utilisateurs.

### La taxation des automobiles

• Un second volet du programme prévoit toute une série de taxes ou de crédits d'impôt pour favoriser les économies d'énergie. La mesure principale concerne l'automobile. A partir de 1980, les nouveaux modèles seront en effet taxés en fonction de leur consommation. Versés par les constructeurs, cet impôt pourra être répercuté sur l'acheteur. Il en coûtera, par exemple 200 dollars en 1980 pour une automobile consommant 16,9 litres aux 100 kilomètres (16 miles par gallon), 400 dollars pour une consommation de 200 litres (12,5 litres aux 100 kilomètres), et la progression sera telle qu'en 1988 l'imposition sera de 365 dollars (7 000 francs) pour une automobile dépassant 18,8 litres aux 100 kilomètres.

Des crédits d'impôt seront d'autre part offerts (avec un maximum de 300 dollars) aux

propriétaires et locataires d'immeubles qui installeront des systèmes d'isolation thermique dans leur résidence principale entre 1978 et 1985. Enfin, des remboursements du crédit d'impôt seront accordés pour favoriser des installations solaires, géothermiques ou sismiques. Ils bénéficieront aussi les industriels qui abandonneront le gaz de ville et les petits producteurs indépendants d'hydrocarbures, de source géothermique.

• La troisième partie de cette loi a pour but d'inciter les industriels à se convertir au charbon. Les centrales électriques et la plupart des usines construites après le 20 avril 1977 devront brûler du charbon comme combustible plutôt que du pétrole ou du gaz naturel. Certaines dérogations à ce principe pourront toutefois être admises. Les anciennes centrales abandonneront elles aussi le gaz naturel en 1980 et elles ne pourront désormais utiliser plus de gaz qu'elles ne l'ont fait en moyenne dans la période 1974-1977.

Le projet adopté par le congrès tente de promouvoir les économies d'énergie. Les compagnies d'électricité seront tenues d'informer et parfois de financer les particuliers qui désirent éliminer leur consommation de plus de 900 millions de dollars seront affectés aux écoles et aux hôpitaux et 65 millions aux bâtiments publics. Pour la mise en place de procédés économisant l'énergie il est prévu une enveloppe destinée à financer des

opérations de démonstration sociale. Enfin, outre les automobiles, les réfrigérateurs, les cuisinières, les conditionneurs d'air, les machines à laver devront répondre à certains critères de consommation énergétique.

### Comme l'E.D.F.

La cinquième partie de la loi est consacrée à la structure des tarifs d'électricité. Sur le modèle d'électricité de France, les compagnies américaines se verront recommander de mieux adapter leurs prix aux coûts réels de l'électricité et d'adopter, en conséquence, des taux différents pour les heures creuses et les heures de pointe, les saisons creuses et les saisons pleines. Mais il ne s'agit en aucun cas d'une obligation. Voilà, après une première analyse, l'essentiel de la nouvelle politique énergétique américaine.

Il n'est plus question de cette taxe d'égalisation du pétrole brut — jadis présentée comme la pierre angulaire du projet, — qui aurait progressivement porté le prix du baril de pétrole produit aux Etats-Unis au niveau des cours mondiaux. Oubliées aussi les menaces présidentielles d'imposer des quotas ou des droits à l'importation si cette taxe n'était pas votée et, perdue dans les méandres du Capitole, cette autre taxe sur les gros consommateurs de gaz et de fuel qui aurait obligé les industriels à se reconverter des hydrocar-

burts à d'autres sources d'énergie.

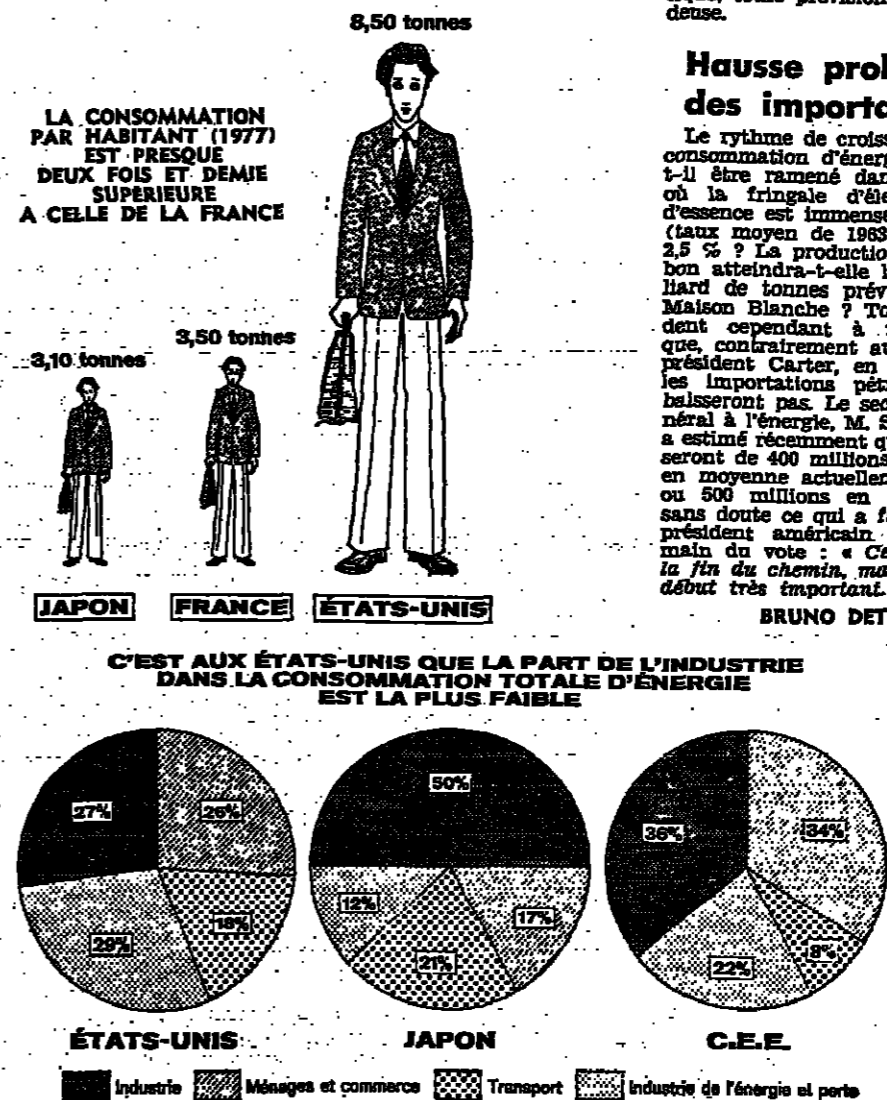
D'une manière générale, et à l'exception du gaz, le Congrès a rejeté toutes les dispositions qui auraient directement augmenté le prix de l'énergie pour le consommateur. Non content d'attribuer grandement le poids initial du président Carter, le texte voté est loin d'être exempt de tout reproche. Le compromis sur le gaz, notamment, apparaît à ce point compliqué que nombreux sont ceux qui émettent sur son avenir. Quantifié de « Frankenstein de l'économie » par un sénateur, il ne prévoit pas de contrôle des prix pendant la période précédant la suppression des contrôles. Et l'administration elle-même a reconnu qu'il faudrait trois cents contrôles supplémentaires pour faire appliquer le texte. « Ce compromis, ironise un opposant, aura plus d'effets sur le bien-être des furieux que sur la production de gaz ».

Le débat reste ouvert sur les conséquences de cette nouvelle politique. Le Maison Blanche estime que la loi telle qu'elle a été adoptée permettra en 1985 l'économie de deux millions et demi de barils de pétrole par jour (125 millions de tonnes par an), soit près de 5 % de la consommation d'alors. Mais les critiques les plus vives affirment que l'économie ne sera pas à la hauteur de celle annoncée par l'administration. En matière d'offre et de demande énergétique, toute prévision est hasardeuse.

### Hausse probable des importations

Le rythme de croissance de la consommation d'énergie pourrait être ramené dans ce pays où la fringale d'électricité et d'essence est immense, de 6,2 % (taux moyen de 1983 à 1978) à 2,5 % ? La production de charbon atteindra-t-elle les 1,2 milliard de tonnes prévues par la Maison Blanche ? Tous s'accordent cependant à reconnaître que, contrairement aux vues du président Carter, en avril 1977, les importations pétrolières ne baisseront pas. Le secrétaire général à l'énergie, M. Schlesinger, a estimé récemment qu'elles passeraient de 400 millions de tonnes en moyenne actuellement à 450 ou 500 millions en 1985. C'est sans doute ce qui a fait dire au président américain au lendemain du vote : « Ce n'est pas la fin du chemin, mais c'est un début très important ».

BRUNO DETHOMAS.



**C'EST AUX ETATS-UNIS QUE LA PART DE L'INDUSTRIE DANS LA CONSOMMATION TOTALE D'ENERGIE EST LA PLUS FAIBLE**

Reactio  
par  
pe  
ont bien d'autres  
à leur service. Si  
sont de bons amis  
vos bureaux, leurs  
établissements  
bureaux, leurs ter  
simplicité au m

# Réactions au projet «PARTAGE»

M. Lionel Stoléru a exposé dans «Le Monde» du 2 octobre les raisons pour lesquelles il estimait que son projet «Partage» inspiré par un passage de «Démocratie française» et qui vise à organiser la «participation» à la revalorisation du

travail d'atelier dans la gestion de l'entreprise, devrait faire l'objet d'une loi. Ces deux articles ont été écrits en réponse à l'initiative du secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation.

## Du dialogue imposé par un gouvernement paternel

par ETIENNE RICORD (\*)

UNE fois encore, on va rigoler un peu plus le droit du travail. Le schéma est simple : sous peine de blocage social — donc économique — la divergence entre attentes humaines au travail et conception patronale du pouvoir tend à céder au point où elle menace de se rompre. Mais le patronat — réaliste et pragmatique — comme il se doit — ne reconnaîtra les limites de résistance de la corde qu'après la rupture (excellente preuve de logique expérimentale). Aussi acceptera-t-il la tension en spéculant sur l'essoufflement du tireur adverse. Et, comme, pour leur part, les syndicats dominants n'ont rien à perdre de la rupture, ils n'ont aucune raison de modifier cette situation, bien au contraire.

Le pouvoir politique — la majorité gouvernementale — plus sensible et pour cause à l'opinion publique et aux risques qu'elle révèle, décide d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard (souvenirs-tout de suite de donner du monde à l'employeur ne le font pas spontanément, nous, gouvernement, avec le prolongement de notre majorité parlementaire, allons les y forcer (« Au niveau des recommandations gouvernementales », écrit M. Stoléru, M. Beullac et moi-même avions adressé, le 4 avril 1977, une lettre au C.N.P.F.

### Ce qui est bon

Dans sa sollicitude paternelle, le gouvernement va jusqu'à choisir pour nous — outre la forme, les moyens (petits moyens il est vrai, mais quelle précision : 50 F par salarié et par an (1), et les procédures — le sujet de la participation, car il sait, dans son immense sagesse, ce qui est bon pour ses enfants : les CONDITIONS DE TRAVAIL.

Comme le thème intéresse beaucoup tout le monde, on va donner — habilement — (« la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne ») une « cognote » qui, plus tard (si l'enfant devient raisonnable ?), sera « remise à la décision des ateliers ».

Noble geste, en effet, qui suppose possible un pouvoir de décision dans une organisation entièrement structurée pour le fonctionnement inverse. Audacieuse supposition, constamment démentie par les faits.

Et la loi sera respectée — respectée et subie : on dira : « La loi nous étouffe, nous prend à la gorge, nous surcharge, nous saigne, nous ligote. Ce nouveau poids affaiblit notre rentabilité, augmente notre handicap dans la concurrence internationale (il paraît pourtant qu'il faut ga-

rament tout à la fois plus d'efficacité économique et un meilleur équilibre social. Le scandale est que le sacrosaint couple propriété-pouvoir n'ait jamais été identifié par les dirigeants eux-mêmes, comme le pire ennemi à terme de leurs entreprises (il est vrai que ce « terme » n'est pas le même que celui d'une carrière, et que le dégoût est toujours pour après).

Le scandale est que l'interventionnisme légal (conception plus réglementariste que philosophique de la loi) sur des sujets aussi fondamentalement organiques que la participation — c'est-à-dire le dialogue sur la détermination des fins et des moyens — en jouant sur les effets pervers sur les causes, renforce la dépendance juridique et étouffe un peu plus les potentialités d'innovation et le goût du risque qui sont pourtant la seule clef de notre avenir économique.

On ne crée pas la participation en la réglementant, mais en instaurant les conditions du dialogue : c'est-à-dire des structures décentralisées et le dispositif pédagogique d'information qu'impose leur fonctionnement. La décentralisation est la seule voie possible. Cette fameuse décentralisation qui est peut-être aujourd'hui la plus agitée des idées et sans doute la moins appliquée.

« Qui doit décider », se demande le secrétaire d'Etat. Et il récite l'entreprise (dont il note que les cadres ne se généralisent pas spontanément assez vite) et la politique contractuelle (en soulignant que l'accord de mars 1975 n'a pas créé la participation sociale). Conclusion : il ne reste que la loi. C'est vrai, et c'est près que la loi. C'est vrai, et c'est près que la loi. C'est vrai, et c'est près que la loi.

Il appelle les cadres à un rôle tout à fait nouveau, auquel ils sont peu préparés : leurs responsabilités sociales devant égales à leur responsabilité technique. C'est un exercice de l'autorité, un langage, une compétence qu'on n'apprend pas dans leurs écoles. Ils savent qu'ils doivent être le moteur de ce changement et se demandent s'ils en sont capables.

Il pose le même type de problème à la maîtrise, plus engagée encore sur le terrain et qui se sent mal armée pour affronter une situation inattendue. Les efforts que cela demande, va-t-on l'aider à les faire ? Et si elle n'y parvient pas, que se passe-t-il ? On ne passe pas aisément d'une position « taylorienne », souvent insatisfaisante mais habituelle, à un rôle d'animateur, plus exigeant, plus responsable mais plus difficile.

Il concerne évidemment les syndicats et les institutions représentatives. C'est vrai, comme le souligne M. Stoléru, que le projet n'affaiblit aucune des prérogatives syndicales existantes. C'est formellement vrai. Mais qui

## Le droit à la parole suppose un changement culturel dans l'entreprise

par J.-L. DONNADIEU (\*)

L'IDEE de M. Stoléru est proche de ce qu'on a appelé l'« auto-organisation ». C'est une idée-force. Elle est de celles qui sont aujourd'hui nécessaires. Les attentes et aspirations des travailleurs globalement, sont connues. Il y a quelques temps déjà qu'elles ont été décrites, identifiées, analysées par les études et les enquêtes. Elles ont été largement exprimées par les travailleurs eux-mêmes, parfois au travers de conflits. Il n'est plus temps de s'interroger sur ce que souhaitent les travailleurs, ni de mesurer l'écart entre leur niveau de formation et d'information et les conditions dans lesquelles ils travaillent. L'interrogation sera plutôt : « Comment fera-t-on, demain, pour que des jeunes aient envie de venir travailler dans les usines ? » Initiative, autonomie, possibilité de s'exprimer et d'être écouté, capacité de contribuer à l'organisation de son propre travail, voilà très grossièrement résumés la demande des travailleurs. Je ne dis pas que c'est la seule. Celle-là existe, elle est profonde et le temps ne pourra qu'accroître ses racines et sa force.

### L'obstacle majeur

Il est vrai que ce droit nouveau en apparence banal, j'allais dire évident en 1978, constitue un véritable changement culturel pour tous les acteurs de l'entreprise.

L'obstacle majeur est la crainte, pour tous les acteurs, d'engager le processus d'un changement qui les concerne tous. Il concerne les directions à qui on demande d'accepter, à terme, l'abandon d'un système d'organisation qui a fait ses preuves dans le passé. Elles craignent de ne pouvoir contrôler un changement dont elles redoutent les effets sur leurs entreprises.

Il appelle les cadres à un rôle tout à fait nouveau, auquel ils sont peu préparés : leurs responsabilités sociales devant égales à leur responsabilité technique. C'est un exercice de l'autorité, un langage, une compétence qu'on n'apprend pas dans leurs écoles. Ils savent qu'ils doivent être le moteur de ce changement et se demandent s'ils en sont capables.

Il pose le même type de problème à la maîtrise, plus engagée encore sur le terrain et qui se sent mal armée pour affronter une situation inattendue. Les efforts que cela demande, va-t-on l'aider à les faire ? Et si elle n'y parvient pas, que se passe-t-il ? On ne passe pas aisément d'une position « taylorienne », souvent insatisfaisante mais habituelle, à un rôle d'animateur, plus exigeant, plus responsable mais plus difficile.

Il concerne évidemment les syndicats et les institutions représentatives. C'est vrai, comme le souligne M. Stoléru, que le projet n'affaiblit aucune des prérogatives syndicales existantes. C'est formellement vrai. Mais qui

Certes, l'enjeu est capital. La contradiction est frappante entre la nécessité de l'effort pour la productivité du travail et l'exigence d'aspirations à plus de qualité de la vie et de liberté. Résoudre cette contradiction est le problème majeur des chefs d'entreprise. Ils ont pour cela leur volonté et leur compétence, et ils disposent d'un ensemble de techniques et de méthodes pour analyser, savoir où porter l'effort, développer les produits, les marchés, peser sur les prix de revient, améliorer la technologie, n'investir qu'à bon escient, administrer et gérer mieux.

Tout cela est nécessaire. Chacun sait aussi que toute cette science de direction ne peut vraiment porter ses fruits que si les hommes qui l'exercent à tous les niveaux sont, comme on dit, motivés. De grands efforts sont faits dans ce sens. Mais pourquoi ne pas appeler tous les travailleurs à participer ? Il faut, sans doute, un stimulant puissant pour vaincre les hésitations et passer des expériences à la généralisation sans excuser la liberté.

Il y faut peut-être une loi si elle est plus qu'indicative que contraignante. Sinon, l'accessoire passera avant l'essentiel, et l'aspect social de la participation qu'on veut développer s'effacera derrière son aspect institutionnel. Je comprends la volonté du ministre.

Dans les périodes de croissance, chacun répartit comme il l'entend ses profits. Naguère, les entreprises pouvaient, sans danger, prendre le risque de changements qu'elles jugeaient nécessaires, mais dont nous avons vu qu'elles ne vont pas sans grandes difficultés. La crise, aujourd'hui, interdit d'ajouter tous les risques de l'innovation sociale à ceux de la concurrence. Même inévitables, ces changements les plus difficiles ne peuvent plus aussi allégrement être assurés par quelques-uns. La sanction économique immédiate prime tout : rien ne sert de savoir regarder loin, si le sol se dérobe.

Comment aller de l'avant sans une loi qui soit la règle du jeu pour tous ?

Mais comment faire une loi pour qu'elle soit appliquée dans son esprit, non dans sa lettre ? M. Lionel Stoléru donne lui-même la réponse : des transitions très longues doivent être prévues. Il faut insister sur ce point : la crise comme la qualité du changement à promouvoir donnent au facteur temps une importance décisive.

Le temps est la monnaie de la productivité. Le droit à la parole, cela est certain, commence par manger du temps. Ne peut-on se mettre d'accord, dans l'atelier, pour compenser par l'amélioration de l'activité de production le temps d'abord consacré à la participation sociale ? (\*) Directeur général chargé des relations humaines E.S.N.-Général-Danone.

# Un grand ordinateur peut être petit.



Parce que les professions libérales, les P.M.E. et les établissements décentralisés ont besoin d'outils modernes de gestion, IBM a créé toute une gamme d'ordinateurs à leur mesure. Simples à utiliser par un non spécialiste, faciles à loger, ces ordinateurs sont d'une mise en œuvre rapide. Leur puissance de travail est étonnante : ils gèrent vos commandes, tiennent vos stocks, traitent votre comptabilité, éditent vos factures, établissent vos prix de revient. Ils sont à l'aise aussi bien dans vos ateliers que dans vos bureaux. Leurs terminaux délivrent l'information sous la main. Le dialogue s'effectue simplement au moyen d'écrans qui guident constamment l'opérateur dans sa recherche.

Ils savent aussi traiter sans difficulté des problèmes sophistiqués. Comme des grands. Avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, le haut niveau technologique d'IBM, sa capacité d'innovation et l'expérience acquise auprès de milliers de petites et moyennes entreprises profitent à tout le monde. Dans le sens de la simplicité. Et de l'économie.

Prenez contact avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, en envoyant votre carte de visite, en province, aux directions régionales ou, à Paris, au Service des Communications IBM, Tour Générale, 5 place de la Pyramide, 92800 Puteaux.

**IBM DIVISION DES SYSTEMES DE GRANDE DIFFUSION**  
DES HOMMES. DES ORDINATEURS. POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

Division des Systèmes de Grande Diffusion.

**astar sécurité** CONTRE LE VOL

S.A. au capital de 1.200.000 F

- Toutes installations de protection pour tous locaux (Devis gratuits)
- Service après-vente assuré
- Société agréée.

Pour tous renseignements, s'adresser à :

**ROBERT AGOSTINI**

2 bis, villa Thoreton, 75015 PARIS - Tél. : 532-41-00.

**La loi Beullac en question...**

Une occasion de relancer la concertation ?  
 Une certaine réponse aux attentes de l'encadrement ?  
 Une idée de technocratie ? Une simple formalité ?  
 Un engagement d'avenir pour progresser avec les cadres... ?  
 Une initiative d'avant garde ?  
 De toute façon, une décision à prendre qui mérite réflexion...  
 Un rapport qui engage l'avenir.

Le CNOF organise sous la présidence de M. Paul APPELL à l'attention des DIRECTIONS GÉNÉRALES

UNE RÉUNION D'ÉTUDE SUR

**LA CONCERTATION AVEC L'ENCADREMENT**

le jeudi 26 Octobre 1978, de 8h45 à 12h30

Centre International de Conférences  
 19, avenue Kléber - 75116 PARIS

Renseignements et inscriptions (prix: 648,80 F TTC)  
 CNOF - 119 rue de Lille - 75007 PARIS - Tél. : 544.38.80

ANVERS Centre Mondial du

**DIAMANT**

Le prix du jour  
 vous sera communiqué  
 24 h/24 h au n°  
 TEL : 19-32-31/32-58-39

GENERAL DIAMONDS  
 Peltzhausstr. 92 ANVERS

PubliSoft

MONOM 536-82-47  
 388-08-00

COMPOSITION

avec conservation en mémoire de

- Textes scientifiques
- Textes techniques
- Textes suivant des profils particuliers

en toutes langues

TRAITEMENT DES TEXTES

COMMANDEZ VOS TEXTES  
 (en toutes langues)  
 PAR TÉLÉPHONE  
 D'APRÈS  
 UN CATALOGUE  
 DE TEXTES CODES  
 PERSONNEL ET UNIQUE

# Médecine libérale ou de monopole ?

Les dépenses de la sécurité sociale progressent à nouveau dangereusement pour l'équilibre financier du régime général. Est-ce seulement la faute, comme on le dit si souvent, de l'assurance-maladie dont les facilités de remboursement seraient une incitation permanente à la surconsommation mondiale ?

NOTRE système de santé n'est ni aussi libéral que le système américain ni aussi étatisé que le système britannique. L'exercice de ce qu'il est convenu d'appeler en France la médecine libérale reste une caractéristique essentielle du mode de production des services pour une vaste population le prix des soins et des médicaments, ont entraîné l'augmentation considérable des dépenses de santé et une lourde charge financière pour l'Etat. Nombreux sont ceux qui voient dans l'assurance-maladie la cause de l'importance de la consommation médicale. Mais, en se livrant à l'analyse économique du marché des soins et à l'étude du code de déontologie qui définit le cadre réglementaire de la profession médicale, on peut se demander si le fonctionnement présent de l'offre de services médicaux n'est pas de nature, indépendamment de l'assurance-maladie, à entraîner à la surconsommation médicale.

## Accès bloqué à l'information

Du point de vue de l'analyse économique, il convient de noter une particularité importante de la demande des services offerts par les médecins. Le patient ignore généralement la nature et l'ampleur de ses besoins médicaux. Il requiert alors du médecin un double service, un diagnostic et un traitement. Révélant l'état de santé du patient, le médecin informe de sa demande, propose un traitement, le médecin lui prescrit la quantité et la qualité des soins appropriés. Dans un régime de tarification des services médicaux à l'acte, on peut alors craindre que le médecin n'ait tendance, afin de maximiser ses revenus, à convaincre le malade que son état de santé nécessite un volume de soins supérieur à ses besoins réels. Dans une telle hypothèse, la possibilité pour le médecin d'accroître le nombre de ses interventions au-delà du nécessaire est d'autant plus grande que le client n'est pas aisément en mesure de consulter un praticien, consultant moins libre au gain. De la même façon, la possibilité pour le médecin libéral d'augmenter ses revenus en poussant ses patients dans la voie de la surconsommation est d'autant plus importante que ces derniers sont incapables d'ap-

précier leur état de santé et de vérifier tant la qualité du diagnostic formulé que le bien-fondé des médications proposées. Au total, pour éviter qu'un système de médecine libérale ne conduise à la surconsommation médicale encore faut-il qu'une concurrence effective se manifeste entre les hommes de l'art et que les médecins offrent aux patients un large accès à l'information.

La théorie enseignant que le volume et la qualité des soins médicaux consommés sont fonction du comportement des médecins, il importe alors d'examiner le cadre et les règles régissant l'exercice de la profession. A ce titre, il est nécessaire d'étudier le code de déontologie et de souligner le caractère globalement anticoncurrentiel de nombreuses de ses dispositions. Certaines d'entre elles restreignent les occasions de choix des patients ; d'autres sont de nature à dissuader les malades de changer de médecin ; d'autres encore ont pour effet de limiter l'information médicale des clients ; enfin, pour le lot restreint des médecins non conventionnés, la discrimination de prix.

Sur le plan de l'information malade, ignorant la nature et l'étendue des soins que son état nécessite, le patient peut être tenté de solliciter de façon contradictoire l'avis d'experts différents. Mais perestroïka à un patient d'avoir accès à des informations contradictoires reviendrait à diminuer le pouvoir du médecin sur son client. Face à un malade qui serait libre de contrôler tant le diagnostic que le caractère adapté des soins prodigués, le médecin susceptible de voir ses prescriptions contestées n'aurait plus guère la possibilité d'entraîner son malade dans la voie de la surconsommation médicale ou de lui administrer des soins d'une qualité insuffisante.

## Un mur de silence

Ces considérations éclairent certaines des dispositions du code de déontologie qui rendent très difficile pour le patient la possibilité d'obtenir des informations indépendantes quant à son état de santé, au traitement qu'il doit suivre et au sérieux de son médecin. Ainsi l'article 59 du code interdit à tout praticien « de calomnier un confrère, de dénigrer de lui ou de se faire l'écho de propos capables de lui nuire dans l'exercice de sa profession ».

De son côté l'article 61 enseigne que le malade consultant un concurrent de son médecin traitant « afin de vérifier le bien-fondé des soins qu'il propose se heurte à un véritable mur de silence. Le confrère consulté doit en effet, « si le malade a simplement voulu demander un avis sans changer de médecin traitant, proposer une consultation en commun et se retirer après avoir assuré les soins d'urgence. Au cas où pour une raison valable la consultation paraîtrait impossible ou inopportune, le médecin pourrait examiner le malade, mais réserverait à son confrère son avis sur le diagnostic et le traitement ».

## Pas un commerce

Ainsi, l'analyse suggère que l'importance de la surconsommation médicale n'est pas uniquement liée à l'existence du système de l'assurance-maladie ; elle est encore déterminée par le mode de fonctionnement du marché des services médicaux. Il est difficile de quantifier la part de surconsommation résultant directement des pratiques du corps médical. Il n'en demeure pas moins que certaines des dispositions du code, en restreignant l'information des patients et en limitant la concurrence entre les médecins, tendent à développer la consommation médicale au-delà de ce qui est nécessaire pour maintenir la santé des Français.

Les médecins libéraux sont sans doute peu disposés à adopter les conclusions d'une analyse économique du code de déontologie. S'appuyant sur l'article 11 du code, selon lequel « la médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce », ils estiment que l'introduction de la concurrence entre les praticiens développerait un esprit mercan-

# "Par son approche globale de l'informatique, Control Data est beaucoup plus qu'un constructeur d'ordinateurs".

Control Data est l'un des grands de l'informatique. Pouvez-vous sinner la société en quelques chiffres ? Créée en 1957, CONTROL DATA emploie aujourd'hui plus de 45.000 personnes dans plus de 30 pays et a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars. L'approche globale de l'informatique proposée par Control Data correspond-elle aux besoins des utilisateurs ? J'en suis convaincu. Un utilisateur recherche par l'informatique une solution adaptée à ses besoins et à sa structure. Notre politique est de lui permettre de construire cette solution personnalisée répondant à ses exigences, grâce à un choix très vaste de produits et de services distincts mais parfaitement complémentaires. Votre structure vous permet-elle de progresser, de résoudre des problèmes personnalisés ? Il est certain que notre approche a des exigences quant à l'assistance et nos clients nous ont permis de créer de nouvelles solutions. C'est pourquoi nous avons un développement continu de nos solutions à travers l'Europe.

de notre gamme CYBER 170 sont réellement universels dans la mesure où ils sont aussi performants pour les traitements de gestion que scientifiques, et capables de gérer des réseaux et des bases de données importantes. Cela signifie-t-il que Control Data ne s'adresse qu'aux grandes entreprises et administrations ? Nullement. D'une part, en début de gamme, le CYBER 171 est tout à fait accessible aux entreprises de taille moyenne. D'autre part, la solution "service bureau" est adaptée aux entreprises de toutes tailles. En effet, en utilisant un simple terminal, ingénieurs, gestionnaires et managers ont accès à un réseau, à des bases de données et à de nombreux programmes d'applications. Mais qu'apportez-vous à un utilisateur déjà équipé par un autre constructeur ? Tout d'abord des compétences et des technologies les plus avancées. Ensuite, des supports magnétiques compatibles avec la plupart des périphériques du marché. D'autre part, notre département conseil et applications, très actif et très qualifié, peut de la même façon vous assister dans la mise au point de vos applications. Choisissez-vous également une gamme de produits OEM ? Oui, nous sommes prêts à person-

fabricant mondial de périphériques OEM, plus de 700 constructeurs les intégrant dans leurs propres équipements. De plus, les fabricants de mini-ordinateurs et les concepteurs de systèmes trouvent auprès de notre centre technique européen de Ferney Voltaire une assistance de très haut niveau. Control Data possède par ailleurs un institut de formation. Qu'y enseigne-t-on ? L'Institut Privé CONTROL DATA assure non seulement la formation de programmeurs et d'inspecteurs de maintenance, mais également la formation générale et informatique au sein des entreprises. Control Data s'engage à proposer des produits d'un haut niveau technologique. Cela vous semble-t-il essentiel ? Certes oui. Car un système informatique qui ne peut pas résoudre les seuls problèmes classiques des entreprises, nos produits sont conçus pour répondre aux exigences nouvelles mais aussi à celles des années à venir, compte tenu de l'évolution prévisible des besoins. Cela me semble essentiel pour assurer la pérennité des solutions adoptées aujourd'hui. Les centres de services et les administrations ont-ils commenté votre stratégie de Control Data ? L'adhésion est de fait. L'importance de la formation et de l'assistance est de fait. Les centres de services ont commenté votre stratégie de services.



(PubliNoté)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

ENTREPRISE SONATRACH

Division Hydrocarbures

**AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI**

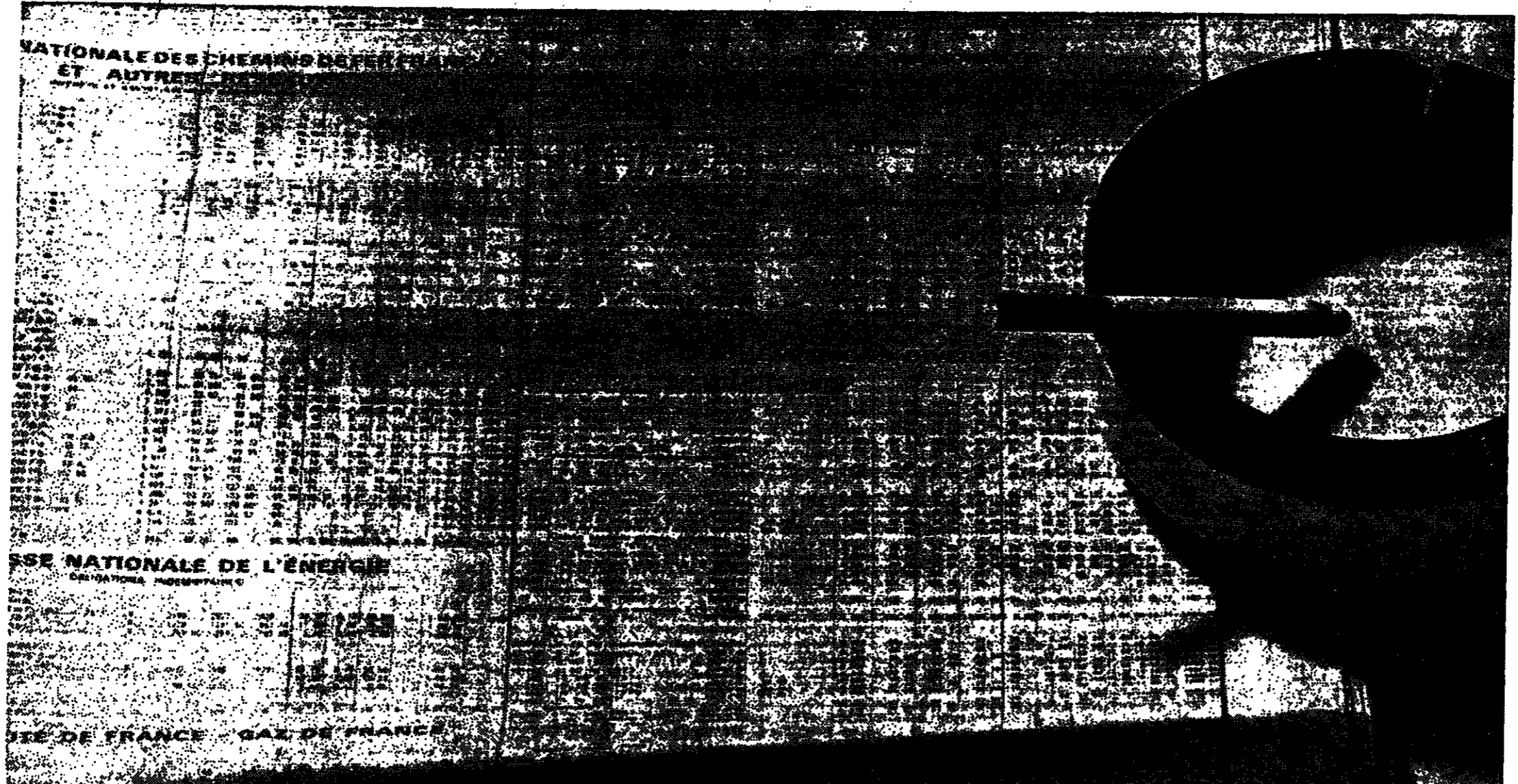
Les Sociétés Intéressées par l'Appel d'Offres National et International relatif aux équipements de grandes cuisines à (HASSI-MESSAOUD - HASSI-R'MEL - RHOURDE-NOUSS - TIN-FOUYE et IN-AMENAS).

Sont informées que la date limite de dépôt des Offres fixées initialement du 25-10-1978 est prorogée au 25-11-1978.

1978

سكرا من الدول

nopole?



# NOS ASSURES VIE ONT LE SOURIRE.

L'UAP a créé des contrats d'Assurance-vie qui vous permettent de prendre des positions d'investisseur. Des formules très contemporaines qui constituent de véritables placements dans des secteurs clés boursiers. Quand la Bourse bouge, vous êtes dans le mouvement. Avec, en plus toute la sécurité offerte par une Assurance-vie; et ses avantages fiscaux. Quand la Bourse monte, nos assurés en bénéficient. Quand la Bourse baisse, l'Assurance-vie résiste. L'UAP a mis au point des contrats bien armés contre l'inflation. Des contrats étroitement liés à des valeurs boursières de première qualité. D'autres contrats basés sur la Bourse. Les Hommes de l'UAP sauront vous conseiller. Consultez-les.

## UAP-VIE

Musique

Stockhausen, Michaël et les autres

(Suite de la première page.) A l'inverse, la qualité du travail de l'Ensemble intercontemporain atténué largement la déception qu'on éprouve devant cette nouvelle indication d'un lâchage relatif (sinon d'une régression) de l'inspiration de Stockhausen.

évolution, et il est évident que ce qu'il écrit aujourd'hui procède de trente années d'une expérience créatrice hors du commun, mais, pour une fois, ce ne sont pas les jeunes compositeurs présentés à côté qu'on est tenté de lui comparer, c'est ce qu'il fait aujourd'hui, avec ce qu'il découvrait hier.

une musique confortable, riche en couleurs et en harmonies pleines, avec des détails intéressants et des passages où le processus mis en route continue son chemin sans événement marquant. Paradoxalement, une oreille ingénue pourrait confondre cela avec telle page de Henze, qui, parti du même point au lendemain de la guerre, avait rapidement

pris à tous points de vue la direction la plus opposée, de même que, creusant une galerie chacun de son côté, deux mineurs finissent fatalement par se rencontrer. Une œuvre comme celle-ci ne terrifierait sans doute pas la réputation d'un auteur moins grand que Stockhausen, mais on peut se demander si elle suffirait à l'établir.

Glissement progressif

Au contraire. Sortie vers le lumière du jour, de Gérard Grisey (1946), que présentait la 'vieille' Ensemble Musica Negativa, dirigé par Rainer Riehn, porte témoignage non seulement de l'évolution continue de ce jeune compositeur français mais aussi de la qualité évidente de son travail. La pièce, d'un seul tenant, s'articule autour des notes tenues de l'orgue : un do suraigu d'abord, plantaino, commençant lentement l'entrée des musiciens et qui va descendre imperceptiblement par l'ajout de notes inférieures jusqu'au ré bémol grave. La forme générale suit un schéma devenu classique : crescendo-diminuendo, accelerando-rallentando, en même temps que la densité des événements croît et décroît. Il s'agit donc plutôt d'une étude pour petit orchestre dont le thème serait la continuité et la variété le pari. Ce qu'on perçoit, c'est donc une trame assez large dont tous les éléments constitués sont différents, bien qu'aucun ne se détache franchement : le souffle des bois privé de la note qu'il devrait produire, se marie avec le souffle de l'orgue ; le chet sur le chevet ; les changements de doigté ou de coup d'archet sans quitter la note, le relais d'un instrument par un autre, le glissement progressif du point d'attaque de la corde entre la touche et le chevet, tout cela fait bouger les sons de l'intérieur et, si on se figure toute la variété de nuances

Pantomime

Le Voyage de Michaël autour du monde est une scène de la quatrième - journée - d'un grand ouvrage dramatique, L'Œil (Lumière), qui illustre les sept jours de la semaine, comme Sirius s'inspirait de la succession des saisons. Der Jahreszeit,

amoureuse

pour danseurs et orchestre, créé à Tokyo en octobre 1977, correspond au mardi, le Voyage de Michaël au jeudi, et Stockhausen, qui compte l'avoir achevé pour 1980, cherche déjà une scène d'opéra pour le faire représenter. Sans doute la division en - Journées - évoque-t-elle irrésistiblement la Tétralogie, et lorsque le jeune Markus Stockhausen entre en scène - chemise blanche flottante et pantalon bleu clair au milieu d'un orchestre en queue-de-pie et nuud papillon (Stockhausen lui-même, qui dirigeait, a quitté son habituel vêtement à tout faire), - on peut penser au jeune Siegfried.

Il porte à sa ceinture, comme des armes pour la chasse, les sourdines de sa trompette, l'instrument dont il joue en virtuose et avec lequel il explore le monde. Il rencontrera bientôt une femme vêtue de blanc à l'antique (Suzanne Stephens cor de basse), ce qui donnera lieu à une sorte de pantomime amoureuse tendre et naïve. Après leur départ, deux clarinettes sautillantes viennent se livrer à une parodie grotesque de ce qui précède. La lumière s'éteint et, dans l'obscurité complète, on entend le dialogue lointain de Michaël et de sa compagne qui se côtoie sur un unisson long-temps désiré.

UN OPÉRA DE LA VILLE AU CHATELET

M. Jacques Chirac, maire de Paris, devrait annoncer avant le 15 novembre la création d'un Opéra de la Ville, qui serait installé au Théâtre du Châtelet. M. Alain Lombard, actuel directeur de l'Opéra du Rhin, aurait accepté d'en prendre la direction. Cet Opéra municipal, qui répond au vœu de M.M. Chirac et Landowski, directeur des affaires culturelles, de mettre en place, à côté du palais Garnier, un grand théâtre lyrique populaire, serait doté d'un budget annuel de 30 millions de francs. On indique à la mairie de Paris que, si plusieurs modalités restent à définir, la décision de principe est acquise. Une autre salle parisiennne sera réservée aux opérettes « de qualité » et au théâtre musical.

REPTIFICATIF. - Dans l'article « La leçon de Massenet » (Le Monde) daté 22 septembre, une erreur de transmission a introduit une confusion entre les élèves de Massenet et ceux de Messiaen. Si plusieurs modalités restent à définir, la décision de principe est acquise. Une autre salle parisiennne sera réservée aux opérettes « de qualité » et au théâtre musical.

La Recherche Artistique présente INDE MAYA BASU RAY et son ensemble instrumental. Première visite en France de la grande danseuse de Kathak. 23 OCTOBRE - 21 H. 25, 26, 27, 30, 31 OCTOBRE - 1, 2, 3 NOVEMBRE 18 h 30. 28 OCTOBRE - 4 NOVEMBRE 15 h. PRIX DES PLACES : 25 F et 15 F. ETUDIANTS, COLLECTIVITÉS : 15 F. THEATRE MONTPARNASSE - 31, rue de la Galté, 75014 PARIS. TEL : 322-77-74 ET 320-89-90. LOCATION SUR PLACE.

BALLET NATIONAL DE BIRMANIE. Pour la première fois en Europe les danses fabuleuses de la cour royale de Mandalay. 30, 31 OCTOBRE 21 h. 4, 5 NOVEMBRE 15 h 30. 2, 3, 5, 7, 8 NOVEMBRE 21 h. PRIX DES PLACES : 35 F et 25 F. ETUDIANTS, COLLECTIVITÉS : 20 F. THEATRE EDOUARD VII - 10, place Edouard-VII, 75009 PARIS. TEL : 078-37-34. LOCATION SUR PLACE. POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES LA RECHERCHE ARTISTIQUE - TEL : 594-48-31.

Théâtre

«ÇA RESPIRE ENCORE» par le Grat

Un mur gris, long et triste sur lequel se dessinent, lumineux, des lettres en rouge : « Ça respire encore. Il y a une porte vitrée, et une porte ondulée de garage. Un décor au carrefour des époques, ouvert au vent, pas réglé dans les courants d'air de l'histoire », déclare dans Théâtre-publie, Jean-Louis Hourdin, l'un des fondateurs du Grat, à une époque, quand ce n'est pas réglé dans les courants d'air de l'histoire, sans prétendre d'ailleurs à être parvenu. Son premier spectacle - un coup de maître - s'appuyait sur des sketches de Karl Valentin. Ça respire encore enchante des textes de Dario Fo, Michel Deutsch, une scène de Wozzeck, des séquences de cinéma, des textes de Dario Fo, Michel Deutsch, et l'ensemble propose un « regard sur les petites vies ». On touche au quotidien sans viser le réalisme, et même on le fuit. Les histoires s'harmonisent dans une musique d'orchestre - trombone, saxo, accordéon et un tout petit piano - joué par des femmes, ce qui force de l'habitude - prend un aspect galement subversif. La musique est à la fois rupture et liaison. Elle vient en contrepoint des scènes comiques et les enveloppe de poésie. Elle crée une atmosphère doucement nostalgique, quelque chose de tendre et de naïf qui évoque les films de 1938. La dureté du monde - pour les petites vies - passe par le filtre du rire, et le rire s'éteint dans le silence des colères réprimées. On voit les solitudes, le malheur, l'incompréhension des faibles pour les plus faibles ; il y a ceux qui dansent ensemble et font une mauvaise blague au pauvre type qui cherche à les rejoindre. Ils se cachent,

jouent au chat et à la souris, tentent de tomber sur la porte du garage que l'on ne peut pas retrouver... Il y a un homme qui croque une pomme et essaie de se mettre au diapason de celui qui l'a mangé bien proprement avec une fourchette et un couteau. Le bien élevé partage un quart-champagne et bêtement, simplement pour marquer la distance, fait semblant de boire et croque à la figure de l'autre. Il y a des moments forts de ce genre. Les extraits de Dario Fo ou de Karl Valentin, de Wozzeck sont moins réussis, en fait parce qu'ils arrivent artificiellement et sont mal maîtrisés. Le disparate est souvent le défaut des spectacles - collages, celui-ci n'y échappe pas. Il représente un moment dans le travail d'un groupe qui veut échapper aux stéréotypes plus ou moins à la mode et n'a pas encore déterminé précisément sa direction. Mais c'est un travail très fin, qui utilise avec beaucoup de science les possibilités du décor, des éclairages, de l'espace et de la parole. Ça respire encore annonce une indéfectible sincérité, un comique poétique attachant, original.

COLETTE GODARD. \* Lille, jusqu'au 28 octobre. Gennevilliers, 11 et 12 novembre.

Cinéma

«LA FEMME GAUCHÈRE», de Peter Handke

Dans une grande maison austère et chaude, une femme et un petit garçon apprennent l'un avec l'autre, ou l'un contre l'autre, à vivre indépendants et heureux d'eux-mêmes : le premier film de Peter Handke est une leçon de morale. « Il n'y a de place que pour qui apporte sa propre place », tel est le message qu'on lit en épilogue sur l'écran. Un homme revient d'un long voyage : il possède cette grande maison avec un jardin, cette femme et ce petit garçon ; il tient la cartouche d'une « petite éternité ». Il a une aventure avec sa femme dans un hôtel et, le lendemain, elle a une illumination qu'elle n'expliquera pas. Il faut qu'il s'en aille. Commence l'histoire de la femme gauchère, écrite puis filmée par Peter Handke, qui n'aime pas parler des émotions, qui ne nomme pas les sentiments et montre calmement les déclarations et les comportements de personnages exemplaires.

Une fois, elle pleure contre une fenêtre, à un autre moment, elle se regarde triomphante dans la glace. Ce sont des jalons, Peter Handke n'insiste pas.

Le monde dans lequel la femme gauchère accomplit sa révolution intérieure ne lui est pas hostile. Une multitude de détails se soulèvent les uns aux autres, et les gens rencontrés dehors ne sont jamais perdus. Avec beaucoup d'attention, Peter Handke a disposé ses personnages secondaires, de même qu'il a inventé une multitude de petits signes. Les rues s'appellent rue de la Falaise, rue de l'Avonir, Terre Neuve ou ville Elise - et on entend la Lettre à Elise. Près du carrefour de la Femme-sans-Tête, l'enfant prend une photo de sa mère et, sur l'instantané, on ne voit que le visage - magnifié - en contre-plongée.

Le contraire d'un film triste

Des plans très brefs, parfois fixes, des séquences qui ne sont jamais closes sur elles-mêmes, donnent au film un rythme très doux. Il procure au spectateur une jubilation qu'il a rarement l'occasion d'éprouver au cinéma, d'autant plus que la Femme gauchère est le contraire d'un film triste. Les acteurs, Edith Clever et Bruno Ganz et l'enfant, pour une fois respectés, apportent une chaleur pleine d'humour que le livre n'a pas. Le film de Peter Handke émeut et rend gai. Après un service de marche dans les flaque d'eau et d'éprouver sa propre force.

CLAIRE DEVARIEUX. \* Voir les films nouveaux. (Le Monde a publié, dans son numéro du 18 mai, un entretien avec Peter Handke).

Danse

ASHIKAWA YOKO

Chaque civilisation a traduit son angoisse de la mort par la danse. Il appartenait au Japon, qui a vécu Hiroshima dans sa chair, d'inventer la danse macabre de l'ère atomique. C'est « le ankioto », ou danse des ténébreux, actuellement présentée par Ashikawa Yoko au Festival d'automne. La scène est comme un rodeo entièrement fermé par le flot du public. Dans une musique de monde en gestation, Ashikawa Yoko paraît vêtue de lques, avec des yeux d'aveugle cillant dans un masque blanc, la mâchoire figée dans un rictus mortuaire. En une heure, dans un paroxysme d'imaginerie, elle va se métamorphoser entièrement. Elle sera vieille femme, princesse de légende, renard, insecte ou caillou. Mettant en pratique l'enseignement de son maître Hijikata - donner avec un cadavre, - elle va se décomposer littéralement devant nous. Mais griffues, pleurs en dedans, elle tourne, se ramasse comme si tous ses nerfs se rétractaient d'un coup. La voix occupe, langue tirée, émettant des cris sarrasins, à l'échelle olympique hurlant à la lune. Maintenant vêtue d'un kimono fleuri, elle oscille comme un somnambule et balaye

le sol de deux longues nattes de cheveu. Il y a dans la manière dont elle utilise son corps, sa voix, son regard, une mémoire de gestes archaïques qui rappellent assez Meredith Monk. Par-delà l'atroce de ce corps ravagé, tordu, explosé, on perçoit la finalité du mouvement : une dépersonnalisation totale de la danseuse redevenue matière et prête à toutes les réincarnations. « Je travaille, dit-elle, depuis douze ans avec Hijikata. Il a été mon seul maître. Il a fixé le détail de toutes mes danses, mais une part d'improvisation me revient elle est fonction du hasard, des lieux ou des accessoires. L'enseignement d'Hijikata repose sur l'observation de la nature, des animaux, des plantes, qui font partie de l'univers. L'homme est un élément de cette chaîne, et c'est cela qui le sauve de la mort. La danse des ténébreux, à l'origine, était confidentielle. Aujourd'hui, elle touche le grand public japonais. Son avenir est de prendre le relais du « kabuki », qui ne sont plus désormais vécus de l'intérieur. » M. M. \* Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 23 octobre.

Notes

Variétés

Jean Rigaux

Si les chansonniers existent, déjà au siècle dernier, le spectacle de chansonniers montmartrois a toujours été créé dans les années 30 par des gens comme Roger Ferréol, qui fonda le Théâtre de Dix-Heures. Le chansonnier, souvent alors ancien fonctionnaire, ancien inspecteur, ancien membre d'une profession libérale, brodait à chaud sur l'actualité, à l'exception d'un Noël Noël, qui s'inspirait surtout des petits faits de la vie quotidienne. La plupart cherchaient leurs thèmes dans la politique, travaillaient sur le trait, la pointe, la satire. Le chansonnier était à sa façon l'esprit contestataire de l'époque.

Dans les années 30, la Lune-Rousse, le Perchoir, la Cavena de la République, le Coucou, le Grillon, les Noctambules, le Dix-Heures, plus de dix-sept théâtres abritaient ainsi à tour de rôle René Dorn, Jean Ricot, Jean Haxze, Jean Essia, Raymond Souplex, Jean Rigaux, puis d'une centaine de chansonniers.

Notes

Variétés

Jean Rigaux

Si les chansonniers existent, déjà au siècle dernier, le spectacle de chansonniers montmartrois a toujours été créé dans les années 30 par des gens comme Roger Ferréol, qui fonda le Théâtre de Dix-Heures. Le chansonnier, souvent alors ancien fonctionnaire, ancien inspecteur, ancien membre d'une profession libérale, brodait à chaud sur l'actualité, à l'exception d'un Noël Noël, qui s'inspirait surtout des petits faits de la vie quotidienne. La plupart cherchaient leurs thèmes dans la politique, travaillaient sur le trait, la pointe, la satire. Le chansonnier était à sa façon l'esprit contestataire de l'époque.

Dans les années 30, la Lune-Rousse, le Perchoir, la Cavena de la République, le Coucou, le Grillon, les Noctambules, le Dix-Heures, plus de dix-sept théâtres abritaient ainsi à tour de rôle René Dorn, Jean Ricot, Jean Haxze, Jean Essia, Raymond Souplex, Jean Rigaux, puis d'une centaine de chansonniers.

Notes

Variétés

Jean Rigaux

Si les chansonniers existent, déjà au siècle dernier, le spectacle de chansonniers montmartrois a toujours été créé dans les années 30 par des gens comme Roger Ferréol, qui fonda le Théâtre de Dix-Heures. Le chansonnier, souvent alors ancien fonctionnaire, ancien inspecteur, ancien membre d'une profession libérale, brodait à chaud sur l'actualité, à l'exception d'un Noël Noël, qui s'inspirait surtout des petits faits de la vie quotidienne. La plupart cherchaient leurs thèmes dans la politique, travaillaient sur le trait, la pointe, la satire. Le chansonnier était à sa façon l'esprit contestataire de l'époque.

Dans les années 30, la Lune-Rousse, le Perchoir, la Cavena de la République, le Coucou, le Grillon, les Noctambules, le Dix-Heures, plus de dix-sept théâtres abritaient ainsi à tour de rôle René Dorn, Jean Ricot, Jean Haxze, Jean Essia, Raymond Souplex, Jean Rigaux, puis d'une centaine de chansonniers.

Le cirque Gruss à l'ancienne

On connaît la réputation de la famille Gruss et de Silvia Manfort dans leur tentative de retourner, avec les moyens de l'artisan, aux sources du cirque, de représenter une tradition oubliée, perdue, de redonner au spectacle de la piste toute sa fraîcheur, sa pureté, toute sa poésie naïve. Avec leur nouveau chanté, plus grand (cette fois deux cents places), plus confortable, ouvert à un éventail plus large de numéros, à plus d'inventions, le Cirque à l'ancienne s'est provisoirement installé au Jardin d'acclimatation. Le spectacle présente d'autant plus heureusement le nouvel espace que les ébénus de l'école de cirque sont entrés dans leur maturité et font du beau travail au trapèze, à l'acrobatie, dans un exercice de jonglerie en groupe ; toutes disciplines mêlées, cela est offert avec soin, avec le goût de l'ouvrage bien fait, avec finesse et grâce. Bien entendu, la tradition de la famille Gruss est respectée : les numéros équestres sont de haute qualité comme reste remarquable le travail réalisé avec les éléphants. C. F. \* Théâtre de Dix-Heures, 22 h. 10. \* Jardin d'acclimatation, 18 h. 30.

théâtre... LE... 24 octobre... G... H... I... J... K... L... M... N... O... P... Q... R... S... T... U... V... W... X... Y... Z... utilisé comme... soulignez pièces... Théâtre d'Orsay 7, qu... tél...

Journal 1978



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Six personnages en quête d'auteur. Centre Pompidou, 18 h. 30 : L'ESCAD et la Vie musicale actuelle. 19 h. : la Revue parise (A. Boquet).

Les autres salles

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Evening-Bowling. Evénement, 18 h. 30 : les Mielles. 20 h. 30 : Sonate pour deux femmes seules et une H. L. M. 22 h. 15 : Abraham et Samuel. 11, 20 h. 30 : le Chant général. Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit. Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Picasso, connus pas. Gymnase, 21 h. : Coluche. Huchette, 20 h. 30 : Cantatrice chauve ; la Leçon.

Le Lucernaire, 18 h. 30 : Molly Bloom ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. Marigny, 21 h. : le Cauchemar de Sethu Madingham. Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline. Renaissance, 20 h. 30 : Tête de méduse, Saint-Georges, 20 h. 45 : Palais. Saint-Merri, terrasse, 20 h. : le Crépuscule du théâtre. Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique, une fois. Théâtre du Marais, 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Jeanne d'Arc et ses copines. Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : F. Akendogus. Théâtre Saint-Jean, 20 h. 30 : Un goût de miel.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture. Deux-Anes, 21 h. : A.-M. Carrière, M. Ronguea. B. Bures, 22 h. : J. Rigaud, D. Dimey, les Belges et Corbin.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 23 octobre

Les concerts

Lucernaire, 18 h. 30 : M. Rouvet et M. Rousseau, piano ; J. Pazzino et M. Piquemal, chant (Schumann, Schubert, Brahms, Mendelssohn). Radio-France, 20 h. 30 : J. Bourgeois-Mauroy, piano (Bach - Busoni, Schubert, Beethoven). Salle Gaveau, 21 h. : E. Dubourg, piano (Schubert, Scriabine, Debussy). Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre des Concerts Berg (Chopin, Mozart, Beethoven). Théâtre Essai, 21 h. : E. Clug, violon ; Y. Rault, piano (Brahms, Schumann). Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : L. Stanesco, alto ; J. Piteveau, piano (Brahms, Hindemith, Schumann). Théâtre d'Edgar, 18 h. 30 : S. Malles, chant ; M.-P. Siruguet, piano (Duparc, Fauré, Debussy, Ravel). Ranelagh, 20 h. 30 : S. Abreu, guitare (Purcell, Scarlatti, Henze, Villa-Lobos.). Epile Saint-Merri, 21 h. : Chœur de l'Opéra de Stockholm (Ravel, Dvorak, Mendelssohn, Hillerud).

Exils et Saint-Germain-des-Près

20 h. 30 : Chœur et Orchestre Esch de Mayence (Bach).

Jazz non' rock et talk

Chapelle des Lombards, 21 h. : Okay Temiz et Oriental Wind. Théâtre Marie-Stuart, 18 h. : Man-nick. Stadium, 21 h. : Archie Shepp Quartet. Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : R. Franc et son orchestre Ditteland. Pavillon de Paris, 20 h. : Rory Gallagher. Mogador, 19 h. 30 et 22 h. 30 : S. B. King. Falaise, 21 h. : Peter Tosh. Le 28-Rue-Dandou, 21 h. : Groupe Tamarugo.

FESTIVAL D'AUTOMNE

(278-10-00) DANSE Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : M. Baryshnikov et le Ballet-Théâtre de Marseille R. Petit (la Danse de plique). EXPOSITION Musée des arts décoratifs, de 12 h. à 18 h. : Ma, espace-temps au Japon.

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans. (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, relâche. Beaubourg, 15 h. et 17 h. Première mondiale du cinéma suisse (15 h. : Feu, fumée, saucisse, de L. Lanaz ; C'était un dimanche ou saloume ; le Moulin de Valley sis à la vallée, de C. Chamption ; Cinéma, de S. Schröder ; 17 h. : A fleur d'eau, d'A. Sella ; Oromenis 199 + 68, de M. Imhof ; Alberto Giacometti, d'E. Schidigger) ; 19 h. et 21 h. : Films allemands, 1912-1932 (19 h. : le Cabinet des figures de cire, de P. Leni ; 21 h. : le Cabinet du docteur Caligari, de E. Wiene ; Nosferatu le vampire, de F. W. Murnau).

Les exclusivités

ALERTEZ LES BEBES (Fr.). Marais, 2 (278-47-86) ; Saint-Séverin, 5 (033-90-91). L'ANGLOISE DU GARDIEN DE BUIT AU MOMENT DU PENALTY (All. v.o.) ; La Cité, 5 (337-90-90). ANNE GALL (A. v.o.) ; Studio Cuir, 5 (033-89-23). L'ARREB AIXE SARDIYS (It. v.o.) ; Quintette, 5 (033-35-40). U.O.C. Danton, 5 (329-42-62) ; Luxembourg, 5 (033-91-71) ; Coisise, 5 (350-30-46) ; Bienvenue - Montparnasse, 15 (544-25-02) ; v.f. U.O.C. Opéra, 2 (143-50-32) ; Lumière, 2 (770-84-84) ; Nationa, 12 (343-04-87) ; Montparnasse-Pathé, 14 (322-18-23) ; Gaumont-Convention, 15 (528-42-27). L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) ; Lucernaire, 5 (544-57-34). L'ARGENT DES AUTRES (Fr.). Rez, 2 (238-93-83) ; Paramount - Marignan, 2 (142-85-90) ; U.G.C. Danton, 5 (329-42-62) ; Studio Média, 5 (633-25-97) ; Biarritz, 5 (723-68-23) ; Paramount-Élysées, 5 (358-49-34) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-50) ; Paramount - Galaxie, 15 (580-18-03) ; Miramar, 14 (320-89-92) ; Mistral, 14 (338-82-43) ; Paramount - Maillet, 17 (758-24-24) ; Magic-Convention, 15 (623-20-84) ; Secretan, 15 (236-71-33). LA CARAPATE (Fr.). Rionisieu, 2 (235-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5 (033-42-71) ; U.G.C. Odéon, 5 (325-71-08) ; Biarritz, 5 (723-68-23) ; Amosade, 5 (359-19-08) ; Praga, 5 (170-33-88) ; Feuverte, 15 (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé, 14 (322-18-23) ; Gaumont-Convention, 15 (528-42-27) ; Victor-Hugo, 15 (727-49-75) ; Wepler, 15 (387-50-70) ; Gaumont - Carabatta, 20 (797-02-74). LA CHANSON DE ROLAND (Fr.), Quintette, 5 (033-35-40), La Cité, 5 (337-90-90) ; Madeleine, 5 (073-50-03) ; Marignan, 5 (359-92-82) ; Olympic, 14 (543-87-42) ; Parisien, 14 (328-81-11) ; Gaumont-Convention, 15 (528-42-27). CINÉMA PAS PASSEY, MISTER GODARD (Fr.-Am. v.o.) ; Vidéoatone, 5 (325-50-34). LE CULVOT (A. v.o.) ; Cin'Ac, 2 (742-72-19). CRIS DE FEMMES (A. v.o.) ; Quintette, 5 (033-35-40) ; v.f. ; Berlitz, 2 (742-60-33). DESPAIR (All. v.o.) ; Quintette, 5 (033-35-40) ; Elysées - Lincoln, 5 (359-38-14). DOSSIER 31 (Fr.) ; Studio de la Harpe, 5 (033-34-82) ; U.G.C. Marignan, 5 (322-18-19) ; Saint-Lazare-Pasquier (387-35-43). DRILLER (A. v.o.) ; U.G.C. Marignan, 5 (322-18-19) ; v.f. ; Paramount-Opéra, 5 (073-34-27). ENBRAYE. BIDASSE (A. FUME (Fr.) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Montparnasse - Pathé, 14 (322-18-23). L'EMPIRE DE LA PASSION (Jap. v.o.) ; Vendôme, 2 (073-97-53) ; U.G.C. Odéon, 5 (325-71-08) ; Bonaparte, 5 (325-12-12) ; Balzac, 5 (359-52-70) ; v.f. ; Ombra, 5 (323-39-36). FEDORA (A. v.o.) ; U.G.C. Danton, 5 (329-42-62) ; Paris, 5 (322-37-71) ; Cinéma-Opéra, 5 (222-01-90).

(Lire la suite page 26.)

MERCREDI

SUPER-CHOUETTE! LE PION VACHEMENT COOL!

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

24 octobre - 30 novembre

Table with columns for dates, times, and plays. Includes 'Grandes Salles' and 'Petit Orsay' sections. Plays listed include 'ZADIG', 'OH! LES BEAUX JOURS', 'HAROLD ET MAUDE', 'CONCERT M. NORDMANN', 'HAROLD ET MAUDE', 'CONCERT M. PORTAL', 'CONCERT OLIVIER MESSIAEN', 'CONCERT ENSEMBLE INTERCONTINENTAL', 'OH! LES BEAUX JOURS', 'CONCERT J.-C. PENANTIER'.

utilisez ce calendrier comme bon de location. soulignez pièces et dates de votre choix. prix Grande Salle 60 F 55 F 50 F 45 F 40 F 30 F 20 F. prix Petit Orsay 45 F 35 F 25 F.

KDD B.B. KING 23 OCTOBRE 19 H 30 22 H 30 TH. MOGADOR. Loc. 3 FNAC CLEMENTINE J. GIBERT

NOTRE DAME DE PARIS au PALAIS DES SPORTS devant le succès du spectacle et à la demande du public nous ouvrons un service spécial RENSEIGNEMENTS ET LOCATIONS PAR TELEPHONE 532.41.29 8 lignes groupées EXCEPTIONNELLEMENT le mercredi 1er Novembre matinée 15 h 30 soirée à 20 h 30

L'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX présente du 6 au 12 Novembre 1978 Location au théâtre de 11 h à 22h, dans les agences, par téléphone 742.25.49. HENRI TACHAN

MERCREDI UGO TOGNAZZI ORNELLA MUTI dernier amour un film de DINO RISI MARIO DEL MONACO CATERINA BORATTO RICCARDO BILLI • VENANTINO VENANTINI scénario de RUGGERO MACCARI • DINO RISI directeur de la photographie TONINO DELLI COLLI musique de RIZ ORTOLANI produit par PIO ANGELETTI • ADRIANO DE MICHELI distribué par



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,81
AUTOMOBILES	32,00	36,81
AGENDA	32,00	36,81
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PREMIÈRE IMPORTANCE

recherche

pour son nouveau restaurant  
du standing le plus élevé

à l'étranger

### UN DIRECTEUR DE HAUT NIVEAU

- Il aura non seulement à répondre aux exigences d'une clientèle d'élite, mais en plus à assurer la réalisation des objectifs de résultats.
- Il sera donc un gestionnaire hors pair.
- Il assumera la direction complète tant des cuisines que de la salle de cent trente couverts et du bar.
- Il conduira la politique du restaurant tant au niveau de la carte qu'au niveau des services et des achats.
- Il participera au recrutement du personnel qualifié et aux préparatifs d'ouverture.
- Il aura une expérience professionnelle confirmée et sera au moins bilingue : français-anglais.

Nous offrons une rémunération de premier ordre avec les avantages habituels à l'expatriation dans le cadre d'un contrat renouvelable de deux ans.

Les candidatures, avec curriculum vitae détaillé, sont à adresser à G.I.B., Service Recrutement, réf. 101, 26, rue du Damier, 1000 Bruxelles.

**Consultants**  
I.E.C. I.S.S.I.C. E.S.C.  
80 000 F +

GRANDE VILLE D'AFRIQUE DU NORD

Nous sommes un cabinet d'organisation financière. Nous réalisons 80% de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Notre expansion auprès d'entreprises industrielles nous conduit à rechercher des CONSULTANTS :

Profil : ce sont des jeunes diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce possédant une bonne formation comptable.

Mission : participer à la mise en place et à l'exploitation d'un système de gestion comptable et budgétaire.

La rémunération prévue est exonérée d'impôt français.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 81012 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.

**BKCC** **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**TOTAL**  
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Pour participer à la conception et à la mise en route d'installations d'huile et de gaz (G.P.L., G.N.L.) destinées à des champs pétroliers Outremer, TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche

**INGENIEUR PROCESS CONFIRME**  
**NIVEAU CHEF DE GROUPE**

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs, les candidats auront une expérience de conception et de mise en route d'unités de production sur champs ou d'unités de raffinage et de pétrochimie.

Ils devront en outre posséder une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Leur développement de carrière pourra les mener à des postes de responsabilité d'usine de traitements de gaz ou d'autres installations sur champs. Basés dans un premier temps à Paris, ils seront disposés à accepter une expatriation éventuelle, soit en régime de récupération, soit en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer C.V. + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16, sous réf. 78044.

## Booz, Allen & Hamilton

INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseil en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous développons nos équipes implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Nous recherchons, pour intervenir auprès d'entreprises nationalisées appartenant à l'industrie pétrolière et sidérurgique, des :

### CHIEFS DE PROJET INFORMATIQUE

capables de :

- concevoir et réaliser des chaînes informatiques de gestion sur systèmes de moyenne ou grande dimension
- diriger et motiver des équipes de projets informatiques.

Les candidats retenus devront avoir :

- au moins 35 ans
- reçu une formation du type école d'ingénieurs ou équivalent
- une expérience de mise en place de systèmes
- une bonne connaissance des activités fondamentales d'une entreprise industrielle
- des qualités incontestables de meneurs d'hommes.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHOMTON  
Directeur des Ressources Humaines  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
58, avenue Kléber 75016 PARIS  
NEW YORK - DUSSELDORF - LONDON - PARIS

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIEES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce/les intitulés et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiité » ou d'une agence.

*Rubrique des évidences  
parfois perdues de vue.*

Chap. 7

# Certains lisent les offres d'emploi du Monde sans sortir d'une grande école.

58 % des diplômés de Grandes Ecoles sont des cadres du secteur privé. Parmi eux, il y en a peu qui ne lisent pas Le Monde. Mais, de même que l'immense majorité des cadres supérieurs ou moyens ne sont pas diplômés de grandes écoles, de même, dans leur majorité, les lecteurs du Monde ont une formation diversifiée : secondaire, universitaire, technique ou commerciale... Ainsi, de nombreux lecteurs du Monde, qui occupent d'importantes fonctions commerciales, administratives ou de production, n'ont pas reçu de formation supérieure.

(à suivre)



**Le niveau Monde est bon  
à prendre à tous les niveaux.**

## Search International

INVITES APPLICATIONS

FOR THEIR CLIENT - MIDDLE EAST - ABU DHABI

- 2 PROJECT ENGINEERS (Degree or HND in Civil, Mechanical or Chemical Engineering or a related engineering discipline, and membership of a recognized professional engineering institution).
- 3 WELL ENGINEERS (Degree in Petroleum Engineering-preferable or Mechanical Engineering or related engineering or science subject).
- 1 CONTROL ROOM SHIFT OPERATOR (General Secondary Education, preferably up to ONC).
- 2 CONTROL TECHNICIANS - ELECTRONICS AND TELEMETRY (Good Secondary School education - H.N.C. or equivalent qualification in Electrical, Electronic or Instrument Engineering - Full Electrical, Electronic or Instrument apprenticeship).
- 1 PROJECT ENGINEER BUILDING/CIVIL ENGINEER (Degree or Chartered Civil Engineer).
- 1 SENIOR RESERVOIR ENGINEER (B. Sc. in Petroleum Engineering).
- 1 DEVELOPMENT ENGINEER - PRODUCTION (B. Sc. in Petroleum/Production Engineering, or Chemical Engineering or acceptable equivalent).
- 1 DEVELOPMENT ENGINEER - MECHANICAL (B. Sc. or HND in Mechanical Engineering or Equivalent).
- 1 ASSISTANT ESTIMATING ENGINEER (HNC in Mechanical, Electrical or Civil Engineering or an acceptable equivalent).
- 2 CONTRACTS OFFICERS (Mechanical/Civil Engineer with extensive contract preparation/negotiation experience).

PREFERENCE WILL BE GIVEN TO ARAB NATIONALS  
FLUENCY IN ENGLISH A MUST

Handwritten resumes should be sent to : SEARCH INTERNATIONAL  
171 Quai du Docteur Dervaux 92600 ANNIERES FRANCE  
Attn. P. COTTIN (under ref. ADTR)

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALUX	85,00	87,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,88
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

### EXPANSIAL

Recherche pour Société Algérienne d'Engineering Industriel et Pétrolier  
Chargée des Etudes et de la Réalisation de Stations de Pompage et Compression Pétrole-Gaz

#### DIRECTION TECHNIQUE - ingénieurs

- Mécanicien spécialiste ouvrages concentrés réf. 102 M
- Instrumentiste spécialiste de l'instrumentation et des systèmes d'automatisation, régulation pneumatique et électrique réf. 129 M
- Process conception et fonctionnement des installations d'automatisation, régulation, instrumentation réf. 121 M

#### DIRECTION REALISATION - ingénieurs

- Mécanicien responsable de la réalisation des travaux d'équipements mécaniques : surveillance, contrôle, essais, réception réf. 102 B M
- Mise en service station responsable des essais et de la mise en service des installations et ouvrages annexes d'un gazoduc 40" réf. 140 M
- Spécialiste soudure sur pipe contrôles non destructifs - gammagraphie - direction technique des équipes de contrôleurs - contre-expertise réf. 122 M

Il est exigé :  
 • une solide formation de base ainsi qu'une expérience de 5 années minimum.  
 Il est offert :  
 • un logement ou une indemnité de logement  
 • la sécurité sociale et retraite cadre  
 • une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partie transférable)

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante à :  
**EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris**

## emplois régionaux

### L'UNE DES PLUS IMPORTANTES SOCIÉTÉS PORCELAINIÈRES DE FRANCE

souhaite renforcer son équipe de vente et recherche

#### cadre commercial

Il sera formé aux produits par un stage de plusieurs mois à l'usine (petite ville du Centre).  
 Il aura pour mission d'animer et de gérer les ventes dans le quart Nord-Nord-Ouest de la France.  
 Ce poste de haut niveau et d'avenir convient à un candidat désireux de faire carrière dans une PME dynamique. Il doit avoir une bonne culture générale (Bac + 3 ans par exemple) et une expérience de vente à des revendeurs plus particulièrement.

Adresser C.V. et prêt, sous réf. 28 M 262  
 69, rue de Monceau  
 75008 Paris

### Chef de Groupe Système Orléans

Une des plus importantes sociétés de services informatiques en développement continue recherche pour une mission de longue durée en province un CHEF DE GROUPE SYSTÈME.  
 Avec une équipe de 6 ingénieurs, il sera chargé de développer les possibilités d'un Iris 80 Biprocessor utilisé en temps réel et d'assister l'exploitation.  
 Puis, il prendra en charge avec son équipe portée à 8 ingénieurs la démontage d'un nouvel ordinateur CII H8 68.  
 Ingénieur de formation, il a acquis en cinq ans minimum une solide expérience des logiciels H.B. 66 et des études système.  
 Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 920 M à notre Conseil

**EMPLOI centor** 13 bis, rue Henri Monnier  
 75009 - PARIS

### offrir premier emploi

**JEUNES,**  
 Vous sortez de l'université ou d'une Grande Ecole, vous êtes actuellement à la recherche d'un emploi

**LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES INDUSTRIELLES**, vous propose un STAGE DE PREPARATION AUX FONCTIONS DE CADRES.

d'une durée de 5 mois, rémunéré par l'Etat.

**OBJECTIFS :**  
 - connaître les entreprises, les milieux professionnels, la vie économique.  
 - s'initier aux méthodes de travail dans la vie professionnelle.  
 - préciser et exploiter les capacités personnelles, les acquis universitaires.  
 - faire un choix professionnel.

**NIVEAU D'ENTREE :** minimum BAC + 3  
**DATE :** 20 Novembre - 6 Avril 79  
**CONDITIONS D'AGE :** moins de 26 ans au 20 Novembre  
**REMUNERATION :** 75% du SMIC + couverture sociale.

**LIEU DU STAGE ET RENSEIGNEMENTS :**  
 CESI Etablissement de Paris-16 de France  
 Point F - Plateau du Moulon 91190 Gif/Yvette  
 Tél. 941.81.70

### ingénieur travaux neufs région lyonnaise.

Nous fabriquons des produits de grande consommation avec un parc de machines automatisées. Nous avons les avantages de la moyenne entreprise tout en appartenant à un grand groupe. Nous cherchons un ingénieur mécanicien (ENSI par exemple) pour prendre en charge l'étude et la réalisation de nouveaux automatismes et de nouvelles lignes ou machines de fabrication. Ce poste convient à un ingénieur mécanicien de 35 ans environ qui a une expérience de BE portant sur du matériel automatisé (électronique, électromécanique, pneumatique, hydraulique).

Ecrire à P. BUCQAI, réf. 484 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
 PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

### InterSub

opère une flotte de dix sous-marins destinés principalement à l'inspection des installations pétrolières offshore en Mer du Nord, Médit. USA, Moyen-Orient. Ses services de recherche et de développement de Rungis recrutent :

#### 1 INGENIEUR NAVIGATION

**CHEF DE PROJET**  
 Possède une connaissance approfondie des systèmes de radiopositionnement et de navigation acoustique sous-marine, si possible complétée par une expérience à la mer.  
 Au sein du groupe, il sera chargé du développement de nouvelles techniques de navigation et des logiciels correspondants.

#### 1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

Grande Ecole, débutant ou quelques années d'expérience, possédant de solides notions en mesures physiques et électronique analogique.  
 Il sera chargé du développement et de la mise en œuvre opérationnelle de capteurs et de systèmes d'instrumentation embarqués.

#### AGENTS TECHNIQUES (AT2 - AT3 - AT P)

Niveau BTS ou DUT, débutants ou quelques années d'expérience, ils seront chargés soit du développement de systèmes électroniques de mesure (analogique, digital, microprocesseur), soit de l'industrialisation et de la mise au point de ces systèmes.

Pour ces postes non-opérationnels, une bonne connaissance de l'anglais et l'aptitude à de courts déplacements en mer sont indispensables.

Adresser C.V., photos et présentations à : **INTERSUB-DEVELOPPEMENT**  
 6, rue Le Corbusier - Site 305 - 94588 RUNGIS Cédex

Pacte national pour l'emploi

### 3 stages d'insertion professionnelle réservés aux jeunes préparant à un emploi de CADRE DE GESTION EN P.M.E.

dans les spécialités suivantes :  
 - gestion commerciale ;  
 - gestion comptable et financière ;  
 - gestion du personnel.

Ces stages de 6 MOIS sont proposés à des jeunes motivés pouvant faire état d'un niveau de formation BAC + 2.

Ils sont rémunérés par l'Etat à 75 % du SMIC.

**LIEU :** BOIS-D'ARCY (70).  
**DEBUT DES STAGES :** fin octobre.

Pour inscriptions et renseignements, s'adresser à :  
 Service Formation  
**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE (Vol-d'Oise, Yvelines)**  
 4, rue Ampère - 78300 BOIS-D'ARCY.  
 Tél. : 043-21-54

### CONCEPTEUR & CONDUCTEUR TRAVAUX GENIE ELECTRIQUE ET MECANIQUE

Cette Entreprise bretonne conçoit et réalise des stations de pompage, le planning chantier, les schémas, les conduites des travaux. Les techniques mises en œuvre (hydraulique, mécanique, électrique, pneumatique) nécessitent un esprit inventif et réaliste. Début d'expérience souhaité. Les candidats retenus seront avisés sous 15 jours.

Adresser C.V., photo, avec références, photo et salaire actuel ou désiré au :

**INGENIEUR A.M. ou équiv.**

**CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES**  
 56270 PLOEMEUR

### TOULOUSE

Importante Entreprise d'Installations Electriques recherche

#### CHEF DU BUREAU D'ETUDES

Il devra assurer la gestion et l'organisation du travail de 40 personnes en études techniques d'installations électriques du type EDF, SNCF ou Industriel (centrales, postes de transformation, stations de traction, force motrice, VRD), schémas et normes électriques, connexions haute tension, etc.

Formation supérieure (AM - SUPÉLEC) avec expérience similaire et connaissances souhaitées en résistance des matériaux.

Pour inf. compl. adressez C.V. sous réf. 8189 A à :

**ORES** 54 Bis, rue d'Alsace  
 31000 TOULOUSE

### Entreprise Générale de Bâtiments Industriels, recherche le

#### directeur de sa Filiale NIGERIA

Le candidat devra avoir :  
 • l'expérience de la direction d'un département ou d'une Société TCE,  
 • l'expérience de travaux à l'étranger,  
 • une parfaite connaissance de l'Anglais.

Sa mission consistera à développer les activités de cette filiale.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V., sous référence 21-M Degré, 11, rue La Boétie, 75008 Paris (réponse et discrétion assurées).

**degré**  
 CONSEIL EN RECRUTEMENT

### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### JEUNES de 18 à 26 ans FEMMES

venues, divorcées, chefs de famille, célibataires.

#### L'I.F.E.R.P.

Institut de formation CONVENTIONNÉ par l'Etat fondé par les organisations professionnelles et inter-professionnelles de la région parisienne, vous propose :

#### des stages gratuits et rémunérés

conduisant aux spécialités suivantes :

- QUESTIONNAIRES DE PERSONNEL ;
- ASSISTANTS TECHNIQUES DE GESTION ;
- ATTACHES COMMERCIAUX A L'EXPORTATION ;
- COLLABORATEURS DES SERVICES COMMERCIAUX ;
- ASSISTANTS DE MARKETING TECHNO-COMMERCIAUX ;
- TECHNICIENS DE PRODUCTION ;
- EMPLOYES DE COMPTABILITE ;
- SECRETAIRES CONFIRMES.

Durée : 5 mois.  
 Début des stages : octobre - novembre.  
 Lieu : Région parisienne.

Nombre de participants par stage : 20.

Renseignements : **I.F.E.R.P.**  
 Tél. : 770-30-00, postes 33-49 et 35-48.

### MARSEILLE

Vous désirez vous spécialiser dans

#### LA LOGISTIQUE ET LE TRANSPORT

Stage rémunéré par l'Etat du 6/11/1978 au 4/8/1979 sous conditions :

- avoir moins de 26 ans ;
- formation : Ecole Sup. de Commerce, Elencoc, D.U.V.O., D.U.T., Gestion, Droit, Sciences Eco.

Envoyer curricula vitae à A.F.T., 388 bd Henri-Barnier, 13015 MARSEILLE. - Tél. : (91) 46-70-02.

### THOMSON-CSF

Centre ELECTRONIQUE de BORDEAUX-FESSAC

#### INGENIEUR

Grande Ecole (A.M., E.S.E. ou équivalent) pour service organisation-production.  
 Bonnes connaissances de l'informatique.  
 Expérience de gestion socialisée.  
 Dépositaire des obligations militaires.

Envoyer avec curriculum vitae et photo au Service du Personnel, Boite Postale 94, 33685 FESSAC.

Importante entreprise Industrielle (1.300 personnes) de STRASBOURG nous développe constamment impose la création du poste décrit ci-dessous :

#### DIRECTEUR DU PERSONNEL

(réf. DR 130).

Fonctions :  
 - Assurer la gestion du personnel ouvrier, employés, techniciens, maîtrise et cadres ;  
 - Gestion administrative ;  
 - Gestion sociale ;  
 - Gestion des postes de travail ; plans de carrière, promotions, évaluation du travail.

Sa responsabilité s'étendra à tous les domaines inhérents habituellement à la fonction tels que formation, discipline, recrutement, surveillance, services sociaux, relations avec les représentants du personnel, des syndicats et des administrations. Le directeur du personnel aura sous son autorité directe le chef du personnel, le chef des relations du travail et le service médical.

Profil du candidat :  
 35 ans minimum, de formation supérieure, connaissant à fond la législation sociale et ayant exercé dans une entreprise d'un effectif égal ou plus important, des responsabilités similaires pendant plusieurs années.

L'importance des responsabilités entraîne une rémunération élevée.

Veuillez vous adresser à notre conseil (S.E.P.A.M.), 42, rue de la Couronne, 69486 BIESSHEIM-MULHOUSE Tél. (89) 44-22-92 qui traitera votre candidature avec une entière discrétion.

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières recherche

#### UN SEDIMENTOLOGUE

Expérience industrielle souhaitée. Connaissances dans l'un des domaines suivants appréciées :  
 - Pétrologie sédimentaire ;  
 - Diagenèse sédimentaire ;  
 - Géologie structurale ;  
 - Etude de contextes sédimentaires associés minéraux.

Le poste est à pourvoir à ORLÉANS avec possibilité de missions à l'étranger. Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Ecr. avec C.V., réf. et prêt, à **B.R.G.M. - B.P. 6097**  
 45018 ORLÉANS Cédex

#### SUD OPTIQUE MANOSQUE

recherche **CHEF D'EQUIPE PROFESSIONNEL**  
 EBALISEUR, POLISSEUR  
 Libres recrutement  
 Expérience grands miroirs appréciée.  
 Réf. 54 BERTIN  
 (42) 24-25-12

IMPORTAN...  
 prog...  
 ing...

emp...

Jean...  
 reche...

COLLABOR...

Importante...  
 région OR...  
 INGÉNIEUR...  
 GRANDE...  
 E.C.A.M., E.S.

SOPAD NE...  
 INGÉNIEUR DE F...

Handwritten note or stamp at the bottom center of the page.

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,56
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCAUSSEES	27,00	30,88
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANT ORGANISME - secteur assurances -**  
recherche

## programmeurs système ET ingénieurs système

Ces postes sont à pourvoir dans un service informatique utilisant des ordinateurs IBM 370/138 et 148/VM/CMS. (IBM 3031 prévu pour fin 1979).

Les informaticiens-système que nous souhaitons engager devront être titulaires d'un diplôme Supérieur (ENSIMAG ou Maîtrise d'informatique, option système) ou équivalent, posséder une expérience d'une à trois années de DOS/VS. La pratique de DL1 et/ou de CICS/VS constituerait un atout supplémentaire pour ces fonctions.

Les candidats intéressés voudront bien adresser leur C.V. et prétentions à Jean PORRACCHIA, réf. 2961M

**CARRIERES INFORMATIQUES**  
conseil en recrutement  
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

**ANALYSES PROGRAMMEURS**  
IBM 370/138  
COROL. ASSEMBLEUR  
SOUS DOS  
M.A. 66-SOUS DOS  
ALPHA E.T.T.  
22, rue d'Autonne (9<sup>e</sup>)  
93-83-31/32-75-47.

Important organisme recherche pour développer et gérer SECTEUR LOISIRS

**PERSONNE CULTIVÉE**  
niveau licence, bne gestionnaire, envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 1482, à MEDIA SYSTEMA, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

Important Groupe français de L'EMBALLAGE recr. pour siège social

**COMPTABLE**  
titulaire D.E.C.S.  
Poste d'avenir si capable et dynamique. Le candidat doit être libre très rapidement. Adres. lettre manuscrite, photo à CHARF, Direction comptable et financ., 74, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.

**ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER**  
conçoit et réalise des systèmes d'instrumentation pour la recherche et l'exploitation pétrolières. Les "outils" qu'il met au point intègrent des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines scientifiques.

Nous recrutons, pour le DÉPARTEMENT BREVETS, un

# INGENIEUR

(Génie physique ou Instrumentation + Propriété Industrielle).

De formation Grande Ecole ou niveau similaire, complétée par un diplôme du CEPI (ou équivalent européen), ce cadre a acquis une bonne pratique des brevets en cabinet ou dans une grande entreprise industrielle. Il maîtrise la langue anglaise. Des notions d'allemand seraient appréciées. Le poste est basé à Clamart, mais implique un séjour de 2 à 3 années aux U.S.A. à partir de 1981.

Notre entreprise et le groupe Schlumberger offrent de réelles perspectives professionnelles. Candidatures et C.V. sont à adresser, sous la réf. 7849 à Etudes et Productions Schlumberger, 26, r. de la Cavée 92142 Clamart.

**Schlumberger**

**emploi régionaux**

**Jean THOUARD**  
recherche deux

## COLLABORATEURS

de formation supérieure (E.C., Sc. Eco, juridique), pour leur confier le développement des négociations d'usines, entreprises, terrains industriels et bureaux dans les régions de TOULOUSE et de NANTES.

Nous souhaitons une expérience de 2 à 5 ans comportant une pratique de la négociation ou vente de services à l'industrie (biens d'équipement, crédit, professions juridiques).

Après les avoir formés à nos méthodes, nous les introduisons auprès de notre clientèle et leur permettrons de conclure une activité de type libéral comportant à la fois un salaire de cadre et un intérêt aux affaires.

Ecrire avec cv détaillé et prétentions à Brigitte PRISSARD, sous réf. 75411 M plein emploi 10, rue du Noël, 75002 Paris. Entière discrétion assurée.

## mini-informatique scientifique

### ingénieurs commerciaux

Pour développer la vente de nos mini-ordinateurs sur le marché des applications scientifiques et industrielles, nous recherchons des candidats de formation supérieure scientifique possédant, si possible, une première expérience professionnelle.

Postes à pourvoir  
**LYON - STRASBOURG - PARIS - MARSEILLE.**

Pour un premier contact, envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence H.G. - OLIVETTI France - Direction du Personnel et des Relations Humaines 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

**olivetti** DIVISION MINI-ORDINATEURS

**La contradiction** Éprouver en même temps des besoins aigus d'autonomie complète et de sécurité absolue.

**Le paradoxe** Contester toutes formes d'autorité tout en exigeant qu'elles renforcent sécurité et quiétude.

**L'injustice** Désirer bénéficier de fortes rémunérations sans accepter les contraintes correspondantes.

**Pouvez-vous vous remettre en question ?**

**Oui ?**

- Vous vous libérez des préjugés sociaux et culturels qui vous éloignent de certaines activités négligées par vous.
- Vous découvrez les vertus de la responsabilité, du caractère, de la puissance de travail, de la solidarité et de l'imagination.

**Oui**

- Nous prenons en charge la longue (6 à 8 mois) formation qu'exige la Vente de Services sophistiqués et le Management des vendeurs.
- Nous garantissons système de rémunérations justes, important, progressif et perspectives promotionnelles rapides.

A la condition d'avoir 23 ans et une formation niveau Bac ou plus envoyez sans attendre 1<sup>re</sup> lettre manuscrite à SAINT-MARTIN, réf. MA 1228 81, rue Croix-Nivert - 75015 PARIS, qui transmettra (Rappelez la référence, Merci).

**Ingénieur d'Affaires Equipements Export**  
150 000 F +

Une société française de très grande renommée dans le domaine des équipements industriels, développe une nouvelle activité de réalisateur-conseiller pour des installations clés en main, et recherche un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** ayant une première expérience des mécanismes de l'exportation. Champ d'action : le monde entier.

Rattaché au Directeur Général, il prospectera la clientèle étrangère et négociera les affaires avec le soutien des services techniques du siège. Il débarrassera seul mais aura consulté plusieurs ingénieurs à l'étranger. L'expérience de la négociation et de la fondation serait très appréciée. La disponibilité pour les déplacements ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais et si possible d'une autre langue sont indispensables. Poste à pourvoir à PARIS.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 81015 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BK&C** **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**Importante Société**  
recherche pour la région ORLÉANS

## INGENIEUR GRANDE ECOLE

E.C.A.M., E.S.A.M. ...

Expérience en études et fabrication mécanique de plusieurs années pour animer jeune Bureau d'Etudes travaillant dans le domaine de pointe de l'armement.

**NATIONALITE FRANÇAISE**

Ecr. avec C.V. et prêt, as le n° 82482 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

**F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie**  
DEPARTEMENT VITAMINES ET CHIMIE FINE  
recherche son

## responsable division

### recherche et développement

Scientifique de formation (Ingénieur agronome, Docteur Vétérinaire, Ingénieur-biochimiste, Ingénieur ENSIA, avec une expérience similaire, si possible au sein d'un Groupe multinationale), il aura une connaissance approfondie de l'alimentation humaine et de la nutrition animale (additifs alimentaires, et particulièrement vitamines). Il devra être familiarisé avec les problèmes de législation. Il devra faire preuve de qualités humaines pour encadrer une équipe d'une vingtaine de personnes, de beaucoup d'aisance dans les relations et la communication, pour dialoguer avec les clients et les chefs de division commerciale.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer C.V., manuscrit détaillé, photo récente (retournée) et prétentions au Département du Personnel - F. HOFFMANN LA ROCHE et Cie - 52, bd. du Parc - 92521 NEUILLY-sur-SEINE

**Vous êtes :**

- Diplômé H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C., ...
- Débutant, ou vous avez quelques années d'expérience dans le marketing, la vente...

et vous avez déjà prouvé que vous pouviez faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et faculté d'adaptation.

**Vous désirez :**

- travailler dans une société fabriquant des produits de grande consommation, et située sur des marchés porteurs.
- Participer activement à son expansion.

**Nous vous proposons :**

1) Des postes

## d'ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS

qui vous permettront d'aborder un marketing complet.

2) Des postes

## dans LA VENTE

qui vous apporteront la formation indispensable pour accéder à des responsabilités au sein de notre Direction Commerciale.

Les candidats intéressés devront envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à n° T 0897 M, REBOLE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**SOPAD NESTLÉ**  
recherche pour son usine de SAINT-QUENTIN (AISE)

UN

## INGENIEUR DE FABRICATION

Ce poste conviendrait à un jeune I.N.A., E.N.S.I.A., débutant ou possédant une première expérience professionnelle.

Adr. les candidatures à la Direction du Personnel, 17-19, quai du Président-Paul-Doumer 92401 COURBEVOIE

**Ingénieur Bureau d'Etudes**  
100 000 F

**VYCON** Société française leader sur le marché du matériel médico-chirurgical à usage unique (aux d'expansion : 30% par an) recherche un ingénieur pour développer la fonction Etude.

Il sera chargé d'améliorer les techniques existantes de fabrication, d'étudier les produits nouveaux, de concevoir les outillages nécessaires à leur réalisation. Nous voyons à ce poste un ingénieur type Arts et Métiers ou électromécanicien ayant plusieurs années d'expérience en B.E., si possible dans une entreprise de transformations des plastiques. Ce poste est à pourvoir à ECOUEN.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 81015 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Madame Christiane MONTTELL.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BK&C** **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**sema informatique**

Fune des divisions de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche dans le cadre de son développement :

## ingénieurs confirmés

Ayant de 3 à 6 ans d'expérience en informatique et en organisation, ils seront responsables de la conception et de la mise en œuvre d'importants systèmes de gestion. Ces postes conviendront à des ingénieurs de formation Grandes Ecoles, capables d'effectuer des séjours en province et à l'étranger. Anglaise souhaitable. (Réf. 10203/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à **A. Heisig, Seema-Selection**, 92128 MONTROUGE - Centre Meira, 18-18, rue Barbès.

**sema selection** Paris - Lille - Lyon - Marseille

**RIVOIRE ET CARRET**  
recherche pour ses usines de MARSEILLE et de NOYON (60)

**AGENTS DE MAITRISE TECHNIQUES**  
Formations DUT - BTS (technique et/ou gestion)

Si vous êtes intéressés, écrivez en envoyant C.V. complet, photo et prétentions, à RIVOIRE ET CARRET Relations du travail, 8 P. 518, 9319 MARSEILLE Cedex 1

**Rech. DIRECTEUR** surface pour Bassin d'alimentation (détail) avec références. **EU-SELEC**, 63, av. F.-Roosevelt, 225-91-10 - 924-37-20

régionaux

roupe Système

x neufs

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,52
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,88
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

**LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE**  
organisée à Paris  
les 27, 28, 29 Novembre 78 un  
**CONCOURS**  
pour le recrutement d'  
**ADMINISTRATEURS FINANCIERS**

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française
- être âgés de 27 ans au - et 35 ans au +
- être titulaires d'un des diplômes exigés des candidats au 1er concours d'entrée à l'ENAF
- avoir assumé pendant une durée minimum de 3 ans des fonctions d'analyse ou de contrôle dans un ou plusieurs établissements de caractère financier.

Les candidatures doivent être adressées à la C.N.C.A. avant le 31 Octobre 1978.

Pour tous renseignements concernant le programme du Concours et les conditions d'inscription, téléphoner au :

**Service du Personnel de la C.N.C.A.**  
83, bd. Pasteur - 75015 PARIS  
Tél. : 329.58.40

offres d'emploi

\* \* \* \* \*

*Vouslez-vous vous mettre en première position face à l'avenir ?  
Vouslez-vous être un membre responsable pour participer à notre développement dans le secteur industriel ?*

**SPERRY UNIVAC**

2ème Constructeur Mondial d'Ordinateurs  
recherche pour son Agence Industrielle, à PARIS

**un ingénieur commercial confirmé**

GRANDS ET MOYENS SYSTEMES

- Vous avez trois ans d'expérience réussie dans le vente de produits informatiques;
- Vous êtes de formation supérieure et vous aimez la vente;
- Vous avez le goût des contacts humains;
- Votre expérience de la gestion de production sera un atout supplémentaire.

Vous désirez :

- prendre en charge et développer un territoire;
- analyser les besoins des prospects et des clients avec l'aide d'une équipe compétente de techniciens;
- négocier au plus haut niveau avec les directions informatiques, financières et générales jusqu'à la conclusion d'un contrat.

Si vous êtes assurés de pouvoir remplir cette mission, merci de nous adresser une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, sous référence : M 23, à SPERRY UNIVAC - Service du Personnel - 3, rue Bellini - 92206 PUTEAUX, (réponse et discrétion assurées).

\* \* \* \* \*

offres d'emploi

Dans le cadre de son développement en TELETRAITEMENT

**DIDOT BOTTIN - Paris 15<sup>e</sup>**

Leader dans le domaine de la composition programmée et de la gestion de fichiers d'abonnés, d'adhérents, prospects, etc... recherche DES

**ingénieurs-informaticiens**

Chargés de développer de nouvelles applications sous CICS/VS, DL/1, en PL/1 sous HPL1 ainsi que de transposer les applications existantes en Assembleur DC/VS.

Ces postes conviendront à des jeunes ingénieurs d'une ou deux années d'expérience désireux d'acquiescir à terme des responsabilités dans des projets d'envergure.

Le dynamisme, un esprit ouvert sur l'analyse ainsi qu'une bonne connaissance des techniques citées seront les critères de notre choix.

Une formation complémentaire sera cependant assurée dans tous les cas.

**pupitreux confirmés**

2 ans expérience, niveau IUT ou équivalent pour IBM 370/148 - DOS/VS sous POWER-CICS/DL/1.

Horaires 3X8 sur 5 jours.

Nombreux avantages sociaux - 5 semaines congés - Restaurant - Mutuelle - 13ème mois.

Adressez C.V. à Direction du Personnel - Sté DIDOT BOTTIN - 28, r. du Dr. Finlay 75738 Paris Cedex 15.

**IMPORTANT MAISON D'ÉDITION**

désire confier à un proficien des techniques AUDIO-VISUELS la responsabilité des éditions existantes et du développement de son secteur :

**PRODUITS AUDIO-VISUELS**  
(Diapos - films - son - vidéo ... et produits nouveaux)

désirés à la formation scolaire et professionnelle et au grand public.

Sa mission :

- effectuer la recherche marketing et établir le plan de développement;
- concevoir les différents produits en liaison avec les auteurs ou les organismes producteurs;
- contrôler la réalisation et la fabrication;
- définir la politique de vente et en suivre l'application.

Ce travail d'équipe suppose un animateur de haut niveau, enthousiaste et imaginatif, et sera confié de préférence à un homme de formation supérieure commerciale ou de gestion, ayant utilisé les moyens audiovisuels si possible dans l'enseignement, la formation ou l'entreprise.

Les contacts internationaux rendent l'anglais indispensable.

Écrire avec cv détaillé et photo, en précisant la rémunération actuelle, sous référence 75418 M, à D. JOUSSET

**plein emploi**  
10, rue du Mail, 75002 Paris.

**SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES**  
Siège à Paris, filiale d'un groupe de dimension internationale recherche :

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

SA MISSION, assurer le développement d'un centre de profit, fournisseur de prestations dans le secteur du transport et du tourisme.

Son profil :

- une aptitude à négocier face à des interlocuteurs de haut niveau, tant en France qu'à l'étranger;
- une expérience commerciale dans le domaine informatique (Hard ou Soft) ou dans le domaine du tourisme;
- une formation supérieure (grande école commerciale ou équivalent);
- Age : 30 ans minimum;
- anglais obligatoire.

Rémunération élevée et perspectives d'évolution importantes pour candidat de valeur.

Ecrire s/réf. 8180 à P.LICHAU S.A. BP 220 78063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**ingénieur chef de projet informatique**

La Division Anglo-Normande d'une importante Société de Constructeurs Aéronautiques recherche un Ingénieur Grand Ecole (top Air, Centrale, Mines, Ponts, Télécom, Sup Elec) pour son Service Informatique.

Âgé de 30 ans environ, le candidat devra posséder une expérience significative des systèmes analogiques (Constructeur, utilisateur ou Société de Services).

La connaissance des grands systèmes IBM, de PL/1 et d'IBM est nécessaire.

Des connaissances complémentaires en SAP 2 et petits systèmes seraient appréciées.

Lieu de travail : Vélizy.

Déplacements possibles : Belgique et USA.

Adressez C.V. photo et salaire actuel sous la référence 21.10.78 à ADEQUATION Conseil en Recrutement 14, av. de Versailles 75015 Paris.

**DIEBOLD FRANCE**  
recherche

**INGÉNIEURS-CONSEILS**  
Diplômés Grandes Ecoles

Notre société est une des plus importantes sociétés internationales de Conseils en Informatique de Gestion. Notre développement nous amène à rechercher des hommes de potentiel élevé, détenteurs de s'intégrer dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses, mais toujours de haut niveau.

Les candidats devront nous apporter une expérience pratique dans au moins l'une des disciplines suivantes :

- ANALYSE INFORMATIQUE
- ARCHITECTURE DE SYSTÈMES
- ANALYSE DE SYSTÈMES
- TELETRAITEMENT
- TELECOMMUNICATION
- TRAITEMENT DE TEXTES

Cette expérience de plusieurs années aura été acquise soit dans une entreprise industrielle, soit chez un constructeur, soit dans un cabinet de conseil.

Envoyer C.V., photo et présentations à DIEBOLD FRANCE  
63, rue La Boétie - 75008 PARIS.

**UNILEVER FRANCE**  
recherche pour une de ses sociétés situées à PARIS

**Analyse de Gestion**

Pour participer au développement de systèmes informatiques de gestion (analyse fonctionnelle et organique) centralisée ou sur mini-ordinateurs, et à des études d'organisation.

Le candidat retenu sera obligatoirement diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (avec formation complémentaire en gestion) et aura déjà acquis une expérience professionnelle similaire d'au moins 2 ans. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Paris, avec possibilité de déplacements répétés en province.

Le salaire annuel, fonction de l'expérience, ne sera pas inférieur à 80.000 F.

Adressez C.V. manuscrit et présentations au Département Central du Personnel (réf. XIII/78) - 8, avenue Daumesnil - 75384 Paris Cedex 08.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE**  
Filiale important Groupe International recherche

**Ingénieur d'Affaires haut niveau**

pour direction projets bâtiments tertiaires et équipements collectifs

- action technico-commerciale export nécessaire ;
- forte expérience préférence pays Moyen-Orient ou Anglophone;
- anglais courant;
- voyages fréquents;
- rémunération attractive pour collaborateur motivé et expérimenté.

Adressez C.V. à no 82819  
CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**GROUPEMENT PROFESSIONNEL PARIS (17<sup>e</sup>)**  
Secteur : ASSURANCES  
équipé de : IBM 370/138 et 148/VM/CMS (IBM 3031 fin 1979) + TP

recherche

**programmeurs-analystes**

- GAP II
- PL/1 avec si possible CICS et DL/1
- Nécessairement expérimentés ils devront s'intégrer à un équipe jeune, gérant des projets variés.

Adressez C.V. et présentations annuelles à : D. DERYNCK  
116, rue de Tocqueville - 75017 PARIS

**roussel-uclaf**  
recherche pour le SERVICE TRÉSORERIE de sa DIRECTION FINANCIÈRE

**UN COLLABORATEUR**

Il sera plus particulièrement appelé à s'intéresser à la gestion du risque de change dans le groupe et à la recherche de financements adaptés aux besoins des unités, tant en France qu'à l'étranger.

Par ailleurs, il participera aux principales missions du service (prévisions de trésorerie, change, relations bancaires, comptes clients).

Ce poste conviendrait à un diplômé d'enseignement supérieur de gestion (HEC - ESSEC par exemple), possédant une bonne expérience bancaire internationale.

Anglais nécessaire, Allemand souhaité.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à A.M.P. sous référence 5620/0  
40, rue Olivier-de-Serres 75015 - PARIS (qui trans.)

Nos recettes (C.A. 77 :300MF) résultent de nombreuses transactions d'une valeur moyenne de 20F réparties entre une quarantaine de points de vente. Nous avons à exercer sur ces opérations un

**contrôle de collecte**

Rigoureux :

- Application des procédures.
- Détection et prévention des fraudes.
- Enquêtes sur les anomalies.

Nous recherchons un

**CADRE FONCTIONNEL**

pour accomplir ces missions.

L'activité est centrée sur la proche province Ouest et requiert mobilité et autonomie.

Le niveau de rémunération ne sera pas inférieur à 72.000 F/an.

Il est prévu que le titulaire dispose d'un véhicule de service.

Si vous êtes intéressé, envoyer C.V. à

**COFIROUTE**  
77, av. Raymond Poincaré 75116 Paris

**Kodak** recherche pour sa

**DIRECTION INFORMATIQUE INGÉNIEUR**

Il participera à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques orientés TEMPS RÉEL.

Une expérience professionnelle d'au moins 3 ans lui aura permis d'acquiescir de solides connaissances en SOFTWARE MIN.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 86  
KODAK PATHÉ Service du Personnel  
8 et 26, rue Villot, 75012 PARIS

**PREPARATEURS III**  
EN CHAUDRONNERIE ET OUTILLAGE CORRESPONDANT

**PREPARATEURS III**  
EN MECANIQUE

Connaisant matériel moderne de reproduction, programmation, etc.

Adressez C.V. et présentations à ATS  
15, avenue Victor Hugo 75116 - PARIS

**ENTREPRISE BATIMENT T.C.E.**  
recherche pour Région Parisienne

**INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

La fonction comprend :

- démarches commerciales ;
- coordination travaux ;
- situations ;
- mémoires ;
- réglements.

Formation Ingénieur ou équivalent, expérience de quelques années entreprise bâtiment, et possible restauration entretien.

Ecrire avec curricula vitae, photo et présentations à : G. RAM  
29, rue Emile-Gautier - 93  
93000 BORGNY

Société de Conseil en commercialisation Publicité, Promotion des ventes Paris-9<sup>e</sup> recherche

**COLLABORATEUR**

destiné à participer au développement de la société Exp. indispensable : Chef de Groupe ou Directeur Commercial. Vocation : responsabilité de budgets Publicité et Promotion, relation avec les clients. Participation envisageable.

Env. lettre manuscrite et C.V. détaillé avec photo sous n° 76895 M. REGIS-PRISSE, 83-bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

D. Jousset



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne F.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,00
IMMOBILIER	11,00	12,50
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALUX	65,00	67,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,80
DEMANDES D'EMPLOIS	8,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## secrétaires

**IMPACT-FCB**  
l'une des premières agences de publicité en France, cherche pour son siège, 30, avenue de Friedland à PARIS une

**secrétaire hôtesse**

Ce poste convient à une jeune femme maîtrisant bien les techniques du secrétariat et parlant l'anglais couramment. Elle est à la fois la secrétaire du président pour une part de son temps, mais surtout la « maîtresse de maison » de l'agence :

- Elle accueille les clients et les visiteurs.
- Elle organise des réceptions.
- Elle coordonne les mouvements du personnel de l'agence.

Les qualités de présentation, de sérieux et d'amabilité de la jeune femme que nous recherchons sont indispensables pour la bonne image de marque de l'agence.

La rémunération annuelle proposée n'est pas inférieure à 65.000 F.

Veuillez adresser votre curriculum vitae, une photo et une lettre manuscrite à Béatrice de COUDRET, à PARIS, ss la réf. 101 LM.

**jacques fixier s.a.**  
7 rue de logelbach 75017 paris  
24 rue de metz 31000 toulouse

## UNESCO PARIS

recherche

**Secrétaires bilingues**

Anglais-Français  
Français-Anglais

Sténo 90 m/m - Dactylo 50 m/m  
Etudes secondaires  
Au moins deux ans d'expérience

Salaires de début suivant expérience  
(entre 40 214 et 54 287 F net, par an)

Adressez candidature à : Bureau du Personnel,  
UNESCO  
7, place de Fontenay,  
75006 PARIS, France.

## STAGES SECRÉTAIRES TRILINGUES

remunérés par l'Etat  
Bonne connaissance anglaise  
+ une autre langue étrangère.  
Bonne notion sténographie.  
Bonne présentation.

Bonne présentation.  
Tél. 32-47-42 (poste 30)

## capitaux ou propositions com.

Achète société en difficulté  
secteur prêt-à-porter confection  
taille, chapeaux, accessoires.  
B.P. 50861, 101, boulevard  
75011 PARIS Tél. : 324-44-70

URGENT. P. ch. 1000 F par instal.  
articles 02-22-42 Gilles, 30, sente  
des Platanes, 76 CRESSY-LE-VAL  
Agent Clal, 31, national, Ital.  
+ lang. franc, allem. implanté en  
France, Italie, Espagne, Portugal.  
Altiernage, mod. plastic, désire  
diverses activités au serv. entre-  
prises françaises à vocation  
potentielle d'exportation. Ecrire  
à 75054, REGIE-PRESSE,  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris,  
qui transmettra.

## APSIDE

recherche  
pour contrat 18 mois à  
KARLSRUHE (R.F.A.)

## DACTYLO

Petit secrétariat  
informatique.  
Anglais courant, Niveau  
intermédiaire.

Ecrire :  
40, rue de Valenciennes, Paris-11,  
225-12-45 - 329-27-00 pour R-V.

Agence de publicité recherche :  
Secrétaires DE DIRECTION  
Sténographe, bilingue confirmé,  
bonne culture générale. Vierge  
légal, capable d'initiatives, que  
disponibilité après et horaire.  
Salaires à débiter.

Le poste est à pourvoir rapid.  
Envoyer C.V. à TRIPPLAY, 5,  
rue Dars, 75002 PARIS,  
qui transmettra.

## traductions

Demande

Trad. exp. 22 a., trilingue (russe)  
tr. mod. sc. éco. ch. trad.  
technico-éco Ecr. Mme Fournier  
21, quai de l'Orléans, 75019 PARIS  
Ecr. n° 225 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris

Traductions non techniques fran-  
co-anglais/anglais-français par  
équipe bilingue. - Tél. 31-94-90

## propositions diverses

**DEUX CADRES**  
RECRUTEMENT ENTREPRISE EN CREISSANCE  
POUR AMELIORER SA GESTION  
ET LE DEVELOPPEMENT DE SES MARCHES

— La différence de vos formations ;  
— La diversité de vos expériences ;  
— La complémentarité de vos aptitudes.

Notre habitude au travail d'équipe  
GARANTISSENT  
le succès de notre emploi dans votre entreprise.

Nous étudierons vos propositions.

Adressez confidentiellement à HAVAS-CONTACT  
126, bd Haussmann, 75008 PARIS sous n° 64772

## demandes d'emploi

**SUP. de CO**  
39 ans  
GESTIONNAIRE

cherche poste  
DANS FEUILLE ENTREE-DEVELOPPER  
OU REORGANISER.

Réponse assurée.

Ecrire n° 83235 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**MARKETING MANAGER**

30 ans, B.S.B.C. anglais, espagnol  
— 4 ans de conseil en entreprises ;  
— 6 ans de direction marketing d'une filiale  
française d'une multinationale U.S. ;  
— grande compétence en techniques de marketing ;  
— excellente compréhension des consommateurs  
et des problèmes de terrain ;  
— bon animateur, capable de former et motiver  
un personnel.

Je recherche un poste de Directeur du Marketing  
ou de conseil en Direction Générale en région  
parisienne.

Ecrire n° 8264 « Le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75002 PARIS (9<sup>e</sup>).

**JOURNALISTE, 33 ans**

Grand reporter, 16 ans d'expérience internationale,  
presse écrite, parité, télévisée examinait toute  
proposition pour poste à responsabilité dans la  
presse écrite, télévisée dans grande entre-  
prise, tourisme.

Ecrire n° 192 « Le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75002 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

**INGÉNIEUR DOCUMENTALISTE**

Licenciée en sciences - 10 ans d'expérience  
Spécialisée en interrogation basée sur données,  
dictionnaire de données, Thésaurus, analyse, pro-  
motion systèmes documentaires.

Recherche poste dans service information, docu-  
mentation ou brevets.

Ecrire n° 8238 « Le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75002 PARIS (9<sup>e</sup>).

**E.S.C.**

Ex-Consultant d'Entreprises  
Depuis 1974 en Amérique Sud/Nord + Ande  
Langues étrangères : espagnol, anglais, portugais

recherche  
REPRESENTATION à L'ETRANGER  
Toutes zones sauf études avec scil.

Ecrire n° 83238 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

30 ans, très dynamique, 6 ans  
d'Afrique Occidentale, francophone,  
anglais, allemand, espagnol.  
cherche nouveau poste ser-  
vice à hautes responsabilités, soit  
en France ou à l'étranger.  
Ecrire n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**INGÉNIEUR GÉOLOGUE**

grande expérience 20 ans, 3 a. exor-  
por., anglais cour., ch. poste  
contrôle et nat. EXCEL. méth.  
contrôle. Ecrire n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**COMPTABLE 1** J. femme

10 ans d'exp. en comptabilité  
générale, ch. poste très partiel  
de comptable. - Tél. : 32-72-72

**DE RETOUR DU PAYS**

N. 40 ans, COMMERCIAL, éco-  
nomique, anglais, espagnol, italien,  
national, études toutes langues.  
Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**INGÉNIEUR AM-IAE**

cherche poste en Afrique, outre-  
mer, France, Espagne, Italie, Portugal.  
Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**JOURNALISTE PROFESSIONNEL**

chronique, billet, rédaction de  
livres, reportages, interviews,  
mise au secrétariat de rédaction,  
comp. à la perfection une des  
principales langues de l'étranger  
de l'Est, 41 ans, marié 3 enf.,  
42 ans, exp. presse et radio.  
Ecr. n° 192 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**JEUNE INGENIEUR AM-IAE**

cherche poste en Afrique, outre-  
mer, France, Espagne, Italie, Portugal.  
Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**RECHERCHEUR** : situation similaire France  
Espagne (Section BOO/105).

**CADRE ORDOONNANCEMENT** - 26 ans  
Pos. II, responsable adm., organ., gest.,  
éco-central, planning central, lancement,  
R.M.O. approx. gest. stock magasin 7 ans  
exp. milieu automobile, 3 ans aéronautique,  
Néologie anglaise, italienne.

**STUDIENBAIT** : tres propositions organisa-  
tion France, étranger (Section BOO/105).

**DOCUMENTALISTE DIPLOMÉE** - Cadre,  
12 ans d'expérience professionnelle : conseil  
d'organisation, pétrole, transports maritimes,  
expérience création d'un service documen-  
tation. Anglais courant, bnae notions russe.

**JURISTE** - 27 ans. Diplômée licence de let-  
tres, DEA droit exp. 5 ans d'entreprises et  
de cabinet, gestion content. rédaction. An-  
glais courant.

**ETUDE** : tres propost. (Section BOO/105).

**ANPE**  
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET  
CADRES - 12, rue Blanche 75436 PARIS  
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

## demandes d'emploi

**INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS  
ET INSTITUT D'ADMINISTRATION  
DES ENTREPRISES**  
35 ans

Expérience marketing conseil en organisation  
industrielle et administrative, direction P.M.I.,  
séjour 3 ans U.S.A., conseil à l'exportation et  
procédure de COFACE, allemand ju.

Recherche  
poste correspondant à ses possibilités variées  
Bon contact humain

Ecrire sous le n° T 08943 M à REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**POLYTECHNICIEN 33 ans**

ayant acquis une solide expérience dans la concep-  
tion technique et le marketing de nouveaux ser-  
vices, recherche une fonction de responsabilité  
technico-commercial. Récentes carrières comprend  
nombreux séjours à l'étranger dont plusieurs  
années aux ÉTATS-UNIS.

Ecrire sous le n° T 08919 M à REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**INGÉNIEUR SPÉCIALISTE CORROSION 32 ANS**

10 ans expérience internationale  
(laboratoire recherche, chantier en construction,  
conseil entreprises) cherche contrat court ou  
longue durée FRANCE ou ÉTRANGER.

Ecrire n° T 0893 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**Jeune Fille 28 ans**

— anglaise, italienne, espagnole ;  
— bachelière, sans des relations ;  
— ADAPT VOYAGER ;  
— excellente présentation ;  
— capable initiatives

recherche  
travail intéressant - NON SÉDENTAIRE

Ecrire n° T 0893 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**EXPERT COMPTABLE**

Doct. Sc. Eco. Lic. Droit  
Exp. France et société  
Anglo-Allemande

Étud. des projets en rapport.  
Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris

**INGÉNIEUR - MÉCANICIEN**

Diplômé I.P.T., 28 ans - Langue anglaise  
3 ans expérience dans la construction mécanique  
de série

recherche POSTE RESPONSABILITÉS  
FABRICATION ou MÉTHODES  
importante ou moyenne entreprise  
Région indifférente - Libre rapidement.

Ecrire à n° 8270, CONTEXTE Publicité,  
30, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**INGÉNIEUR A.M. - 30 ans**

recherche nombre domaines  
mécanique, électro-mécanique,  
techn. achats, rech. bur. d'ét.  
innovation, organisat., négociat.  
technico-commercial. Haut niveau,  
rech. emploi à Paris.

Ecr. n° T 0894 M. REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

**BETON  
et INFORMATIQUE**

ANALYSE INDEPENDANT, spécialisée  
en béton armé, constructions  
mécaniques et industrielles,  
topographie  
et dessin automatique  
Je suis prêt à aller à concevoir  
à réaliser tous vos projets  
internationaux.

M. PEREZ Le Pain Français  
91720 MAISSIE. Tél. : 494-11-77

**ÉCONOMISTE  
DOCUMENTALISTE**

CONFIRMÉE

cherche trouver poste de  
recherche Paris. Ecr. Richard  
M., 7, rue Berthe, 75018 Paris.

**MÉTAFIATRIE DROIETS**

peut arabe, libye, français, né-  
gociant, trilingue, sans diplôme,  
Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris

**ÉDITION**

J.P. 29 ans, maîtrise les lettres,  
niveau élevé, stages dactylo  
et secrétariat de rédaction,  
soit, rédaction, compte rendu  
de lecture et de club de livres,  
ch. seule édition : Secrétaire  
d'édition, système littéraire ou  
autre. Ecr. : Mlle THEODOULIN  
91, r. de Javel, 75015 PARIS  
Téléphone : 378-78-53

**CADRE COMMERCIAL 33 a.**  
5 ans d'exp. : gestion commerciale  
supervise, secteur textile,  
rech. pl. resp. même dans cré-  
neau différent. Ecr. : Régie-Pres-  
se, n° T 0894 M. REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

**DECC IMPORTAIRE**  
3 ANS PRATIQUE  
LIBRE DE SUITE

Pr. RV, M. CHAUVAT, 226-65-72

**Autodécote 50 ans**  
Anc. Commissaire aux Comptes  
Cadre administratif et comptable.  
Droit des Sociétés. Amélioré ses  
méthodes. Suite divergences de  
vue avec nouvelle direction.  
Recherche libre  
sous 3 mois.

Ecr. n° 207 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

**JOURNALISTE**  
spécialiste de la presse  
professionnelle

ch. poste de Directeur de l'In-  
formation et des Relations Publiques  
dans organisme officiel  
national ou international société.

Ecr. n° 8238 « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75002 Paris-9<sup>e</sup>

## information divers

**POUR  
TROUVER  
UN  
EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATION  
SUR L'EMPLOI VOUS PROPOSE  
GUIDE COMPLET (226 pages)  
extraits de sommaire

- Les 3 types de C.V. ;
- Les 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré ;
- Les 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré ;
- Les 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré ;
- Les 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré ;

Pour informations, écr. CIDEH,  
6, sq. Montigny, 78-Le Chesnay.

## représent. demande

AGENCY COMMERCIAL LIBRE  
bien intro. station serv. de  
tabac, cherche représentant 190  
Rennes, Alpes et Sud.  
Téléphone : (78) 69-32-17, le soir.

Une représentation ch. place dans  
prêt-à-porter ou parfums, de  
préférence des 1<sup>er</sup> commerces,  
Nantes, Angoulême, N. H. 3-00  
NAVAS BORDEAUX ou télépho-  
ner 23-17-01 Bordeaux.

## travaux à façon

Entreprise, sérieux références,  
effectue rapidement tous tra-  
vaux de peinture, décoration,  
coordination, tous corps d'état.  
Devis gratuits  
345-47-01 - 752-30-62

## PEINTRES

16 ans d'expérience à votre ser-  
vice. Devis gratuits. T. 84-54-60

**L.F.T.** 10, rue Saint-Marc,  
75002 PARIS  
Tous travaux d'entretien et  
sur IBM direction et sphère.  
225-77-25, 226-94-21, Télax 22077.

## formation professionnelle

**L'I.F.E.R.P.**  
Institut de formation CONVENTIONNÉ par l'Etat  
fondé par les organisations professionnelles et  
inter-professionnelles de la région parisienne  
proposent :

**AUX CADRES ET COLLABORATEURS**  
à la recherche d'un emploi  
DES STAGES CONVENTIONNÉS  
ET RECONNUES PAR L'ÉTAT

**Réactualisation  
des connaissances  
et perfectionnement  
professionnel**

dans les domaines suivants :

- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ;
- GESTION DE PRODUCTION ;
- GESTION COMMERCIALE.

**Techniques de négociation  
commerciale**

Formation aux techniques de vente et de  
gestion commerciale.

**JEUNES DE 18 A 25 ANS  
A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI  
Si vous souhaitez devenir  
COLLABORATEUR (TRICE)  
DE DIRECTION**

Suivre le stage spécialisé organisé par la CEGOS.  
Vous serez rémunérés pendant les 4 mois de cette  
formation.

Téléphone à Mlle VERGÈRE, CEGOS-IPDS,  
23, quai Gallieni, 91252 SUBISSANS CEDEX.  
Tél. : 772-31-32

## travail à domicile

**Demande**

FRAPPE à domicile en français,  
anglais, allemand, sur IBM à  
opérer. - Téléphone : 208-54-26.

## occasions

**COMPRESSEURS**  
Gardien-Dervier SP1029 G, 1978  
avec moteur Diesel GM. Débit  
d'air 20 m³/min 4 vitesses  
165 000 couronné à 40154  
franco port Göteborg (Suède).  
JUMBO'S Atlas Copco d'occasion  
RDC 302 et grand choix de ma-  
tériel à art. comp. Atlas Copco,  
Brosses AB 5-250 30 Marlin,  
Beland Tolex 32555 BIMAB S.

## autos-vente

**+ de 16 C.V.**

**BUICK SKYHAWK**  
Coop. 76, état exceptionnel.  
CREDIT possible. 225-91-14

**ROVER 3500 B.A. 78**  
1400 km, série et  
credit possible. 222-91-76

## divers

**BMW OCCASIONS**  
316 - 230 - 220 - 525 - 728 - 730  
1978 tous rouls. garanties.  
Auto-Paris-XV. - Tél. 323-44-92

Handwritten note: Jacques Fixier



OFFRES D'EMPLOI	La ligne 45,00	La ligne T.C. 52,00
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,50
IMMOBILIER	32,00	36,50
AUTOMOBILES	32,00	36,50
AGENDA	32,00	36,50
PROP. COMM. CAPITALUX	55,00	57,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne heb. 27,00	T.C. 30,50
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,00
IMMOBILIER	21,00	24,00
AUTOMOBILES	21,00	24,00
AGENDA	21,00	24,00

## L'immobilier

### appartements vente

**2<sup>e</sup> arrdt.**  
8, RUE DE LA PAIX 7 pièces  
M. NEVILLE - 579-19-34

**3<sup>e</sup> arrdt.**  
**BASTILLE**  
DUPLEX cuisine équipée, s. de  
bains couleur, ML.  
Liv. + 2 ch. terr. 295.000.  
Propriétaire : 322-06-09.

**4<sup>e</sup> arrdt.**  
26, rue des TOURNELLES  
FRAN PLAGE DES VOIGES  
LUXUEUSE RESTAURATION  
FINITION AU CHOIX  
DU STUDIO A 4 PIÈCES  
DUPLEX AVEC JARDIN  
S/pl. tous les jours, 12 à 18 h.  
BEAUBOURG - Grand standing,  
immeuble 19, classé, ascens.,  
5 pces, réception 60 m<sup>2</sup>, 2 b.  
Prix justifié - Tél. : 278-07-01.

**5<sup>e</sup> arrdt.**  
CENSIER - ODE, 42-70, Charme  
S&L + 2 pces. Rénovation totale.  
**COUR ROMANTIQUE**  
JARD. des PLANTES-POLYVALENT  
Imm. stp. 3 p., living double,  
100 m<sup>2</sup> + 1 chbr., s/cour-jardin.  
Picard, Elm. neuv., C.A.L.E.  
SOLEIL - Téléphone 335-86-37.  
128, RUE MOUFFERTARD  
DU 2 PCEZ AVEC C.A.L.E.  
Vente les mardis et mercredis,  
14 h. à 18 h. 30 ou 752-98-57.

### appartements vente

**11<sup>e</sup> arrdt.**  
M<sup>e</sup> NATION, imm. pierre de T.,  
2 pces, cuis., s. de bain, w.c.  
2 ag. 275.000, Oler, 573-05-21.

**12<sup>e</sup> arrdt.**  
DAUMESNIL - FLEIN CHIEL  
DUPLEX 110 m<sup>2</sup>, JARDIN 20 m<sup>2</sup>,  
60.000 F box double - 742-57-54.

**13<sup>e</sup> arrdt.**  
13<sup>e</sup> - Récent, Vue, Soleil, beau  
2 pièces, park., téléph. mod.,  
102.000 F + 27.000 C.F. 535-56-92.

**14<sup>e</sup> arrdt.**  
191, RUE D'ALÉSIA  
BEAU 4 PIÈCES, 6<sup>e</sup> ét.,  
Lund., mardi, de 15 h. à 19 h.

**15<sup>e</sup> arrdt.**  
2 m<sup>2</sup> M<sup>e</sup> CONVENTION  
3 p., entré, cuis., ch. 3<sup>e</sup> étage,  
pierre de taille  
200.000 F. - 331-58-22.  
41, avenue FELIX-FAURE  
Bel immeuble pierre de T., de  
qualité exceptionnelle, ascens.,  
tapis escalier, concierge.

### constructions neuves

**AZED S.A.**  
25-27, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.  
Tél. 355-35-34

**LA RECONSTRUCTION DE LA QUALITE  
ET DE L'ELEGANCE A UN MEILLEUR PRIX**

**5 IMMEUBLES  
CONVOIÉS POUR  
BIEN HABITER, BIEN VIVRE**

**RESIDENCE RICHARD-LENOIR**  
61-55, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS

**LES JARDINS DE VOLTAIRE**  
69-70, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS

**RESIDENCE AMERISOISE**  
16-18, rue de la Poëlle-Méricourt, 75011 PARIS

**RESIDENCE CLAUDE-DECAEN**  
60-64, rue Claude-Decaen, 75011 PARIS

**RESIDENCE CHEVALERIE-DE-LAMARCK**  
80, rue Lamarck 6<sup>e</sup>, angle rue Duhamel, 75011  
PARIS.

**NOUS VOUS ATTENDONS**  
25-27, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.  
Tél. 355-35-34

### Immobilier (information)

**Allo!**  
**525.25.25**  
Information  
Logement  
Je cherche un logement...

**Oui, nous avons  
un choix de 40.000  
appartements et  
pavillons neufs à l'achat.  
Nous vous conseillons  
gratuitement**

Centre Etolle  
49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation  
45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine  
210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.27

Informations Logement, service gratuit créé par le Comité National et appuyé  
par le CNP, le CNIT Logement, le Crédit de Nord, le Crédit Central des Banques  
Populaires, la FNPI, la Fédération Paritaire de l'Immobilier, la Fédération  
Nationale des Mandataires de l'Immobilier et de l'Est, la MEF, la  
Maison Générale des P.T. (Maison pour la Participation des Employés  
à l'Échelle de Construction), l'Association des Locataires.

LOCATIONS SANS AGENCE  
OFFICE des LOCATAIRES  
10, rue de Valenciennes, 75013 Paris  
M. rue d'Alsace, Métro Alsace.  
Frais abonn. 300 F. T. 264-03-04.

**7 000 AFFAIRES A VENDRE  
A PARIS ET 120 KM AUTOUR**

**SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR**

Venez, téléphonez ou écrivez  
**CIMI TEL. 227.43.58**

Centre d'information de  
la Maison de l'Immobilier  
27 bis, rue des Vignerons, PARIS 17<sup>e</sup>

**7 000 AFFAIRES A VENDRE  
A PARIS ET 120 KM AUTOUR**

**SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR**

Venez, téléphonez ou écrivez  
**CIMI TEL. 227.43.58**

Centre d'information de  
la Maison de l'Immobilier  
27 bis, rue des Vignerons, PARIS 17<sup>e</sup>

**crédit foncier de france**

**tous crédits immobiliers**

achat de neuf ou d'ancien  
(avec ou sans aide de l'État)

construction  
d'une maison individuelle  
(avec ou sans aide de l'État)

travaux d'amélioration  
(avec ou sans aide de l'État)

jusqu'à 80% du prix

**• RÉGION PARISIENNE**  
PARIS 2<sup>e</sup>  
14, rue des Capucines Tél. 280-35-30  
PARIS 15<sup>e</sup>  
6-10, bd de Vaugirard Tél. 273-88-00  
CERGY  
place de la Préfecture Tél. 030-43-48

**CRETEIL**  
5, rue Charles-Gounod,  
près de la Préfecture Tél. 686-12-80

**EVRY**  
Bd. de France Tél. 077-22-50  
ou 077-25-07

**MELUN**  
32, rue Saint Etienne Tél. 457-11-65

**VERSAILLES**  
32, rue du Mal Foch Tél. 650-10-68

**• EN PROVINCE**  
A la Direction Départementale de  
le Crédit Foncier de France le plus proche  
de votre domicile.

**6<sup>e</sup> arrdt.**  
**RUE DES SAINTS-PÈRES**  
IMMEUBLE 182  
Très bel appartement  
beau 6 PCEs + service  
Prestige profession libérale  
Tél. : 728-16-35, matin

**RUE DANTON**  
300 M<sup>2</sup>  
Possibilité professionnelle  
immeuble grand standing  
307-26-09

**SEVRES-BAYLONE**  
5 P. APPRT AU CALME  
sur cour fleurie  
632-25-17 - 577-38-38

**CHEERCHE-MIDI**  
75 M<sup>2</sup>  
sur jolie cour  
L.I.V. + 2 chbrs  
633-29-17 - 577-38-38

**OBSERVATOIRE** - 5 p., 135 m<sup>2</sup>  
stis, ch. de jard., observ.  
toirs, 950.000 F. - 705-31-13.

**16<sup>e</sup> arrdt.**  
**LIBÉCK**  
Petite rue HOTEL PART.  
du XIX<sup>e</sup>, luxueux DUPLEX, vue  
sur jard., 724-94-04.  
Heureux bords, M<sup>e</sup> BASTIDE

**15, RUE DE L'AMIRAL  
D'ESTAIN**  
Petite rue dans HOTEL PART.  
du XIX<sup>e</sup>, luxueux DUPLEX, vue  
sur jard. M<sup>e</sup> VOIR MARDI et  
MERCREDI, 14 h. à 18 h. 30.

**BD SICHET**  
Partic. de prêt, 4 part. vd  
dans imm. récent 3 pièces tout  
conf. bon ét. Tél. vue soleil.  
Tél. : 335-57-77

**PORTE DAUPHINE (FOCH)**  
pièce de réception, impeccable état,  
2-8 p., 3 s. de bns, cuis., office,  
3 chbrs, domestique, garage,  
631-08-29, L.F. MARTIN

**TEMA** Emploiement  
sur ordre  
7 p., 220 m<sup>2</sup>, 2 bns, parfait  
état, 2 Chambres servies, idéal  
profession libérale. - 335-82-33.

**M<sup>e</sup> POMPE** - Récent  
Ravissant 5 p., 60m<sup>2</sup>, 120 m<sup>2</sup>  
jard., 335-57-77

**VILLA MONTMORENCY**  
5/jard., 2 appart dans h. p.,  
vendu ensemble ou séparé.  
1) R.ch. : liv. double, 2 chbrs,  
s. de bns, cab. toilette, loggia,  
172 m<sup>2</sup> de jardin - 1.250.000 F.  
2) 1<sup>er</sup> ét. : liv. double, 2 chbrs,  
bains, 100 m<sup>2</sup>, 750.000 F.  
T8. après 18 heures : 335-82-46.

**ENTRE FOCH ET V-HUGO**  
Maison particulière originale, lumineux  
165 m<sup>2</sup>, 4 garages et service.  
BOURDAIS 764-51-32 ORPIL.

**24, AV. TH. GAUTIER**  
BEL APPARTEMENT FAMILIAL  
GDE RECEPTION + 4 CHAMBRES  
Vieille maison, 13 h. à 16 h. 30.

**196, AV. VICTOR-HUGO**  
Imm. ancien GRD STANDING  
BEAU 5 Pces, environ 150 m<sup>2</sup>,  
s. de bns + s. de douche, cuis.,  
cuff. centr. individ., Prévoir  
174. S/pl. SAMEDI 10/12 h. 6<sup>e</sup> ét.

**17<sup>e</sup> arrdt.**  
140, BOUL. PÉREIRE  
180 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> étage, balcon 2 serv.,  
4 chbrs, 3 sanitaires, 2 serv.,  
C.A.L.E. - 14 h. à 18 h. 30.

**COURCELLES-PÉREIRE**  
Très bel immeuble pierre de T.,  
classé, 7 pièces principales.  
Belle galerie, cuisine moderne  
chromée, escalier, possibilité gar.  
Profession libérale ascensées.  
Propriétaire : 747-98-55.

**Neuilly - St-James**  
25 m<sup>2</sup> entièrement sur jardin.  
MAGNIFIQUE RECEPTION  
7 pièces, 2 chbrs, serv.,  
baign., 635-27-06, 57-57-06.

**NEUILLY près BOIS-PIÈCES**  
et DEBARRAS, ch. dent-sous-  
sol, Jard. Prix intéressant  
Tél. 254-02-06, de 11 h. à 13 h.

**A VENDRE**  
RUEIL - MONT-VALÉRIEN  
Apprt 4 pces, cuis. équipée,  
loggia, bnc, (Sud), park et box  
Cave, résid. 1974, ascensur.  
Téléph. après 19 h. : 977-56-78.

**SAINT-CLOUD** - Propriétaire  
A saisir  
Beau 4 pièces + 1 p. duplex,  
terrassé, vue soleil, garage,  
77-4878 avant 11 h., apr. 17 h.

**RUEIL LIMITE**  
SURESNES  
34, AV. DU 18-JUIN-1946  
Imm. mod habitable de style,  
2 an à P. avec terrasse.  
PÉRI Immobilier - 749-83-92.

**78 - Yvelines**  
LE VESINET Centre - 4<sup>e</sup> RER  
Vds appart récent  
5 p., gd ch. Av. 15 s de terrasse  
150 m<sup>2</sup>, 150 F. EXCLUSIVITE  
AGENCE DURAND - 744-08-48

**appartem. achat**  
Agence bien placée NEUILLY  
RUEIL - 200 m<sup>2</sup> de bois de  
Vincennes. Appartement récent, 4  
chbrs, ascensur, 1974, 120 m<sup>2</sup>.  
S&L recherche après même à 750  
000 F. (secteur 15, 17, 19, 20).  
Pour rendez-vous 071-571-45-01.  
Jana PEULLEADE, 84, av. de la  
Métropole, 75011 Paris - 554-08-72,  
rech. Paris 15<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>, pour bns  
chbrs, après toutes surfaces et  
immeubles. Paiement comptant.  
Part. rech. après 120/150 m<sup>2</sup>  
5<sup>e</sup> ét., 2 chbrs, ascensur, 1974,  
au 1<sup>er</sup> étage, 6, rue Balny-  
d'Arvicourt, Paris-17<sup>e</sup>, 622-47-04.

Rech. après 1 à 3 Pces, PARIS,  
après 150 m<sup>2</sup>, 150 F. ascensur,  
ou sans travail, paiement  
compt. chez notaire. - 873-03-53.

**bureaux**  
URGENT Recherche location  
bureaux 120/150 m<sup>2</sup> Paris (16<sup>e</sup>),  
partirée définitive par avenant  
à l'acte de location. Prédent  
Wilson et rue Georges-Bizet, 7  
à 9 bureaux. Téléphone :  
M. JACQUET 723-81-83.

1 A 3 BUREAUX. 15 quartiers.  
Locations sans pas-de-porte.  
AGENCE MALETT 723-81-83.

Daniel artist et commerce.  
Siège S. A. R. L. - Rédaction  
d'actes - statuts - Informations  
PARIS 17<sup>e</sup> - 19, rue de  
Paris - 1<sup>er</sup> étage - 224-45-04.  
Tél. : 333-74-38 - 224-45-04.

**terrains**  
**TERRAINS A BATIR VIABILISÉS**  
500 m<sup>2</sup> environ - Cadre verdoyant  
« Les Hameaux de la Pommeraye »  
à GOURNAY-EN-BRAY (76300) -  
200 m de PARIS - Gare S.N.C.F.  
(Gisors Paris-Dieppe)  
Renseignements : Les Hameaux, notaire  
R.P. 37 - 76200 GOURNAY-EN-BRAY.  
Tél. : (33) 90-00-65.

**locaux commerciaux**  
**PLACE VENDÔME**  
Cession sans intermédiaire, bail  
commercial, grand luxe, tous  
commerces, Téléphone 755-33-47.

**fonds de commerce**  
A saisir, 4 points de vente de  
**POISSONNERIE**  
PRETS A FONCTIONNER  
Agent, réc. possib. de crédit.  
Tous les lieux, conditions  
de reprise très intéressantes.  
Téléph. : 763-77-20 (Paris 4<sup>e</sup>)

**AGENCE DE VOYAGES**  
société depuis 1971  
BENJAMIN OUEST  
Vente avec murs ou location  
SOFTVEST  
685-8871

Grand magasin, Métz, rue Serpe-  
nente à vendre et tout ou en  
partie. Ecrire à Générale Immo-  
bilier, 10, rue de Bonne-Ruelle,  
57000 METZ.

**TOULOUSE**  
Ouverture magasin commercial  
au cœur de la ville, baux  
commerciaux sans pas-de-porte,  
immeuble tout commerces, empla-  
cement premier ordre, parking  
public fermé, Esc. 300 places  
arbres d'ormes. Prix gar. com-  
merces, 570.000 F. T. 900-69-07.

Ces locaux, vos tout cab-boutils,  
quart. Luss, emplacement, 1<sup>er</sup> ordre,  
pour commerces, parties à saisir.  
J.F. STUDIO COMMERCIAL  
Tél. de 14 h à 19 h : 653-43-49.

**maisons individuelles**  
Paris-17<sup>e</sup> - Bagneux, vende  
PETITE MAISON 5/JARDIN  
sur 2 ch. loggia, clair, calme,  
400.000 F. à débattre. 367-82-21.

**maisons de campagne**  
**CHER**  
A 5 km de la préfecture,  
très belle maison rustique res-  
taurée, en pierres et toiles de  
bois. Elle est composée de re-  
ce-chauffage, 7 cuis. de 25 m<sup>2</sup>,  
cfl. aménagés, 12 ch. (12 ch. à  
term. Au 1<sup>er</sup> ét. : 2 belles ch.  
avec salle de bains, terrassé,  
cave, Cheminée et installation  
chauffage-nerveux.

Très beau terrain attenant  
de 2.000 m<sup>2</sup>

**PRIX 220.000 - CRÉDIT  
S.I.T.E.**  
10000 Bourges, 1<sup>er</sup> et M. Servet  
Téléph. : (33) 24-77-14

75000 Paris, 9<sup>e</sup>, r. La Boétie  
Téléph. : 256-29-90

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONES  
296-15-01**

**7<sup>e</sup> arrdt.**  
**ST-FRANCOIS-XAVIER**  
Très bel immeuble ancien  
TEPLASSER  
7 P. JOLIE VUE  
DUPLEX PARFAIT ETAT  
BEAUCOUP DE CHARMES  
633-25-17 - 577-38-38

**CHAMP-DE-MARS**  
VUE directe, très BEL IMM.  
4 p., tout conf., 1<sup>er</sup> ordre prof.  
libre, 1.250.000 F. à débattre.  
Mardi et Mercredi, 13 à 18 h.  
1, RUE DE BUENOS-AYRES.

**ATELIER ARTISTE**  
+ 2 chambres à rénover, cadre  
verdure - 624-06-05 ou 28-47-83

**CHAMBRES DEPUIS  
STUDIO TOUT CONF.**  
300.000 F. Tél. 255-05-85.

**9<sup>e</sup> arrdt.**  
40, RUE CONDORCET  
Bel appart, salle à manger,  
2 chambres, bain, 130 m<sup>2</sup> de vue,  
mardi-mercredi, 14 h à 18 heures.  
V. Vire Sacré-Cœur. Beau 2 pces  
à rénover, possib. tt crf-balcon.  
Prix exceptionnel - 878-41-45

**10<sup>e</sup> arrdt.**  
**BONNE-NOUVELLE**  
Bel imm. sur rue soleil, 6<sup>e</sup> et  
5 p., wc, chauff. cent., tél.  
A rénover, + chbre de service.  
**3.400 F LE M<sup>2</sup>**  
51, RUE D'HAUTEVILLE  
Mardi, mercredi, 13 à 18 h.

**viagers**  
LIBRE, Amélie, pr. gare, villa  
récente, grand confort, cheminée,  
130 m<sup>2</sup> habitable, garage, 2 voit.,  
2 toilettes, 5000 F. - 728-44-91.  
1250 route, LODÈZ - 728-44-91.

**appartements occupés**  
**MARais** proche  
THORIGNY  
Bel Immeuble XVIII<sup>e</sup>, caractère  
et bon standing. Beau 2 pièces,  
4 m<sup>2</sup>. A moderniser. Haut de  
plafond. Occupé deux années.  
Droit de reprise : 750.000 F.  
17 à 19 h., sauf samedi, dim.  
17-19 h. 30, rue CHARLOT (4<sup>e</sup>)

**MEUDON - BELLEVUE**  
Immeuble récent, gent 4 pièces  
p. et ascensur, 410.000 F.  
Intéressant MARTIN Dr Drot  
762-99-29 bureaux  
776-24-83 (domestique).

**NEUILLY/CHATEAU** - Hors  
classe, dernier ét., somptueux  
livr. 4 chbrs, piscine, terrasses,  
discrétion, - Étude LOUËL,  
exclusivité - TAC - 323-33-30.

Vendez rapidement. Conseil  
expansion location, grande  
discrétion, - Étude LOUËL,  
33, bd Voltaire - Tél. : 353-41-58.

**OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS**  
**LOCAUX COMMERCIAUX A LOUER**  
(sans appartement)

**I - TETE DU PONT DE SEVRES à BOULOGNE-BILLANCOURT**  
• 12 Boutiques dans ensemble immobilier de 2.200 logements

**II - 5, rue Sainte-Opportune, à PARIS (1<sup>er</sup>)**  
• 1 Boutique dans immeuble de 18 logements

S'adresser le LUNDI et le MERCREDI, de 9 heures à 11 heures -  
Tél. : 329-12-40 - ou écrire

**L'OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS**  
49, rue du Gardine, 75005 Paris  
Service Locaux Commerciaux

**domaines**  
**SOLOGNE**  
Très belle PPTTE 300 HA  
châtaigniers, 4 fermes, 4 étangs  
Bols, terres, Autres PPTTES  
de 20 à 100 hectares.  
CABINET LA SOLOGNE  
4500 ROMORANTIN  
Tél. 154, 76-02-92

**SOLOGNE**  
**PAV. MAÎTRE** 8 pièces,  
contour  
Maison soignée, au milieu  
magnifique parc, terrain boisé,  
Exceptionnel. Prix : 610.000 F.

**SOLOGNE**  
**FERMETTE** - restaurant  
6 p. + maison gardée, 15 ha  
bois, terres, bord rivière,  
Pêche, 100.000 F.

**CABINET LA SOLOGNE**  
4500 ROMORANTIN  
Tél. 154, 76-02-92

**chalets**  
**CHATELAIN** (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>)  
100 m<sup>2</sup>, 3 chbrs, 2 serv.,  
C.A.L.E., 100.000 F.  
Espace plein sud  
avec piscine, vue panoramique  
sur les Pyrénées, 2 ch. bns  
100 m<sup>2</sup>, 100.000 F.  
E.C. 10/14, HAVAS, 1<sup>er</sup> RD  
75008 Rouen Cedex



EN ILE-DE-FRANCE

PARIS-CHANTIERS

Les Invalides font peau neuve

L'hôtel des Invalides, le plus grand palais de mon règne... comme le disait Louis XIV, fut à l'origine un bâtiment utilitaire dont trois architectes de génie : Libéral Bruant, Hardouin-Mansart et Robert de Cotte, réussirent à faire l'un des plus beaux monuments de Paris, sinon le plus beau (Le Monde du 17 janvier 1978).

Depuis quelques années, grâce à deux lois programmes mises en application par le ministère des affaires culturelles agissant avec le concours financier du ministère de la Défense nationale, l'hôtel des Invalides, qui avait subi au cours des siècles une lente dégradation, a fait l'objet d'une restauration complète. Celle-ci comporte la remise en état des toitures et des façades les plus délabrées; le dégagement des bâtiments du dix-septième et du dix-huitième siècle encombrés et désahérisés au dix-neuvième et au début du vingtième siècle par des constructions parasites; enfin, la reprise du projet de Mansart et de Robert de Cotte, qui avaient prévu d'achever de ceinturer l'hôtel des Invalides par des douves, comme cela a été fait sur 200 mètres, boulevard de Latour-Maubourg et à l'entrée de la cour du Dôme.

Les blessés de Louis XIV

Ce programme est loin d'être achevé et si certaines parties du monument comme l'aile de Robert de Cotte, le pavillon ouest de Saint-Louis ou le secrétariat général à la Défense nationale ont retrouvé leur beauté originelle, il reste encore beaucoup à faire, en particulier la mise hors d'eau de certains bâtiments comme la terrasse du Dôme, où de menaçantes infiltrations ont déjà fait leur apparition. Enfin, le Dôme lui-même, cette admirable et unique « coupole de jade et d'or » qui s'accorde si bien avec la couleur du ciel parisien, a perdu sa plus belle parure. La dorure appliquée en 1837 a été de si mauvaise qualité qu'elle a presque entiè-

rement disparu. Le chef-d'œuvre d'Hardouin Mansart mériterait un sort meilleur sous la forme d'une nouvelle et solide couche d'or à la feuille. Il est vrai qu'il en coûterait 7 millions de nos francs.

Parallèlement aux travaux prévus par les deux lois programmes, M. Bertrand Monnet, architecte en chef des Invalides, assisté de M. Jean-Paul Meyer et François Monnet, a entrepris de restaurer et d'humaniser dans le sens hospitalier et actuel du terme l'Institution nationale des Invalides, après une décision du gouvernement et dans le cadre du plan de soutien à l'économie, et, ensuite, par des crédits spéciaux.

Relevant de l'autorité du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, l'Institution n'occupait plus dans ce qui fut l'hôtel royal, puis impérial, aujourd'hui national des Invalides, que l'ensemble des bâtiments situés à l'est du Dôme, le long du boulevard des Invalides et de l'avenue de Tourville. Cet organisme hospitalier, qui reçoit des pensionnaires et qui possède un centre médico-chirurgical, est la seule partie du monument répondant à sa vocation première, qui n'a pas changé depuis Louis XIV : celle d'accueillir et de soigner les grands blessés de guerre.

Les locaux de cette illustre maison étaient dans un grand état de vétusté et de délabrement, et le programme qui devait suivre les architectes impliquait la refonte totale de l'intérieur des bâtiments, dont seuls quelques murs porteurs, escaliers et certains aménagements récents pouvaient être maintenus. En outre, il était entendu que tous les éléments anciens de valeur comme, par exemple, l'ancienne Apothicairerie ou le laboratoire de Pharmacie devaient être conservés.

Mises à part les innombrables améliorations techniques, pratiques ou fonctionnelles qui ont déjà été introduites dans les bâtiments de l'Institution, en par-

ticulier dans ceux de l'aile de Robert de Cotte réunis récemment aux anciens locaux, l'éminent architecte a initié un programme d'animation culturelle et manuelle considéré comme le plus important et qui permet aux pensionnaires d'échapper à l'existence végétative qui était la leur. C'est donc essentiellement sur ce point que porte l'« humanisation » de l'Institution qui se manifeste déjà dans la qualité de l'équipement intérieur des nouvelles chambres des pensionnaires, qui possèdent télévision, téléphone et éclairage approprié.

Le public chez l'intendant

L'achèvement des travaux de rénovation de l'installation de l'aile de Robert de Cotte, les transformations en cours dans les ailes est et sud, montrent que la restauration et l'humanisation de l'Institution nationale ne peuvent que concourir à la mise en valeur de l'admirable édifice, qui est une des gloires de notre patrimoine.

Enfin, le maire de Paris a accepté de prendre en charge l'aménagement du jardin de l'intendant, dont les 1 900 mètres carrés s'étendent le long de l'avenue de Tourville et de l'avenue de Latour-Maubourg. Ce joli petit parc à la française sera, dès la fin de sa remise en état et à la demande de la Ville de Paris, ouvert au public.

C'est encore à la Ville de Paris qu'on devra le réaménagement de l'esplanade, dont les plantations sont en partie réalisées (Le Monde du 9 mai). Cette vaste opération a fait l'objet d'un plan d'ensemble élaboré par M. Bertrand Monnet d'après un dessin d'origine de Robert de Cotte datant de 1758 qui sera exécuté dès que le ministère de l'environnement et du cadre de vie aura donné son accord.

ANDRÉE JACOB.

POINT DE VUE

Ce sont les communes les plus démunies qui paient les impôts les plus lourds

Al moment où s'ouvrent les discussions budgétaires au Parlement et dans les assemblées régionales, il est intéressant de réfléchir une fois de plus sur la répartition des impôts locaux. Les déséquilibres, les injustices que l'on constate sont très souvent liés à des disparités dans les politiques d'équipement des différentes collectivités.

M. Alain Griotteray, maire (P.R.) de Charenton-le-Pont, rapporteur général du budget de la région Ile-de-France, constate ainsi que, paradoxalement, c'est dans les communes de la banlieue parisienne — celles des trois départements de la petite couronne — où l'on paie le plus d'impôts que l'on vit le plus mal.

CERTAINS déclament en France les premiers signes de ce que, dans certains Etats américains, on appelle la « révolte fiscale ».

ALAIN GRIOTTERAY

Cartes, la pression fiscale dans notre pays est encore plus faible que chez certains de nos voisins, mais l'ensemble des prélèvements sous toutes ses formes (impôts d'Etat, budget social de la nation, impôts locaux) n'est pas loin d'atteindre le seuil considéré comme critique par les experts. Assez curieusement, la feuille jaune des impôts locaux est celle qui provoque chez le contribuable l'irritation la plus directement sensible, peut-être parce que le maire, à qui on en attribue la responsabilité, est un personnage plus concret, avec qui on peut engager le dialogue, qu'il est impossible d'obtenir de ce monstre anonyme qu'est la Rue de Rivoli.

La population d'Ile-de-France se trouve dans la situation paradoxale et incomfortable de payer 45 %, tous impôts confondus, des ressources de l'Etat, de contribuer pour une part importante, par des impôts particuliers (2 milliards de francs par an), au financement de ses équipements et d'être cependant accusé par les autres régions d'être particulièrement favorisé. A l'effort considérable de ces quinze dernières années, qui a assuré l'amélioration spectaculaire de ses routes, de ses transports en commun, de ses hôpitaux, correspond un effort parallèle, rarement atteint dans leur histoire, des communes elles-mêmes et des départements.

Une jungle impenétrable

La fiscalité locale est fondée sur un système fiscal archaïque, qui a résisté jusqu'à toutes les tentatives de réforme : les coefficients correcteurs, les principaux flechs et les bases imposables s'y entrecroisent, s'y chevauchent, jusqu'à former une jungle impenétrable, où personne ne se retrouve, et qui permet à chacun de procéder par affirmation pour s'estimer le plus injustement frappé.

L'exemple de Neuilly-sur-Seine (comme celui de Jouy-en-Josas ou de Bougival) est à cet égard typique : la commune a la chance d'avoir une base d'imposition élevée, en raison de la qualité des habitations construites ; elle est très endettée, et n'opère pas pour l'instant de procéder à des investissements coûteux. Elle va donc appliquer à ses bases imposables des taux assez bas, et ses habitants paieront peu d'impôts. Inversement, une commune comme Saint-Germain dans la Val-d'Oise s'est engagée au cours de ces dernières années dans des opérations de rénovation d'envergure, et se trouve présentement très endettée ; ses besoins accrus l'amènent à appliquer à sa base d'imposition des taux élevés, et ses habitants paient par

conséquent des impôts locaux très lourds.

Les impôts locaux, en région Ile-de-France, subissent donc des variations qui vont couramment du simple au double d'un département à l'autre, et l'on arrive à une sorte de hiérarchie de l'imposition par zones géographiques. Les charges fiscales les plus élevées sont localisées dans les trois départements de la petite couronne, avec une moyenne par contribuable de 1 782 F en Seine-Saint-Denis, 1 656 F dans les Hauts-de-Seine, et 1 545 F dans le Val-de-Marne.

On voit que la charge fiscale moyenne diminue nettement dès que l'on passe aux départements de la grande couronne, et ce n'est pas un hasard si la Seine-et-Marne, qui est le département le plus rural d'Ile-de-France, est aussi le moins imposé : cette charge fiscale tombe à 1 136 F pour les Yvelines, 1 135 F pour l'Essonne, 1 100 F pour le Val-d'Oise, et enfin 896 F pour la Seine-et-Marne.

Le cas de Paris...

Le cas de Paris est particulier : la charge fiscale moyenne y est de 1 475 F par contribuable, et situe ainsi Paris entre le groupe des départements les plus imposés et ceux qui le sont les moins. La vieille image d'« Epinal » selon laquelle les contribuables parisiens paient peu d'impôts n'est pas tout à fait dépourvue de fondement.

De tous les impôts locaux, le plus inégal, du point de vue de la répartition départementale, est sans doute la taxe spéciale d'équipement (T.S.E.).

Cet impôt, prélevé par l'intermédiaire des « quatre vieilles », connaît un écart de 1 à 5 selon les départements et varie de 24 F par contribuable en Seine-et-Marne, à 116 F pour Paris. L'on est en droit de se demander s'il est équitable que le contribuable parisien paie une T.S.E. cinq fois plus élevée que son homologue de Seine-et-Marne, même s'il s'agit d'un effort de solidarité de Paris, moins imposé, à l'égard de sa couronne.

et celui de la petite couronne

Le conseil régional n'a pas assez utilisé jusqu'ici les moyens que lui donne son budget pour harmoniser la pression fiscale dans la région. Les villes de la grande couronne ont raison de se plaindre de payer des impôts régionaux, alors qu'elles ne bénéficient pas des équipements de transport en commun, et que, par ailleurs, la politique d'urbanisme des communes de la petite couronne a poussées à ce gigantisme qui a atteint l'Essonne et qui menace la Seine-et-Marne.

Des projets parisiens contestés

● L'immeuble Bofill est approuvé par la commission des sites

● Le programme Broca est réduit

La commission départementale des sites de Paris a donné, le 18 octobre, un avis favorable au classement de la Cité verte, située sur 147 m de la rue Edouard-Maître, dans le troisième arrondissement, celle-ci abrite une vingtaine d'ateliers d'artistes au milieu de quelque 25 hectares de verdure. Elle est en instance de classement depuis le 31 août 1977.

La commission est également prononcée en faveur d'une inscription à l'inventaire des sites de la ville « Castel » dans le vingtième arrondissement. Il s'agit d'un des rares ensembles de villas privées édifiées à la fin du dix-neuvième siècle. D'autre part, le projet de construction par l'architecte Eusebio Sanguinetti d'un immeuble de bureaux sur un terrain de la rue de Valenciennes a été soumis à la commission. Celle-ci a estimé que le caractère de ce terrain ne justifiait pas d'être remis en cause. Elle n'est cependant prononcée pour une réduction de son volume et pour que l'architecte s'engage à respecter les caractéristiques de l'édifice.

On sait toutefois que l'ensemble du projet est réexaminé dans le cadre du « plan Chirac » pour les « Haies ».

« L'Assistance publique » annonce de son côté qu'elle vient d'abandonner une partie de ses projets d'aménagement sur les terrains de l'ancien hôpital Broca, dans le troisième arrondissement.

La troisième tranche du programme qui prévoyait la construction d'un ensemble d'enseignement pour infirmières, assistantes sociales et de recyclage du personnel de l'Assistance publique, ainsi qu'une station pour ambulances, ne sera pas réalisée. Après cession des terrains à la Ville de Paris, on créera à la place un espace vert. En revanche, les deux premières tranches de l'opération sont maintenues. On y prévoit la construction de soixante-dix appartements pour le personnel de l'Assistance publique, une maison de cure médicale de quatre cents lits pour personnes âgées invalides, de deux centres et d'un bureau de santé.

FRICIONS DANS L'ESSONNE

Nouveaux citoyens et anciens agriculteurs sur les mêmes terres

Plus de la moitié de la surface de l'Essonne est encore effectivement utilisée pour l'agriculture. Cela explique le réflexe protectionniste des agriculteurs, notamment dans la partie nord du département devant les progrès de l'urbanisation et, en particulier, devant la vague de l'habitat individuel, grand consommateur de terrain.

Tout en suivant avec intérêt le sort réservé aux deux zones naturelles d'équilibre qui concernent l'Essonne — celle des plateaux du Sud et du Eurepot, — ils s'inquiètent des « galets de terrain » apparus sur les différents documents administratifs (SDAU et POS).

Entre 1970 et 1977, le nombre d'exploitations agricoles est passé de deux mille cinq cent quarante à deux mille huit. Elles sont très diverses. On trouve aussi bien de grandes « entreprises » spécialisées s'étendant sur plusieurs centaines d'hectares que des exploitations beaucoup plus spécialisées, se consacrant notamment au maraîchage. Ainsi, l'Essonne est une des premières régions d'Europe pour la production de cresson et de plants médicinaux. Mais pour 72 % la production reste consacrée aux céréales (blé, orge, maïs, etc.). Bien qu'on ait observé en la matière une baisse de 18,5 % depuis dix ans.

La conséquence de cet écolatisme, c'est la relative désorganisation du secteur : pas de coopération, un système de diffusion des produits encore largement artisanal. « La profession a bien compris qu'il fallait être ensemble », remarque M. Michel Tisserand, directeur départemental de l'Agriculture, mais elle n'a pas pour autant résolu tous ses problèmes d'organisation de production et de vente. Nombreux sont ceux qui restent directement à l'écart ou sur les marges à proximité avec, pour conséquence, un grand désordre au niveau des prix.

Il reste que, paradoxalement, dans ce département de la région parisienne, l'agriculture ne connaît pas de graves difficultés organisationnelles. « On n'a pas de crise du vin, du lait ou du porc », constate M. Michel Tisserand. Et depuis quelques années, les exploitants qui se situent encore de père en fils ont découvert que leur meilleure alliée se trouvait en fait dans les nouveaux habitants des villes, particulièrement attachés à la fonction écologique du secteur rural, ultime barrière face à l'avancée du béton.

LA GRANDE FORME. Renault 18 advertisement featuring a car image and text describing its features and pricing.

Elégante, puissante, confortable, elle tient la grande forme d'une excellente routière. Laissez-vous séduire en venant essayer l'une de ses versions: Renault 18 TL: 30 600 F - Renault 18 GTL: 33 000 F - Renault 18 TS: 33 400 F - Renault 18 GTS: 37 600 F - Renault 18 TS automatic: 36 600 F - Renault 18 GTS automatic: 39 900 F \* Prix clés en main au 107178 (modèle 79)



سكوتان الاول

Le Monde

# économie

## SOCIAL

## CONJONCTURE

### La C.G.C. propose la « double affiliation » aux adhérents de l'Union des cadres et techniciens

La Confédération générale des cadres (C.G.C.) a proposé à l'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) — organisation dissidente, en 1980, de la centrale de la rue de Gramont — une « étape supplémentaire » dans la voie du rapprochement entre les deux organisations. C'est ce qu'a annoncé, samedi 21 octobre, le président de la C.G.C., M. Yvan Charpentier, devant le congrès de l'U.C.T. réuni à Gouvilleur (Oise). Il a suggéré qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le principe de la « double affiliation » puisse être admis pour « les grands secteurs respectifs » des deux organisations : pétrole, E.G.P., arts graphiques et papier-carton.

L'U.C.T. qui déclare regrouper quelque dix mille adhérents — prendra position sur cette proposition après le congrès extraordinaire de la C.G.C., qui aura lieu à Versailles le samedi 28 octobre. De son côté, nous indiquons notre

correspondant à Rennes, l'union départementale d'Ille-et-Vilaine de la C.G.C. a adopté à l'unanimité samedi une résolution demandant à l'union régionale de Bretagne de poser à ce congrès de Versailles une question préalable « sur la suppression de ces cotisations-croisées ». Les mandats de la Fédération de la métallurgie. Très critique à l'égard de M. Yvan Charpentier, nous ne tiens pas compte de la base, où aucun conflit n'oppose la métallurgie aux autres fédérations ». L'union départementale C.G.C. d'Ille-et-Vilaine déplore la précipitation de ce congrès extraordinaire et proteste contre son huis clos décidé par la Confédération. Elle affirme qu'« aucune organisation ne survit à l'intolérance et au sectarisme ». L'union régionale C.G.C. de Bretagne se réunit lundi soir 23 octobre pour prendre position sur les modalités d'organisation du congrès de Versailles.

### LES RETRAITÉS PAR RÉPARTITION S'OPPOSENT AUX PROJETS DE M. BARRE

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. — L'Association générale des retraités par répartition (A.G.R.), qui a été en 1977 pour plus d'un million de cotisants. Veut de tenir son assemblée nationale à Saint-Etienne, en présence de quelque six cents délégués. Les congressistes se sont fermement opposés à la capitalisation des retraites, affirmant qu'il « ne saurait accepter que des organismes de droit privé gèrent totalement des cotisations de cotisants de fonctionnaires que leurs gestionnaires, organisations patronales et syndicats, n'auraient pas le droit de gérer ».

En aucun cas les difficultés d'ordre démographique ne sauraient justifier les propositions avancées par M. Barre en juin 1978. Les congressistes ont demandé plus que ces mouvements démographiques ont une évolution très lente, et qu'il est toujours loisible de s'y adapter par une modulation des cotisations.

### M. BOULIN EMBARRASSÉ PAR LE SONDAGE OFFICIEL SUR L'EMPLOI

L'Agence France-Presse a diffusé samedi 21 octobre à 19 h 45 le dépêche suivante, datée de Libourne (Gironde), ville dont M. Boulin est maire :

« M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a fait toutes réserves sur le source du sondage publié par le journal Le Monde dans son édition datée 22-23 octobre en l'attribuant au ministère du travail. Selon ce sondage, près de 75 % des Français estiment que l'action du gouvernement contre le chômage n'est pas efficace ».

« Il existe, en effet, reconnaît M. Boulin, un document de travail réalisé par nos services entre le 13 juillet et le 13 août derniers, mais il n'a pas été communiqué à la presse. Ce sondage porte sur 150 personnes, à qui il a été demandé ce qu'elles pensaient du premier pacte pour l'emploi des jeunes. Il révèle que cette action avait été appréciée, mais que 75 % des personnes interrogées demeurent pessimistes ».

En rappelant que les effets du pacte numéro 2 se feront sentir en novembre et décembre », le ministre du travail a déclaré : « Restent toutes les autres mesures structurelles que j'ai proposées et qui sont entrées dans le domaine public parce qu'en a déjà beaucoup parlé. Mais aucune de ces mesures n'est pour l'instant entrée en application. Elles deviendront effectives dans le courant du dernier trimestre 1978 ».

« Au fur et à mesure de la mise en application de ces mesures, conclut M. Boulin, les Français verront que l'action du gouvernement est efficace contre le chômage porté ses fruits et n'est pas inefficace ».

[Signalons d'abord deux erreurs matérielles qui se sont glissées dans cette dépêche : le sondage en question a été réalisé entre le 20 juillet et le 12 août, et il a concerné 1 275 personnes.

Le service information du pacte national pour l'emploi, qui fait partie du ministère du travail et de la participation, nous confirme que c'est bien lui qui nous a fait parvenir par la voie normale des F.T.P. ce document de travail qui avait été destiné, selon M. Boulin, à la presse. Il s'agit d'une jolie brochure verte et blanche, qui porte le zeste officiel du ministère de la rue de Gramont, et qui donne tous les éléments que nous avons analysés dans notre numéro daté des 22-23 octobre.

Les réserves de M. Boulin énoncées, alors que l'on pouvait estimer naïvement que le fait de publier un sondage défavorable au gouvernement de la part du ministre du travail et de la participation, un « honorable » sonnet de vérité... — M. C.]

### M. Chirac plaide pour une relance sectorielle de l'investissement et de la consommation familiale

De notre envoyé spécial

Saint-Quentin. — M. Jacques Chirac a répondu dimanche 22 octobre aux questions des milieux socio-professionnels venus l'interroger au Théâtre municipal de Saint-Quentin sur les problèmes de l'emploi et de l'élargissement de la C.R.S.

« On ne peut pas accepter aujourd'hui, a-t-il déclaré, que le chômage soit un élément de régulation. On doit d'abord constater qu'il y a du chômage, puis prendre des mesures de relance et les dispositions compensant les effets négatifs de cette politique ».

« Face à l'approche libérale et conservatrice traditionnelle qui accepte le chômage en le regardant et en l'induisant, il y a une approche moderne, la nôtre, qui consiste à agir d'abord sur les hommes puis sur les choses ; la politique allemande n'est pas différente ».

« La France a un problème à court terme, a poursuivi M. Chirac, 1,2 million de chômeurs, et un problème à moyen terme : depuis deux ans on n'a investi plus. Il faut une relance sectorielle de l'investissement, conçue dans le cadre d'une politique volontariste (un plan), fondée sur quatre secteurs : nos industries de base, les industries

de pointe (ne pas assister impuissamment à la disparition de l'informatic), le bâtiment et les travaux publics, et la recherche ».

M. Chirac préfère à cet égard des incitations fiscales à un financement budgétaire. On peut envisager, selon lui, une réévaluation sectorielle des bilans. M. Chirac s'est également déclaré favorable à une relance de la consommation familiale conçue comme un élément de la politique démographique.

S'agissant de la politique agricole, l'ancien premier ministre s'est déclaré constaté de voir les nuages qui s'accumulent sur l'activité agricole. « L'agriculture n'est pas assez aidée, a-t-il ajouté. Une loi-cadre, est une bonne chose, mais il faut surtout des moyens ».

« Les entreprises ne peuvent pas supporter des charges sociales énormes, a-t-il ajouté. Il faut alléger les charges sociales pour décongestionner les entreprises et augmenter les bas salaires. Je suis partisan de la « budgétisation » des allocations familiales et d'asseoir les autres charges sociales sur la valeur ajoutée, pour éviter, en période de chômage, de passer de façon excessive sur les salaires. — G. D.

### LICENCIÉE POUR CAUSE DE MARIAGE...

Une jeune secrétaire de direction, licenciée en 1977 par la société Quo Vadis — une fabrique d'agendas — à la suite de son mariage avec un salarié de la même entreprise réclame l'indemnité de 24 000 F. à son employeur. La direction avait invoqué le règlement intérieur de la société, qui stipule que mari et femme ne peuvent y être employés en même temps.

La jeune femme, Mme Nadine Sauerwein, vingt-quatre ans, avait en outre été contrainte, affirme-t-elle, de signer elle-même la lettre de licenciement qui lui dictait son directeur. Le tribunal des prud'hommes de Nantes, saisi de l'affaire vendredi 20 octobre, a mis son jugement en délibéré.

Lors d'un cas identique, dans la même entreprise, le tribunal avait accordé à la plaignante — une autre employée remerciée son mariage — d'importants dommages et intérêts, sans toutefois décider sa réintégration.

### À la caisse d'épargne de Rennes, la grève de 75 % des employés, qui ont arrêté le travail depuis le mardi 17 octobre, devrait continuer jusqu'au vendredi 27 octobre, jour où se réunira une assemblée générale du personnel.

Les grévistes demandent notamment la suppression de la table d'écoutes téléphoniques qui permet, depuis le bureau du directeur, d'entendre toutes les communications avec l'extérieur.

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 21 octobre, a évoqué la situation sociale. Après avoir constaté que de nombreux secteurs sont en crise, le P.S. ajoute : « Dans le même temps s'aggravent les menaces de démantèlement et de privatisation du secteur public et des services publics (rapport Guillaumat sur les transports et la S.N.C.F., rapport Ripert et Novakovic pour les P.T.T.), tandis que les réformes menées en matière de crédit visent à renforcer les privilèges des banques privées et leur part de marché. Le parti socialiste dénonce la politique du pouvoir qui hésite pas à mettre en cause l'emploi dans des secteurs qui dépendent directement de lui (éducation nationale, secteur nationalité) ».

### LES BUREAUX D'AIDE SOCIALE SUGGÈRENT UN IMPÔT SUR LA PUBLICITÉ

L'Union nationale des bureaux d'aide sociale de France et d'outre-mer (U.N.B.A.S.) vient de tenir à Paris son quarante-sixième congrès. Dans une résolution, les congressistes ont demandé une fois de plus la création de ressources spécifiques pour financer l'action sociale des bureaux, dont le développement est notamment dans le domaine des garderies, foyers, dispensaires, aide aux handicapés — met en péril, en cette période de crise, les budgets communaux. Ces ressources, souligne l'U.N.B.A.S., pourraient provenir d'un impôt sur la publicité.

Le congrès a souhaité, d'autre part, que les bureaux bénéficient des mêmes aides que celles qui sont accordées aux associations privées. Il a défini les grands objectifs d'une « politique sociale cohérente » en faveur des handicapés : développement de la médecine de la mère, insertion sociale, droit au travail, aux ressources, aux loisirs.

### L'économie allemande est sortie d'un abatement de trois ans

Les informations en provenance de R.F.A. ont fait apparaître de façon indéniable une reprise certaine attendue depuis trois ans et qui ne voyait jamais le jour malgré les mesures de relance très substantielles prises successivement par le gouvernement de la République fédérale », écrit la Banque de Paris et des Pays-Bas dans son dernier bulletin de conjoncture.

« Il faut certes être prudent, poursuit la note. Nous avons déjà connu des débuts de reprise qui se sont avérés illusoire. Mais la hausse du P.N.B. au second trimestre (6 % en termes annuels), l'accroissement de la production industrielle (une année sur l'autre (6 % également), la baisse du chômage, la reprise très forte de la demande de logements, le retour de sentiments optimistes chez les chefs d'entreprise et dans les ménages, conduisent à penser que l'économie allemande est vraiment sortie du long abatement qu'elle avait frappé ».

« Si l'influence de la conjoncture des États-Unis sur l'Europe est faible, en raison de la modicité des exportations européennes vers ce pays, il n'en va pas de même pour l'économie allemande qui absorbe un pourcentage élevé des exportations de ses partenaires européens (1). L'appréciation du mark depuis quatre ans a rendu cette pénétration des exportations des pays voisins encore plus aisée et plus importante. La reprise allemande est la première nouvelle hausse en matière d'activité qu'on ait enregistrée en Europe depuis 1973 ».

« L'industrie allemande a connu une accélération des entrées de commandes intérieures dans tous les secteurs, poursuit le service de conjoncture de la Banque de

Paris et des Pays-Bas. Les indices provisoires de juillet confirment la révision en hausse de ceux de mai. En 1977 pour les biens d'équipement, les variations saisonnières et en volume, les ordres enregistrés durant ces deux mois ont été supérieurs de 8,5 % à ceux de la même période de 1977 pour les biens d'équipement, de 6,8 % pour les biens de consommation durables. Dans le bâtiment, pour lequel on ne possède d'indications que pour le deuxième trimestre, les ordres reçus ont dépassé leur niveau de 1977 de près de 20 % en volume. Dans les comparaisons du secteur profitant de la hausse, cette forte poussée du bâtiment est en partie à l'origine du redressement des commandes de biens d'équipement et de biens de consommation durables ».

« Pour ce dernier poste on note que la reprise de la demande des ménages, qui dure depuis déjà neuf à dix mois, semble, depuis juin-juillet, bénéficier autant aux producteurs nationaux qu'aux fournisseurs étrangers (...). Cette poussée de la concurrence internationale sur le marché allemand a eu sans doute un effet heureux sur le niveau d'activité des partenaires de l'Allemagne, surtout l'Italie ».

« Le point noir pour l'Allemagne : on ne voit pas actuellement dans les statistiques de forte reprise des exportations. « Sauf cette faiblesse de la demande étrangère, la situation économique allemande, au vu des données récentes, paraît excellente », conclut le Bulletin de conjoncture de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

(1) L'Allemagne de l'Ouest est le premier fournisseur et le premier fournisseur de la France, absorbant 17,3 % de nos ventes et assurant 18,3 % de nos importations.

### En Suisse

### Le gouvernement s'efforce de trouver des recettes nouvelles

Berne. — Malgré les efforts de compression des dépenses, le projet de budget de la Confédération helvétique pour 1978, présenté le 20 octobre, prévoit un déficit de 1 377 millions de francs suisses. En augmentation de 361 millions, les dépenses s'élevaient à 16 529 millions, tandis que les recettes sont évaluées à 15 152 millions. En légère hausse par rapport à 1978, le déficit budgétaire est néanmoins inférieur à celui de 1977, qui avait atteint près de 2 milliards.

En raison d'achats de matériel de guerre, la défense nationale occupé à nouveau la première place (20,1 %), suivie par la prévoyance sociale (19,8 %), les communications (15,9 %), l'enseignement et la recherche (9,5 %), l'agriculture (8,4 %) et les relations avec l'étranger (3,8 %).

Par crainte de voir reprendre l'inflation qu'elles ont réussi à maîtriser, les autorités helvétiques se refusent à favoriser la relance par un trop fort accroissement des dépenses. Toutefois, les déficits s'accumulent et, chaque année, il devient plus urgent de trouver des recettes nouvelles.

Depuis quelque temps, le gouvernement s'efforce de faire admettre un projet de réforme

fiscale. En juin 1977 déjà, les citoyens avaient raté une première version prévoyant l'introduction d'une T.V.A. de 10 %. Maintenant, un nouveau projet, ramenant le taux de T.V.A. à 7 %, divise la coalition gouvernementale.

Cédant aux pressions des socialistes, le gouvernement s'était finalement rallié au principe d'une plus forte imposition des banques. Mais la commission des finances du Conseil des États (Chambre haute) vient de rejeter fermement la proposition socialiste de percevoir un impôt anticipé sur les intérêts des placements financiers. Le gouvernement helvétique n'a cependant pas encore perdu espoir de parvenir à un compromis, qui lui permettrait de soumettre son projet de réforme fiscale à référendum l'année prochaine.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

### ÉTRANGER

### Aux États-Unis

LES ALLÈGÈMENTS D'IMPÔTS SONT ANNULÉS PAR L'INFLATION ET L'ALOURDISSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES.

En dépit des 18 milliards de dollars de réductions d'impôts votés par le Congrès, la plupart des Américains continueront à voir leur revenu net diminuer à leur gouvernement prochain. Ces réductions seront, en effet, comme les précédentes, annulées en partie par l'inflation. Les augmentations de salaires accordées pour compenser la hausse des prix font grimper les revenus des contribuables sur le barème de l'impôt progressif, sans que leur pouvoir d'achat augmente réellement (1).

En dépit des réductions d'impôts, multiples et apparemment substantielles, votées par le Congrès, l'impôt fédéral absorbe aujourd'hui en moyenne 13 % des revenus des Américains, au lieu de 11,9 % en 1969.

En outre, les cotisations à la sécurité sociale, qui, aux États-Unis, se limite à l'octroi d'une retraite, vont fortement augmenter en 1979 et les années suivantes. L'État va donc reprendre d'une main une partie au moins de ce qu'il a donné de l'autre.

L'impact de cette augmentation sera particulièrement marqué pour les personnes dont les revenus sont voisins de 20 000 dollars par an (7 500 francs par mois), c'est-à-dire la classe modérément aisée, celle qui se plaint déjà le plus du fardeau fiscal. Un technicien marié et père de deux enfants, gagnant 20 000 dollars par an, verra ses impôts diminuer de 167 dollars (750 francs), mais ses cotisations à la sécurité sociale augmenteront de 156 dollars (700 francs). Gain net : 11 dollars dans l'année, soit 80 francs.

L'impact sera moins marqué aux deux extrêmes de l'éventail des salaires. A 10 000 dollars par an (3 750 francs par mois), les impôts diminueront de 70 dollars (315 francs), tandis que les cotisations augmenteront peu. A 50 000 dollars (18 750 francs par mois), les cotisations progresseront de 333 dollars (1 500 francs), mais les impôts baisseront de 627 dollars (soit de 2 820 francs environ). — (A.F.P.)

(1) Contrairement à ce qui existe partiellement en France, le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas appliqué aux États-Unis en fonction de la hausse des prix.

### PORTUGAL

La France va accorder au Portugal un prêt et des crédits commerciaux d'un montant de 150 millions de francs, destinés au financement de projets industriels au Portugal, a annoncé récemment la Banque du Portugal.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U.	4,1663	4,1785	- 119	- 85	- 215	- 175	- 628	- 590
S. can.	3,132	3,2345	- 192	- 85	- 190	- 145	- 665	- 390
Yen (100)	2,2995	2,3100	+ 95	+ 95	+ 125	+ 170	+ 690	+ 495
DM	3,2105	3,2195	+ 68	+ 190	+ 433	+ 190	+ 433	+ 695
Fl. (100)	2,1165	2,1235	- 190	- 85	- 150	- 109	- 198	- 125
P. S. (100)	15,5770	14,9420	- 220	- 718	- 220	- 220	- 220	- 220
P. S. (1 000)	5,7125	5,7885	+ 169	+ 195	+ 320	+ 375	+ 1 080	+ 1 085
L. (1 000)	5,1425	5,1870	- 385	- 298	- 765	- 628	- 2 095	- 1 845
F. franc.	8,3510	8,3760	- 369	- 299	- 769	- 689	- 2 095	- 2 230

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M.	6 M.	12 M.	3 M.	6 M.	12 M.	3 M.	6 M.	12 M.
DM	3 3/4	3 1/8	3 1/16	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/8	3 1/8
£-G.	11 7/8	10 3/4	10 3/8	10 3/8	10 3/4	11 1/16	11 7/8	11 7/8	11 7/8
Fl. (100)	15 1/2	15 1/4	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F. S. (100)	15 1/2	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
P. S. (100)	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16
L. (1 000)	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16
F. franc.	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Fr. franc.	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# AUTOMATIQUE



**Souple et utile en ville. Sûre et certaine sur route.**

Courte - 3,56 m - elle se gare où bon lui semble, et d'un doigt se transforme en break-à-tout-faire : c'est une 3 portes. Très stable sur la route, c'est

une traction avant à 4 roues indépendantes - elle atteint sans perdre de temps (c'est une 7 cv, 1238 cc.) les vitesses autorisées en ville, sur route et sur autoroute, car sa boîte automatique ne lui fait rien perdre de sa nervosité.

Pour une "petite" elle a de "grandes allures" !

## HONDA CIVIC

Honda-France, 20 rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet. Tel. 360.01.00

# AFFAIRES

## LES FILIALES ÉTRANGÈRES DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES DEVRAIENT INVESTIR 36,8 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1979

Selon le département du commerce américain, les investissements des filiales étrangères des sociétés d'outre-Atlantique devraient atteindre 36,8 milliards de dollars (1) en 1979, soit 18 % de plus qu'en 1978. Les prévisions du début de l'année laissent envisager une progression de 10 % seulement. La différence semble traduire la baisse du dollar, les réinvestissements des bénéfices étant en effet majorés lorsqu'ils sont convertis en dollars.

La Grande-Bretagne restera le terrain d'investissement favori des Américains (7,1 milliards de dollars), derrière le Canada (7,5 milliards). Elle dépassera nettement l'Allemagne occidentale (2,9 milliards prévus pour 1979 au lieu de 2,6 milliards en 1978) et attirera environ la moitié des investissements prévus dans la Communauté européenne (14,8 milliards en 1979 au lieu de 12,9 milliards en 1978).

Les investissements en France devraient atteindre 1,3 milliard de dollars (contre 1,6 milliard en 1978 et 1,4 milliard prévu).

Dans les pays en voie de déve-

loppement, ils devraient dépasser 8 milliards de dollars contre 7 milliards en 1978 et 5,6 milliards en 1977. La progression devrait être particulièrement sensible en Amérique latine : 4,1 milliards de dollars prévus au lieu de 3,3 milliards en 1978 et 2,6 milliards en 1977.

(1) 153 milliards de francs environ.

## FIRESTONE VA « RAPPELER » DIX MILLIONS DE PNEUS

La société américaine Firestone, deuxième fabricant mondial de pneumatiques, va procéder au remplacement gratuit de près de dix millions de pneus à carcasse radiale jugés dangereux pour les utilisateurs. Décidée après des négociations serrées avec le département du commerce américain, cette opération coûtera quelque 230 millions de dollars (970 millions de francs) à la firme. C'est le plus important retrait de produits défectueux de toute l'histoire de l'automobile.

Les pneus du modèle « 500 » fabriqués en 1975 et en 1976, sont principalement concernés. Selon de nombreuses plaintes reçues par l'administration de la sécurité routière, ils se détachent rapidement, entraînant de nombreux accidents.

## OFFRE D'EMPLOI : MINISTRE CH. NOUV. ENCYCLOPÉDISTES

Il y avait les « nouveaux philosophes ». Il y a en les « nouveaux économistes ». Va-t-on avoir de « nouveaux encyclopédistes » ?

Sacrifiant à la mode, M. André Giraud, ministre de l'Industrie, veut entourer son tout neuf délégué à l'innovation et à la technologie d'un groupe de conseillers extérieurs au ministère. Ces « nouveaux encyclopédistes de l'innovation », selon sa formule, seraient chargés de définir les sujets d'intérêt général à placer dans le programme national d'innovation.

Reste à trouver ces oiseaux rares, ces d'Ambert, Diderot, Rousseau, Jancoart, Voltaire, d'un « nouveau style ». Ceux qui se sentent les qualités requises peuvent se faire connaître : ministère de l'Industrie, 161, rue de Grenelle, J.-M. Q.

# AUTOMOBILE

## Le 23<sup>e</sup> Économie Run

Une parfaite démonstration de l'intérêt d'une bonne conduite... et d'un bon véhicule

L'édition 1978 du Mobil Économie Run est un succès. Pour la première fois, une grande compétition de conduite économique est crédible tant son déroulement semble satisfaisant pour un automobiliste soucieux d'obtenir des bases objectives de consommation.

L'épreuve urbaine, dans l'agglomération parisienne, n'a pas été la moins intéressante. Elle a favorisé les accélérations franches et les coups de frein brutaux qui caractérisent une conduite qui caractérise une conduite rapide en ville. Le circuit routier était difficile dans la mesure où il traversait de nombreuses villes (Nantes, Vernon, Gaillon, Louviers, Elbeuf, Le Neubourg et Honfleur notamment), ce qui rendait problématique le respect des 60 kilomètres à l'heure, allure moyenne imposée pour les 225 kilomètres à l'heure du parcours.

Le retour, centre de Deauville-Ouveilly par l'autoroute à 120 kilomètres à l'heure de moyenne (le dépassement des 130 kilomètres à l'heure impliquant l'élimination), était d'autant plus probant que les qualités des machines étaient plus que celles des pilotes.

Nous donnons ci-dessous les dix meilleurs résultats (sur trente-cinq concurrents) obtenus dans chacune des épreuves. Nous avons volontairement rejeté le classement officiel de la compétition qui présente trois défauts : sa classification est contestable dans la mesure où des automobiles qui ne sont pas encore vendues en France sont reléguées dans les véhicules expérimentaux, et où les moteurs diesel, aujourd'hui largement répandus, ont une catégorie spécifique. D'autre part, certaines pénalisations infligées aux concurrents n'ont aucun intérêt pour les consommateurs : le Mobil Économie Run souffre encore d'une organisation sportive qui n'est qu'une démonstration de conduite économique. Enfin, les coefficients donnés à chaque épreuve (40 % pour la ville, 40 % pour la route et 20 % pour l'autoroute) pour la détermination d'une consommation

### LE BON CHOIX...

Tous deux, entre parenthèses, les coefficients à 10 et 20 conventionnelles en litres aux 100 kilomètres (voir « le Monde » du 19 octobre) concernent chacun des véhicules cités. Les différences, notamment pour la ville et la route, sont surtout dues aux qualités des pilotes, ainsi qu'à l'état mécanique des voitures, qui sont, rappelons-le, strictement de série.

LES MEILLEURES ROUTIÈRES (120 kilomètres-heure de moyenne) :

- Volkswagen Golf diesel, 5 CV : 4,46 (5,4 de gazole) ; Daihatsu Charada, 4 CV : 5,68 (consommation conventionnelle de super n.o.a. d'17,1 l/100) ; Renault 5 GTI, 5 CV : 5,82 (6,5 de super) ; Fiat Ritmo, 7 CV : 5,99 (6,5 de super) ; Renault 18 GTS, 9 CV : 5,99 (6,1 de super) ; Pe auto-14 TL, 7 CV : 6,21 (6,4 de super) ; Fiat Ritmo-75, 7 CV : 6,31 (7,1 de super).

LES MEILLEURES URBAINES (25 kilomètres-heure de moyenne) :

- Renault 5 GTI, 5 CV : 7,40 (7,1) ; Volkswagen Golf diesel, 5 CV : 7,50 (7,8) ; Honda Accord 1.6, 4 CV : 8,11 (8,4) ; Fiat-127 900, 5 CV : 8,30 (7,3) ; Audi-100, 12 CV : 8,31 (10,7) ; Fiat Ritmo-75, 7 CV : 8,44 (8,6) ; Volkswagen Golf GTI, 5 CV : 8,44 (8,7) ; Renault 5 GTI, 5 CV : 8,51 (8,2) ; Renault-14 TL, 7 CV : 8,88 (8,5) ; Fiat Ritmo-55, 6 CV : 9,85 (9,4).

LES MEILLEURES URBAINES (25 kilomètres-heure de moyenne) :

- Volkswagen Golf diesel, 5 CV : 3,50 (4,3 de gazole) ; Daihatsu Charada, 4 CV : 4,46 (consommation conventionnelle non définie) ; Fiat-127 1000, 5 CV : 4,64 (5,2) ; Renault 5 GTI, 5 CV : 5,82 (6,5) ; Honda Accord coupé, 5 CV : 5,96 (6,0) ; Renault 5 GTI, 5 CV : 5,96 (6,7) ; Fiat-127 900, 5 CV : 5,96 (6,7) ; Renault-18 GTS, 9 CV : 5,99 (6,1) ; Renault-14 TL, 7 CV : 6,36 (6,5) ; Fiat Ritmo-75, 7 CV : 6,42 (10,5).

# LOTO

c'est pas cher



# English

EN 10 SEMAINES 707.40.38

# NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS. Vous avez des messages à envoyer. Nous les télétransmettons pour vous. Nos tarifs sont très intéressants. Appelez-nous au 707.40.38.

## sous-verre instantané...

avec les 3 modèles ENCADRIX, montage facile des photos, dessins, graphiques, gravures, etc. (toutes tailles).



## IBM-32 avec programmes utilisable immédiatement

A vendre par Société de Distribution de pièces techniques. Programmes complets : bon de livraison, facture, déquette, comptabilité client - statistiques ventes, clients, produits fichiers prospection, etc. Ex. n° 10.123, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens 75127 Paris cedex 05.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EMPRUNT CNT 10,30%

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La sécurité d'un investissement rentable

Taux de rendement actuariel brut 10,24%

Souscription Banques - P.I.L. Comptes de trésorerie.

# EMPRUNT OCTOBRE 1978

## 10,30%

Taux de rendement actuariel brut 10,27%

Garanti par l'état

CLOTURE SANS PREAVIS

B.A.L.O. DU 23 OCTOBRE 1978

**CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL**

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES PARIS 15<sup>e</sup> 75730 PARIS - CEDEX 15

## AGRICULTURE

### LES ÉTATS-UNIS VONT STIMULER LEURS EXPORTATIONS

Le président Carter vient de signer une nouvelle loi adoptée par le Congrès des États-Unis, qui a pour effet de stimuler les ventes des agriculteurs américains à l'étranger et leur ouvre le vaste marché chinois. Ce texte autorise la Commodity Credit Corporation (C.C.C.), agence de financement des ventes de produits agricoles, à élargir le domaine de ses activités. Outre ses crédits normaux remboursables en trois ans, la C.C.C. peut financer sur dix ans le stockage de céréales de réserve dans le cadre d'accords internationaux ou d'autres arrangements acceptables par les États-Unis, ainsi que les exportations de bétail de reproduction. Les prêts de la C.C.C., auxquels la Chine aura désormais droit, ont aussi pour objectif de concurrencer les facilités de crédits offertes par d'autres pays exportateurs.

M. Carter a par ailleurs affirmé le 21 octobre que, tant qu'il serait président des États-Unis, il n'y aurait pas d'embargo sur les ventes de céréales à l'étranger.

Les producteurs de porcs de France, qui se sont manifestés le 8 novembre à Pontivy (Morbihan) à l'appel des fédérations départementales d'exploitants agricoles du Finistère, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et du Morbihan. Ces quatre organisations dissidentes de la fédération régionale ouest (Bretagne et Pays de la Loire) demandent la suppression des montants compensatoires monétaires, le remboursement du préjudice subi en raison de ces montants compensatoires et la refonte du système de financement de la production porcine. (Corresp.)

## ROUSSELOT S.A.

Le bénéfice ROUSSELOT S.A. au 30 juin 1978, avant impôts et après 22,5 millions de francs d'amortissements, s'élevait à 28,5 millions de francs contre 24,4 l'an passé. L'évolution des affaires s'est révélée très différente d'une année à l'autre. Alors qu'au cours du premier semestre la conjoncture a été plus réservée qu'en 1977, l'activité a été plus dynamique durant le second semestre se développant plus favorablement cette année que l'an dernier. Il apparaît, d'ores et déjà, que le retard du chiffre d'affaires constaté au 30 juin, devrait être comblé d'ici à la fin de l'exercice. On assiste, en effet, à une reprise très marquée des exportations de concentrés pour l'alimentation du bétail vers le Moyen-Orient ; par ailleurs, les gélulines élaborées — spécialités de ROUSSELOT — font l'objet d'une demande plus soutenue sur les marchés internationaux.

Dans l'état actuel des prévisions, la faiblesse persistante du dollar ne permettra pas au groupe ROUSSELOT d'atteindre, en 1978, un bénéfice net après impôts du niveau de celui de l'exercice précédent. En effet, la baisse de la monnaie américaine a une double incidence sur les comptes : en cours d'année, sur les exportations réalisées par les sociétés européennes du groupe et, en fin d'année, lors de la prise en compte des résultats des filiales américaines dans la consolidation.

Cependant, cet effet sera atténué au niveau de la marge brute d'auto-financement qui devrait permettre de maintenir les amortissements intensifs pratiqués par le groupe aussi bien qu'une distribution traditionnellement favorable aux actionnaires.

**VOIX ET EXPRESSION**

partir avec aisance se faire écouter, maîtriser l'émotivité convaincre, décider.

Tous renseignements : G.R.S.P.L., de 14 h. à 19 h. 24, rue Henri-Barbusse - 75005 - Téléphone : 325-18-10 - 325-15-42

## L'ORÉAL

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de L'Oréal a été convoquée pour le 23 octobre 1978. Elle aura pour objet de donner son avis sur la proposition d'augmentation de capital jusqu'à un montant de 700 millions de F, dont 100 millions de F maximum pourraient être apportés par la voie d'émission de nouveaux actions.

Cette assemblée sera réunie vers la fin du mois de novembre 1978. Il est dans les intentions du conseil d'utiliser partiellement cette autorisation, et selon les conditions du marché. En toute hypothèse, les autorisations qui seront demandées aux actionnaires ne seront pas utilisées en totalité à cette occasion.

**UNITED TECHNOLOGIES**

RÉSULTATS RECORDS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 1978

A fin septembre 1978, le carnet de commandes enregistré 7 300 millions de dollars (contre 5 400 millions de dollars à fin septembre 1977) le niveau le plus élevé jamais atteint par la société. A la même date, le chiffre d'affaires s'élevait à 4 393 millions de dollars, contre 4 123 millions de dollars au 30 septembre 1977, tandis que le bénéfice net se chiffrait à 62,59 millions de dollars, contre 50,58 millions de dollars, soit respectivement par action (en cas de conversion de tous les titres convertibles) à 3,56 dollars, contre 3,18 dollars.

Rappelons que les actions UNITED TECHNOLOGIES, introduites à la Bourse de Paris, le 15 novembre 1977, au cours de 181 F, ont depuis cette date évolué entre un plus haut de 227,70 F et un plus bas de 151,50 F.

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INDICES	24 OCT 1978	19 OCT 1978	12 OCT 1978	5 OCT 1978
INDICE COTÉ	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE NON COTÉ	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE COMPOSÉ	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES VALEURS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES ACTIONS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES OBLIGATIONS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES SOCIÉTÉS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES ENTREPRISES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES SERVICES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES COMMERCE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES TRANSPORTS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES SERVICES PUBLICS	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES CHIMIQUES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES TEXTILES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES MÉTALLIQUES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES CHIMIQUES MINÉRIELLES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES AGRICOLES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BIÈRE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BOULANGERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PÂTISSERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA CONFISERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BOISSONNE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA TABAC	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PHARMACIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA COSMÉTIQUE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PARFUMERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BIÈRE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BOULANGERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PÂTISSERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA CONFISERIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA BOISSONNE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA TABAC	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PHARMACIE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA COSMÉTIQUE	127,10	127,10	127,10	127,10
INDICE DES INDUSTRIES DE LA PARFUMERIE	127,10	127,10	127,10	127,10

صوتنا من الامل

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index name and values for 13 Oct and 20 Oct. Includes indices for general market, sectors, and regional markets.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOT. - Au 30 juin 1978, le bénéfice net s'élève à 29,5 millions de francs contre 28,4 millions de francs un an plus tôt.

LONDRES

Repit. Inquiet des tensions sociales, le marché a subi une baisse.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices for Paris, London, and Tokyo, including general and sector-specific indices.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Table of exchange agent company performance metrics, including volume and turnover.

BOURSE DE PARIS - 20 OCTOBRE - COMPTANT

Main table of Paris stock market data for October 20, listing various stocks and their prices.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing the exchange rate of the dollar in Tokyo.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices for Paris, London, and Tokyo.

VALEURS

Large table of stock values and prices for various companies, including financials and industrial stocks.

VALEURS

Large table of stock values and prices for various companies, including financials and industrial stocks.

VALEURS

Large table of stock values and prices for various companies, including financials and industrial stocks.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data, including various contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related data.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related data.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related data.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IREES
  - LE COMMUNISME A L'EST : « Les limites de l'étendue », par André Grjebine ; « La logique du légalisme », par Bettino Craxi ; Budapest 1956 : une révolution pluraliste et profétienne.
- 3. ETRANGER
  - Les négociations de Washington.
- 4. AMERIQUES
- 4-5. EUROPE
  - UNION SOVIETIQUE : ancien chef de l'Etat, M. Mikoyan est mort.
- 6. ASIE
  - AFRIQUE
- 6-10. POLITIQUE
  - Les consultations du premier ministre sur les projets de réforme électorale, de cumul des mandats et de financement des partis.
- 12-13. SOCIÉTÉ
  - La cérémonie d'installation de Jean Paul II.
- 12-13. EDUCATION
- 14. UNESCO
  - Ouverture à Paris de la vingt-troisième conférence générale.
- 15. JUSTICE
  - Un homme tue son fils qu'il avait pris pour un cambrioleur.
  - L'assemblée générale de Légitime Défense.
- 16. SPORTS
  - JUDO : Les Français champions d'Europe par équipe pour la huitième fois.

- ### LE MONDE DE L'ECONOMIE
- Pages 19 à 22
- La nouvelle économie américaine, par Jacques Attali.
  - Le programme sur l'énergie de M. Carter.
  - Herbert Simon, nouveau prix Nobel, par Michel Crozier.
  - Réactions au projet de « partage » : Du dialogue imposé par un gouvernement pérennel, par Stéphane Hucard ; Le droit à la parole suppose un changement culturel, dans l'entreprise, par J.-L. Donnadieu.
  - Médecine libérale ou de monopole ? par Frédéric Jenny et André-Paul Weber.
- 24 à 26. CULTURE
    - CINÉMA : La Femme gâchée, de Peter Handke.
  - 26. PRESSE
  - 35. REGIONS
    - EN ILE-DE-FRANCE : « Ce sont les communes les plus démunies qui portent les impacts les plus lourds », point de vue par Alain Grotteray.
  - 36. EQUIPEMENTS
    - P.T.T. : la journée du 25, point fort de la semaine sociale.
  - 37-38. ECONOMIE
    - CONJONCTURE : M. Chirac pleure pour une relance structurelle de l'investissement de la consommation familiale.

### LIRE ÉGALEMENT

#### RADIO-TELEVISION (18)

annonces classées (27 à 32) ; Aujourd'hui (33) ; Gazette (34) ; Journal officiel (34) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (34) ; Bourse (35).

### NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER

- Étamines imprimées exclusives.
- Tweeds et chevilles d'Irlande.
- Draps, réversibles, poils de chameau, cachemires, loutoux lainages pour manteaux.
- Mohairs anglais, écossais.
- Jerseys, ajourés, style "tricot".
- Carres, panneaux et bases.
- Imprimés d'hiver depuis 15,90 F.
- Lodens d'Autriche, cabans.
- Soieries, lamés, crêpes, dentelles.

## RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## La Grande-Bretagne se propose d'ajourner sa décision sur le système monétaire européen

De notre correspondant

Londres. — Face à l'opposition résolue d'une majorité substantielle du parti travailliste et d'une partie des membres du cabinet à l'adhésion de la Grande-Bretagne au système monétaire européen, M. Callaghan se propose d'ajourner la décision britannique jusqu'à la veille du sommet européen du 5 décembre. Le premier ministre, qui préside ce lundi 23 octobre une réunion conjointe du cabinet et de l'exécutif du parti, justifie ce délai par la nécessité d'attendre que les ministres des finances de la Commission aient réglé lors de leur réunion du 20 novembre, leurs divergences de vues et mettent au point dans le détail le fonctionnement du système.

En fait, compte tenu de la division du cabinet et de la protestation d'un certain nombre de députés travaillistes, prêts à déposer aux Communes à la rentrée parlementaire une motion condamnant formellement l'adhésion de la Grande-Bretagne au système, l'ajournement ne peut que satisfaire M. Callaghan. Le premier ministre a tenté de garder sa liberté d'action, d'abord en obtenant qu'une motion hos-

## LE CRÉDIT AGRICOLE SERAIT PROGRESSIVEMENT SOUMIS A L'IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS A COMPTER DE 1979

M. Monory, ministre de l'économie, aurait axé sa position sur la réforme du Crédit agricole, réforme demandée par les présidents et directeurs de caisse de la « banque verte » à son dernier congrès de Tours (« le Monde » des 5 et 7 octobre). Selon nos informations, le Crédit agricole, actuellement exempté de l'impôt sur les bénéfices, serait taxé au taux de 25 % dès l'année prochaine, puis à 35 % en 1980, 45 % en 1981 et 50 % — le taux normal — en 1982.

En contrepartie de cette taxation, le Crédit agricole peut intervenir sans restriction de compétence, serait étendu. Pour l'instant, le Crédit agricole ne peut accorder des prêts que dans les communes ne dépassant pas 7 500 habitants. La barre serait relevée jusqu'à 10 000 habitants, et le financement des P.M.E. et des I.M.E. serait facilité. Enfin, et surtout, les prêts que le Crédit agricole accorde aux collectivités publiques seraient placés hors encadrement du crédit. Ces mesures de « banalisation », qui seraient proposées à la Fédération nationale du Crédit agricole, pourraient être appliquées dès 1979. Si elles ne constituent qu'une première étape de l'extension de compétence réclamée par les dirigeants de la « banque verte », ces mesures devraient être bien accueillies. Il n'est pas impossible cependant que l'hostilité du président de la F.N.S.R.A., M. Michel Debattiste, qui souhaite que le Crédit agricole reste, par principe, l'affaire des seuls agriculteurs, entraîne un certain retard dans l'annonce de ces décisions.

## NOUVELLES BRÈVES

- M. François Mitterrand rencontrera, le jeudi 26 octobre, au siège de la centrale Force ouvrière, André Bergeron, secrétaire général de la confédération. Il sera accompagné de deux membres du bureau national du P.S. On indique dans l'entourage de Mitterrand que le thème de cette entrevue comportera un entretien sur les problèmes de l'emploi et de l'indemnisation du chômage. D'autres sujets seraient toutefois examinés. Le 19 octobre, une délégation du mouvement des radicaux de gauche, conduite par son président, M. Michel Crépeau, avait été reçue par F.O. ; la conversation avait porté sur les mêmes sujets.
- Le sénateur George McGovern, représentant démocrate du Dakota du Sud, s'est prononcé dimanche 22 octobre contre une levée des sanctions économiques imposées à la Rhodésie. — (A.F.P.)
- Une cérémonie du souvenir sera célébrée le 6 novembre, à 11 heures, devant le mémorial des combattants de l'outre-mer morts pour la France, à Avignon. Cette date anniversaire du débarquement allié de 1942 en Afrique du Nord est aussi celle de la reprise des combats de toute l'armée d'Afrique.
- Après cent quinze jours de grève de la faim, Daniel Debrille commence aujourd'hui à se rétablir, a-t-on annoncé, ce lundi matin 22 octobre, le comité d'action des prisonniers. Son avocat, M. Juramy, a reçu les assurances que la procédure pour la révision du procès de Caen est en cours, selon le C.A.P. qui précise, d'autre part, que le directeur de l'administration pénitentiaire a assuré M. Juramy que Daniel

## LA GRÈVE DES MARINS PERTURBE GRAVEMENT LES APPROVISIONNEMENTS DE LA CORSE

Les divers mouvements de grève qui, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., affectent la marine marchande et les ports commencent à provoquer de graves perturbations économiques. Au Havre, à cause de l'arrêt de travail des contremaîtres des Abeilles, de nombreux navires ont dû manœuvrer par leurs propres moyens. A Marseille, le trafic a été quasiment paralysé.

D'autre part, des transporteurs routiers ont bloqué dimanche matin 22 octobre dans le port d'Ajaccio le cargo Ville de Corse, pour protester, disent-ils, « contre la désorganisation des navettes entre la Corse et le continent qu'entraîne la grève des marins C.G.T. ». D'autres routiers ont aussi bloqué les grilles du port de Bastia, empêchant la sortie de l'ensemble des marchandises déchargées du cargo Isère.

Le préfet de la région Corse, M. Yves Buralat a déclaré : « Toutes les actions qui ont été menées en vue de rendre impossible le déchargement des cargos et de bloquer les ports, notamment à Bastia et à Ajaccio, ne font que compliquer et aggraver la situation en déformant des besoins de la population. Si, dans la semaine écoulée, six halbes de cargos ont permis l'approvisionnement essentiel en produits alimentaires et pharmaceutiques, en matériaux de construction et autres produits nécessaires à l'activité économique, nous sommes à brève échéance de faire gravement défaut. »

la vidéo-cassettes couleur

## Betamax

s'achète chez

# SONY

16, rue La Fayette - 770-95-25  
MONSTRATION IMMÉDIATE

## LE DOLLAR BAT TOUS SES RECORDS DE BAISSÉ

Le semaine a mal commencé pour le dollar, qui a baissé, lundi 23 octobre, tous ses records de baisse par rapport aux monnaies fortes, le franc suisse excepté. A Francfort, il est tombé à 1,90 DM contre 1,81 DM, contre 1,85 DM vendredi, le dollar à Tokyo, il a terminé à 181 yen, au-dessous des 181,50 yen atteints le 15 août dernier, malgré les interventions énergiques de la Banque du Japon. A Zurich, en revanche, le cours du billet vert s'est légèrement raffermi grâce aux achats massifs de la Banque nationale suisse, assés par la Bundesbank. La Banque d'Allemagne s'est efforcée d'empêcher la livre de dépasser le cours de 2 dollars. A Paris, la monnaie américaine a fléchi à 4,175 F, niveau le plus bas depuis juillet 1973, contre 4,158 F vendredi, le dollar a baissé consolidant sa hausse surdus de 2,31 francs.

Les marchés des changes se sont montrés très nerveux dans l'attente de nouvelles mesures de l'administration qui doit annoncer le prochain mardi 23 octobre, et qui, par avance, soulèvent le scepticisme des opérateurs.

## Les nouveaux calculateurs Hewlett-Packard en vedette à "la Règle à Calcul"

Scientifiques

HP-31E 388,00 F.t.c. HP-32E 558,60 F.t.c.

Financiers

HP-37E 511,56 F.t.c. HP-38E 817,32 F.t.c.

Le prix comprend : batterie, chargeur 110 ou 220 V, housse de protection, manuel d'utilisation et d'application, garantie 1 an. Démonstration vente sur stock.

## la Règle à Calcul

1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.

85-87 bd Saint-Germain, 75005 Paris  
Tél. 033 02.63/033 34.61

HEWLETT PACKARD

## Mis en cause par un journal local après la condamnation d'un industriel Les magistrats stéphanois se défendent de politiser la justice

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le troisième chambre correctionnelle du tribunal de Saint-Etienne, présidée par M. Jean-Marc Pizzetta, avait condamné, l'été dernier, un industriel stéphanois à trois mois d'emprisonnement (le Monde du 19 juillet). Il ne s'agissait là que d'un nouvel épisode judiciaire de l'affaire Fleurance — du nom du comptable licencié par les Actionnaires du Forez — rebaptisant depuis dix ans d'une juridiction à une autre : prud'homme, tribunaux administratifs et de grande instance, cour d'appel, Conseil d'Etat, Cour de cassation. Dans la longue suite des sentences déjà rendues, il y en eut forcément qui en réformèrent d'autres, en vertu même de la double juridiction, sans pour autant qu'il soit suivi de l'un des nombreux jugements ayant jalonné cette affaire : un magistrat ait été mis en cause publiquement jusqu'à la sortie, à Saint-Etienne, du numéro 13 de l'Echo de la Loire.

Dans un éditorial tenu toute la première page, avec une longue suite à l'intérieur, sous le titre « A propos de l'affaire Fleurance, le juge du C.E.R.E.S. et le martyr de la C.F.D.T. », l'Echo de la Loire de septembre évoque à sa façon « l'abracadabrante affaire syndicalo-judiciaire » en question. Aujourd'hui conseiller municipal socialiste dans la municipalité de gauche de Saint-Etienne, M. Fleurance y fait l'objet de vives attaques tout comme la C.F.D.T. et « certains magistrats ». Et l'auteur se demande : « Veuillent-ils tenter de faire de Saint-Etienne une Béthune-en-Forez ? » Évoquant dans un encadré, la venue à Saint-Etienne, en janvier dernier, de M. Jean-Pierre Chevènement pour « soutenir la candidature législative du socialiste Venin dans la circonscription de

M. Neuhirsh », le journal écrit : « Parmi les militants stéphanois qu'il accusa à la Bourde du travail, M. Pizzetta, magistrat nommé récemment au tribunal de grande instance. »

Les magistrats du tribunal de grande instance de Saint-Etienne, ayant pris connaissance de l'éditorial, sont sortis de leur réserve traditionnelle pour rédiger et voter à l'unanimité une motion de soutien à M. Jean-Marc Pizzetta, vice-président du tribunal et ainsi mis en cause. Ils « révoquent que cet article peut établir un lien entre les présidents des tribunaux politiques et le magistrat et le jugement correctionnel en date du 13 juillet 1978 ». Après s'être refusés à polémique sur le fond de cette affaire, les magistrats « considèrent comme inadmissible le fait de mentionner que M. Pizzetta était « parmi les militants stéphanois » nous accusés à la Bourde du travail par M. Chevènement », alors que ce magistrat tient à faire savoir qu'il n'a pas assisté à cette réunion électorale et n'a jamais rencontré M. Chevènement. »

A l'unanimité, ils « rappellent que ce jugement n'a pas été rendu par un seul vice-président mais par trois magistrats et qu'ils ont, selon le principe de la collégialité, affirmé que les magistrats quelles que soient leurs opinions, pour ce faire, ont pour objectif de prendre leurs décisions en dehors de toute vue partisane, estimant par conséquent que le rapprochement entre de prétendues activités politiques et une décision rendue par un magistrat atteinte à l'honneur et au crédit de la magistrature ; se déclarent solidaires de leur collègue injustement attaqué. »

PAUL CHAPPEL

## Une détenue dandestine à Fleury-Mérogis

Par suite d'une lourde bavure de la chambre d'accusation de Paris, une femme, âgée de vingt-sept ans, est détenue sans avoir été jugée, à la prison de Fleury-Mérogis, depuis le 11 octobre. Mais à la cour d'appel de Paris, nul ne veut accepter les conséquences logiques de cette bavure : une mise en liberté.

Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un permissionnaire qui n'aurait pas regagné sa prison, mais du contraire. La bavure n'est plus du côté d'un tel détenu, mais du côté de la justice. Dans les deux cas, si l'on ose dire, il s'agit d'une violation délibérée de la loi. On conviendrait que, pour des magistrats chargés de la faire respecter, la faute est passablement plus lourde.

Depuis le 22 août 1977, une jeune femme âgée de vingt-sept ans est incarcérée à Fleury-Mérogis sous l'inculpation de meurtre dans une affaire passionnelle. L'instruction après le dernier été va sur son terme et le magistrat de Melun, considérant que la matérialité des faits est établie, que l'inculpée présente selon la loi des garanties de représentation (en clair, ne risque pas de s'enfuir), signe, le 20 septembre, une ordonnance de mise en liberté. Le parquet fait appel, et l'affaire vient, le 11 octobre, devant la chambre d'accusation de Paris. Cette juridiction épouse complètement la thèse du parquet et fait valoir dans ses attitudes le « gravité des faits » et la nécessité de « protection de l'ordre public ». Les juges jugent possible maintenir l'incarcération. Jusqu'ici, point d'ant-

croche. Patience, une longue suite de bavures s'annonce.

Dans un premier temps, le greffier se trompe de formule et en prend un qui confirme l'ordonnance de mise en liberté. Puis le président signe, pièce après son greffier alors qu'elle est la seule qui tisse foi. La pièce est ensuite dirigée sur le parquet, qui n'est pas plus attentif : bien qu'il détienne le « dispositif » de l'arrêt continuant l'ordonnance de libération, il fait signifier par huis-clos le contraire à la détenue.

Le lendemain, par la poste, l'avocat de la jeune femme, M<sup>re</sup> François-Noël Loos, reçoit copie du fameux arrêt et n'est curieux pas ses yeux. Oralement, la valise, il s'était entendu dire le contraire. Non sans malice, mais à bon droit, l'avocat laisse passer le délai du pourvoi en cassation (sept jours en tout) et l'arrêt devient définitif. Le 18 octobre, au soir, il se rend à Fleury-Mérogis et s'adresse au président de la directrice, celle-ci concourt à une détention arbitraire. Rien n'y fait, comme on le pense.

Le lendemain, M<sup>re</sup> Loos est au parquet général de Paris, où il rencontre un magistrat qui propose que la juridiction soit de nouveau saisie... en rectification d'erreur matérielle.

M<sup>re</sup> Loos, finalement, se retrouve chez le procureur général lui-même, M. Paul-André Sadon, qui lui propose, pour sa part, une procédure en... interprétation.

On en est là. On voudrait pouvoir dire de ces « gâties » de la justice. Mais il faudrait se forcer.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 octobre 1978, a été tiré à 520 043 exemplaires.

## NOUVEAUX DIPLOMES pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un diplôme relevant de l'enseignement supérieur.

Diplôme des CHAMBRES de Commerce étrangères, complément indispensable à toute formation de commerce et des affaires :

B.T.S. Traducteur Commercial attestant la formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ; Diplôme de l'Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, tourisme, hôtellerie ; Bacheliers, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc. sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.

Le département Information-Orientations de Langues et Affaires, Service 87, 35, rue Collange, 92399 Paris-Levallois, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. 87-81-83 (organisme privé).

## parlez RUSSE... LOGOS international

centre privé de formation

4, Villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05

3, rue de l'Arrivée CIT Montparnasse 4<sup>e</sup> ét. 75015 PARIS Tél. 538.78.00

TOURS - NANTES - ORLÉANS - MUNICH

Logo de la République